

## Froid glacial franco-canadien

Un calme précaire qui précède la tempête... C'est la formule à laquelle on est tenté de recourir six jours après l'arrestation par les gardes-côtes canadiens du chalutier de Saint-Pierre-et-Miquelon « Croix-de-Lorraine », l'incarcération de son équipage à Terre-Neuve, puis, après quel remue-ménage dans les chancelleries, son élargissement et son retour triomphal dans l'archipel.

Si, en effet, les marins et les élus de Saint-Pierre ont retrouvé la liberté, les relations diplomatiques entre Paris et Ottawa, excellentes par ailleurs, restent empoisonnées par l'interminable conflit de la pêche, qui prend, dans le contexte électoral français, des proportions démesurées.

Recevant, mercredi 20 avril, l'ambassadeur du Canada, M. Bouchard, nommé ministre à Ottawa, avant son départ, François Mitterrand lui a demandé de transmettre à son gouvernement de vives protestations pour « l'insupportable et inacceptable situation faite aux pêcheurs de Saint-Pierre, de Saint-Malo et de Bordeaux (dont les chalutiers fréquentent aussi les parages canadiens), contrairement aux droits et (aux) conventions passées entre les deux pays ».

Ne voulant ni ne pouvant être en reste, Jacques Chirac a déploré, au conseil des ministres du même jour, l'incident du week-end dernier, qui illustre « l'absurde conflit que nous avons, du seul fait de ce pays, avec le Canada » et regretté qu'Ottawa « refuse le recours à toute procédure d'arbitrage comme d'ores et déjà prévue dans les traités qui régissent la pêche ». Le vote de Raymond Barre, ministre de l'Industrie, dans ce conseil d'indignation...

LES diplomates des deux côtés de l'Atlantique ont beau tempérer les propos vindicatifs des hommes politiques, le conflit, isolé, la querelle, demeure complexe et les difficultés nombreuses pour déminer l'échec, inflexible, la France le reste pour sauvegarder les intérêts des six mille trois cents habitants de l'archipel et ceux des deux entreprises métropolitaines de grande pêche. Selon Paris, Ottawa doit respecter le traité de 1972 qui autorise les bateaux français à pêcher dans les eaux canadiennes. Sans la pêche, l'économie de Saint-Pierre meurt. Ce caillou désolé, où vivent une poignée d'hommes au caractère d'acier, n'a guère changé depuis que Châteaubriand y voyait « le vent étéré, secouer, prosterner, à l'instar des fougères, des arbres qui ne dépassent pas la hauteur d'un homme ».

OTTAWA, soumis à une pression constante de la province de Terre-Neuve, se veut intransigeant. « Les eaux qui entourent notre pays sont à nous, c'est une richesse nationale. » Le conflit franco-canadien se double d'ailleurs d'un contentieux entre Ottawa et le CEE, à la fois sur l'accès des chalutiers européens aux eaux canadiennes et sur les importations dans la Communauté de produits de la mer.

Autant dire que la rencontre technique prévue ce jeudi 21 avril, à Paris, entre les hauts fonctionnaires des deux pays — la quatrième depuis le début de l'année — pour essayer de s'accorder sur le nom d'un médiateur qui fixera les quotas de morue revenant à la France s'ouvre dans un climat glacial. Dans des paysages fantasmagoriques propices aux nostalgies, il est des matelots pour songer à l'expédition britannique des Malouines. Mais les relations franco-canadiennes sont trop anciennes pour qu'une solution raisonnable ne finisse par être trouvée.

M 0147 - 0422 D - 4,50 F

3790147004500 - 04220

Approuvé par les responsables régionaux du parti

## M. Gorbatchev prend un avantage décisif sur les conservateurs

A deux mois de la conférence nationale du PC soviétique, M. Gorbatchev semble avoir pris un avantage décisif sur ses adversaires conservateurs. Les thèmes majeurs de sa politique de réformes ont en effet été approuvés explicitement, lors de trois réunions successives, par les plus hauts responsables régionaux du parti.

MOSCOU  
de notre correspondant

M. Gorbatchev continue à marquer point sur point dans la guerre ouverte qu'il oppose depuis cinq semaines aux conservateurs de son parti.

Alors que la campagne de presse en faveur des réformes économiques et politiques bat son plein, le secrétaire général vient d'obtenir de l'ensemble des responsables régionaux de l'appareil une déclaration d'appui « unanime » à l'« élargissement de la glasnost » et à la « démocratisation dans tous les domaines ».

Cette « unanimité » est évidemment relative puisqu'un grand nombre de ces cadres demeurent en fait hostiles à la volonté de changement de M. Gorbatchev, mais l'important n'est pas en l'occurrence leurs sentiments profonds. A deux mois de la conférence qui sera appelée à débattre de la démocratisation interne du parti, ce qui compte c'est que le rapport de forces ait suffisamment évolué pour que le secrétaire général ne se heurte plus à la résistance ouverte qu'on voyait s'organiser au début du mois dernier.

A cette époque-là, la crise arménienne menaçait encore de

déboucher sur l'aggravation de troubles sanglants et les conservateurs y dénonçaient une conséquence directe de la « glasnost ».

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 6.)



La bataille pour l'Europe des assurances est ouverte. L'italien Generali accentue son offensive sur la Compagnie du Midi (page 31).

Pour 14 milliards de francs

## La France lance le programme de l'avion de combat Rafale

En signant deux contrats d'une valeur totale de 14 milliards de francs avec les constructeurs du Rafale, le ministère de la défense a lancé officiellement, jeudi 21 avril, le programme d'un nouvel avion de combat qui commencera d'équiper en 1996 l'armée de l'air et l'aéronautique navale.

C'est le coup d'envoi d'un projet français visant à disposer, à terme, d'une flotte de trois cents à trois cents vingt appareils biplaces, qui prendront la relève des Mirage et Jaguar de l'armée de l'air ou des Crusader et Etendard de la marine nationale.

La signature intervenue jeudi 21 avril concerne la phase prototype du Rafale et celle de la qualification des réacteurs, à charge pour Dassault-Breguet, d'une part, et pour la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA), d'autre part, d'assurer le quart du financement total.

En 1987, au Salon aéronautique du Bourget, M. Mitterrand et M. Chirac avaient publiquement soutenu le projet.

De son côté, le ministre de la défense, M. André Giraud, a fait des offres de coopération, notamment à l'Allemagne fédérale engagée dans un programme concurrent, pour que des pays européens participent à la construction du Rafale.

Des offres d'association ont également été adressées à un constructeur américain, la société McDonnell-Douglas, pour une mise en commun des technologies.

(Lire nos informations page 36.)

Le président-candidat en campagne

## François Mitterrand, ou la jeunesse d'un homme âgé

M. Mitterrand a proposé, le mercredi 20 avril, que le débat télévisé entre M. Chirac et lui soit organisé le jeudi 28. M. Chirac, qui, la veille, paraissait d'accord, préfère maintenant la semaine suivante. Le président-candidat devait participer, le jeudi 21, au « Grand Jury RTL-le Monde ».

Inutile de le suivre à la trace. De meeting en promenade dans la France profonde, François

Mitterrand ne livre qu'un seul indice, toujours le même. Il est au mieux de sa forme. « Le dernier diptychique de la 1<sup>re</sup> République », comme le dit l'un de ses proches, donne même, sous ses chapiteaux, des signes d'une longévité à inquiéter les gérontologues du RPR.

A Montpellier, l'autre soir, il a battu un record de campagne, près de deux heures d'un discours improvisé, la lippe gourmande, la main élastique, le trait ironique,

cinglant parfois, le propos grave ou enthousiaste. Aussi, sur son passage, ses admirateurs se félicitent-ils de cette jeunesse retrouvée, de cette liberté d'esprit qui active le sang présidentiel, lui redonne le sourire, le rend en bataille, et lui fait serener les poings.

François Mitterrand, en ces semaines de campagne, n'a plus d'âge. Il est au combat. Tout à son combat. Enfin redescendu sur terre, parmi les hommes, après une entrée en lice frileuse

que des conseillers en communication voulaient confiner dans l'Olympe présidentiel.

Et chaque jour qui passe, devenu éternité, éloigne un peu plus la cohorte de ses biographes d'une question obsédante, toujours retardée, de l'histoire de cet homme. Pourquoi y est-il retourné ?

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 8.)

## Sécurité nucléaire

Les consommateurs européens dénoncent la passivité des gouvernements ; la France a mis au point une « échelle de gravité » des incidents.

PAGE 29

## Les leçons du soulèvement palestinien

Le mythe brisé de l'« occupation douce ».

PAGE 4

## « L'an prochain à Kaboul »

Les espoirs et les divisions de la résistance afghane.

PAGE 6

## Alliance pétrolière

Tous les pays producteurs cherchent à stabiliser les cours du brut.

PAGE 32

## Les offensives de M. Lagardère

Matra prend 15 % du capital de la SAT (télécommunication et matériels militaires).

PAGE 34

## 22 interpellations à Paris

L'enquête sur l'attentat du 17 avril contre l'étude d'un huisser.

PAGE 36

## Conférence d'Interpol

Le terrorisme et la drogue.

PAGE 29

Le sommaire complet se trouve en page 36

Deux cent mille visiteurs au Salon de la porte de Versailles

## La halle aux livres

Les 28 000 mètres carrés du Salon du livre, à la porte de Versailles, à Paris, ont accueilli, du 14 au 20 avril, un peu plus de deux cent mille visiteurs, c'est-à-dire quelques milliers de plus que les 15 000 mètres carrés du Grand Palais, en 1987. Le Syndicat national de l'édition, principal organisateur de cette manifestation, s'est montré satisfait, en dépit de la baisse globale du chiffre d'affaires des exposants.

En présentant le bilan du huitième Salon du livre, M. Alain Gründ, président du Syndicat national de l'édition (SNE), ressemblait à ces hommes politiques qui, au lendemain d'une défaite, disent, toutes dents dehors : « Nous avons perdu, mais quel succès ! ».

M. Gründ n'a pas voulu tenter d'interpréter la baisse des ventes,

au cours du Salon — autour de 20 % en moyenne, — de nombreux éditeurs de littérature générale (Gallimard comme Fayard, Flammarion ou Albin Michel, pour ne citer que quelques-uns des grands, et, chez les plus petits, Arléa ou Alinéa, par exemple).

Il a préféré dire, pêle-mêle, que « on n'avait jamais autant vendu Kierkegaard et des livres de droit », que ce Salon avait marqué « le triomphe du poche », que les dictionnaires et encyclopédies avaient obtenu « une progression prodigieuse », tandis que « les livres pratiques, les ouvrages sur les plantes, les oiseaux, la cuisine, le bricolage », connaissent « une progression fantastique ».

En fait, il semble que le Salon ait attiré, d'une part, le public qu'on pourrait qualifier de passionné et « pointu » — celui qui, quels que soient le lieu ou la cir-

constance, se déplace dès qu'il est question de livres — et, d'autre part, le public qui aime à flâner dans les foires, quelles qu'elles soient, glanant des prospectus et faisant remplir ses « carnets d'autographes ».

JOSYANE SAVIGNEAU.  
(Lire la suite page 14.)

## Le Monde LIVRES

■ Lettres italiennes : Vincenzo Consolo, de la Sicile à la Lune.  
■ Romans : Jean-Marc Robert, Jacques Duquesne, Jacques Réda.  
■ La chronique de Nicole Zand.  
■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 15 à 21

Alain Corbin  
**Le territoire du vide**  
L'Occident et le désir du rivage  
1750 - 1840

Alain Corbin est non seulement sensible et érudit, mais original et audacieux. C'est une bouffée d'air que ce livre.  
A. Ruge, Libération

Alain Corbin bâtit à merveille cette symphonie de l'émotion.  
J.-M. de Montméty, La Croix

Un chef-d'œuvre du genre.  
P. Roudil, Le Figaro Magazine

Aubier

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA; Maroc, 4,50 dir.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 165 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 160 dr.; Indonésie, 900 Rp.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 Lt.; Luxembourg, 30 t.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 130 esc.; Sénégal, 336 F CFA; Soudan, 12,60 sc.; Suisse, 1,80 t.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكزا من الاجل



سكنا من الوجل

2 Le Monde • Vendredi 22 avril 1988 •

# Débats

HORIZON ÉLYSÉE

## Pas de désarmement économique

par MAURICE DUVERGER

**L**a Lettre à tous les Français n'a pas repris les propos de « Questions à domicile » sur les noyaux durs, « souverainement attribués à de petits amis, alors qu'il fallait mettre aux enchères entre groupes et sociétés françaises, en intégrant les mêmes conditions, les mêmes engagements aux capitaux étrangers ».

Le coup de frein donné par écrit le 7 avril n'était pas inutile, tant la confiance du premier ministre a entraîné la mise en place d'hommes compétents et indépendants : les excellentes paroles sur le rejet de la chasse aux sorcières s'appliquent naturellement. Quand le noyau dur repose seulement sur le bon plaisir du prince, il conviendrait de l'aménager autrement. Mais pas nécessairement par la vente au plus offrant.

Dans la mesure où les noyaux durs ont été attribués à des gens ayant le sens de l'intérêt national, plutôt qu'à des hommes d'affaires cosmopolites, ils tendent à une sorte de semi-nationalisation au cœur des privatisations. Cela n'est pas très éloigné de la logique d'une économie mixte de type nouveau, dont le président de la République a souvent parlé. D'autant qu'on voyait se dessiner un noyau central des noyaux durs autour d'une puissance financière considérable : celle de l'UAP, dont la privatisation devait être le couronnement des précédentes. Le gel des nationalisations serait regrettable s'il paralysait de tels mécanismes, au moment où la France a besoin d'un grand arsenal de munitions financières pour européennes des secteurs à son profit. Mais pourquoi n'aurait-il pas un effet contraire ?

Pourquoi ne s'accompagnerait-il pas d'un changement de structures des entreprises publiques, leur permettant de disposer de leur capital dans certaines limites, en entrant dans le jeu de la Bourse, comme les firmes privatisées ? En l'occurrence, les équipes en place pourraient adapter à un cadre nouveau la stratégie envisagée dans un autre, en bénéficiant de la confiance du public. Un mécanisme analogue permettrait de régler le nouveau statut de la régie Renault.

Plus on s'approche du cadre européen et de son unification, plus le problème des noyaux durs se transpose sur une autre échelle. D'une certaine façon, les projets de type Eureka en relèvent. Mais on touche l'essentiel quand François Mitterrand dénonce, à propos des usines à viande, l'invasion des fourmisseurs américains pour l'aliment de bétail, importées à des prix défiant toute concurrence parce qu'elles sont exemptées de taxes. Dire que ces « termes faussés de l'échange exigent du conseil européen et de la Commission une autre politique », c'est placer sur son terrain fondamental le renforcement nécessaire de l'autorité communautaire.

La défense et la diplomatie sont très importantes mais elles ne dépendent pas de l'échec du 1<sup>er</sup> janvier 1993. Au contraire, la faiblesse de la Commission et les divergences entre les chefs d'Etat et de gouvernement vont laisser l'Europe ouverte à l'invasion des produits, si la suppression des douanes intérieures ne s'accompagne pas d'un renforcement du terrain extérieur. S'il n'est pas érigé en noyau dur, on verra se multiplier les aventures semblables à l'accord du 29 mars entre les « Unis et le Japon, qui accorde au premier un régime préférentiel pour les travaux publics sur le territoire du second, dont la Communauté est exclue.

Dans de telles situations, se borner à des recours au GATT serait à peine plus efficace que les protestations à l'ONU d'aujourd'hui ou à la SDN d'autrefois. A quoi servirait d'égaliser la compétition entre les différents pays d'Europe s'ils se trouvent alors placés ensemble dans une inégalité accrue devant la concurrence des deux grands autres blocs de la production mondiale ? Le désarmement économique unilatéral serait aussi dangereux qu'un désarmement militaire unilatéral en face de l'URSS. Si le marché unique devenait une pastiche, l'entreprise européenne tournerait à la catastrophe. Pour qu'il soit formé d'un noyau dur, il faudra qu'une autorité unique puisse négocier d'égal à égal avec ses homologues de Washington et de Tokyo.

## Les trois enjeux

par JACQUES ROBERT (\*)

**L'**ÉLECTION présidentielle prend sous nos yeux — qu'on le veuille ou non — une triple dimension : idéologique, politique et institutionnelle.

**Au plan idéologique**, tout d'abord, on semble sans doute avoir un peu vite avancé que notre époque était celle de la fin des conflits franco-français.

Certes, ont tour à tour disparu : la guerre constitutionnelle (la République étant acquise, on ne se bat plus — et encore ! — que sur l'organisation des pouvoirs) ; la guerre religieuse (la séparation de 1905 a atténué les antagonismes et le message de l'Eglise véhicule aujourd'hui d'autres valeurs que celle de l'ordre hiérarchique et du conformisme) ; la guerre sociale (personne ne parle plus de « rompre avec le capitalisme ») ; et la guerre diplomatique (les grandes querelles apparemment au passé : après Munich et Vichy, la guerre froide, la CED, l'indépendance à l'égard des blocs, la décolonisation...).

De la même manière peut-on aujourd'hui parler de la caducité des repères qui ont traditionnellement séparé la droite de la gauche. Que reste-t-il du rapport au temps et à l'histoire, quand la gauche, donnée longtemps comme tournée prioritairement vers l'avenir, ne cesse de célébrer le culte de ses expériences passées et quand, dans le même temps, la droite, adepte du déroulement paisible et régulier de l'expérience historique, cesse de boudier son temps, réconciliée sans doute par de Gaulle avec le progrès et l'innovation ?

Que demeure-t-il, également, de la référence confessionnelle

quand le lien s'est depuis longtemps distendu entre ordre chrétien et positions conservatrices ?

Que signifie la référence à une conception organiciste de la société quand la droite est conduite, au fur et à mesure que le gauche se dit socialiste, à prendre pour mot d'ordre la liberté individuelle ?

Restent sans doute les deux divages : de l'identité nationale (la France aux Français face à la France plurilingue et multiculturelle) et de la justice (châtiment ou rédemption ?), mais insuffisants à couper la France en deux ?

Il n'en demeure pas moins que l'élection présidentielle met encore aujourd'hui aux prises deux conceptions différentes de la société civile française de demain. Vaut-on, au nom de la logique majoritaire du second tour qui divise inéluctablement la France en deux, ressusciter la cohérence de la V<sup>e</sup> République en ne faisant gouverner qu'une seule moitié du pays, rejetant l'autre dans l'opposition, ou souhaite-t-on au contraire — enfin ! — qu'aucune moitié de la France n'exclue l'autre de l'accès au pouvoir et que deux Français sur trois se rassemblent pour travailler ensemble ?

Sur ce point essentiel, les candidats, quoiqu'on en ait — se séparent radicalement. Au couple Chirac-Barre ne peut-on pas déjà opposer le couple Mitterrand-Giscard ?

La deuxième enjeu de l'élection est politique. Comment, demain, la France sera-t-elle gouvernée ?

Il y a, d'un côté, dans la logique de la convergence gaullienne, les partisans de la dissolution immédiate, afin que les trois leviers de commande du pouvoir que sont l'Elysée, Matignon et le Palais-Bourbon se retrouvent de nouveau dans les mêmes mains avec un président redevenu monarque, un premier ministre retourné à son rôle de chef d'état-major et un Parlement marchand docilement au canon.

Mais d'un autre côté, l'expérience récente de la cohabitation aide, il y a aussi aujourd'hui — et il le sera demain — les adeptes d'un nouveau « présidentielisme parlementaire » qui mettrait demain au chef de l'Etat, au gré de la conjoncture, de choisir son premier ministre dans les rangs de son propre parti ou dans ceux d'un autre, ou de reprendre, le cas échéant, une cohabitation qui lui serait d'autant plus favorable qu'il serait sorti victorieux de l'élection la plus récente... et de voir venir !... Qui oserait alors prendre l'initiative d'un blocage du système ?

IV<sup>e</sup>, V<sup>e</sup> bis ou VI<sup>e</sup> ? Peu importe le numéro, si c'est finalement le vœu de la France unie...

Quant à l'enjeu institutionnel, il est aussi de taille, même s'il ne se trouve qu'en filigrane.

Etendre le domaine du référendum, ce n'est certes pas modifier de fond en comble une V<sup>e</sup> République qui l'avait précédemment institué, mais c'est nécessairement remettre en cause ses modalités d'exercice — qui en aura l'initiative ?

(\*) Professeur de droit public à l'université Paris-III.

tive ? — et son champ d'application. C'est surtout s'engager plus avant dans la voie d'une démocratie directe à laquelle on peut se demander si le peuple français se trouve, dès aujourd'hui, vraiment préparé. Mais n'est-ce point justement le moment favorable pour l'initier, sur des problèmes de société, à l'apprentissage de la vraie démocratie qui n'est pas seulement de répondre, à propos d'une constitution ou d'un texte que personne n'a lu vraiment, à la question de confiance de l'homme providentiel ?

D'un autre côté, la réduction de la durée du mandat présidentiel n'est point un problème de détail. Car il change la nature même de la présidence. L'accent ne serait plus mis sur une longévité qui assurait jusqu'à présent la nécessaire continuité de l'Etat mais sur une coïncidence, des mandats — présidentiel et parlementaire — qui supposerait un « contrat de législature » dont la rupture renverrait tout le monde devant l'électeur...

Or sur ces points il y a, d'une part, ceux qui ne veulent rien changer à une constitution taboue sacrant des structures et des mécanismes votés par de Gaulle et, d'autre part, les tenants d'un retour à un meilleur équilibre d'institutions perverties par une fâcheuse tendance au pouvoir personnel.

Il est grand temps que ces différentes orientations soient mises en lumière et publiquement discutées. Afin que les Français, perdus les choix d'hommes, mesurent avec exactitude ce qui se trouve encore vraiment en jeu dans une élection qui reste fondamentale.

## Pour l'environnement

par BRICE LALONDE (\*)

**C**ETTE année, le temps n'est plus aux choix de société, mais aux priorités et aux objectifs chiffrés. Comme dans la plupart des démocraties, la vie politique semble rythmer l'alternance entre des variantes de socialisme libéral et de libéralisme social. Les domaines de l'action publique, orientés par l'oscillation droite-gauche, relèvent d'une rigueur technicienne accrue. L'écologie n'y échappe pas.

Naguère mouvement social prolongeant les années 60, critique et fertile, porteur d'utopie et de civisme, créateur des radios libres et autres façons de faire, l'écologie est devenue recherche, ingénierie, administration, droit public international. Cette professionnalisation n'est pas favorable à une candidature écologiste, privée d'ailleurs d'une partie de sa résonance par des candidatures plus fracassantes. En outre, la protection de l'environnement fait aujourd'hui partie du consensus national : y aurait-il un candidat pour se gausser de la rareté de l'ozone stratosphérique ou de l'inefficacité des plans ORSEC en cas de pépin ?

**Etat et morale quotidienne**  
Quant à la situation de l'environnement, elle n'est pas cruciale dans notre pays comme elle l'est en Afrique, où l'eau, le sol, les arbres sont autrement menacés. Il y a donc une insuffisance française à corriger, certes, mais il n'y a pas de catastrophe, incurable ou perversité contre lesquelles mener croisade. Dès lors, ce n'est pas nécessairement en créant un groupuscule opposé à tous les partis, mais au contraire en coopérant avec ces derniers, à droite comme à gauche, que les écologistes et les protecteurs de l'environnement pourront corriger cette insuffisance.

La protection de l'environnement relève de la morale quotidienne et de l'Etat. La France fait parfois montre de désinvolture. L'administration de l'environnement, aussi dévouée soit-elle, est trop faible. On voit mal comment mener une politique cohérente sans regrouper sous son égide des services, éparpillés dans tous les ministères, qui tou-

chent à l'eau, la mer, l'espace rural, la radioactivité, l'urbanisme. Les moyens sont là, il faut les rassembler. Les lois sont votées, il faut les appliquer, d'autant que la décentralisation appelle la vigilance. Les libéraux ne me démentiront pas : l'environnement a besoin d'Etat, car il a besoin de temps. Mais le bon Etat est aussi celui qui diffuse le souci de l'environnement dans le corps social :

— Dans l'enseignement, pour compléter les bribes de sciences naturelles qui subsistent encore, afin de préparer nos contemporains à gérer le patrimoine et leur apprendre quelques conduites de civisme, ou de survie, dans l'univers technologique. Il n'est pas moins important de reconnaître un feu rouge qu'une amantille phallotique, de lire un compteur Geiger qu'un baromètre ;

— Dans l'entreprise, puisque désormais un accident peut faire disparaître une société tandis que la qualité écologique permet de gagner des parts de marché. Quelques grandes entreprises

françaises sont aujourd'hui dotées de remarquables services de protection de l'environnement. Il faut aider les autres à suivre le même chemin, soigneusement balisé afin que nul ne soit pris au dépourvu. Tous les défenseurs de l'environnement savent qu'il n'y a pas de bonne écologie sans bonne économie, tous les entrepreneurs ne savent pas encore — et les constructeurs automobiles moins que les autres — qu'il n'y a pas de bonne économie sans bonne écologie.

— Dans l'Europe, enfin, qui est déjà le cadre de référence des politiques de l'environnement. Le grand marché ne se fera pas sans directives, normes et labels, et les entreprises s'installent où leurs employés auront la vie belle. Avec ses espaces et ses ressources, sa méditation entre le Nord et la Méditerranée, sa place dans la coopération mondiale, la France a un rôle à saisir. Il faut s'y préparer, tolérer les règlements, dompter l'expertise

\* Ancien candidat à l'élection présidentielle.

écologique française une dimension internationale.

L'écologie n'est ni de droite ni de gauche. La renaissance du Rhin réclame le concours de tous, les arbres ignorent les partis. En revanche, les politiques de l'environnement peuvent être plus ou moins soucieuses du long terme, de l'équité, du bien public. Elles peuvent élayer un choix plus général d'orienter le progrès économique et social. Et si l'environnement n'est pas seulement l'ossature naturelle, mais bien l'habitat quotidien, auxiliaire de la liberté, il contribue plus encore à l'action politique. Que le comité central du parti vert me pardonne, mais l'homme de Solart ne paraît mieux incarner le temps, le pays, la concorde.

Une poignée de villes interconnectées même le monde. Il faut que, du haut des tours, justice soit rendue aux banlieues, aux territoires, aux peuples environnants. Oui, le pragmatisme a du bon, mais revienne le temps de comprendre le monde, revienne le temps de le changer, reviennent les bâtisseurs de cathédrales !

### LA BOURSE AUX STAGES 88

**DU MONDE CAMPUS**  
**COMMENT RÉPONDRE**  
La Bourse aux stages permet aux étudiants (bac + 3 minimum) de gagner l'un des cent stages en Europe offerts par les entreprises dont les logos sont reproduits page 30. Les candidats doivent afficher chacune des affirmations ci-dessous à ces entreprises. Le bulletin-réponse paraîtra dans le Monde du samedi 23 avril (date 24-25 avril).

**19** 4 000 points de vente, 20 000 salariés et 40 000 administrateurs bénévoles. Une gamme de produits allant d'un « Livret tout net » aux placements les plus sophistiqués. Une banque à qui parler.

**20** Notre vocation : l'énergie autonome professionnelle pour l'industrie et les secteurs de haute technologie.

**21** Notre métier est l'audit et le conseil. Représentés dans 80 pays, dont la France, par 33 000 collaborateurs, nous garantissons la qualité de l'information financière et conseillons nos clients pour les accompagner dans le développement de leurs activités et l'optimisation de leurs résultats.

**22** L'assemblage final des produits de cette entreprise est réalisé en Europe dans 15 usines différentes, et l'un d'entre eux a été le plus vendu sur le marché français en 1987.

**23** Multinationalisation, succès commerciaux, objectif : efficacité intelligente, hautes technologies, efficacité industrielle, innovations sociales, siège provincial depuis 1920...

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurent (1982-1985)  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Daniel Vernot.  
Rédacteur en chef : Claude Salas.  
Correspondant en chef : Claude Salas.

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-87-27  
Télé : MONDOPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

**ABONNEMENTS**  
N° 207 69  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-96-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
354 F	672 F	954 F	1 200 F

**FRANCE**  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F  
ÉTRANGERS (par mandat)

**I - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS**  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F  
**II - SUISSE/TURQUIE**  
394 F 772 F 1 044 F 1 300 F

Par voie aérienne, sur demande.  
Changements d'adresse : décrire les modifications à apporter sur l'ancien numéro, joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**ABONNEMENTS PAR MINTEL**  
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO  
365 jours par an, 24 heures sur 24.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montigny, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Télé : MONDOPUB 266 136 F



## La libération des otages du Boeing koweïtien

### Un succès qui vient à point pour l'Algérie

ALGER

de notre correspondant

Le ministre d'Etat koweïtien aux affaires étrangères, M. Saad Hussein el Oussaybi, qui dirigeait la délégation de son pays dans ses entretiens avec les négociateurs algériens, a regagné Koweït, mercredi 20 avril en fin d'après-midi. Avant son départ, il a remercié les autorités algériennes pour leurs bons offices. « Grâce à Dieu, nous avons trouvé une solution pacifique, mais la merite en revient aux Algériens, qui ont fait de grands efforts pour mettre un terme à cette tragédie », a-t-il déclaré, peu avant de prendre un avion spécial en compagnie des trois membres de la famille régnante qui sont restés deux semaines prisonniers dans le Boeing-747 avec vingt-huit autres personnes qui devaient regagner Koweït jeudi 21 avril dans la soirée.

Les négociations menées par les Algériens pour libérer les trente et un otages qui restaient captifs dans l'avion détourné le 5 avril dernier ont été particulièrement délicates. La détermination du commando de terroristes, qui exigeait la libération des dix-sept membres du Djihad islamique détenus après leur condamnation pour une série d'attentats en 1983, est restée ferme jusqu'à la fin. Elle n'avait d'égale que l'inflexibilité des autorités koweïtiennes, qui n'entendaient pas céder aux exigences des preneurs d'otages. Dans ces conditions, négocier relevait de la gageure. Et pourtant les Algériens ont réussi l'impossible : après avoir frôlé la rupture, samedi soir 16 avril, ils sont parvenus à faire entendre raison aux pirates.

Quelle sorte d'arrangement a été conclue entre les autorités algériennes, les représentants du régime du Koweït et les pirates ? Le secret est de rigueur à Alger. Seuls trois faits sont indiscutables : les trente et un otages ont tous été libérés sains et saufs, les pirates se sont évaporés dans la nature, le Boeing-747 des Koweït Airways sera restitué à la compagnie. Voilà pour le concret. D'un autre côté, on ne peut imaginer des terroristes aussi organisés et disciplinés, prêts à sacrifier leur vie pour obtenir gain de cause, flancher

subitement sans contrepartie. Qu'ont-ils donc obtenu ? Certainement quelques concessions koweïtiennes. Il est possible que, dans un proche avenir, des réductions de peine soient consenties aux dix-sept membres du Djihad et que certains d'entre eux soient même discrètement élargis. Les pirates ont forcément obtenu l'autorisation des responsables algériens de se rendre dans un pays de leur choix, l'Iran ou le Liban — et plus précisément Beyrouth. Enfin, ils ont la vie sauve, et c'est peut-être cela le plus important. Car ces hommes déterminés, d'un sang-froid exceptionnel, sont aussi, pour une partie d'entre eux, « capables d'analyser la situation », comme le faisait remarquer une source proche des négociateurs. Ce

qui signifie que, ayant compris l'échec de leur entreprise, ils ont préféré suspendre leur combat pour mieux le reprendre ailleurs dans quelques mois.

#### Où sont les pirates de l'air ?

En tout cas, il semble acquis maintenant que les huit terroristes — chiffre que les négociateurs algériens n'ont pas voulu confirmer — ont été évacués de l'avion mercredi vers 5 h 30, c'est-à-dire une demi-heure avant la libération des premiers otages (le Monde du 21 avril), dans l'obscurité entrecroisée par un providentiel « incident technique ». Sont-ils déjà partis pour une destination proche-orientale ou

sont-ils encore en Algérie dans une résidence discrète ? Le mystère est bien entretenu par les Algériens, qui refusent également toute information concernant l'identité et la nationalité des pirates, considérant que le secret est une condition sine qua non de succès pour ce genre d'entreprise.

Celle qui vient de se conclure sur l'aéroport Houari-Boumedienne est incontestablement une réussite pour l'Algérie, qui avait bien besoin d'un coup d'éclat sur la scène internationale, où elle n'a pas tenu l'affiche depuis le Conseil national palestinien d'avril 1987. Le sommet arabe d'Amman a été vécu comme un échec par la diplomatie algérienne, qui n'a pas réussi non plus à imposer, au cours de ces deux dernières années, sa conception du grand Maghreb arabe. Elle s'enlise dans le conflit du Sahara occidental, et l'assassinat du leader palestinien Abou Jihad risque de compromettre la tenue du sommet arabe extraordinaire convoqué au début du mois prochain à Alger.

C'est également une réussite indéniable sur le plan intérieur. Car ce succès, c'est avant tout celui d'une équipe, au centre de laquelle on trouve MM. Larbi Belkhir, directeur du cabinet du président de la République, El Hadi Khediri, ministre de l'Intérieur, Lakhal Hayat, directeur général de la prévention et de la sécurité, nouvelle appellation de l'ancienne toute-puissante sécurité militaire. Et ces hommes influents sont tous proches du président de la République, qui a progressivement entrepris, depuis quelques années, de remodeler, à l'image de son pragmatisme, une Algérie quelque peu sclérosée par une idéologie déconnectée des réalités économiques.

1988 est l'année du sixième congrès du FLN, qui devra désigner son secrétaire général, lequel sera, de droit, le candidat à la présidence de la République, puisque le deuxième mandat de M. Chadli Bendjedid arrive à expiration début 1989. Ce dernier doit donc arriver au congrès fort de tous les soutiens. Il vaudrait mieux, pour cela, que ses proches parviennent à résoudre le problème du 747 koweïtien détourné.

FREDERIC FRITSCHER.

### Soulagement teinté d'inquiétude dans le monde

Le dénouement mercredi 20 avril à Alger, de l'une des affaires de piraterie aérienne les plus longues de l'histoire a suscité un soulagement teinté d'inquiétude dans le monde. Après s'être « réjouis » de la libération des otages du Boeing koweïtien, grâce à la médiation algérienne, nombreux sont ceux qui s'inquiètent du sort des pirates de l'air, discrètement escamotés par les autorités algériennes peu avant que les derniers otages ne puissent enfin sortir de l'appareil. Des pirates qui ont assassiné deux Koweïtiens à Larance, avant que le Boeing ne gagne Alger.

Cette préoccupation est particulièrement manifeste dans deux pays occidentaux, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, ainsi que chez les pilotes de ligne. Responsable de l'Association internationale du transport aérien (IATA), M. Rodney Wallis a ainsi estimé que les auteurs du détournement ont ramené une victoire pour le terrorisme « Ils ont obtenu de sortir impunité d'Algérie. Deux semaines de détournement, a-t-il souligné, constituent pour les pirates une expérience incommensurable, qu'ils sont susceptibles de mettre à profit pour de nouveaux actes de terrorisme ou de transmutation à l'avenir. Même inquiétude de la part de l'association des pilotes de ligne américains.

En plein détournement, des responsables de l'IATA avaient d'ailleurs demandé la création d'une unité antiterroriste et d'une cour de justice internationale pour lutter contre la piraterie.

Washington comme Londres ont insisté sur la nécessité de traduire en justice les pirates de l'air, soulignant le danger qu'il y avait à les laisser libres.

A Paris, le soulagement affiché apparaît, officiellement, sans mélange. M. Mitterrand a adressé un télégramme de félicitations au président Chadli Bendjedid, avec lequel il a également eu une conversation téléphonique, tandis que M. Chirac se réjouissait de la libération des otages et estimait que « l'Algérie avait bien géré cette crise ». Le Quai d'Orsay s'est, lui aussi, réjoui du dénouement de cette « affaire extrêmement délicate et sensible ». Il est vrai que l'on a pu dire à plusieurs reprises ces jours-ci que le détournement du Boeing koweïtien avait empêché la libération d'otages français qui, selon certaines sources, aurait dû se produire il y a déjà plus d'une semaine. Les Algériens jouent, là aussi, un rôle important dans les tractations sur le sort des trois derniers otages français au Liban.

## Les obsèques d'Abou Jihad à Damas

### Retrouvailles palestiniennes malgré l'absence de M. Arafat

Le Conseil de sécurité des Nations unies devait examiner, jeudi 21 avril, une plainte de la Tunisie contre Israël pour l'assassinat du « numéro deux » de l'OLP, Abou Jihad. Pour sa part, le secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, a juré le ton et s'est déclaré « très préoccupé par ce qui paraît être la preuve d'une nouvelle violation par Israël de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Tunisie ». Dans les milieux diplomatiques, on indique que la Tunisie

souhaitait que le projet de résolution soit plus ferme encore que celui dans lequel le Conseil avait condamné le raid israélien contre le quartier général de l'OLP dans la banlieue de Tunis, en octobre 1985. Les Etats-Unis s'étaient abstenus lors de ce vote.

Le gouvernement tunisien a ordonné que soit lancé un mandat de recherche international contre trois membres du commando

responsable de l'assassinat. Ils étaient « munis de passeports libanais », a-t-on annoncé officiellement.

Selon des nouveaux éléments de l'enquête rendus publics mercredi, « trois membres du commando sur sept personnes au total étaient arrivés auparavant en Tunisie, munis de passeports libanais, et avaient joué les véhicules mis à la disposition du commando pour exécuter le dirigeant palestinien ». — (AFP.)

L'absence de M. Arafat, malgré les négociations qui s'étaient poursuivies toute la nuit, serait due au fait que le chef de l'OLP, brimé depuis 1983 avec le président Assad qui l'avait fait alors expulser de Damas, voulait, pour y revenir, une invitation officielle, c'est-à-dire la garantie d'un entretien au sommet avec le chef de l'Etat syrien. Or celui-ci avait, certes, précisé que toute la direction de l'OLP était la bienvenue, mais sans faire de cas particulier pour son président.

#### Un pas en avant...

Radio-Damas a d'ailleurs tenu à préciser les choses, le mercredi 20 avril. Sans citer nommément M. Arafat, elle a indiqué : « La Syrie n'a aucun conflit d'ordre personnel, ni de réserves sur quelconque, mais elle se détermine en fonction de positions de principe. Pour avoir de bonnes relations avec Damas, a poursuivi le commentateur, il faut rejeter tous les plans capitulaires qui favorisent l'hégémonie américano-israélienne sur le monde arabe. » Un sous-entendu clair, qui vise sans aucun doute les relations du chef de l'OLP avec l'Egypte notamment.

En fait, si les contacts qui ont lieu depuis près d'un an entre Damas et l'OLP ont permis de défricher le terrain, le contentieux politique reste quasiment entier et, comme l'a

affirmé mercredi M. Farouk Kaddoumi, « la venue de M. Yasser Arafat s'insère dans un contexte politique qui ne se prépare pas en deux ou trois jours. Il faut examiner toutes les questions, a-t-il poursuivi, ajoutant toutefois : « La présence ici d'une partie de la direction palestinienne signifie un pas en avant sur la voie de la réconciliation. » Celle-ci pourrait déjà, au niveau inter-palestinien, consigner le retour au sein de l'OLP du mouvement de M. Ahmed Fibril et de la Salqa, deux organisations pro-syriennes qui n'avaient pas pris part au conseil palestinien d'Alger en 1987. Les contacts avec ces deux organisations vont se poursuivre dans ce sens, au cours des jours à venir.

M. Farouk Kaddoumi qui, comme un certain nombre de responsables de la direction palestinienne, va séjourner à Damas où il n'était pas venu depuis 1984, n'exclut pas non plus d'avoir des rencontres avec les responsables syriens, et notamment M. Farouk Chara, ministre des affaires étrangères. Quoi qu'il en soit, les otages d'Abou Jihad à Damas, conséquence d'une décision politique prise à la fois par la Syrie et l'OLP, ne peuvent que conforter les efforts entrepris par l'Union soviétique, la Libye et l'Algérie pour faciliter la réconciliation, même conjoncturelle, de la Syrie avec la centrale palestinienne.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## La guerre du Golfe

### Le Koweït touché par un missile

Moins de quarante-huit heures après la double défaite que l'Irak a subie, face aux Etats-Unis dans le Golfe et contre l'Irak dans la péninsule de Fao, un missile sol-sol de type Scud-B s'est abattu, le mercredi 20 avril, à l'aube, sur le territoire koweïtien sans faire de victimes (nos dernières éditions du 21 avril).

Par ailleurs, l'Irak a proposé, mercredi soir, un cessez-le-feu dans la « guerre des villes » qui entrerait en vigueur à partir de minuit (20 heures GMT), à condition que le dernier tir de missiles soit irakien et que l'Irak s'abstienne de bombarder les villes irakiennes après ce tir. Peu après sa proposition, l'Irak a tiré des missiles sur Téhéran ainsi que sur Isfahan et Chiraz (sud de l'Iran).

Le Koweït a accusé l'Irak d'être à l'origine du tir de missile sur l'émirat et a protesté officiellement auprès de Téhéran contre cette « nouvelle agression » puis a déclaré en droit de prendre les mesures appropriées à la suite de cette « attaque irakienne ». La réaction du Koweït s'est limitée toutefois

au plan diplomatique, et l'incident n'a pas perturbé la véritable fête qu'a suscitée dans tout le pays la libération, à Alger, des derniers otages du Boeing des Kuwait Airways.

L'Iran, qui n'a jamais reconnu avoir tiré des missiles sur le Koweït — cible d'une dizaine de missiles en 1987, selon les sources diplomatiques — a maintenu mercredi le même silence. Il a, en revanche, accusé le Koweït d'être « entré en guerre flagrant contre la République islamique » en aidant l'Irak à reconquérir, lundi, la péninsule de Fao, où les forces iraniennes étaient implantées depuis plus de deux ans. L'Iran avait porté les mêmes accusations contre les Etats-Unis lundi.

Enfin, la compagnie londonienne d'assurances Lloyds a doublé le taux de risque de guerre pour les navires croisant dans le golfe Persique, a annoncé, mercredi, un porte-parole de l'assureur, à la suite des affrontements de lundi entre l'Iran et la marine américaine. Ce nouveau taux de 2 % sera réduit si « nous avons une semaine ou deux sans incident majeur », a dit le porte-parole. — (AFP, AP.)

## Dans Fao reprise par les Irakiens

### Les bulldozers effacent vingt-six mois d'occupation iranienne

Des dizaines de cadavres de soldats irakiens gisent de part et d'autre de la piste poussiéreuse menant à Fao, la pointe extrême sud de l'Irak, sur les eaux septentrionales du Golfe. Bulldozers et autres engins du génie militaire irakien s'efforcent de recouvrir de terre les corps des victimes de l'offensive éclair et victorieuse de Bagdad contre les forces iraniennes qui occupaient la façade maritime de l'Irak depuis février 1986.

Les journalistes invités par les Irakiens à constater le résultat de l'opération des troupes du président Saddam Hussein, quelques heures seulement après leur bulletin de victoire, ont suivi l'axe de progression des unités de la garde républicaine, corps d'élite de l'armée irakienne, qui a réussi à faire la jonction, avec les troupes du 7<sup>e</sup> corps d'armée au sud de Ras-Al-Bicha, pointe méridionale de la péninsule de Fao. Le 7<sup>e</sup> corps avait développé sa progression tout au long de la côte irakienne de Chant-Al-Arab, prenant ensuite à revers la ville de Fao, située à quelques kilomètres au nord de Ras-Al-Bicha, a expliqué un officier irakien.

« Nous ne nous attendions pas à une déboute rapide des iraniens. Il faut dire que la surprise a été totale et que les ordres avaient été donnés de laisser filer les pasharan (gardiens de la révolution) sur la côte irakienne de Chant-Al-Arab », a ajouté cet officier. Les forces irakiennes ont détruit dès le début de l'attaque, selon ce dernier, le pont principal reliant les côtes orientale et occidentale de Chant-Al-Arab, confluent du Tigre et de l'Euphrate, pour empêcher l'arrivée de renforts iraniens, mais ils ont épargné deux autres ponts d'une importance secondaire. L'officier irakien a affirmé que

« les quatre divisions de pasharan, soit près de vingt mille hommes, ont cessé toute résistance quelques heures après le début de l'attaque irakienne ».

Dans une cour du poste de commandement irakien dans la péninsule récupérée, plus de deux cents gardiens de la révolution islamique prisonniers témoignent de la défaite de l'Iran dans l'offensive du week-end dernier. Eléments de fortifications et matériels militaires installés par les Iraniens durant leur vingt-six mois d'occupation et détruits lors de la reconquête irakienne, disparaissent également sous la terre saïée et boueuse brassée sans relâche par les unités du génie — y compris des blindés et pièces d'artillerie a priori inutilisables. Les jeunes soldats de Bagdad, en faisant le « V » de la victoire et en tirant des coups de feu en l'air à bord de centaines de véhicules militaires.

Tracteurs et chars irakiens s'emploient à remorquer vers des points de regroupement les blindés, véhicules, canons et autres matériels militaires abandonnés par les troupes iraniennes en déroute.

Pas un coup de canon iranien n'a été entendu par les journalistes jusqu'à Ras-Al-Bicha. Mais, là, un Phantom-F4 de l'armée de l'air iranienne a tiré des roquettes sur le convoi irakien, manquant de peu une des jeeps de journalistes. Quelques palmiers ont pris feu, mais il n'y a eu aucune victime. L'Irak affirme avoir ultérieurement abattu l'avion. D'autres jeeps ont essuyé par ailleurs des rafales de mitrailleuses embusquées sur la rive iranienne du Chant-Al-Arab, mais, là non plus, il n'y a pas eu de victimes. — (AFP, Reuters.)

## DERVY LIVRES

MARIE-MADELEINE MARTIN

**Les doctrines sociales en France et l'évolution de la société française**

DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE À NOS JOURS

DERVY LIVRES

Catalogue sur demande : DERVY LIVRES  
26, rue Vauquelin - 75005 Paris

Analyse-synthèse magistrale de toutes les doctrines « de droite » et « de gauche »

Marie-Madeleine MARTIN  
Grand Prix d'histoire Gobert de l'Académie française

سكندرية



صلى الله عليه وسلم

4 La Monde • Vendredi 22 avril 1988 •

## Proche-Orient

Les leçons du soulèvement palestinien

# Le mythe brisé de l'« occupation douce »

Un Palestinien a été tué et au moins onze autres ont été blessés, mercredi 20 avril, dans la bande de Gaza, lors d'une intervention de l'armée israélienne pour disperser une violente manifestation dans un camp de réfugiés placés sous couvre-feu.

JÉRUSALEM  
de nos envoyés spéciaux

Si les conversations au coin de la rue en disent parfois plus long que les traités de science politique, alors celle-ci « parle vrai » : un Israélien plutôt sceptique demande à un Palestinien quel peut bien être le résultat de cinq mois de soulèvement. Réponse de l'intéressé : « Avant, tu savais et je savais que vous étiez Supermen et que nous n'étions rien ; aujourd'hui, nous savons tous les deux que vous n'êtes pas Supermen et que nous ne sommes pas rien. »

Évaluer la portée de la révolte des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza (un million et demi d'habitants), c'est d'abord reconnaître qu'un mythe vient de voler en éclats : celui, largement amplifié par la propagande israélienne, que l'occupation des territoires passait « en douceur », dans un climat de relative tolérance. Après tout, disait-on, si la bande de Gaza est restée misérable, la Cisjordanie s'est enrichie (c'est plutôt vrai) ; les deux parties ont trouvé un modus vivendi économique, profitant à l'une comme à l'autre ; les liens avec la Cisjordanie ont été maintenus, la presse palestinienne est plutôt plus libre que partout ailleurs dans le monde arabe, etc.

Or, il n'y a pas d'occupation douce — ou du moins pas de douce telle qu'il y avait, en revanche, une vie quotidienne nourrie d'humiliations, souvent de brutalités et, surtout, une dynamique de l'histoire qui installait les uns dans la soumission et les autres dans un processus de conquête ininterrompue. Loin de préserver le statu quo de 1967 (autre mythe) et quoi qu'en disent les travaillistes israéliens, un mouvement de colonisation s'accroît (plus de soixante mille Israéliens installés aujourd'hui en Cisjordanie).

Et, plus grave pour les Palestiniens, cette stratégie de grignotage et de l'irréversible s'accomplissait à peu de frais. Coût diplomatique à peu près nul tant que l'allié américain n'y trouverait rien à redire. Coût économique et militaire insignifiant : seuls trois cents bureaucrates israéliens suffisaient à piloter une administration territoriale employant quelque quinze mille Palestiniens ; seuls quelques centaines de soldats assuraient le maintien de l'ordre en Cisjordanie et à Gaza. Autre double inéquité : dans les manuels scolaires, on commençait allégrement les frontières d'avant 1967, comme si rien ne devait jamais plus venir troubler le tranquille cheminement d'une histoire à sens unique.

« Nous en avons assez »

Cette évolution-là, qui masquait le sacrement national palestinien, s'est brisée. C'est peut-être là le principal acquis du soulèvement. Il a agit, dit l'avocat palestinien Raja Shehade, « comme un exercice de reconnaissance du réel, de démythification, un révélateur de situation, une manière, justement, de manifester qu'il n'y a pas d'occupation douce et de dire : « Nous en avons assez. »

Qui peut encore parler d'une occupation tolérée quand il faut en permanence maintenir près de trois

divisions sur le terrain (de huit mille à dix mille hommes à Gaza et sans doute pas loin de vingt mille en Cisjordanie), arrêter plus de cinq mille personnes pour obtenir un semblant de retour au calme et, à la moindre alerte, boucler et isoler les territoires pour en revenir à la configuration d'avant 1967 ? La peur est maintenant partagée : il n'y a plus d'Israélien pour amener la voiture à réparer à Gaza, faire les courses à Bethléem et dans les villes de colonisation que sont des cités comme Efrat ou Ariel (en Cisjordanie), les appartements ne se louent ni se vendent plus.

« Rapatrier l'affrontement »  
israëlo-arabe

Le propos est emprunté d'une certaine fierté : « Aujourd'hui, dit Raja Shehade, quand je fais le parcours Jérusalem-Ramallah (une dizaine de kilomètres), je croise au moins quinze véhicules militaires. » Cette confiance retrouvée en leur capacité de résistance et de révolte, les Palestiniens la mettent aussi au crédit du soulèvement. Dans la mémoire collective des habitants des territoires, il restera ce sentiment d'avoir remporté une victoire, même provisoire, sur eux-mêmes et sur l'autre : « Non, on ne nous occupe

chaque jour dans les rues, la pierre à la main, mais d'obliger les soldats d'en face, à peine plus âgés, à croire que le danger peut surgir à tout instant et en tous lieux.

Ayant accompli — au prix, à ce jour, de cent cinquante morts — l'exploit de « rapatrier l'affrontement » israëlo-arabe vers leur terre, cette terre qui est l'enjeu même du conflit, ils ne se laisseront pas aisément déposséder de ce succès. Le soulèvement peut bien demain s'éteindre en une « petite guerre » d'usure, il n'en conservera pas moins son impact symbolique, celui du refus de l'occupation. Cela est essentiel dans une région où les symboles l'emportent souvent sur les réalités. Les Palestiniens n'ont d'ailleurs plus d'autre choix que de peser sur leur destin national, ont des pierres à la main et des slogans à la bouche mais ne formulent ni programme ni objectif réalisable.

Pratiquant un mimétisme qui ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui et leur a fait emprunter aux juifs certains

revendicatifs : tenue d'élections municipales, libération des détenus, fin des expulsions, etc. Mais cette volonté politique, accueillie dans l'indifférence générale et restée sans suite, soulignait surtout l'énorme décalage entre le langage de ses responsables palestiniens — pourtant fidèles de l'OLP et celui des acteurs de l'intifada.

Ce handicap participe sans doute d'un héritage culturel et historique. Depuis quarante ans, les Palestiniens, comme l'ensemble des Arabes, n'ont jamais brisé, contrairement aux socialistes d'avant 1948, par leur art du compromis et de la négociation. Pourquoi les enfants livrés à la révolte agiraient-ils autrement ? Prisonniers de leurs slogans absolutistes, beaucoup d'entre eux ont voulu tout ou rien et s'accrochent au rêve originel d'une Palestine laïque et démocratique à bâtir sur les ruines de l'État juif dont on ne sait quel paradis cosmétique de l'OLP a soigneusement entretenu le mythe. La lucidité et la raison voudraient, au contraire, qu'ils abandonnent à l'adversaire « une part de rêve ». La droite nationaliste et religieuse israélienne manifeste une intransigeance symétrique lorsqu'elle prône le régime du Grand Israël. Tout se passe comme si la plus jeune génération palestinienne, reprenant à son compte l'amertume de ses pères, ignorait l'histoire des quarante dernières années, refusant de payer le prix de cinq défaites militaires arables. La mémoire collective agit sur elle comme un poison qui élimine son extrémisme.

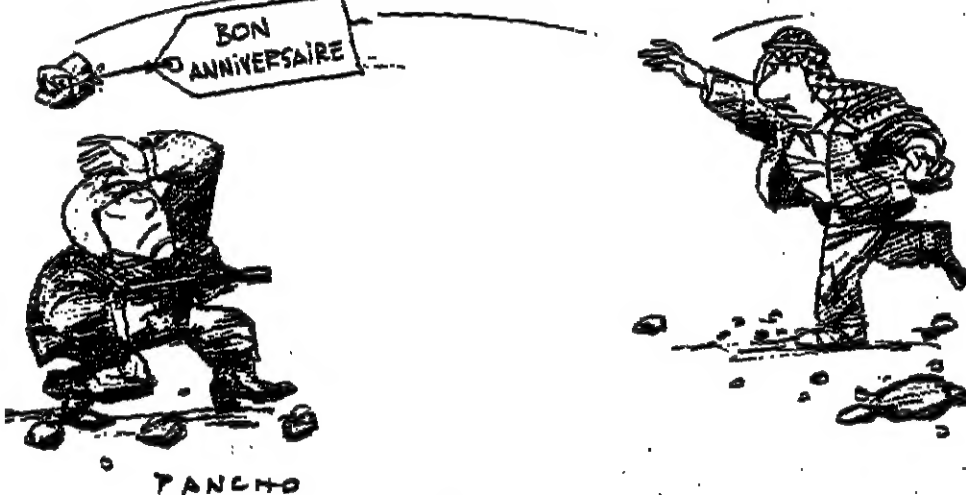
L'absence  
des leaders

« Chassons les juifs ! », « Nous retournerons à Jaffa ! » Les vieux cris résonnent à nouveau. Peut-être participent-ils plus d'un rituel de l'affrontement qu'ils n'expriment vraiment la conviction de ceux qui les poussent. « Pendant des années, des jours, explique un intellectuel palestinien, ont vu leurs parents, à cause de leur faiblesse, subir mille humiliations, grandes ou petites. Ils en ont connu qu'il leur fallait être forts. C'est ce refus de la faiblesse qui exprime leur discours extrémiste. » L'arab, bien sûr, est que nombre d'Israéliens prennent ces slogans au pied de la lettre et, surtout, que la droite nationaliste les « retourne » à son profit pour justifier à son tour, au nom de la sacro-sainte sécurité, la pire intransigeance.

Autre faiblesse aussi du soulèvement : il n'a pas produit ses propres leaders. Cette absence réelle d'un choix d'élites qui seraient, au demeurant, vite jetés en prison, les dirigeants de ce fait l'unité du mouvement, qui fait ainsi l'économie des conflits d'ambition. Ils tiennent surtout à ne pas renier leur allégeance aux dirigeants de l'OLP, ce qui ne renierait pas, à terme, de faire le jeu d'Israël. Ce souci légitime de solidarité avec l'appareil extérieur de l'OLP accroît néanmoins leur dépendance à son égard.

Malgré ses faiblesses, l'intifada « représente pour Israël un défi crucial. Il a fait éclater à jamais le mythe de l'occupation douce, accentuant les contradictions du sionisme dont la vocation première reste « d'ouvrir aux juifs du monde entier une terre où ils puissent vivre en sécurité ». Dans l'immédiat, il aggrave les divisions de la société israélienne. Exclue du quarantième anniversaire, les Palestiniens des territoires sont les trouble-fête.

ALAIN FRACHON  
et JEAN-PIERRE LANGELLIER



PANCHO

pas avec quelques bureaucrates et une centaine de soldats. Si les Israéliens veulent maintenir leur domination, ils devront en payer le prix. »

A ces deux leçons du soulèvement — décolonisation de l'occupation et fierté retrouvée — les Palestiniens en ajoutent une troisième. Elle est décrite par un universitaire israélien, le professeur Yehoshua Porath, spécialiste du mouvement national palestinien : « C'est la première fois qu'il y a un mouvement populaire couvrant toutes les classes, tous les groupes de la société. C'est vrai, les camps de réfugiés sont en première ligne, mais les villageois les plus retirés comme les citadins sont aussi impliqués. C'est toute la population qui se révolte et cela crée une expérience nationale commune. » Et maintenant ? L'intifada (le soulèvement) peut durer des mois, voire des années, et se muer en une révolte convulsive qui ténérât Israël en haleine. Aux yeux des jeunes Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, l'important n'est pas — à supposer qu'ils en aient l'énergie — de descendre

mote-cité à forte connotation lorsqu'ils parlent, par exemple, de leur « diaspora » ou du « ghetto » des camps de réfugiés, les intellectuels palestiniens comparent l'intifada à la lutte des sionistes contre le pouvoir britannique dans les années ayant précédé la naissance d'Israël. Mais la différence essentielle entre les deux combats, qui n'est pas leur rapprochement absolu — sinon sacrilège aux yeux des Israéliens, — tient précisément à l'impuissance des révoltes d'aujourd'hui à choisir des buts provisoires, des objectifs intermédiaires et à s'efforcer de les atteindre.

A l'inverse, Ben Gourion et ses amis prenaient soin, à chaque étape de leur lutte, tout en proclamant un objectif suprême — l'avènement de l'État juif, — de poursuivre des buts tactiques, d'étudier des compromis.

Quelques semaines après le début du soulèvement, les leaders de l'intelligentsia palestinienne dans les territoires, soucieux de rationaliser la révolte et peut-être de la canaliser, firent connaître une plate-forme

## Diplomatie

### Poisson d'avril au Quai d'Orsay

Un tract circule dans les couloirs du ministère des Affaires étrangères, intitulé « Poisson d'avril » car relatif à un décret daté du 1<sup>er</sup> de ce mois et totalement indéchiffrable pour tout lecteur non averti du Journal officiel.

Qu'est-ce qui peut bien se cacher sournoisement derrière ce texte qui, dans un jargon parfaitement hermétique, décrète l'abrogation de textes antérieurs ? L'annulation de mesures prises en

leur temps par MM. Cheysson et Dumas concernant le déroulement de carrière des diplomates et, de fait, le rétablissement d'un régime de faveur pour les énarques du ministère qui pénalise indirectement ceux des agents

(un tiers) qui ne sont pas passés par la prestigieuse école mais sont issus du concours d'Orléans.

Les mesures adoptées par les prédécesseurs de M. Jean-Bernard Raimond faisaient obligation à tout futur conseiller de première classe d'avoir servi au moins deux ans dans des postes réputés « difficiles », c'est-à-dire « où le climat et les contraintes quotidiennes rendent les conditions de vie rigoureuses ».

Il s'agissait de remédier à la difficulté, apparemment paradoxale mais néanmoins croissante, qu'éprouve le Quai d'Orsay à trouver des cadres pour les ambassades et consulats.

Les diplomates ne veulent plus vivre à l'étranger. Beaucoup, écrit le texte qui circule actuellement, « préfèrent rester à l'administration centrale, où les perspectives de carrière sont d'ailleurs beaucoup plus prometteuses. Si les énarques notamment consentent à la rigueur à passer deux ou trois ans à Rome, Bruxelles ou Washington, l'enthousiasme fait carrément défaut chez la plupart d'entre eux lorsqu'il s'agit de s'exiler en Afrique, au Proche-Orient, en Asie, voire en Europe orientale autrement que comme ambassadeur. »

Le nouveau décret est « signé curieusement par M. François Mitterrand », souligne le tract, qui ajoute : « A un moment où le Quai d'Orsay cherche à renforcer sa crédibilité vis-à-vis de l'extérieur, il doit s'agrir d'un poisson d'avril... »

C. T.

## Afrique

ETHIOPIE

### Les opérations de secours de l'ONU dans le Nord reprendraient prochainement

Addis-Abeba. — Les opérations de secours des Nations unies en Tigré et en Erythrée, régions déclarées par la guerre, vont reprendre, a-t-on appris mercredi 20 avril à Addis-Abeba à l'issue de la visite de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar. Le sous-secrétaire général de l'ONU, M. Martti Ahtisaari, a indiqué que les moyens de transport de l'organisation internationale pourraient opérer dès cette semaine, et procéder au stockage de vivres à Asmara, la capitale érythréenne. Cela signifierait l'ouverture de la route entre Asmara et Massawa, port de la mer Rouge, l'un des deux accès pour l'arrivée de l'aide internationale en Ethiopie.

« J'espère que la situation dans les deux provinces permettra pro-

chainement de lever les mesures temporaires en vigueur de façon à normaliser les opérations de secours dans le Nord », a déclaré M. Martti Ahtisaari à la presse à l'issue d'une visite d'une semaine en Ethiopie. Les autorités éthiopiennes avaient décidé il y a deux semaines d'évacuer les personnes étrangères chargées de l'aide internationale des deux provinces en guerre, en affirmant que leur sécurité ne pouvait plus être assurée. Cette décision était intervenue en raison de la volonté du gouvernement de mobiliser hommes et ressources pour une contre-offensive majeure de l'armée éthiopienne contre les guérilleros du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) et du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLER).

● SÉNÉGAL : condamnation d'un opposant. — M. Abdoulaye Bathily, secrétaire général de la Ligue démocratique (marxiste), a été condamné à un mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Dakar le mercredi 20 avril. Par ailleurs, le tribunal a relâché M. El Hadj Amadou Sall, avocat, qui avait été appréhendé le 4 avril, en même temps que M. Bathily, au cours d'une manifestation organisée à l'appel de onze partis d'opposition pour protester contre les violations des libertés démocratiques et l'incarcération de dirigeants de l'opposition, et pour réclamer la baisse des prix des denrées de première nécessité. M. Bathily et Sall, qui bénéficiaient depuis lundi d'une liberté provisoire

et qui étaient défendus par quinze avocats, étaient poursuivis pour participation à une manifestation illégale. — (AFP.)

● RECTIFICATIF. — Notre correspondant à Genève, Isabelle Vichniec, nous signale qu'une erreur s'est glissée dans son article consacré à l'appel de l'ONU en faveur du Mozambique (le Monde du 21 avril). Les 350 millions de dollars d'aide d'urgence que souhaite recueillir l'organisation, précise-t-elle, ne sont pas exclusivement destinés aux 330.000 personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison des combats, mais également aux 2.600.000 personnes restées dans les villes et frappées par le chômage.

LE NOUVEAU ROMAN DU PLUS GRAND ECRIVAIN D'AFRIQUE DU SUD

# BRINK

André Brink

Etats d'urgence

traduit de l'anglais par Michel Courtois

Nouveau Cahiers de la littérature Stock



Dans un pays déchiré, saccagé comme l'Afrique du Sud, est-il encore possible d'écrire une histoire d'amour ? *Etats d'urgence* est une réponse vibrante à cette question vitale.

Catherine David  
la Société Générale

408 p. 98 F

Un monde nouveau : Au plus noir de la nuit, Un instant dans le vent, Roulements de pluie, Née d'un monde qui se délite

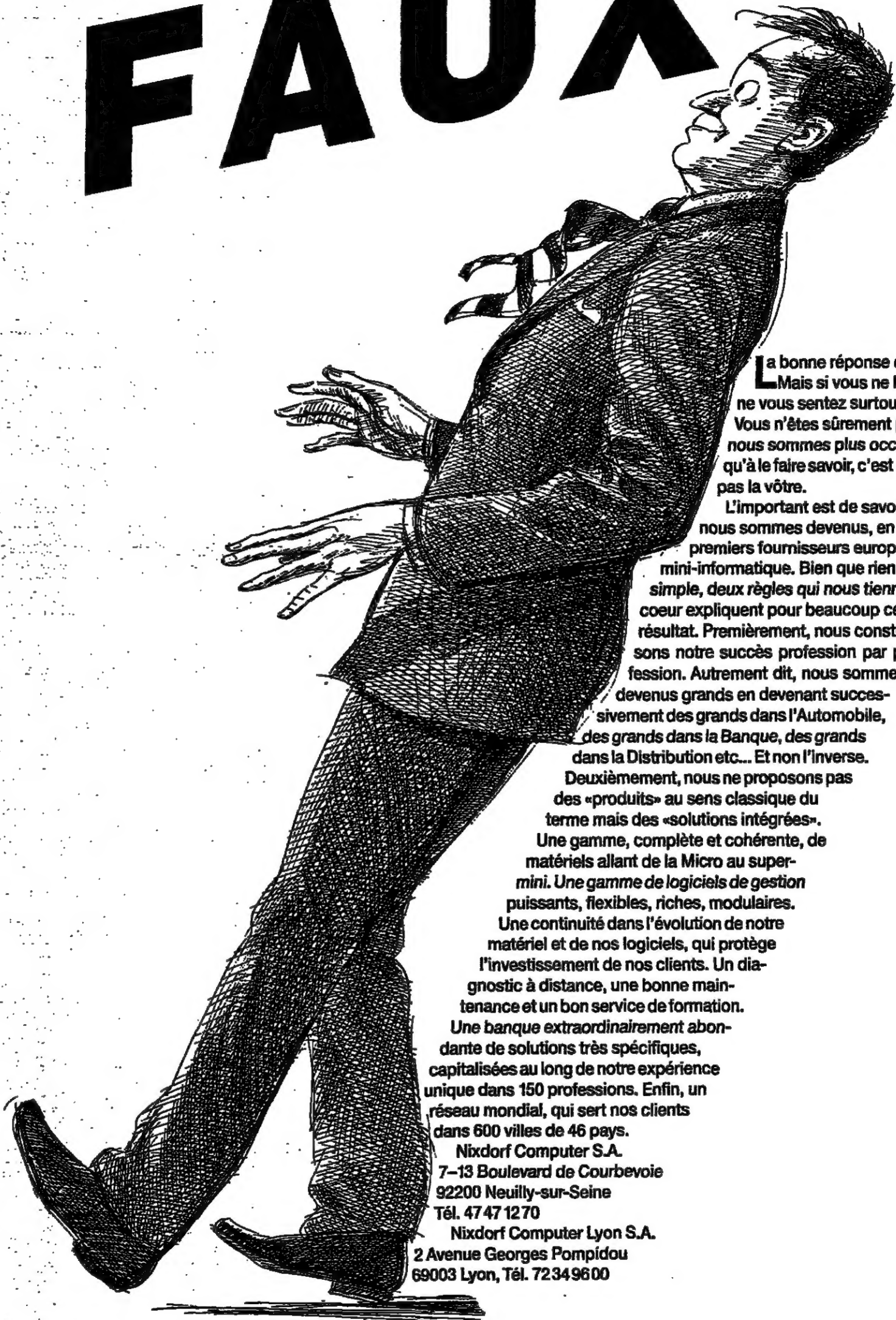
Un tourbillon silencieux : Le mur de la peur, L'ambassadeur, Sur un banc, Les égarés du monde

Stock



# Au fait, quel est le nom du plus grand constructeur européen de mini-ordinateurs?

# FAUX



La bonne réponse était «Nixdorf». Mais si vous ne l'avez pas trouvée, ne vous sentez surtout pas coupable. Vous n'êtes sûrement pas le seul, et si nous sommes plus occupés à réussir qu'à le faire savoir, c'est notre faute, pas la vôtre.

L'important est de savoir pourquoi nous sommes devenus, en Europe, les premiers fournisseurs européens de mini-informatique. Bien que rien ne soit simple, deux règles qui nous tiennent à coeur expliquent pour beaucoup ce résultat. Premièrement, nous construisons notre succès profession par profession. Autrement dit, nous sommes devenus grands en devenant successivement des grands dans l'Automobile, des grands dans la Banque, des grands dans la Distribution etc... Et non l'inverse. Deuxièmement, nous ne proposons pas des «produits» au sens classique du terme mais des «solutions intégrées». Une gamme, complète et cohérente, de matériels allant de la Micro au super-mini. Une gamme de logiciels de gestion puissants, flexibles, riches, modulaires. Une continuité dans l'évolution de notre matériel et de nos logiciels, qui protège l'investissement de nos clients. Un diagnostic à distance, une bonne maintenance et un bon service de formation. Une banque extraordinairement abondante de solutions très spécifiques, capitalisées au long de notre expérience unique dans 150 professions. Enfin, un réseau mondial, qui sert nos clients dans 600 villes de 46 pays.

Nixdorf Computer S.A.  
7-13 Boulevard de Courbevoie  
92200 Neuilly-sur-Seine  
Tél. 47 47 12 70

Nixdorf Computer Lyon S.A.  
2 Avenue Georges Pompidou  
69003 Lyon, Tél. 72 34 96 00

**NIXDORF  
COMPUTER**

Fiabilité allemande, esprit français

هكذا من الاجل



صلى الله عليه وسلم

## Europe

### GRANDE-BRETAGNE

## La masse d'armes du Parlement brandie par un député révolté

LONDRES  
de notre correspondant

M. Ron Brown, député travailliste d'Edimbourg, a été exclu mercredi 20 avril du Parlement pour vingt jours et pourrait être suspendu de son parti pour trois mois. Il a, en outre, été traité de « rustre » et de « malappris » par son propre leader, M. Neil Kinnock.

Son crime n'est pas mince. Dans un mouvement de colère, M. Brown s'était emparé, lundi soir, de la masse d'armes qui symbolise le pouvoir du Parlement et l'avait laissée lourdement tomber devant le speaker qui préside les débats aux Communes. La masse a été tordue par le choc, et la remise en état de cet objet historique, qui date du dixième siècle et fait partie des joyaux de la couronne, pourrait coûter plusieurs milliers de livres.

M. Brown, qui est l'un d'une cinquantaine de députés travaillistes touchés par le chômage, était irrité par la suppression décidée par le gouvernement d'un certain nombre d'aides sociales aux nécessiteux. Le speaker a estimé que, dans le feu des débats, un honorable parlementaire pouvait certainement être amené à prononcer des propos excessifs, voire à se livrer à des actions inciviles. Mais l'essentiel

consistait, le calme revenu, à reconnaître ses torts.

L'occasion en était fournie lors d'un débat sur l'immigration. Les responsables travaillistes avaient mis au point avec le speaker une déclaration par laquelle M. Brown faisait amende honorable. Ce dernier n'a pas pu ou pas voulu jouer le jeu. Il a bien commencé à lire le texte qu'on lui avait préparé, mais s'est exclamé qu'il « n'avait jamais écrit ces choses », ce qui a déclenché un tumulte. On a encore entendu le député d'Edimbourg s'écrier qu'il n'était pas question pour lui de « s'aplatir ». La rumeur a été perdue pour l'auditoire puisque l'un des chefs de file travaillistes, chargé d'assurer la discipline des votes aux Communes, a été emporté de l'intérieur et l'a fait sortir de force.

M. Brown a aggravé son cas mercredi au cours d'une interview télévisée : « Laisser tomber ce foutu machin, c'était une erreur, j'aurais dû l'emporter à la maison et le proposer comme lot dans une tombola afin de recueillir de l'argent pour le service national de santé », a-t-il affirmé. Lors du débat qui s'est terminé mercredi soir par son exclusion, il s'est déclaré prêt à s'excuser publiquement si le gouvernement s'excusait également auprès de la classe ouvrière britannique du tort qu'il lui causait.

M. Brown est à la fois un orateur et un militant d'extrême gauche travailliste. Depuis neuf ans qu'il siège aux Communes, il en a déjà été exclu à deux reprises, la première fois pour avoir traité de menteur un député conservateur écossais et la seconde pour avoir collé une affiche dans l'enceinte du Parlement.

### La « gauche dingue »

M. Kinnock ne trouve pas du tout à son goût les provocations de M. Brown. Celui-ci contribue en effet à entretenir l'idée, inlassablement reprise par la presse conservatrice à grand tirage, d'un Parti travailliste en proie aux caprices de la « gauche dingue ». Le leader travailliste s'en est pris mercredi au « brailleur » dont les « cris de rage » font le jeu des conservateurs.

L'incident de lundi a un précédent : en mai 1976, un député conservateur, M. Michael Heseltine — surnommé « Tarzan » à la suite de cet épisode — avait fait tourner la masse de façon menaçante en direction des députés travaillistes lors d'un débat sur la nationalisation des chantiers navals. M. Heseltine s'était excusé le lendemain et l'affaire n'avait pas eu de suites.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

## M. Gorbatchev prend un avantage décisif sur les conservateurs

(Suite de la première page.)

A l'époque donc, M. Gorbatchev n'aurait sans doute pas pu obtenir une telle déclaration de l'ensemble des premiers secrétaires, non seulement ceux des partis des quinze Républiques de l'Union mais ceux aussi de tous les comités régionaux et territoriaux.

Réunis en trois fois au Kremlin, les 11, 14 et 18 avril, ces hommes ont examiné — en détail — la préparation de la conférence, analysé en profondeur les propositions liées à la nécessité de perfectionner le système politique et ont été « unanimes dans leur compréhension de l'interconnexion du succès de la « perestroïka » et de l'application résolue de la politique du parti visant à la démocratisation de la vie sociale dans tous les domaines, à l'élargissement de la « glasnost », au développement de la démocratie interne du parti, à l'accroissement du rôle des députés des soviets populaires et à l'engagement dans des processus de la large masse des travailleurs ».

Unanimes dans leur compréhension, en bref, de la nécessité de l'ensemble des réformes que M. Gorbatchev souhaite faire adopter par la conférence puisque la revalorisation des assemblées, la redéfinition des rôles respectifs du parti et de l'Etat, le réveil (sous contrôle naturellement) des citoyens soviétiques et des simples membres du parti sont les trois

idées forces de la « nouvelle mentalité ».

Jamais jusqu'à présent l'ensemble des plus hauts cadres de l'appareil n'avaient ainsi repris à leur compte le lien qu'établit M. Gorbatchev entre réformes économiques et réformes politiques. Autant les premières étaient acceptées — en paroles en tout cas —, autant les secondes, avant même d'avoir été adoptées, étaient sans cesse contestées. S'il y avait, à la direction, une majorité favorable à la modernisation de l'économie, il n'y en avait pas pour prendre le risque de laisser les bouches s'ouvrir autrement que symboliquement.

Encadré jeudi 21 avril à la « une » de la Pravda, ce court communiqué de l'agence Tass marque donc un nouveau tournant. Il devrait encourager les partisans de réformes à s'exprimer plus vigoureusement dans les discussions préparatoires à la conférence, dans la mesure où il leur sera évidemment plus facile de prendre au mot les responsables locaux que de s'opposer à eux. C'est toute une dynamique que tente d'encourager ainsi M. Gorbatchev, et force est de constater qu'il joue remarquablement bien sa partie — avec l'aide, il est vrai, de l'incroyable maladresse des conservateurs.

### Un même à M. Ligatchev ?

Car si les adversaires des réformes traversent cette mauvaise passe, c'est avant tout parce qu'ils ont surestimé leurs forces, pourtant grandes, en faisant publier, le 13 mars dernier, dans *Sovetskaja Rossiia*, un article faisant l'apologie du stalinisme et rejetant en bloc toute la « glasnost ».

S'organiser pour faire publier, dans un grand quotidien, une attaque visant clairement le secrétaire général et des orientations adoptées par le dernier congrès et les plénières qui l'ont précédé et suivi, ce n'est en effet pas seulement résister aux changements mais violer aussi toutes les règles du système. Après de longues discussions au bureau politique et le vote, dit-on depuis dans tout Moscou, d'un blâme au numéro deux du parti, M. Ligatchev, pour avoir voulu faire reprendre par d'autres journaux l'article de *Sovetskaja Rossiia* (le Monde du 7 avril), la Pravda était en conséquence chargée de publier, le 5 avril, une réponse à ce texte, le qualifiant de « manifeste » et de « plate-forme idéologique » des conservateurs et défendant fermement la politique de « glasnost ».

Non signé, cette riposte engageait tout le bureau politique et, le vent commençant de cette manière à tourner, tous les journaux se sont mis d'un coup à bourrer leurs colonnes de lettres de lecteurs, articles et éditoriaux unanimement favorables au cours nouveau. D'un coup, les conservateurs — et notamment M. Ligatchev, dont la discrétion est en ce moment exemplaire — ont disparu de la scène. D'un coup, les modernistes et les réformistes ont occupé à eux seuls et la dynamique du succès leur a profité, car, tandis que M. Gorbatchev réunissait tous ces premiers secrétaires, la quasi-totalité des organisations officielles d'intellectuels — jusqu'à présent extrêmement réservées — volaient, lundi dernier, au secours de la Pravda contre *Sovetskaja Rossiia*.

POLOGNE : M. Rakowski reçoit deux ministres israéliens. — Venues à Varsovie pour commémorer le quarante-cinquième anniversaire de l'insurrection du ghetto juif de la capitale de la Pologne, le vice-premier ministre israélien, M. Itzhak Navon, et le ministre israélien de la Justice, M. Avraham Shalom, ont été reçus par M. Mieczyslaw Rakowski, vice-président du Parlement polonais et membre du Politburo, a annoncé mercredi 20 avril l'agence PAP. C'est la première fois, depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays en 1967, que des responsables du gouvernement israélien avaient un contact direct, sur le sol polonais, avec un dirigeant de Varsovie. Des sections d'intérêt ont été mises en place à Tel-Aviv et à Varsovie, respectivement en 1966 et 1967. Depuis, des liens de coopération, quoique très ténus, se sont développés, surtout dans le domaine culturel. Pour marquer son hostilité à la politique israélienne dans les territoires occupés, le gouvernement polonais ne s'est pas fait représenter aux manifestations officielles organisées pour l'anniversaire du soulèvement du ghetto juif de Varsovie. — (AFP.)

Cela ne demandait plus un courage exceptionnel — et cela va en demander encore maintenant que le haut appareil a dû se rallier et que la campagne de presse se poursuit. Sans parler des organes littéraires et culturels, des hebdomadaires traditionnels à la pointe du mouvement, ni de *Sovetskaja Rossiia* qui ne sait plus que faire pour se racheter, la Pravda elle-même tend à devenir un tract quotidien en faveur de la « glasnost » et des réformes. Elle qui avait tant pris soin, depuis les premiers signes de la bataille, de tenir la balance à peu près égale entre les deux courants maintenant tourné le dos aux conservateurs — provisoirement peut-être mais pour l'instant totalement.

### Un terrain d'action rêvé

On croirait presque à lire la presse, que la bataille d'ores et déjà est gagnée par les réformateurs — ce qui n'est certainement pas le cas pour deux raisons au moins. La réforme économique est très loin de marquer encore le moindre succès et, si elle devait vraiment réussir demain, elle commencerait par entraîner pour beaucoup une baisse de niveau de vie quand ce ne serait pas le chômage. Cela fait peur à beaucoup de gens qui ne sont pas des bureaucrates défendant leur fief. L'un des quatre paragraphes du communiqué de Tass souligne d'ailleurs qu'il est de « toute priorité d'améliorer la production de biens de consommation et de réduire les dépenses militaires et d'accroître la construction de logements ».

Cela ne sera pas aisé et ces gigantesques difficultés donnent aux conservateurs un terrain d'action rêvé puisqu'ils peuvent — comme cela s'est produit, il y a vingt ans, en Hongrie au moment du lancement de la réforme économique — se poser en défenseurs de l'égalitarisme et des plus démunis. M. Gorbatchev a aujourd'hui l'avantage, mais il lui reste à le garder.

BERNARD GUETTA.

### Comment réhabiliter un suicidé ?

Le journal des syndicats soviétiques, *Trud*, a demandé, le mercredi 20 avril, la réhabilitation d'un ancien dirigeant syndical qui s'était suicidé en 1936 après avoir été déclaré « ennemi du peuple ».

Le cas de Mikhaïl Tomsky pose un problème particulier. Il s'était donné la mort après avoir été limogé de son poste de chef de l'Union syndicale soviétique durant les purges staliniennes des années 30. La raison de son suicide fut attribuée à ses « liens avec les terroristes trotskistes contre-révolutionnaires », à un quelconque fils Youri Tomsky au quotidien *Trud*. Selon l'organe des syndicats soviétiques, Mikhaïl Tomsky ne peut être en principe légalement réhabilité, à l'instar du théoricien marxiste révolutionnaire Nikolaï Boukharine et d'autres anciens responsables soviétiques tombés en disgrâce, parce qu'il n'a jamais été officiellement inculpé ni condamné.

Deux fils du dirigeant syndical avaient à l'époque été inquiétés. Son frère aîné, Alexandre, s'était donné la mort dans un camp de travail en Sibérie. Ils ont été réhabilités depuis. Youri Tomsky lui-même, qui avait quinze ans lors du suicide de son père, a passé, selon ses propres dires, dix ans dans un camp de travail et neuf ans en exil avant de bénéficier, lui aussi, d'une mesure de réhabilitation. — (AFP.)

Les entrées de M. Ryjkov en Hongrie. — Le chef du gouvernement soviétique, M. Mikhaïl Ryjkov, a quitté Budapest, le mercredi 20 avril, au terme d'une visite officielle d'amitié de trois jours, essentiellement consacrée au développement du commerce entre les deux pays. Au cours d'une conférence de presse, M. Ryjkov a notamment indiqué que l'URSS maintiendra, au cours du prochain plan à moyen terme, le niveau actuel des livraisons de matières premières et d'équipements à la Hongrie. Le pétrole et les matières premières constituent 75 % des importations hongroises en provenance de l'URSS, qui se sont élevées, en 1987, à 131,8 milliards de florins (environ 2,7 milliards de dollars). — (AFP.)

## Asie

### AFGHANISTAN : les espoirs et les divisions de la résistance

## « L'an prochain à Kaboul »

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

Rahim a passé sept ans en France, où il s'est marié. Il revient avec son épouse pour ne plus repartir. « L'année prochaine, jure-t-il, peut-être même avant, je serai à Kaboul ». Rahim, qui a vingt-huit ans, aurait bien des raisons, après une si longue période d'« occidentalisation », de n'être plus obsédé par les montagnes bleues et roses de son pays natal, de n'avoir pour la « guerre sainte » qu'une sympathie non agissante.

Maïs, comme la plupart des cinq millions d'Afghans de la diaspora, Rahim est dévoré par le souvenir. De ce retour, il attend tout, pour lui et pour sa femme chrétienne. Sans illusions, il sait que le peuple afghan n'a pas de chef, ou qu'il en a trop, et que cette absence d'unité autorise bien des inquiétudes pour l'avenir.

Rahim, comme le commandant Amine Wardak qui nous recevait ce soir-là à dîner, est un ancien élève

d'Istisla, le lycée français de Kaboul qui a formé plusieurs générations de jeunes Afghans. Amine Wardak raconte qu'en 1968 Georges Pompidou, qui effectuait une visite dans la capitale afghane, avait posé la première pierre des travaux de modernisation du lycée. Lors de la cérémonie, un adolescent avait remis un bouquet de fleurs au président de la République française. Le commandant Wardak laisse passer un temps de silence, puis, dans un sourire, il ajoute : « C'était moi ».

Amine Wardak ne fait pas partie du cercle restreint des commandants les plus prestigieux de la résistance afghane, mais, sur son terrain, la vallée du Wardak et la région de Ghazni, il fait bien son travail : « En 1987, j'ai détruit quarante hélicoptères sur l'aéroport de Ghazni. Cette année, je l'ai attaqué à trois reprises ». Jusqu'à récemment, il était membre du Mahabz-Islami, la formation traditionnelle et royaliste de M. Gaylani. Petit parti, petits moyens : Amine Wardak faisait une guerre avec des bouts de chandelle et regardait avec envie les mortiers et les missiles sol-air Stinger dont sont équipés les « grands » partis, notamment le Hezb-I-Islami.

En dépit d'une réputation de sérieux et d'efficacité grandissante, mais qu'il fallait entretenir auprès des petits commandants et des chefs locaux, qui réclamaient sans cesse armes et munitions, ses relations avec Gaylani se sont peu à peu tendues. Bref, avec ses moudjahidins, sa vallée et ses villages, Amine Wardak est passé chez Yunus Khalles, le chef du Hezb (Khalles). Sans remords.

### Changement d'allégeance

Le cas d'Amine Wardak est exemplaire. De temps à autre, un commandant change ainsi d'allégeance politique en fonction du « plus offrant » sans pour autant qu'il soit question de mercantilisme. La lutte contre les troupes soviétiques impose à chacun d'être le plus « performant » possible, les convictions politiques chez la plupart des chefs moudjahidins ne pèsent souvent pas lourd. Les relations entre commandants et chefs de partis sont ainsi faites d'une mutuelle dépendance : les premiers doivent se fournir auprès des états-majors de Peshawar mais ceux-ci ne sont pas à l'abri des défections, qui diminuent d'autant leur influence sur le terrain.

Les uns et les autres, bien qu'ils s'en défendent, ont éprouvé des inquiétudes lors de la signature de l'accord de Genève, le 14 avril, celui-ci menaçant d'instituer un arrêt des livraisons d'armes à la résistance. Beaucoup de comman-

dants, ces derniers jours, sont venus aux nouvelles, à Peshawar. Le concept de « symétrie positive », au nom duquel Américains et Soviétiques se sont, de facto, mis d'accord pour continuer à approvisionner leurs protégés respectifs, en a rassuré plus d'un. Et puis, il y a eu la catastrophe du dépôt d'armes d'Ojri, le 10 avril, à Peshawar, dans laquelle ont été détruits plusieurs dizaines de milliers d'obus, de roquettes et de missiles qui, pour l'essentiel, étaient destinés à la résistance.

On avait un peu vite, avant la signature de Genève, insisté sur les « livraisons massives » à la résistance d'armes et de munitions. Or plusieurs chefs militaires et politiques rencontrés à Peshawar nous ont affirmé que, s'agissant au moins des armes, ils n'avaient rien reçu depuis plusieurs mois. Bien des indications, en revanche, semblent attester que près de 200 missiles Stinger ainsi qu'un nombre indéterminé de missiles antichars TOW (américains) et Milan (franco-allemands) se sont consumés dans la fournaise de Rawalpindi. Les agents du Khd (les services secrets afghans), puis, avec ce sabotage, bien dépensé les millions de dollars du président Reagan.

Sans pouvoir être tout à fait sûrs, les chefs des partis politiques ne semblent pas craindre que les autorités pakistanaises, pour respecter l'esprit de Genève, obligent la résistance à cesser ses activités à Peshawar. Trois d'entre eux, Gulbuddin Hekmatyar, Boroudine Haudin Rahbani et Saghatalah Mojadedi (1), nous ont indiqué que, en tout état de cause, ils étaient prêts à transférer leurs activités en Afghanistan. Ahmed Zia Massoud, le frère du « lion du Panjshir », qui est membre du Jamiat, précise à ce sujet : « Nos bureaux sont déjà installés dans le Farwan, le Panjshir, le Kapisa, le Gar, le Fara, le Badakhshan, et le 15 mai (début des opérations de retrait soviétiques), ils peuvent fonctionner ».

### Une ébauche d'armée nationale

Ahmed Shah, le « président » d'un gouvernement des moudjahidins encore bien théorique, affirme qu'« avant deux mois » toute l'organisation politique de la résistance sera installée « à l'intérieur ». Les noms des quatorze ministres du futur gouvernement de l'Afghanistan — libre — seront annoncés avant le 15 mai. Parmi eux, un ministre de la défense, le commandant en chef de la résistance, à qui échouera la lourde tâche d'unifier et d'organiser l'armée afghane, de chapeauter les « vingt-huit commandants de région ».

Déjà, une ébauche d'armée nationale tente de se faire. Les « cadets de l'école militaire », sous l'autorité de l'alliance des sept partis, ont fait leur apparition à Peshawar lors du rassemblement des moudjahidins du 17 avril. Uniformes gris, casquettes plates, sans armes, ils n'avaient pas l'air bien terribles face aux combattants bardés de cartouchières. En un sens, ils illustraient la faible autorité de la « présidence » afghane auprès des commandants et des chefs de parti.

Parlant d'Achmed Shah, Pir Sayeed Isbazi Gaylani, neveu du chef du Mahabz et lui-même conseiller de Mojadedi, résume ainsi un sentiment probablement majoritaire : « Quelquefois n'est pas chose par tous les Afghans ne sera pas soutenu par le peuple afghan ». Chacun souhaite que les futurs ministres de l'Afghanistan soient choisis au cours d'une « *loya djirga* » (une grande assemblée). Mais ce consensus se borne à la méthode. D'ici là, il y a de fortes chances que les « divergences négociables » entre les partis, comme disent les agents de diplomatie Gulbuddin Hekmatyar et Boroudine Haudin Rahbani, se cristallisent.

Divergences ? Ahmed Zia Massoud raconte qu'il y a une dizaine de jours Gulbuddin Hekmatyar a demandé à ses commandants d'attaquer systématiquement ceux du Jamiat dans la région d'Ilkhanisch (province du Takhar), illustrant ainsi une nouvelle fois les relations historiquement conflictuelles entre le commandant Massoud et le Hezb. Les combats ont duré trois ou quatre jours et les pertes auraient été « limitées ». Ce qui n'empêche pas Gulbuddin et Rahbani de s'associer à la même tribune.

« Oui, mais cela, c'est la politique à Peshawar », explique avec philosophie Ahmed Zia Massoud. S'agissant de Gulbuddin, il n'est pas le seul à penser que le président de l'Alliance est « prêt à tout pour obtenir le pouvoir », y compris à un compromis avec le gouvernement de Kaboul — et qu'il constitue « un danger pour la paix ». L'intérêt, pour sa part, répète inlassablement : « Nous sommes unis et le resterons ».

LAURENT ZECCHINI.

(1) Respectivement chefs du Hezb-I-Islami (Hekmatyar), du Jamiat-Islami et du Jabbha.

M. Gandhi invite M. Rajiv Gandhi. — Estimant que l'Inde a un « intérêt vital » dans un Afghanistan stable, M. Rajiv Gandhi a invité, le mercredi 20 avril, le chef du régime de Kaboul, M. Najibullah, à se rendre à New-Delhi pour discuter des moyens de former un gouvernement « fort » après le retrait des troupes soviétiques.



## Amériques

Soucieux d'isoler le général Noriega

### Les Etats-Unis déplorent que la France poursuive des relations normales avec le Panama

A la demande de l'actuel chef de l'Etat, M. Manuel Solís Palma, le Parlement panaméen a décidé, le mercredi 20 avril, de lever l'état d'urgence en vigueur dans le pays depuis le 18 mars. Cette mesure a été prise alors qu'une délégation du gouvernement américain se trouve actuellement au Panama pour tenter à nouveau de négocier

avec le général Manuel Antonio Noriega une solution à la crise. Depuis le début de la semaine, une certaine détente a semblé s'amorcer dans le pays. L'opposition regroupée dans la Croisade civique a renoncé à appeler à de nouvelles manifestations et les médias officiels ont baissé le ton dans leur campagne anti-américaine, lancée

après les sanctions économiques imposées par Washington afin de contraindre à la démission le général Noriega. Dans ce contexte les Etats-Unis tentent de faire pression sur les pays occidentaux, et principalement sur la France, pour qu'ils renoucent à soutenir le régime actuel plus longtemps.

Washington a également marqué des points auprès de la République fédérale d'Allemagne dont le nouvel ambassadeur est finalement reparti, fin mars, sans avoir remis ses lettres de créances. Quant à la Grande-Bretagne, qui a une dette à l'égard de Washington depuis la guerre des Malouines en 1982 — les Etats-Unis avaient appuyé la position britannique contre l'Argentine, — on dit que les valises de l'ambassadeur sont déjà prêtes.

La France est loin d'être un partenaire économique important pour le Panama, mais elle est sur les rangs, depuis un certain temps, avec d'autres pays comme le Brésil, pour offrir des subventions aux produits

américains. Les Etats-Unis sont, d'autre part, supérieurement agacés par certaines rencontres entre Panaméens et Français, en particulier dans le domaine de l'armement.

Tout cela ne représente pas grand-chose face à l'énormité des moyens déployés par les Etats-Unis pour en finir avec un régime qui fut pendant longtemps un allié fidèle. Mais c'est précisément à cause de son incapacité à faire respecter sa volonté sur un territoire situé dans sa zone d'influence que Washington refuse de tolérer plus longtemps le « petit jeu » de la France.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Ancien ambassadeur américain en France

### M. Galbraith est désavoué par le département d'Etat pour un article sur la campagne en France

Après la publication dans le Figaro du 10 avril (le Monde du 20 avril) d'un violent article contre M. Mitterrand signé de l'ancien ambassadeur américain en France, M. Evan Galbraith, le département d'Etat a déclaré, le mercredi 20 avril, que « les Etats-Unis ont entretenu d'excellents rapports avec la France pendant la présidence de François Mitterrand » et qu'il n'exprime « aucun regret » quant à son article.

retard à un dîner donné par le président Reagan à Paris.

M. Claude de Kemolaria, ancien ambassadeur de France auprès des Nations unies, nous a adressé, à propos de cet article, une lettre dans laquelle, après avoir fait part de sa « surprise indignée », il écrit : « Qu'un ancien ambassadeur d'un pays étranger, encore en poste il y a peu de temps, se soit permis d'intervenir directement et publiquement dans la campagne électorale se déroulant dans le pays dans lequel il était accrédité est sans précédent. Il ne s'agit pas seulement d'une faute de goût, mais d'une violation du code de bonne conduite en matière diplomatique. Je ne relève pas les attaques lancées à l'égard du chef de l'Etat auprès duquel il était accrédité. Ce qui est plus inquiétant, au-delà de l'invitation à voter pour un des candidats, est l'analyse discutable qui est faite de notre politique et qui ne peut que laisser révéler quant à la qualité des appréciations que devait adresser à son gouvernement M. Galbraith, connu pour ses idées ultra-conservatrices... »

#### PANAMA

de notre correspondant en Amérique centrale

Exaspéré par l'obstination du général Manuel Antonio Noriega qui refuse de quitter le pouvoir, l'ambassadeur des Etats-Unis à Panama, M. Arthur Davis, a entrepris de rappeler à l'ordre ses collègues européens et japonais qui faisaient preuve de mollesse ou de complaisance à l'égard du régime panaméen. Principale cible : la France, qui entretient des relations amicales avec le Panama depuis sa participation à la construction du canal interocéanique à la fin du siècle dernier.

Dès le début de la crise déclenchée à la fin février par la destitution du président Eric Delvalle à l'initiative du général Noriega, Paris avait adopté une attitude qui ne pouvait que déplaire aux Etats-Unis. La France, reconnaissant les Etats, quels que soient les gouvernements en place, les relations se sont pour-

suivies « normalement » avec le nouveau gouvernement dirigé par M. Solís Palma. M. Jacques Rommelhardt, l'ambassadeur de France à Panama, était même le seul de la Communauté européenne présent à la prise de fonction de M. Solís Palma, les autres pays ayant envoyé des diplomates de niveau inférieur.

Les représailles, très symboliques, des Etats-Unis ne se firent pas attendre : M. Davis fit rayer de sa liste d'invités les épouses des diplomates récalcitrants. Simplement, l'ambassadeur des Etats-Unis exceptait des pressions sur les autres pays européens et sur le Japon pour les convaincre d'éviter tout contact officiel avec les fonctionnaires du nouveau gouvernement. Le Japon, principal partenaire économique du Panama avec les Etats-Unis, s'est aligné sans trop de difficulté, comme il l'avait déjà fait au début de la crise, en empêchant les banques japonaises de fournir les millions de dollars qu'elles semblaient disposées à transférer vers leurs succursales panaméennes.

#### BIBLIOGRAPHIE

##### « Montée et déclin des grandes puissances »

de Paul Kennedy

Il est des livres dont le principal mérite est de tomber à point. Ce n'est certes pas la seule qualité de *Montée et déclin des grandes puissances* de Paul Kennedy, cet historien anglais installé aux Etats-Unis et professeur à Yale depuis 1983. Mais le prodigieux succès de cette thèse austère sur les grands intérêts, géopolitiques, économico-politiques, et même à trois cents mille exemplaires, outre-Atlantique, n'est-il pas d'arriver fort à propos en cette fin de règne réaganien ?

Déficit et piètre campagne électorale aidant, il y a comme un déclin dans l'air en Amérique. Le monde a fait son chemin ; goguenards ou vaguement inquiets, les Américains, pourtant peu enclins à l'introspection, se posent des questions : entre les belvédères imprévisibles de l'expérience Gorbatchev et l'essor inexorable de l'empire économique nippon, à quoi s'annexe donc l'océan Sam ?

Et Kennedy, fidèle à l'école britannique, et aux grandes synthèses pessimistes à la Toynbee, de le leur expliquer. En explorant patiemment deux cents ans d'histoire en six cent soixante-dix pages d'analyse, il démontre ce mécanisme essentiel que sont les liens de cause à effet entre les grands changements économiques et les conflits armés. Tout cela pour conclure avec une confondante limpidité, que plus un Etat accroît son pouvoir et donc son hégémonie, plus importante est la part des ressources qu'il doit consacrer à la consolider. Au-delà d'une certaine limite, la part excessive prélevée par les militaires préfigure le déclin.

Etait-ce donc d'une telle originalité de rappeler qu'au cours des siècles l'empire des Habsbourg, la France des Lumières ou la Grande-Bretagne de Victoria n'ont amorcé leurs succès que par le sang ou le canon, que parce qu'ils s'appuyaient sur une force économique supérieure ? La belle santé avec laquelle l'historien britannique se plaît à brasser les siècles et les ambitions n'aurait-elle été saluée, peut-être, que d'un juste succès universitaire si les Américains n'avaient eu à trouver dans cette saga ténébreuse la réponse la plus commode à leurs questions. Après tout, quelle consolation de se dire que des rythmes biologiques internes régissent fatalement le sort des grandes nations ? Voilà qui soulage leurs dirigeants de toute responsabilité et dispose ceux qui aspirent à leur succéder de toute créativité.

On pourrait rétorquer — et certains l'ont fait — qu'aujourd'hui les limites du « surarmement » sont difficiles à évaluer ; ou bien encore que l'URSS est là pour le prouver : la puissance militaire n'est pas toujours le reflet d'une économie en pleine croissance. Mais déjà, gagné par l'influence de Kennedy, c'est l'hebdomadaire *Newsweek* (1), faisant avec effacement le point des avancées américaines sur la planète, qui s'interroge de ce que « les forces des Etats-Unis sont épuisées dans le monde entier, alors que leur pouvoir économique décline. Pendant que nous maintenons la paix, les économies asiatiques continuent à croître et à vendre leurs produits aux Américains dépendants ».

Kennedy surenchérit, dans les colonnes du *Washington Post* (2),

en suggérant à ses lecteurs anglophiles de « tirer les leçons de la chute britannique pour mieux maîtriser leur propre déclin ». Rappelant que par des ententes (avec la France et la Russie) ou de nouvelles alliances avec les Etats-Unis et le Japon, les Britanniques du début du siècle ont su réduire leurs obligations dans divers points du monde, sans pour autant brader leurs intérêts, l'historien exhorte les Etats-Unis à repenser leurs priorités.

C'était mettre directement le doigt sur la plaie. Car, à l'heure où, après leur pantomime au Honduras, les GI regagnent leurs bases, et que, faute d'en venir à bout, l'administration américaine s'en prend, aux Nations unies, à la centrale palestinienne à coup de parler timbré, Washington éprouve comme un sentiment d'injustice. Preuve du découragement à l'idée de devoir dépenser aujourd'hui encore 6,6 % du PNB (contre 5,2 % en 1980) pour assumer la défense du « monde libre », alors que le Japon n'y participe, lui, que pour 1 % de son PNB.

Et Félix Rohatyn, spécialiste en investissements et associé de Lazard Frères à New York, de s'exclamer (3) : « Les Etats-Unis deviennent une puissance de second ordre. On mesure mal le degré de dépendance à l'égard du capital étranger auquel nous sommes arrivés. Non seulement pour financer les investissements, mais aussi, ce qui est nouveau, pour financer le gouvernement américain lui-même. Comment, dans ces conditions, ne perdrons-nous pas notre indépendance économique et financière ? »

##### Un pays anesthésié

Dans un pays où l'argent est tout, y compris parfois le meilleur moyen de parvenir à la Maison Blanche, comment ignorer que 2.500 milliards de dollars de dette intérieure et 600 autres de dette extérieure obligent à des concessions majeures ? Le rachat de CBS par Sony ou l'invasion nipponne dans l'immobilier hawaïen, moins d'un demi-siècle après Pearl Harbor, montrent assez que l'hégémonie américaine n'est plus ce qu'elle était. Et ce, même si le PNB des Etats-Unis est encore le double de celui du Japon, le dollar l'unité monétaire internationale et la langue anglaise l'espéranto de la fin du millénaire.

Pourtant, n'en déplaise à Paul Kennedy, en cinq cents ans, les règles ont changé, et mille citadelles repliées sur elles-mêmes comme au temps de la Renaissance ne peut y échapper ou prétendre rester seule à la table du banquet. On comprend mieux ainsi les poussées protectionnistes qui se font jour dans une Amérique inquiète et anesthésiée par sept ans d'euphorie réaganienne, qui, moins que sa chute, n'a pu prévoir l'ascension de ses voisins.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

1. *The Rise and Fall of the Great Powers*, de Paul Kennedy, Random House, New York, 677 pages, 25 dollars.

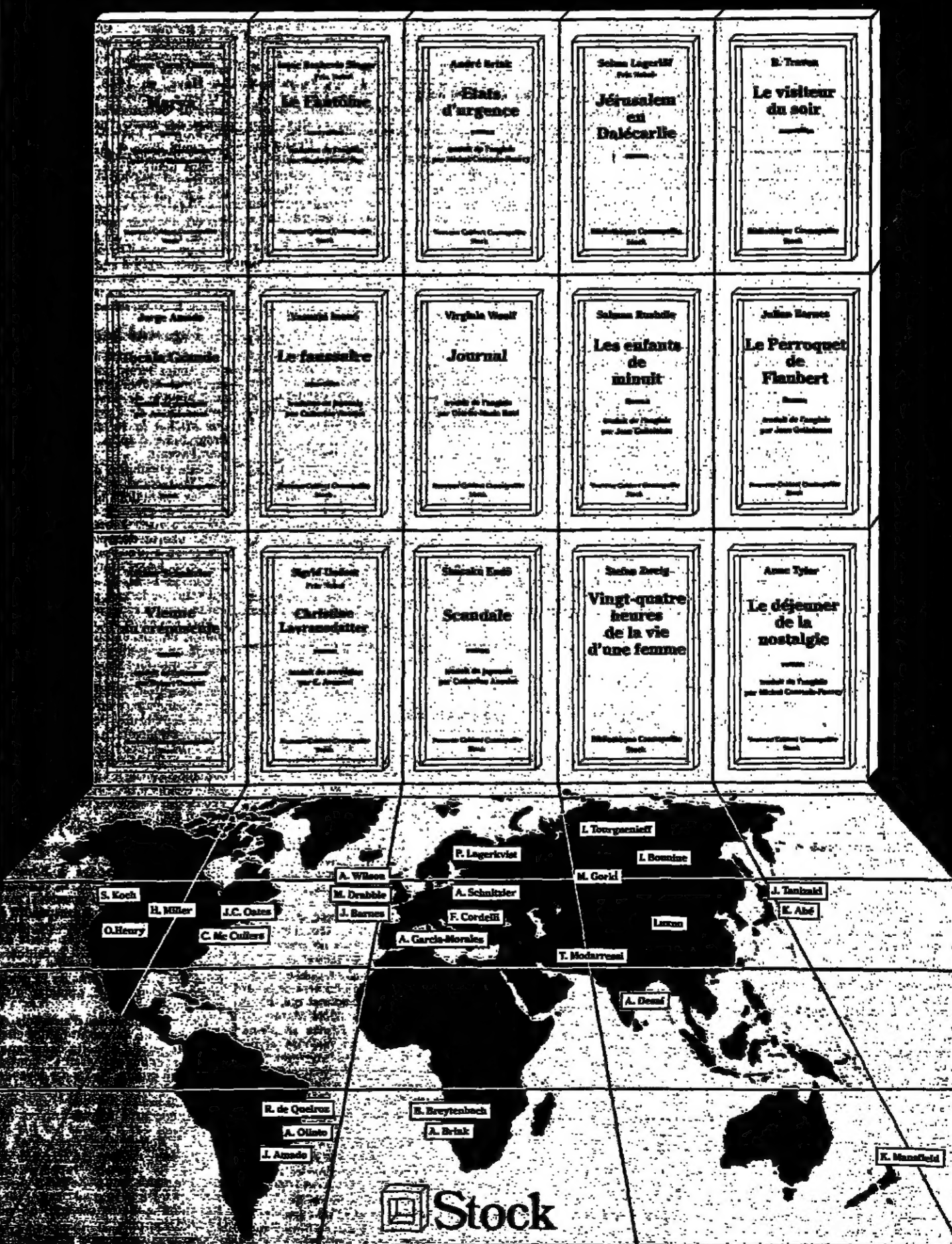
(1) *Newsweek*, le 22 février.

(2) *Washington Post*, le 12 mars.

(3) *La Tribune de l'économie*, le 22 février.

## Les Cosmopolites

LES GRANDS NOMS DE LA LITTÉRATURE ETRANGERE



سكنا من الاجل



« Chirac a  
Mitterrand  
depuis  
candidat  
de la v  
suspens  
de ses id  
petit jeu  
terrard l  
« France  
saura, l  
quinze a  
de sobri  
mesure  
lites qu'à  
Jacques  
s'est pes  
peler l'a  
lequel é  
gairs »  
La vulga  
nesse.

Jacques Chirac (cinquante-cinq ans), champion de la « France dynamique », ne s'est pas privé, jeudi 1, de rappeler l'anecdote au président sortant, lequel était donc, en 1965, aussi « vulgaire » que son concurrent d'aujourd'hui. La vulgarité doit être un péché de jeunesse.

semaines à grand fracas un débat « à la française », bien de chez nous. Il réclame que François Mitterrand renonce à montrer son profil pour regarder la France (c'est-à-dire le premier ministre) au fond des yeux, tel Valéry Giscard d'Estaing naguère. François Mitterrand, qui se demande en privé s'il n'aurait pas dû réutiliser son slogan de 1965 en l'adaptant à l'air du temps (« un président rassis pour une France modernisée »), revendique la même chose depuis longtemps. Il n'avait su que le tort de ne pas le dire publique-

Puisque les deux adversaires sont d'accord depuis la nuit des temps pour se

# à face

regarder droit dans les yeux, l'organisation de ce face-à-face télévisé ne devrait pas poser aucun problème.

Que nenni ! comme dirait Raymond Barre. C'est mal connaître la subtilité tactique de l'un et de l'autre. Mardi, sur la cinquième chaîne de télévision, Jacques Chirac souhaita que le débat ait lieu « vers la fin de la première semaine qui sépare les deux tours ». Mercredi à Europe 1, François Mitterrand a avancé la date du jeudi 28 avril, ce qui, sauf erreur, se situe effectivement « vers la fin de la première

La deuxième semaine présenterait un intérêt décisif. Cette semaine-là, toute

A tout prendre, on pourrait éviter l'épreuve. Elle a lieu tous les jours à la radio, à la télévision, dans les meetings. A ma gauche, un « démagogue » dont d'un « gout d'acier » et d'une « manœuvre fulgurante », qui dit « n'importe quoi », profère toutes sortes d'absurdités » et de « stupidités », un « incompetent » pour l'essentiel et « inconscient » sur le superflu. A ma droite, un chef de « clan », de « bande », voire de « faction », immédiatement « vulgaire », dont la parole porte la marque de « l'agitation permanente » — à moins qu'il n'ait pas de parole du tout — et qui passe sans cesse à « mettre des sardines en boîte », c'est-à-dire à construire des programmes par « accumulations d'inventions sans grand intérêt ».

L'essentiel est donc déjà dit.

semaines à grand fracas un débat « à la française », bien de chez nous. Il réclame que François Mitterrand renonce à montrer son profil pour regarder la France (c'est-à-dire le premier ministre) au fond des yeux, tel Valéry Giscard d'Estaing naguère. François Mitterrand, qui se demande en privé s'il n'aurait pas dû réutiliser son slogan de 1965 en l'adaptant à l'air du temps (« un président rassis pour une France modernisée »), revendique la même chose depuis longtemps. Il n'avait su que le tort de ne pas le dire publique-

regarder droit dans les yeux, l'organisation de ce face-à-face télévisé ne devrait poser aucun problème.

Que nenni! comme dirait Raymond Barre. C'est mal connaître la subtilité tactique de l'un et de l'autre. Mardi, sur la cinquième chaîne de télévision, Jacques Chirac souhaite que le débat ait lieu « vers le fin de la première semaine qui sépare les deux tours ». Mercredi à Europe 1, François Mitterrand a avancé le date du jeudi 28 avril, ce qui, sauf erreur, se situe effectivement « vers le fin de la première

(Suite de la première page.)  
Pourquoi une nouvelle campagne au risque, même réduit, de l'échec après avoir éprouvé toutes les sensations mêlées d'un septennat riche en émotions fortes ? L'état de l'expérience du promoteur, la situation, l'échec en 1986, la coalition forcée avec l'adversaire, pour finir, la plus grande des peurs : « Il y avait là de quoi mourir dans l'histoire et nourrir plusieurs tomes de mémoires.

« Pour la France », expliquent ses admirateurs. « Pour satisfaire son goût innommable du pouvoir », répondent ses détracteurs. Pour ne pas laisser l'avenir, la démocratie et les institutions nationales aux mains de « clans » irresponsables et « vulgaires », précise-t-il lui-même. Bien sûr, ces raisons sont trop simples pour ce personnage multiple qui prend, cette fois encore, un plaisir indicible à brouiller sa piste.

Pour certains ses amis, et à l'écouter lui-même, ce « oui » du recommencement doit beaucoup à M. Jacques Chirac. Lors de ses meetings, le président-candidat égrène trop de petites phrases, toujours les

### Une version plus dramatique

François Mitterrand avance comme s'il portait de trop lourds secrets d'un temps qui avait pourtant paru courtois à l'opinion. « Je reste discret, croyez-moi », confie le chef de l'Etat. Mais discret sur quoi ? Quelle infamie pourrait valoir cette animosité mal contenue ? On croyait connaître l'essentiel de la cohabitation. Voilà qu'il en laisse entrevoir une version beaucoup plus dramatique.

Bref, François Mitterrand serait occupé à sa vengeance. Plus profondément, il tenterait, par cette nouvelle candidature, d'achever un septennat interrompu, entravé depuis 1986. « Il a redécouvert la bagarre au soir du 16 mars, relève l'un de ses fidèles. Il s'était isolé à l'Elysée, sur ses hauteurs. La brutale arrivée dans son royaume de celui qu'il trouve indigne de porter au nom de la France lui a rendu sa nuémotie. »

## pari pour Mitte

Le combat politique est sa deuxième chose, dit-on. Plus que pour d'autres, c'est aussi son seul but de la vie. L'entourage présidentiel s'en est habitué à la longue. Mais il n'est pas toujours facile de faire passer le général de Gaulle, les habits de magistrature suprême. Il redécouvrait un peu chaque jour qu'il n'était pas un paillard qui n'aurait su se contenter d'être le maître de la France, mais d'être aussi le maître de régler ses comptes avec la vie et la réputation que ces talons lui avaient fait.

Mais le scandale ne laisse pas de lui donner un premier septennat qui lui a permis de reconstruire une partie de l'échec et de prendre quelque chose de revanche sur le sort. Mais l'avantage trouvé encore alourdi — mais en fait, rien déposé — entravé, les pleins pouvoirs socialistes. 1968 par exemple, les circonstances politiques lui ont donné l'obligation de partager.

## Une liberté totale

« Je croyais le connaître un peu mieux », dit l'une de ses attachées de presse, « maître fait deux ou trois idées sur lui. Je n'ai plus qu'à refaire mon apprentissage... ». Raison de semer à nouveau ses exégèses, président-candidat paraît une durant cette campagne, d'une liberté jamais trouvée hier.

C'est, à en croire certains, parce qu'il pourrait être enfin lui-même.

Par certains aspects, 1988 ressemble à cette histoire-là, celle de sa jeunesse. « Pour la première fois de sa carrière, il sent qu'il peut parvenir à la quintessence de l'art de gouverner : promouvoir le mouvement, créer le allon de l'avenir sans bloquer les couches de résistance. Tous ces éléments, qu'il a vus dans le langage théâtral, reviennent à cette époque-là. N'évoque-t-il pas sans cesse le rassemblement de La Haye, en 1948, et son idéal d'euténie européenne ? Quand il parle du désarmement, n'emploie-t-il pas des mots d'un autre temps, « canon », « cible », « canon » ?

### Pugnacité spectaculaire

C'est, à en croire ses proches, ce qu'il souhaiterait pour ce prochain septennat. Rêves déjà anciens de ce qu'il appelle de « *nouveaux équilibres* », idéal de « *progrès économique allié à la solidarité sociale* ». Programme d'après guerre revisité pour l'avenir.

à tous les Français, alors qu'il est, comme jamais, entouré, parfois submergé de conseillers ou communication et que lui-même donne prise à un souci individuel qu'on ne lui connaît pas. McLuhan piège, en pleine campagne, par Gutenberg.

Sar deux heures de discours. Il est quelques dialogues avec la salle, toujours ordres. Quelques attitudes, fort méchantes. Un zeste, aussi, de démagogie. Mais, surtout, une longue leçon d'histoire, une longue leçon d'actualité, celle d'une école, dont il abuse un public souvent venu pour l'empêcher de la croquer.

« C'en est assez, d'attendre et d'aujourd'hui, qui paraît même chaque jour que cette publicite de cette campagne.

« Il ne changera plus », c'est-à-dire encore un proche. Sa foi est devenue telle qu'il est déterminé à « piloter automatique » jusqu'au bout de cette course folle à travers les décennies. « Il a renoué les fils de sa vie... » Achevé d'en faire le tour. Il est revenu, dit-on, au point de départ. Sa jeunesse, sa jeunesse, sa jeunesse d'un homme âgé. Lorsqu'elle vient à repasser, lorsqu'on cette chance, on ne l'abandonne plus.

PHILIPPE BOGARD.

M. Mitterrand a présidé, le mercredi 20 avril, une partie des travaux du groupe des experts du PS, réunis à Paris. Il a critiqué les programmes de ses concurrents et vanté les mérites de son projet.

Lorsque, en 1961, il avançait  
cette proposition pour la  
réunion de la France et de  
l'Algérie, l'accomplissement de sa  
tâche, l'accomplissement de « vouloir  
régenter... ». « C'était absurde,  
disait-on. On se pouvait plus débiter  
des grands problèmes... »  
Aujourd'hui, « l'argument se  
retourne » à propos de la « Lettre à  
tous les Français » : « Comment,  
dit-on, il n'a pas parié de la manière  
de mettre les sardines en boîte ?  
» « C'est vrai », a ajouté M. Mitterrand,  
« j'en ai pas parlé. Cela me paraît  
préférable à la manière dont les [les  
advocates] prétendent, eux, mettre  
les sardines en boîte car, comme  
toute le reste, il le ferait mal... »

La table ronde des experts consacrée au thème Scalligraphie des langues, sera la première en discussion telle qu'elle est. Les propositions contenues sous cette tête de chapitre dans le *Lettre à tous les Français* de M. Mitterrand, en réalité, sont de différents aspects. Elle les a assortis d'un certain nombre de commentaires techniques, ou de

● **Revalorisation du rôle du Parlement.** — Au cours de la table-ronde présidée par M. François Luchaire, président du Conseil constitutionnel, a été évoqué l'abaissement du nombre des députés au Sénat, nécessaires pour déclencher la création d'une commission de contrôle. Une autre suggestion, réservée

La campagne officielle à la radio et à la télévision

## Un pari pour Mitterrand

[illegible]

ment nous recroûte à nos démons d'autant que cette façon de rendre sa politique, par ce biais ou par un autre, l'écroule, l'importance qui, toutes ces années nous ont appris à lui retirer. Reste que la gauche française a subi, sept ans durant, un spectaculaire psychanalyses du réel. Reste aussi qu'elle a, depuis le temps déjà lointain du programme commun et des ministres communistes, procédé à un agglomération sans précédent de ses dogmes et certitudes. Qui prétendra que ces épreuves n'aient point été salutaires ? Mais il y a, sont pour rien dans la dispersion de manichéisme qui nous ont tous, lancés, paralysés.

Et l'atmosphère ? Il faut aller plus loin. Et là, le mouvement est vers de s'inter-tourner les leçons de cette mutation. Institutionnelle — en rééquilibrant le jeu des pouvoirs. Sociologique — en jouant sur la société civile plus que les appareils réels. Economique — en tirant le meilleur parti de cet atout majeur qu'est l'acceptation par tous de la rigueur. Politique — en poussant jusqu'à son terme la critique des mécanismes des sociétés totalitaires. Morale enfin — en reconnaissant que les valeurs cardinales, l'égalité au premier chef, ne s'incarnent plus dans des dogmes surarçins, au profit d'une bourgeoisie qui a fait de l'argent la base de son commerce. Certes, la révision est loin d'être achevée : on s'en rend compte

[illegible]

Mitterrand encore à contre-temps. Même sa veste, sa fameuse veste de Latché, trop grande, si mal coupée, paraît enfin correspondre à sa silhouette et à l'Histoire qu'il déroule depuis le 22 mars. Veste de Renan, de Giono. Le président-candidat en phase avec son temps, celui des grands-parents de la génération Harlem Désir, appliqué à la modernité.

« C'en est assez, d'attendre et d'aujourd'hui, qui paraît même chaque jour que cette publicite de cette campagne.

« Il ne changera plus », c'est-à-dire encore un proche. Sa foi est devenue telle qu'il est déterminé à « piloter automatique » jusqu'au bout de cette course folle à travers les décennies. « Il a renoué les fils de sa vie... » Achevé d'en faire le tour. Il est revenu, dit-on, au point de départ. Sa jeunesse, sa jeunesse, sa jeunesse d'un homme âgé. Lorsqu'elle vient à repasser, lorsqu'on cette chance, on ne l'abandonne plus.

PHILIPPE BOGARD.

**JEUDIS 21 AVRIL.**  
A 2, 19 heures-19 h 45 : M. Chêne, M. Lagnier, M. Le Pin.  
FR 3, à partir de 22 h 15 : M. Chêne, M. Lagnier, M. Le Pin (rediffusion).  
France-Inter, 13 h 30-14 heures : M. Lagnier, M. Lagnier, 20 heures-20 h 45 : M. Wapcho, M. Le Pin, M. Jurgin.  
**VENDIS 22 AVRIL.**  
FR 3, 7 h 30-8 h 15 : M. Chêne, M. Lagnier, M. Le Pin (rediffusion).  
A 2, 9 heures-9 h 30 : M.M. Barre, Mitterrand (rediffusion) ; 19 heures-19 h 45 : M. Lagnier, M.M. Wapcho, Le Pin, Barre, Mitterrand, Bonnel, Chêne, Lefebvre, Jurgin.  
FR 3, à partir de 22 h 15 : rediffusion.  
A 2, 23 h 15-24 heures : rediffusion.  
France-Inter, 20 heures-20 h 45 : M.M. Le Pin ; Mitterrand, Jurgin, Chêne, Lefebvre, M.M. Chêne, Wapcho, Barre, Bonnel.



# Politique

## La campagne pour l'élection présidentielle

### M. Chirac dénonce les « pulsions démagogiques » de M. Mitterrand

M. Jacques Chirac a participé, le mercredi 20 avril, à un dîner de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, en présence de M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, M. Raymond Bourguin, sénateur (app. RPR) de Paris, président du groupe de presse qui édite *Valeurs actuelles*, a interrogé le premier ministre sur son projet d'augmentation de l'allocation parentale d'éducation, en lui demandant : « Pour quoi ne pas dire franchement qu'elle est réservée aux mères françaises ? »

Ce propos a été vivement applaudi par les participants au dîner, qui ont protesté en revanche lorsque M. Chirac a répondu qu'« on ne peut pas réserver une prestation familiale ou sociale aux citoyens français ». En 1980, a-t-il rappelé, j'ai été, à Paris, une allocation pour le troisième enfant et, soigneusement, nous avions dit : elle sera réservée aux Français. J'ai été condamné par les tribunaux administratifs. [...] Nous avons pris une résolution qui nous a conduits à annuler cette disposition à Paris. J'en ai reporté les crédits sur l'allocation-logement. Et puis j'ai

pris, en 1986, une disposition d'ordre national, avec obligation de deux années de travail dans les dix dernières années. »

M. Chirac a expliqué qu'une clause réservant cette allocation aux nationaux français serait contraire à la Constitution et aux engagements européens. « Cela fait partie, a-t-il dit, de ces sujets sur lesquels il est plus facile de soupçonner que de réfléchir. »

M. Pinay, qui est âgé de quatre-vingt-seize ans, a invité l'assistance à « former des vœux très ardents pour

le succès dimanche prochain » et il a interrogé le premier ministre sur le projet de M. François Mitterrand de rétablir l'impôt sur les grandes fortunes. « Le malheureux capital est horriblement imposé », a déclaré M. Chirac à dénoncé les « pulsions démagogiques » auxquelles cède, selon lui, M. Mitterrand. « Les socialistes, a-t-il dit, l'argent leur file des doigts et, ce qui est grave, c'est qu'on ne sait pas très bien où il va. [...] Dès qu'ils prennent un budget, ils le mettent en déficit. »

C'est le gouvernement de M. Fabius qui, par la loi du 4 janvier 1985, a créé l'allocation parentale d'éducation, réservée à la mère (ou au père) qui avait des moins de deux ans d'activité professionnelle. De 1 000 F par mois sur deux ans, elle a été portée à 1 500 F au 1<sup>er</sup> janvier 1986. Le gouvernement de M. Chirac, par la loi de décembre 1986, a allongé sa durée à trois ans et porté son montant à 2 400 F. En outre, les conditions d'activité nécessaires ont été réduites : il suffisait d'avoir travaillé deux ans au cours des dix années précédentes, ce qui excluait ainsi la plupart des femmes inemployées.

En revanche, sur le plan social,

### Le premier ministre : un débat à la française

M. Jacques Chirac, invité, le jeudi 21 avril, de la rédaction d'*Europe 1*, a évoqué son éventuel face-à-face avec M. Mitterrand après le premier tour en disant :

« Je suis heureux qu'une proposition que j'avais faite depuis longtemps d'un face-à-face sous forme de dialogue, à la française, entre les deux candidats soit aujourd'hui retenue. Pour ma part — et j'insiste que M. Barre doit avoir une réaction de même nature — je n'ai aucune intention de répondre aux coups de sonnette. Ce n'est pas à un candidat de fixer le jour et de convoquer l'autre. [...] Je trouve que le 28 avril n'est pas un bon jour. Parce que la campagne ne sera pas encore ouverte. Elle n'ouvre que le lendemain. Les candidats d'ailleurs ne seront même pas officiellement connus ni publiés au Journal officiel avant le vendredi matin. »

Interrogé sur le reproche de « vulgarité » adressé par M. Mitterrand aux autres candidats, M. Chirac a répondu : « Si certains l'ont fait — et après tout c'est un élément du choix et du débat, moi, je n'ai jamais évoqué l'âge du candidat du Parti socialiste. Si c'est cela qui le conduit à considérer que ceux qui le font sont vulgaires, alors je dirais qu'il est particulièrement expert dans ce domaine parce que je ne connais personne qui a eu des propos aussi vifs et aussi vulgaires que M. Mitterrand en 1965 quand il parlait de l'âge du général de Gaulle et qu'il précisait qu'il se souvenait qu'il n'avait pas l'âge, les moyens ou la force d'assumer les fonctions de chef de l'Etat. »

### La femme de Corrèze à Paris

Les militants de la fédération de Paris du Parti socialiste ont organisé, le mercredi 20 avril à Paris, une conférence que M. Jacques Chirac a su l'impression de glisser à Catherine Ney et que F. Magazine rapportait dans son numéro de... janvier 1978. « Pour moi, avait alors confié le député de la Corrèze, la femme idéale, c'est la femme corrézienne, celle de l'ancien temps, dure à la peine, qui sert les hommes à table, ne s'assied jamais avec eux et ne parle pas. » Déjà interpellé sur cette phrase lors de sa prestation à l'« heure de vérité » sur Antenne 2, le 25 mars 1987, le premier ministre avait alors répondu : « J'ai trop de respect pour les femmes corréziennes, qui ont été déçues de façon

admirable, notamment par Malraux pendant la guerre et la Résistance, pour que j'aie jamais tenu un propos de cette nature. »

Cette fois-ci, sous l'œil amusé ou rageur des curieux, les militants socialistes se sont emparés du bel et du port de colle pour afficher « symboliquement » ces propos sur une calotte située face au grand magasin Le Printemps au coin du boulevard Haussmann et de la rue du Havre. Une façon, expliquaient-elles, de « réviser la vraie nature de M. Chirac » quant à sa politique familiale. L'opération risque néanmoins d'être aussi furtive que symbolique puisque déjà, alentours les militants communistes recouvrent les murs d'affiches pour M. André Lajoinie.

### Amélioration des retraites des rapatriés

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Balladur, et le ministre délégué chargé des rapatriés, M. Cabane, ont signé, le mercredi 20 avril, un protocole d'accord sur l'amélioration des retraites complémentaires des rapatriés. L'Etat s'engage à verser 620 millions de francs à la compagnie d'assurances Compagnie, à charge pour elle « de gérer les fonds capitalisés et d'accorder un complément trimestriel de retraites à quelque cent

vingt mille bénéficiaires qui, à des titres divers, connaissent des problèmes de retraite complémentaires ». Il s'agit, notamment, des rapatriés d'Algérie, qui ont été repris en compte par des caisses métropolitaines de retraite complémentaires avec des sensibilités abbatues de droits, et des rapatriés des autres territoires, notamment du Maroc et de la Tunisie, « qui ne bénéficiaient pas de retraite complémentaire pour la période de leur activité exercée outre-mer ».

### M. Raymond Barre devant des lycéens parisiens

#### « Restez purs »

Il ne suffit pas d'être un professeur réputé pour se faire entendre des jeunes. Témoin, les étonnantes dialogues qui ont émaillé la visite de M. Barre le mercredi 20 avril au lycée privé Saint-Sulpice, en plein quartier Latin à Paris. A un jeune beur de vingt et un ans, chômeur en « stage d'insertion », qui l'interrogeait sur l'avenir de la Sécurité sociale, le candidat à la présidence de la République a conseillé de souscrire « un plan d'épargne retraite ».

« Et pour ceux qui n'ont pas les moyens ? », a grommelé l'audacieux, aussitôt sermonné par le professeur d'économie : « Il y a toujours moyen de faire de l'épargne. Il faut choisir entre consommer et épargner. »

Hattem, à peine amical, a insisté. De toute façon, il a gardé la nationalité algérienne et ne votera donc pas dimanche. Il s'est tout de même offert le plaisir de faire lire toute sa classe en lançant très respectueusement à M. Barre qu'il serait « fort probablement élu ». L'humour beur s'est déchaîné.

Dans une classe de terminale, Olivier, vingt ans, a posé la question des alliances régionales avec le Front national : « On voit que vous êtes jeune et que vous ne connaissez pas encore la politique à l'échelon local », a rétorqué M. Barre, un incorrigible donneur de leçons pour lycéens intransigents. « Je suis opposé à toute transaction avec une formation

politique qui défend des thèses opposées aux principes de la République, mais quand il s'agit de ces histoires de conseil municipal, général ou régional, c'est un arrangement pour une élection, de la petite cuisine. » Mais comme Olivier ne semblait guère convaincu par cette démonstration de réalisme, M. Barre l'a consolé : « Vous êtes encore au niveau de la pureté ! Restez purs le plus longtemps possible. »

#### Une gifle à l'oral

Les lycéens ont eu la désagréable impression d'avoir pris une gifle à l'oral : « N'allez pas ! » Mais le candidat Barre, lui, semblait ravi de ce contact si vivant et si peu démagogique. Il avait réussi la gageure de visiter un établissement scolaire, un mercredi après-midi, suivi par une meute de reporters à l'effrit. Un lycée privé catholique certes, situé à quelques jets de pavé du centre universitaire Assas, mais surtout connu pour ses audaces pédagogiques et même pour sa participation au mouvement de l'automne 1986 contre le projet de loi Devaquet.

Saint-Sulpice accueille notamment depuis plusieurs années, en cours du soir, des jeunes qui ont échoué à plusieurs reprises au baccalauréat, au prix d'une bataille juridique avec l'éducation

nationale, qui ne reconnaît pas cette forme de repêchage.

M. Barre, qui était accompagné de M<sup>me</sup> Nicole Fontaine, députée à l'Assemblée européenne et ancienne responsable de l'enseignement catholique, et de M. Pierre Bas, député (RPR) du sixième arrondissement, avait choisi cet établissement, à ses yeux exemplaire, pour marquer sa volonté d'accorder l'autonomie pédagogique à tous les niveaux du système scolaire, public compris. « Un système éducatif moderne exige la flexibilité, a-t-il déclaré. Chaque chef d'établissement doit être responsable de la pédagogie et des programmes. Il faudrait que, dans le secteur public, le chef d'établissement ait la même autonomie que dans le privé. »

Le candidat a répété que l'Etat devrait trouver 3 milliards de plus par an pour construire des lycées et « améliorer la situation des maîtres ». Citant l'exemple allemand, il a aussi souligné que les chefs d'entreprise avaient « un devoir de formation à l'égard de la jeunesse et de la collectivité » et qu'il comptait multiplier par deux en cinq ans le nombre de jeunes en formation par alternance.

« Bon courage ! », a-t-il lancé aux élèves en prenant congé d'eux. Le souhait était réciproque. PHILIPPE BERNARD.

### Dialogue « à cœur ouvert » aux côtés de M. Léotard

MM. Raymond Barre et François Léotard ont « dialogué à cœur ouvert », le mercredi 20 avril, à l'autodrome de Linas-Montlhéry (Eure-et-Loire), devant près de mille sept cents partisans du candidat, à l'invitation des députés Michel Péchât et Pierre-André Wiltzer.

Monologues parallèles ou enchaînés, en fait, se sont succédés dans une forme de réaction publique peu pratiquée jusqu'alors par M. Barre, un journaliste (Alain Farnham) faisant réagir le candidat et le ministre, assis côte à côte, à cinq vidéos consacrées aux thèmes suivants : jeunesse, emploi, solidarité, Europe et place de la France dans le monde, démocratie.

M. Barre a profité de l'occasion pour réaffirmer la plupart des grands thèmes de son projet, non sans avoir réitéré au préalable ses critiques de l'hyper-médiatisation réductrice de la vie publique.

A un jeune homme déplorant la double et sombre probabilité du « SIDA et du chômage » offerts comme seules perspectives à la jeunesse, le candidat a répliqué que, face au premier de ces fléaux, il s'agit de « faire attention » et que le

second ne constituera pas une fatalité durable. « Je suis persuadé que l'avenir sera moins triste », a dit M. Barre.

M. Léotard s'est, à diverses reprises, déclaré en plein accord avec le candidat : « J'aurais dit : ça nous intéresse, monsieur le président... ». A son programme en matière d'éducation (voir d'autre part), il a ajouté un regret personnel : les rythmes scolaires tels qu'ils existent sont « un échec ».

Autre apport du ministre de la culture et de la communication : « Si les Français sont encore la première puissance culturelle du monde, ils feraient bien de regarder autour d'eux. »

Le député de Lyon et le maire de Fréjus se sont encore accordés sur ce constat : la France est « en recul », ou « en retard », mais elle n'est pas frappée par le « déclin ».

A propos de la sécurité, M. Barre a déclaré qu'il trouverait excellente l'éventuelle proposition que lui ferait un éventuel premier ministre nommé par lui, de reconduire M. Charles Pasqua dans ses fonctions de ministre de l'intérieur, où il

excellait, sans parler de son « comportement » heureusement « méditerranéen ».

Sollicité d'interroger lui-même une fois le candidat, M. Léotard a surmonté cette « colle » en demandant à M. Barre ce qu'il avait retiré de son dialogue avec les Français.

M. Barre lui a répondu qu'il avait compris les problèmes qui le préoccupaient et « le sérieux de leurs analyses ».

Ce qui autorisait le candidat à conclure en invitant ces mêmes Français à « être lucides », à se préparer à un « effort de longue durée » et à voter « en conscience ».

M. K.

### Une veille présidentielle

Le service télématique du Monde sera de la fête le 24 avril et le 6 mai pour l'élection présidentielle. A 20 heures, les principales estimations chiffrées de la consultation seront disponibles sur les écrans du minitel. Des chiffres à partir desquels la « machine » envisagera toutes les questions et autres hypothèses qu'un citoyen est en droit de se poser ou d'imaginer.

Avant 20 heures, Eclat, un passe-temps de circonstance permettra à chacun, en attendant les premiers chiffres, de s'exercer au difficile jeu des pronostics.

La soirée sera ensuite consacrée aux résultats et aux scénarios prévisibles pour le deuxième tour. Dès 23 heures, il sera possible d'envisager qu'en toute logique et au regard de la confrontation du premier tour, aura mis de son côté les plus grandes chances de succès au second.

Les résultats dans les 225 villes de plus de 30 000 habitants, les commentaires de la rédaction, les chiffres à l'échelle nationale, compléteront les informations disponibles sur les écrans du Monde.

Enfin, chacun aura la possibilité d'exprimer son opinion sur une messagerie que chacun pourra consulter. \* 3615 Le Monde.

**7 derniers JOURS** **FOURRURES GEORGE V**

**REALISATION massive du stock**

**du SAMEDI 23 au SAMEDI 30 AVRIL inclus**

MANTEAUX					
Ragondin	8250*	3850*	Vision pastel	29750*	14875*
Vision pastel, mouton	11950*	5850*	Renard bleu silver	42750*	17850*
Opossum d'Amérique	13850*	6250*	Vision ko hi noir	55000*	26850*
Vision dark, mouton	12750*	6450*	Vision blanc	66000*	27850*
Rat d'Amérique	16850*	9450*	Lynx canadien	82750*	31850*
Marmotte	28750*	13850*	Pékane	86000*	38750*
Vision dark	28750*	14350*	Zibeline blonde	196000*	85000*
VESTES					
Astrakhan et tricot	7850*	3650*	Renard bleu silver	19500*	10850*
Vision Kolmar lustré	16750*	7350*	Vision dark	22750*	11850*
Coyote	14750*	7850*	Vision saphir	36000*	18750*

MAGASIN OUVERT TOUTS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 10 H À 19 H

**40, Av. George V, Paris 8\***

**PIERRE-HERN TEITGEN**

« Faites entrer le témoin suivant »

1940-1958 DE LA RESISTANCE A LA 2<sup>e</sup> REPUBLIQUE

Le témoignage inédit de celui qui fut le ministre de l'Information et de la Justice du général de Gaulle à la Libération.

« Faites entrer le témoin suivant » Pierre-Henri Teitgen

Broché, format 15,3 x 23 cm 608 pages - 100 F

éditions **ouest france**

Distributeur : Berg-Verlag, Berg, 10, rue de la République, 92100 Nanterre, Tél. 93 31 00 00

**L'AFP SANS ABONNEMENT SUR MINITEL :**

tapez le **36.29.36.19**

Ce simple numéro de téléphone vous relie à plus de 700 dépêches quotidiennes intégralement repertoriées par le service AFP-PRO.

Un geste simple, une réponse immédiate et un gain de temps dans votre organisation.

**Telesystemes Questel**

502 من الاجل



صلى الله عليه وسلم

10 Le Monde • Vendredi 22 avril 1988 •

# AMIN MAALOUF



Amin Maalouf  
SAMARCANDE

## L'ÉPOPÉE DE LA PERSE

A Samarcande, Omar Khayyam, poète et astronome de génie, compose le plus beau livre d'amour jamais écrit et affronte Hassan Sabbah, redoutable chef de guerre.

J. Clattès



## Politique

La campagne du PCF pour l'élection présidentielle

« Nous ne soutiendrons pas un gouvernement qui fera la politique de la droite sous quelque forme que ce soit »

nous déclare M. André Lajoinie

Après Jacques Duclos, qui obtint 21,32% des suffrages exprimés en 1969, et Georges Marchais, qui en totalisa 15,34% en 1981, André Lajoinie est le troisième candidat du PCF présenté à l'élection présidentielle. Député de l'Allier et président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, il espère « atteindre ou dépasser » les 9,78% réalisés par les listes du PCF aux élections législatives de 1986, mais affirme que lors d'élections « normales », c'est-à-dire locales, son parti ferait entre 14% et 15%. Pendant sa longue campagne électorale, M. Lajoinie n'a cessé de défendre le programme du parti qui s'articule autour de trois mots : justice, liberté et paix. Ce programme sera valable, pour le PCF, au-delà du scrutin présidentiel.

Conformément à la décision prise à l'occasion du dernier congrès en décembre 1987, la direction du PCF annoncera sa position pour le second tour du scrutin, le mercredi suivant le premier tour, après avoir pris « l'avis des comités fédéraux du parti ».

« A trois jours du premier tour de l'élection présidentielle, quel bilan tirez-vous de votre longue campagne électorale ?

— Je ferai un bilan qualitatif. La campagne électorale que j'ai menée, avec tous les communistes, a abouti à un renforcement de l'influence du parti, de l'unité politique des communistes et des électeurs communistes sur notre politique, notre stratégie, notre congrès, nos propositions, notre programme.

— Nous avons actuellement plus du double des adhésions de l'année dernière à la même époque. En 1988 nous allons dépasser le chiffre de 605 000 adhérents, plus que toutes les autres formations réunies. Notre parti est le premier de France. Les graves et les mouvements sociaux se déroulent à quelques jours de l'élection présidentielle — ce qui est sans précédent — sur les mots d'ordre du candidat communiste.

— Voilà qui souligne le rôle de cette candidature, son impact sur le mouvement social, son impact sur la vie politique française.

— Dans vos meetings, on voit beaucoup de militants anciens et — mais beaucoup moins nombreux — des jeunes. La génération moyenne paraît cruellement manquer ?

— Je ne sais pas si c'est aussi caractéristique que vous le dites. A Gervilliers, où j'étais récemment, il y avait beaucoup de représentants de cette génération moyenne, mettons trente ou quarante ans. Mais ce que je constate — il y a donc une part de vérité dans ce que vous dites — c'est le retour plus nombreux des anciens. Un retour parfois étonnant. Je suis frappé quand j'entre dans la salle des meetings par l'accueil que me font ces anciens. J'ai vu des hommes de soixante-dix ans avoir les larmes aux yeux. Il se passe quelque chose chez les anciens, un renforcement de leur idéal de jeunesse.

— Vous diriez un retour aux sources ?

— Je dis d'ailleurs que nous faisons un retour aux sources dans le meilleur sens du terme. J'ai beaucoup de jeunes dans mes meetings. Beaucoup de jeunes femmes, parfois même plus de la moitié. C'est un

phénomène nouveau. Il y a peut-être un petit déficit dans ces générations du programme commun. Ce n'est pas impossible. Mais je constate qu'il y a des militants du mouvement syndical, par exemple, c'est-à-dire de trente, trente-cinq, quarante ans. Vous savez, l'encadrement du mouvement syndical, c'est entre trente et quarante ans. Le mouvement syndical est très engagé dans cette campagne. Vous avez vu la position de la CGT, ce n'est pas une position artificielle.

— Que répondez-vous aujourd'hui aux rares communistes qui disent : dans l'hypothèse où le résultat ne serait pas celui que l'on espère, il faudrait à ce moment-là qu'il y ait un véritable débat à l'intérieur du parti pour se connaître les causes ?

— Je leur réponds que le débat a eu lieu. D'ailleurs, il se renouvellera dans un peu moins de trois ans.



Nous tiendrons un nouveau congrès. Le problème n'est pas là. Il ne s'agit pas d'empêcher le débat.

— Le débat est toujours utile, mais nous avons retourné dans tous les sens la situation, et ce n'est pas un résultat électoral qui va nous faire changer d'avis. C'est d'ailleurs assez défilé de penser à partir d'une élection, qui est toujours conjoncturelle, et d'une élection de ce type, qui est par essence piégée, on va remettre en question une stratégie dont nous avons soupesé tous les aspects.

### « Les autres candidats ont menti »

— La procédure que vous adopterez pour le second tour est connue : réunion du comité central après réunion des comités fédéraux pour avis. Malgré tout, vous avez dit à votre électeur : un second tour, vous aurez la possibilité de battre un candidat de droite, mais pas la politique de la droite. Est-ce que vous ne craignez pas de décevoir vos électeurs avec des formulations quelque peu complexes ?

— Elles peuvent être complexes, mais je pense que le mouvement social comprend cela. Le mouvement social, je vous l'ai dit, se développe. Pourquoi ? Parce que les gens n'en peuvent plus. Parce que j'y ai contribué, le Parti communiste y a contribué. Ce n'est pas d'ordre du SMIC à 6 000 F, la déconsécration des profits et des placements financiers, etc. Ça va mal pour les gens, ça va mal pour la France, et nous sommes enfoncés non pas par les pays pauvres, contrairement à ce qu'on a dit pendant un temps ou ce que dit Chirac. Nous sommes enfoncés par les pays développés, qui ont des coûts salariaux plus élevés que les nôtres mais qui font plus de recherche, plus d'investissement.

— Nous avons fait fausse route. Les autres candidats ont menti, et aujourd'hui, au lieu de faire leur autocritique, ils continuent à dire qu'il faut se serrer la ceinture, épargner des gens de la société, multiplier le nombre des pauvres. Les gens parlent donc l'analyse que vous trouvez complexe. Ils savent que les candidats présents au deuxième tour auront la même politique et qu'il faudra continuer la lutte. J'ai voulu dire simplement qu'au deuxième tour il ne sera pas temps de condamner la politique d'austérité et de surarmement. Bien sûr, nous ne sommes pas indifférents au sort de celui qui sera élu.

— Vous n'êtes pas indifférent, mais vous dites qu'ils feront la même politique quand même ?

— Ils sont actuellement sur une même politique. Nous ne disons pas que c'est la même chose, mais ils sont sur la même politique. Les citations abondent. Quand Rocard tire des larmes à Chirac et dit qu'il n'y a pas de frontière entre la gauche et la droite, ou quand Mit-

terrand dit qu'il connaît des hommes excellents dans la majorité actuelle, c'est un programme, n'est-ce pas ?

— Si François Mitterrand se trouvait élu, c'est tout de même celui qui est le moins éloigné d'un certain nombre d'idées que peut incarner le Parti communiste. Dans cette hypothèse, quelle est la demande, la revendication qui serait la condition sine qua non ou la plus importante à vos yeux d'un rapprochement ou d'un éventuel bout de chemin avec ce candidat ?

— Je dois le dire : il n'y aura pas de négociations et, dans les conditions actuelles, puisque les cartes sont sur la table à partir du projet du président sortant, nous ne participons pas à quelque gouvernement que ce soit sur la base de ce projet qui, je le répète, converge avec les volontés de la droite.

— A fortiori, nous n'avons rien à faire dans un gouvernement où il y aurait des hommes de la droite, puis que c'est l'hypothèse qu'a retenue le président. Nous ne négocierons pas et nous ne participerons pas. Cela ne veut pas dire que nous tirons un trait définitif. Mais, dans les circonstances actuelles, c'est comme cela. Nous ne voyons qu'un moyen, c'est de développer l'action d'un rassemblement populaire, ce que nous ferons.

### « Nous revenons à Napoléon III »

— Vous avez utilisé deux verbes : négocier et participer, mais pas le verbe soutenir.

— Nous ne savons pas comment se passeront les choses. C'est d'une grande complexité, cette affaire de donner la parole au peuple, c'est le moyen de donner beaucoup trop de pouvoir à un homme, quoi que les uns et les autres en disent aujourd'hui dans leurs grandes déclarations sur la nécessité d'équilibrer les pouvoirs.

— Mais tous, quand ils ont eu la majorité à l'Assemblée et la majorité présidentielle, ont fait la même chose : ils n'ont laissé aucun pouvoir à quiconque.

— Je l'ai vu sous Giscard. Je l'ai vu sous Mitterrand, où j'ai vu parfois le premier ministre Mauroy me recevoir dans son bureau, et sur une question vraiment secondaire me dire : « Non, cette question doit être tranchée au plus haut niveau ». Le plus haut niveau, c'était « le châtelet ». Je trouve cela lamentable.

— Autre élément du piège : nous sommes, par nature, « est » en cause le pluralisme de la vie politique. Elle aboutit à ce qu'on appelle le deuxième tour. Il y a donc deux candidats. Ce fait détermine toute l'élection. Vous le voyez bien encore aujourd'hui : on gomme le premier tour, on fait tout pour qu'il n'y ait

que deux candidats. Ce sont les compères, comme dans les foires où on choisit son adversaire. On s'aggrave l'instabilité en voulant faire le deuxième tour dès le premier, on veut éliminer la possibilité pour les gens de s'exprimer au premier tour, de faire savoir ce qu'ils ne veulent pas, ou d'exprimer leur préférence. On fait une pression terrible avec l'accord des médias sur tout l'appareil d'Etat. C'est le phénomène de la candidature officielle. Nous revenons à Napoléon III. Il n'est pas vrai qu'il n'y ait que deux partis en France. Ce ne sera jamais le cas, mais on veut artificiellement créer les conditions pour qu'il n'y ait que deux partis qui se renvoient la balle.

— Nous sommes partisans de moins de pouvoir pour le président, plus de pouvoir pour le Parlement. Pour le déroulement même de l'élection présidentielle, nous avions avancé l'idée de plus de deux candidats au deuxième tour.

### Atteindre 9,7%

— Vous n'avez pas le sentiment que se placer dans cette logique peut paraître étrange ?

— Non, pas du tout, je ne mets pas du tout l'accent là-dessus. Je mets l'accent sur le premier tour, justement sur cette opération de manipulation des élections à laquelle je ne peux pas rester indifférent. Une opération de manipulation, de déformation d'une institution déjà antidémocratique, c'est beaucoup. J'ai parlé plusieurs fois d'élections « normales » : ce sont les municipales et les cantonales. Partout nous obtenons 4 à 5% de plus qu'en 1986, ce qui nous fait entre 14 et 15%. Voilà ce qui, à mon avis, est le niveau du Parti communiste.

— Pour l'élection présidentielle, qui est différente, nous ne savons pas ce qui va se passer. Moi, j'ai l'objectif d'atteindre ou de dépasser le chiffre de 1986, 9,78%. Je crois que c'est possible, mais si je ne m'en approche pas, je ne dirai pas que c'est un échec. Il ne s'agit pas d'extraordinaire que l'élection présidentielle ne reflète pas ce redressement, et je n'en tirai pas la conclusion qu'il n'y a pas eu de redressement de notre parti.

— Vous avez dit que la décision du Parti communiste réunissant, prise à l'unanimité de son comité central, de soutenir, dès le premier tour, François Mitterrand était inévitabile.

— Je le maintiens. Les explications données par Paul Vergès n'apportent aucune réponse. Elles ne développent que des arguments fallacieux, qui ne prennent pas en compte les besoins de la population de la Réunion. Qu'est-ce qui a fait agir Paul Vergès ? Je n'en sais rien, moi, je constate l'existence d'une décision politicienne. Et j'ai confiance dans les décisions que prendront les électeurs, pas seulement les électeurs communistes. Tous les électeurs ont intérêt à voter Lajoinie.

— Cela dit, comment pouvez-vous expliquer que tout un comité central se soit laissé intoxiquer par des arguments fallacieux ?

— Je m'abstiens de juger les structures de direction de ce parti. J'aurais beaucoup de choses à dire, mais je ne le ferai pas.

— Vous diriez, comme Maxime Grametz devant les membres du comité central, que c'est un clan ?

— Je m'abstiens de toute considération. Je constate que beaucoup de communistes de la Réunion n'apportent dès à présent leur soutien et je m'en félicite.

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD et MICHEL KAJMAN.

PRESIDENTIELLE  
LES SANS VOIX  
dans

Politis

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

AU SOMMAIRE DU N° 914

- Le vote des écrivains : Sagan, Perrault, Gray et Bourgeade expliquent leurs choix.
- La décentralisation en question.



## Politique

### La campagne pour l'élection présidentielle

L'impact de la candidature de M. Mitterrand, selon la SOFRES

#### Baisse chez les électeurs de M. Le Pen, percée chez les centristes

Les électeurs du Front national boudent au second tour de la consultation présidentielle M. François Mitterrand depuis que ce dernier s'est officiellement déclaré candidat. Selon deux vagues d'enquêtes réalisées auprès de deux échantillons de mille personnes par la SOFRES les 25 et 26 mars et les 1<sup>er</sup> et 2 avril, le président de la République abandonne 17 points à M. Jacques Chirac par rapport aux résultats des deux vagues de sondages effectués, dans les mêmes conditions, du 8 au 10 mars et du 15 au 17 mars (1).

De même, les sympathisants du mouvement écologiste éprouvent quelque difficulté à reporter leurs suffrages sur le candidat socialiste. Enfin, l'annonce de la candidature de M. Mitterrand a encore renforcé la conviction des agriculteurs de se prononcer en faveur de M. Chirac au second tour.

Finot dans cette dernière hypothèse, le président de la République bénéficie, en revanche, d'un soutien plus large de la part des cadres et des professions intermédiaires.

Au premier tour de la consultation, M. Mitterrand réalise une percée sensible auprès des électeurs se définissant politiquement au centre et de ceux refusant d'exprimer une préférence partisane. Les sympathi-

sants du Parti communiste semblent, au contraire, avoir entendu l'appel des dirigeants du PCF en faveur de M. Lajoinie, quitte à reporter intégralement leurs suffrages sur le candidat socialiste au second tour.

Le président de la République conserve, en outre, le soutien des catégories d'électeurs qui lui sont traditionnellement proches : les femmes, les jeunes et les salariés du secteur public.

Catégories d'électeurs ayant modifié leur comportement électoral à la suite de la déclaration officielle de candidature de M. François Mitterrand :

- Au premier tour :
  - Intentions de vote en sa faveur en hausse sensible :
  - 46 % des professions intermédiaires (+ 7 points) ;
  - 37 % des électeurs proches du centre (+ 7 points) ;
  - 40 % des électeurs sans préférence partisane (+ 5 points) ;
  - Intentions de vote en sa faveur en baisse sensible :
  - 15 % des électeurs communistes (- 9 points) ;
  - 40 % des employés (- 7 points) ;

- 29 % des électeurs écologistes (- 6 points).

Au second tour (hypothèse Mitterrand-Chirac) :

- Intentions de vote en sa faveur en hausse sensible :
- 65 % des 25-34 ans (+ 5 points) ;
- 63 % des professions intermédiaires (+ 5 points) ;
- 49 % des cadres et des professions intellectuelles supérieures (+ 5 points) ;
- Intentions de vote en sa faveur en baisse sensible :
- 15 % des électeurs proches du Front national (- 17 points) ;
- 62 % des électeurs écologistes (- 9 points) ;
- 22 % des agriculteurs (- 9 points) ;
- 44 % des 50-64 ans (- 7 points).

V. D.

(1) Ces quatre vagues de sondages des intentions de vote ont été respectivement publiées le 31 mars dans l'Événement du jeudi, le 6 avril dans les Dernières Nouvelles d'Alsace, la Dépêche du Midi, le Provençal et la Nouvelle République, le 17 mars dans le Parisien libéré et le 21 mars dans le Tribune de l'Économie.

#### L'argent de la campagne

### Le Front national affirme n'avoir dépensé que 50 millions de francs

« Une campagne très serrée, très économique : 50 millions de francs au total, plutôt un peu en dessous », dans le bouche de M. Jean-Marie Le Chevallier, mandataire financier de M. Jean-Marie Le Pen, cette déclaration humble et modeste ne saurait étonner complètement. Fonction oblige.

Un peu tout de même : le trésorier de campagne du candidat du Front national embrasse dans cette définition toute la longue campagne de M. Le Pen, depuis son annonce au François de La Trinité-sur-Mer.

D'où vient l'argent ? M. Le Chevallier aime à souligner que l'entrée payante des meetings de son candidat (30 francs par personne dans le meilleur des cas), les produits de la vente de gadgets et des dons et souscriptions divers ont alimenté de longue date les caisses du Front national. « Ainsi s'explique que nous ayons pu faire une campagne qui se

siens. Nous avons un large autofinancement ».

M. Le Chevallier n'est pas en mesure, pas encore, de distinguer nettement ce qui, dans l'ensemble de ces dépenses et recettes, fera l'objet du compte de campagne à fournir au Conseil constitutionnel pour publication au Journal officiel, après l'élection, des dépenses antérieures au 12 mars. Il ne peut supposer toutefois que ce compte de campagne soit inférieur à 30 millions de francs, somme maximale que M. Le Pen est en droit d'attendre au titre du remboursement forfaitaire.

Le plus gros poste dépenses de ce compte de campagne sera à coup sûr, estime le trésorier de la campagne du Front national, celui de la réservation des panneaux d'affichage : 12 millions de francs, comme il nous l'indique d'abord, approximativement. Un peu plus, si l'on en croit son affirmation altérée : l'ensemble aurait dû coûter 20 millions, mais le Front a bénéficié d'une réduction liée à une réservation très anticipée de ses panneaux. Dix-sept mille panneaux ont, en tout cas, été loués, recouverts par des affiches qui seraient revenues à 2,5 millions de francs.

Le Front national a aussi eu recours, massivement, aux tracts. Il vient d'en faire tirer huit millions pour un coût de quelque 300 000 F, assure M. Le Chevallier.

Sur les comptes de campagne figurent également, suppose encore le trésorier, quelque 6 millions de francs au titre de l'organisation des meetings postérieurs au 12 mars et environ 1 million de francs pour la réalisation de cassettes et clips, y compris ceux de la campagne officielle.

Comme toutes les autres formations, le Front national a recouru à des sociétés « amies ». Il a confié à la Société de presse et d'édition nouvelle (SPEN), en fait une société d'édition et de relations publiques, à

la tête de laquelle on trouve M. Jacques Tauran, membre du bureau politique du Front national, un certain nombre de missions, la réalisation de la Lettre de Jean-Marie Le Pen (bimensuelle), une autre publication à vocation européenne (mensuelle), ainsi que le Passaport pour la victoire, déjà vendu à 150 000 exemplaires (il en coûte 5 francs par exemplaire aux fédérations qui l'acquiescent en gros et 10 F pour le public qui l'achète au détail).

La SPEN s'occupe aussi de la logistique des meetings, et de l'organisation de service à l'égard à la fourniture des locaux, avenue Marceau.

Au nombre des imprimeurs auxquels a eu recours le Front national pendant la campagne figure la SEROPSER, dont le patron n'est autre que M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national.

« Pour pouvoir dépenser 30 millions, il faut avoir le tiers », estime M. Le Chevallier ; sa propre trésorerie a fonctionné, selon lui, grâce à deux baillons d'oxygène : des emprunts bancaires (pour un montant total de l'ordre de 7 millions de francs) et des crédits fournisseurs. Au total : « 15 millions, peut-être plus ».

Le Front national s'est-il bénéficié, via son député Pierre Ceyrac, représentant de la secte Moon, de fonds en provenance de cette organisation ? « Je le démens », dit M. Le Chevallier. Le parti de M. Le Pen s'est-il disposé d'autres ressources d'origine discrète ou inconnue ? « Il n'y a pas chez nous de financements plus occultes que pour les autres candidats », indique-t-il, non sans finesse, avant d'ajouter : « Nous n'avons pas, nous, des sociétés écran, pas de marchés d'État avec l'étranger, pas de logistique fournie par les municipalités, par des conseils régionaux ou généraux à notre disposition ».

MICHEL KAJMAN.

#### Deux enquêtes Louis Harris mises en cause

#### Reserves de la Commission des sondages

La Commission des sondages a émis, le mercredi 20 avril, des réserves à l'égard des deux dernières enquêtes réalisées par Louis Harris, la première ayant été publiée dans l'Express le 15 avril et la seconde ayant été rendue publique sur Radio-France le lendemain. Ce dernier sondage crédite M. Raymond Barre de son plus mauvais résultat de la campagne, soit 14,5 % des intentions de vote (en baisse de 1,5 point d'un jour à l'autre), ce qui avait conduit le candidat de l'UDF à saisir la Commission. Si le contrôle effectué par celle-ci « n'a pas révélé d'irrégularités dans la collecte des résultats bruts » de ce sondage, la Commission a constaté, en revanche, « des évolutions importantes qui dépassaient par leur ampleur la

marge d'erreur habituelle », par rapport à l'enquête publiée le 15 avril, et réalisée cinq jours auparavant. De surcroît, la Commission a regretté que l'institut ait fait application de méthodes de traitement différentes d'un sondage à l'autre ».

M. Philippe Mestre, directeur de campagne de M. Barre, s'est félicité, mercredi, de la décision de la Commission soulignant que « la seule enquête d'opinion qui faisait apparaître une baisse des intentions de vote en faveur de Raymond Barre, s'avère douteuse. Voilà qui confirme à contrario la dynamique dont bénéficie aujourd'hui le député du Rhône ».

## LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61 rue Froidevaux 75014 Paris



Bibliothèque "Ligne Standard" Acajou - Près de 200 modèles - 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 12 autres versions de teintes et placages d'essences véritables

### Du meuble traditionnel... au meuble contemporain.

500 modèles  
14 lignes et styles  
53 coloris, teintes ou essences de bois



**CATALOGUE GRATUIT**  
dans nos magasins  
A PARIS : 61, rue Froidevaux 75014

Magasin ouvert les lundi de 14 h à 19 h et mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.  
REP : Denfert Rochereau - Métro : Denfert Rochereau - Gai - Edgard Quinet - Autobus : 28, 38, 58, 68 - SNCF : Gare Montparnasse.

Nouveaux en région parisienne : Arpente (200 m avant la sortie Arpente Centre) - 13, route nationale 20 - Tél. : 54 90 05 47.

#### OU DANS NOS MAGASINS REGIONAUX

- |   |   |
|---|---|
| BORDEAUX 10, rue Boudard, tél. 56.44.39.42  | NANCY 8, rue Pictet de la Rivière, tél. 33.32.84.84                         |
| BRIVE (Point Expo) 30, rue Louis-Lafayette, tél. 55.74.07.32                          | NAVES 16, rue Gambetta, (près rue Couleuvres), tél. 40.74.59.35             |
| CLERMONT-FERRAND 22, rue G. Clémenceau, tél. 73.93.97.06                              | NICE 2, rue Offenbach, tél. 93.88.84.55                                     |
| DIJON 100, rue Monge, tél. 80.45.02.45  | POITIERS 42, rue du Moulin-à-Vent, tél. 49.41.58.46                         |
| DRAGUIGNAN (Point Expo) 2AC de St-Hermentaire, tél. 94.67.33.19                       | RENNES 18, quai E.-Zola, (près du Musée), tél. 99.79.56.33                  |
| GRENOBLE 59, rue St-Laurent, tél. 76.42.55.75   | ROUEN 43, rue des Charrettes, tél. 35.71.96.22                              |
| LILLE 88, rue Esquermoise, tél. 20.55.69.39   | ST-ETIENNE 40, rue de la Montat, tél. 77.25.91.46                           |
| LIMOGES 57, rue Jules-Monc, tél. 55.79.15.42  | STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. 88.35.73.78                           |
| LYON 9, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville - Louis Pradel), tél. 78.28.38.51 | TOULOUSE 1, rue des Trois-Renards, (près place St-Sernin), tél. 61.22.92.40 |
| MARSEILLE 109, rue Paradis, (métro Esplanade), tél. 91.37.00.54                       | TOURS 5, rue H.-Barbouse, (près des Halles), tél. 47.38.63.66               |
| MONTPELLIER 8, rue Sérane, (près Gare), tél. 67.58.19.32                              |   |

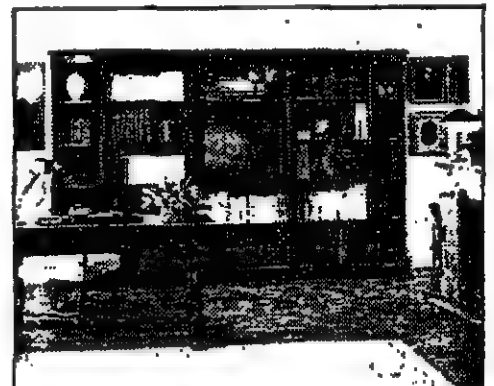
Catalogue par téléphone 24 h/24 (Répondeur automatique)

(1) 43 20 73 33 ou avec ce bon

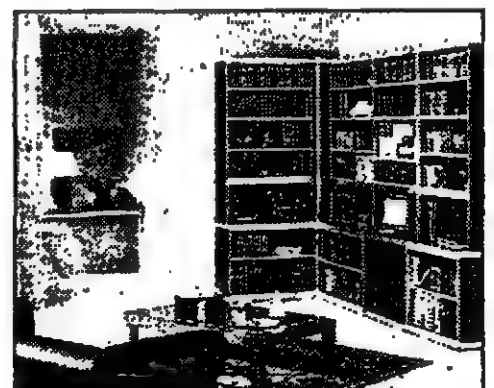
FOIRE DE PARIS (Salon des Ensembles)  
DU 30 AVRIL AU 12 MAI 1988 - PORTE DE VERSAILLES  
BÂT. 2 - ALLÉE F - STAND 2 F 5



Bibliothèque "Ligne Standard" (version Frêne Naturel)



Bibliothèque "Louis XIII" - 28 modèles - 2 hauteurs - 4 largeurs - 5 profondeurs - 4 versions



Bibliothèque "Alu 50" - 30 modèles - 4 hauteurs - 2 largeurs - 3 profondeurs - 4 coloris

### BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

A renvoyer à :  
La Maison des Bibliothèques 75880 Paris Cedex 14  
J'aimerais recevoir rapidement et gratuitement votre dernier catalogue complet sur tous vos modèles de bibliothèques, avec tarif et liste des magasins, sans aucun engagement de ma part.

Mr, Mme, Mlle \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Tél. (facultatif) \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_

سكنا من الاميل



حکومتی اصلاحی



## Politique

### La campagne pour l'élection présidentielle

#### Le vote arménien à prédominance socialiste

La communauté arménienne, composée de trois cent mille à quatre cent mille personnes, dont beaucoup vivent dans des villes administrées par le PS (Marseille, Villeurbanne, Vienne, Alfortville), abrite une forte tradition socialiste. Celle-ci remonte à la création, il y a près d'un siècle, du Daghavaghtoun (Fédération révolutionnaire arménienne), membre de l'Internationale socialiste et qui, avec ses organisations sociales, culturelles, sportives et de jeunesse, est fortement implantée dans la diaspora arménienne à travers le monde (mais n'est pas autorisée en Arménie soviétique).

Le Comité de défense de la cause arménienne (CDCA), créé par le Daghavaghtoun, appelle à voter pour M. François Mitterrand, parce qu'il est le candidat du PS, mais, surtout, parce que le président de la République est élu de la majorité nationale officielle par la France du génocide des Arméniens, commis en 1915 et que meurt les autorités turques.

La question arménienne, sur laquelle l'attention avait été attirée il y a quelques années par des attentats terroristes, est l'objet d'un groupe d'études créé en juin 1987 à l'Assemblée nationale et qui réunit soixante-dix députés appartenant à tous les groupes parlementaires. Rendant compte, récemment, des activités de ce groupe d'études, son président, M. Michel Sapin, député (PS) de l'Indre, a indiqué qu'il avait été reçu, le 30 mars dernier, par le premier conseiller de l'ambassade soviétique en France, M. Youri Roussine, pour parler des événements d'Arménie soviétique et d'Azerbaïdjan.

Selon Mgr Kude Nacachian, prélat des Arméniens de Paris, qui a reçu M. Michel Rocard la semaine dernière, les pogroms du Nagorny-Karabakh, enclave arménienne de l'Azerbaïdjan, ont fait plus de cent

morts. Les représentants soviétiques avancent le chiffre de trente-deux victimes. Les informations venues d'Union soviétique ont provoqué une vive émotion dans la communauté arménienne française, mais elles ne donnent pas lieu à controverse entre les partis politiques. Il en va autrement du conflit avec la Turquie, au sujet duquel plusieurs organisations reprochent au gouvernement de M. Jacques Chirac d'avoir sacrifié à l'amélioration des relations avec Ankara les positions prises par la France durant la législature socialiste. C'est ainsi que, outre le CDCA, Solidarité franco-arménienne — organisation politiquement plus diverse — appelle à voter pour M. Mitterrand.

La branche arménienne du PCF, qui publie le journal *le Travail d'union*, soutient la candidature de M. André Lajoinie, vers laquelle incline aussi le Mouvement national arménien. A droite, le Parti libéral Ramgavart, dont les préférences vont à la majorité, ne donne pas de consigne de vote. A Marseille, M. Jean-Pierre Barbéris, conseiller régional élu sur la liste du Front national, a été, à la suite des événements d'Arménie soviétique, le Cercle national des Arméniens de France, qui ne mentionne pas la question du génocide, dénonce la « soviétisation de l'Arménie » et appelle à voter pour M. Jean-Marie Le Pen.

#### Les efforts du RPR

Le RPR a entretenu d'attention la communauté arménienne, notamment en organisant le 10 mars dernier à Saint-Maximin (Var), sous l'égide des Clubs 89, que préside M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, un colloque sur le thème : « Les Arméniens, une immigration russe ». M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a prononcé le discours de clôture du colloque. Personnalité arménienne en vue, le cinéaste Henri Verneuil, que M. Chirac avait nommé à la commission des sages — sur le code de la nationalité — participait, le 10 avril, à la réunion organisée au parc de Bagatelle, autour du premier ministre, à l'attention des jeunes.

L'intérêt porté par le RPR à la communauté arménienne a été marqué, aussi, lors de l'inauguration par M. Philippe Séguin d'une maison de retraite à Montmorency, le 16 février dernier. Le ministre des affaires sociales a évoqué, dans cette circonstance, le « génocide de 1915 » (le 13 avril, à la maison de retraite de Gonesse, M. Raymond Barre a parlé de « drame historique »). M. Alain Juppé s'est rendu, le 5 mars, à l'école Tebrazassera, au Raincy, où, porte-parole de M. Chirac, il a salué la communauté arménienne pour sa « vitalité » et annoncé le maintien de sa représentation au conseil des langues et des cultures régionales. M. Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, maire d'Antony, secrétaire national aux fédérations du RPR, veille sur les rapports que son parti entretient avec cette communauté.

La question de la reconnaissance du génocide arménien a été, ce point central, aux yeux des Arméniens qui semblent difficile que la prédominance socialiste puisse être mise en cause, mais les efforts du RPR, qui insiste davantage sur l'intégration de la communauté et qui fait appel à son attachement au pays, ont permis de faire fructifier.

P. J.

#### « Le mouvement qui porte ma candidature est une force différente qui va s'élargir »

nous déclare M. Pierre Juquin

— Ne craignez-vous pas une contradiction entre ce mouvement que vous semblez vouloir indépendamment et les formations politiques qui vous soutiennent ?

— La question est effectivement déjà posée dans le mouvement. Un réel débat d'instance, qui va bon train. Mais chacun doit, je le répète, tirer les leçons de ce qui n'a pas marché au cours des vingt ou vingt-cinq dernières années. Il me semble que



l'ensemble de la gauche a une chance historique. Sous ses différentes formes — extrême gauche, gauche alternative, Parti communiste, Parti socialiste, Parti radical — elle n'a pas réussi, et ce n'est pas seulement le cas en France, à répondre aux vraies questions de notre époque. D'ailleurs, cela explique la relative poussée de certaines idées de la droite néo-libérale. Il faut donc élaborer un projet. Des reconstructions et des redistributions vont s'effectuer. Le rôle du PCF est évident, mais celui du PS est latent. François Mitterrand est sans doute candidat parce que « l'après-Mitterrand » a déjà commencé.

— Quel bilan tirez-vous de votre campagne électorale ?

— En peu de mots, nous avons réussi à rassembler des gens qui ne se connaissent pas, s'étaient éloignés les uns des autres ou n'avaient plus envie de faire de politique. Il y a aujourd'hui entre vingt-quatre mille et vingt-six mille personnes dans plus de sept cents comités de soutien à ma candidature. Un sondage précis montre que 53 % des membres de ces comités de base n'ont jamais appartenu à aucune formation politique.

— Vous vous êtes présenté à la télévision comme « un homme libre ». Mais à part que ce n'est pas très gentil pour les autres candidats, qu'est-ce que cela veut dire ?

— Je suis libre de toute attache partisane. L'expérience des partis politiques traditionnels est largement concluante. Je suis le candidat de toutes celles et de tous ceux qui veulent se mettre en mouvement, mais qui ne trouvent pas dans la vie politique établie la traduction de leurs idées.

— Libre de toute attache ? Vous avez tout de même des formations qui vous soutiennent : les mouvements communistes, sociaux, écologistes, les trotskistes de M. Alain Krivine, le PSU...

— Et vous pouvez ajouter l'Union démocratique bretonne ! Il est très bien que des organisations me soutiennent. Je les en remercie, et elles font preuve de compétence et de savoir-faire dans cette campagne. Il reste qu'elles sont minoritaires dans les comités de base. Tout le monde doit maintenant analyser les échecs des dernières élections.

— Les formations qui vous soutiennent aussi ?

— Oui. Et elles ont largement commencé à le faire. Je pense que d'autres le feront dans un proche avenir.

— Si vous ne vous présentez pas pour faire de la signature, alors qu'espérez-vous de l'après-24 avril ?

— Du neuf est en train de se former qui montre le réel d'une politique différente. Un mouvement se met en place. Bien des gens voteront pour moi alors qu'ils ne sont pas d'accord sur tel ou tel point que je propose.

— Vous dites, comme M. Lajoinie, que les élections peuvent voter pour vous même s'ils n'ont qu'un point d'accord ?

— Je ne me compare pas à qui que ce soit. Je suis libre et indépendant d'esprit.

— Ce mouvement qui rassemble déjà des comités est une force neuve et s'effectue la discussion et la confrontation des idées. La caractéristique principale de la politique traditionnelle est la stabilité. Elle est fermée aux idées qui traversent la société. Le mouvement qui porte ma candidature est une force différente qui va grandir et s'élargir.

forme classique des partis politiques. Quels qu'ils soient.

— Ne pensez-vous pas que c'est un peu dur de leur demander quasiment de disparaître alors que le mouvement d'aujourd'hui est une question parfois plusieurs décennies ?

— Notre mouvement a quelques mois d'existence grâce, en partie, à l'abandon des organisations qui ont pris la décision de se soutenir. Je ne leur demande pas de s'autodissoudre, mais je pense qu'il n'y a pas d'autre issue que la construction d'une nouvelle maison. Et cela, ce sont des organisations. Beaucoup d'autres gens, qui ne vont pas voter Pierre Juquin ou qui ne se reconnaissent pas encore dans ce mouvement, vont nous rejoindre au cours des reconstructions. Des redistributions de cartes vont se pratiquer dans un proche avenir. Ne serait-ce que du côté des Verts.

— Mais encore ?

— Il n'y a pas d'un côté des résidus d'un mouvement « décomposé » et de l'autre un Pierre Juquin dans le rôle d'une « divine surprise ». Je ne suis pas un magicien qui va recoller des morceaux éparpillés par l'histoire. Il s'agit de construire quelque chose d'édifié, qui s'appuie sur un héritage mais évite la simple addition d'organisations existantes. Cette tentative paralyserait le mouvement. En le chapeautant, elle risquerait, une fois encore, de ne solliciter que les défaits de ces organisations. La cohérence ne se décrète pas, elle se construit.

— L'après-24 avril ne sont pas celles d'une conflictualité. Je pose une question simple et de bon sens : le mouvement peut-il, dès le printemps, dans tous les comités, engager une grande réflexion sur ces bases ? Il se donnerait ainsi les moyens de préparer, pour l'automne prochain, une « constitution ».

— Des candidats aux législatives ?

— Dans cet ordre d'esprit, présenterai-je des candidats de mouvement si les élections législatives anticipées devaient se dérouler avant la fin de l'année ?

— Je le souhaite. Et je souhaite que nous présentions des candidats et des candidats dans toutes les circonscriptions. Nous devrions, je pense, présenter des candidats et des candidats immigrés dans les circonscriptions importantes, exactement comme le faisaient les Frontistes et les suffragettes pour affirmer la revendication du droit de vote des femmes à l'époque où elles ne l'avaient pas.

— Ces candidats n'auraient aucune chance que de se faire tuer.

— Certainement. Mais il faut être cohérent. Je réclame le droit de vote pour les immigrés à toutes les élections. En commençant par les

élections municipales, comme François Mitterrand s'y était engagé en 1981. Il faudrait enfin savoir si la gauche est digne d'elle-même. Répondre à sa vocation quand elle adopte le comportement du célèbre Ledru-Rollin, qui, au milieu du dix-neuvième siècle, disait : « Je suis leur chef, donc je les suis ». François Mitterrand et Robert Badinter ont en la courage d'abolir la peine de mort alors que la majorité de l'opinion publique n'y était pas favorable. Nous devons avoir le même courage pour le droit de vote des immigrés, ne serait-ce que pour les municipales de 1989.

— Cette question est emblématique. Elle a une forte valeur qui permet de comprendre le type de société que nous voulons. On bien nous aurons une société fondée sur l'exclusion, la division et les affrontements archaïques, ou bien une société fondée sur une nouvelle conception des rapports humains. Ma conception s'attache à une nouvelle philosophie qui donnerait la supériorité à la citoyenneté sur la nationalité.

— Pourquoi défendre une proposition aussi peu électorale ?

— Je fais, certes, une campagne électorale, mais je rejette tout électoralisme. Je suis le candidat des valeurs humanistes d'égalité et de solidarité sans lesquelles nous ne sommes pas de la civilisation. Je suis un candidat de gauche, pour la gauche, radicalement à gauche. Bien sûr, ce que je défends apparaît à tous comme une évidence. L'avenir nous le dira.

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD.

[Né le 22 février 1930, à Clémence-Ferrand (Puy-de-Dôme), M. Pierre Juquin, fils d'un employé de la SNCF, diplômé de l'École normale supérieure et agrégé d'histoire, enseignait l'histoire à l'université de Clermont-Ferrand. En 1959, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 1964, lors de la campagne pour les élections municipales, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 1967, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 1973, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 1977, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 1981, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 1985, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 1989, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 1993, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 1997, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2001, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2005, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2009, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2013, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2017, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2021, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2025, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2029, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2033, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2037, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2041, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2045, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2049, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2053, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2057, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2061, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2065, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2069, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2073, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2077, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2081, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2085, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2089, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2093, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2097, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2101, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2105, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2109, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2113, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2117, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2121, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2125, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2129, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2133, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2137, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2141, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2145, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2149, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2153, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2157, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2161, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2165, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2169, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2173, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2177, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2181, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2185, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2189, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2193, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2197, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2201, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2205, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2209, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2213, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2217, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2221, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2225, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2229, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2233, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2237, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2241, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2245, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2249, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2253, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2257, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2261, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2265, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2269, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2273, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2277, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2281, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2285, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2289, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2293, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2297, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2301, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2305, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2309, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2313, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2317, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2321, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2325, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2329, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2333, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2337, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2341, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2345, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2349, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2353, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2357, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2361, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2365, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2369, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2373, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2377, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2381, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2385, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2389, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2393, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2397, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2401, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2405, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2409, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2413, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2417, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2421, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2425, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2429, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2433, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2437, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2441, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2445, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2449, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2453, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2457, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2461, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2465, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2469, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2473, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2477, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2481, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2485, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2489, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2493, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2497, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2501, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2505, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2509, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2513, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2517, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2521, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2525, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2529, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2533, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2537, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2541, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2545, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2549, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2553, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2557, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2561, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2565, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2569, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2573, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2577, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2581, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2585, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2589, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2593, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2597, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2601, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2605, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2609, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2613, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2617, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2621, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2625, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2629, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2633, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2637, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2641, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2645, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2649, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2653, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2657, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2661, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2665, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2669, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2673, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2677, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2681, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2685, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2689, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2693, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2697, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2701, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2705, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2709, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2713, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2717, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2721, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2725, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2729, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2733, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2737, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2741, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2745, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2749, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2753, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2757, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2761, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2765, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2769, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2773, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2777, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2781, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2785, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2789, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2793, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2797, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2801, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2805, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2809, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2813, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2817, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2821, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2825, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2829, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2833, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2837, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2841, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2845, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2849, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2853, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2857, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2861, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2865, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2869, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2873, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2877, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2881, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2885, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2889, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2893, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2897, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2901, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2905, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2909, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2913, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2917, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2921, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2925, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2929, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2933, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2937, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2941, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2945, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2949, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2953, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2957, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2961, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2965, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2969, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2973, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2977, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2981, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2985, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2989, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2993, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 2997, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3001, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3005, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3009, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3013, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3017, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3021, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3025, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3029, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3033, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3037, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3041, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3045, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3049, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3053, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3057, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3061, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3065, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3069, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3073, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3077, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3081, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3085, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3089, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3093, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3097, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3101, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3105, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3109, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3113, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3117, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3121, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3125, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3129, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3133, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3137, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3141, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3145, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3149, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3153, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3157, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3161, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3165, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3169, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3173, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3177, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3181, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3185, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3189, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3193, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3197, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3201, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3205, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3209, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3213, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3217, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3221, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3225, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3229, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3233, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3237, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3241, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3245, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3249, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3253, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3257, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3261, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3265, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3269, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3273, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3277, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3281, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3285, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3289, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3293, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3297, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3301, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3305, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3309, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3313, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3317, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3321, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3325, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3329, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3333, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3337, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3341, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3345, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3349, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3353, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3357, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3361, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3365, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3369, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3373, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3377, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3381, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3385, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3389, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3393, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3397, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3401, il a été élu conseiller municipal de Clémence-Ferrand. En 3405, il a été élu conseiller municipal de



# Politique

## La campagne pour l'élection présidentielle

Un meeting du MPPT

### Les histoires de l'oncle Pierre...

Ce n'est plus un secret pour personne : M. Pierre Bousset, le candidat du MPPT (Mouvement pour un parti des travailleurs) à l'élection présidentielle, est un « militant ouvrier », laïque convaincu et ardent défenseur de la Sécurité sociale, où il a passé la plus grande partie de sa vie professionnelle au service du syndicat Force ouvrière.

Après un détour, mardi, dans un amphithéâtre étudiant à Jussieu (Paris-VII), le « camarade Bousset », dit Lambert, a rencontré ses parisiens, le mercredi 20 avril, dans un lieu saint baptisé « salle du silence », avenue de Choisy à Paris. La réalité a fait corps avec la fiction : cent vingt fidèles étaient réunis dans un local de la paroisse Saint-Hippolyte qui jouxte une communauté des sœurs de la Miséricorde... et un centre d'examen de la Sécurité sociale.

Pendant deux heures, l'heureux élu du Mouvement pour un parti

des travailleurs, amorce du Parti communiste internationaliste (trotskiste), a développé ses sujets favoris : la nécessité d'« des travailleurs et des organisations », le non-respect des engagements de 1981 par François Mitterrand, l'« amnésie » du PCF sur le forfait hospitalier et le budget global, ainsi que le thème inséparable, mais un peu galvaudé dans cette organisation, de l'indépendance des partis à l'égard des syndicats.

On a bien sûr rappelé que « les médias nationaux, [qui] sont un moyen d'agitation », ont boycotté les quatre cents assemblées-débats du MPPT dans la période préélectorale, ce qui, par voie de conséquence, aura une lourde répercussion sur le score du candidat au soir du 24 avril.

M. Bousset a fustigé « ceux qui accusent le MPPT d'infiltrer les syndicats » et qui sont les mêmes

qui « acceptent le salaire individualisé », sans qu'on voie vraiment le rapport entre les deux. Mais comme, d'après les « renseignements » dont il dispose, M. Bousset a fait état du « peu de mobilisation des militants du PS », lequel, par ailleurs, « n'est pas un parti militant », on s'est convaincu que les choses n'étaient pas nécessairement liées entre elles.

« Ce n'est pas si mal que ça »

Deux faits sont avérés : M. Bousset considère que M. Jaquin « ne sait pas bien ce dont il parle », et il n'est pas sur la même longueur d'onde que M. Lagulier pour laquelle « la Sécurité sociale est une institution bourgeoise », dit M. Bousset.

A mi-chemin entre une séance d'aveux et les « histoires de l'oncle Paul » immortalisées par Spirou, l'assemblée-débat de Saint-Hippolyte a permis d'apprendre que « les liens sont ténus avec cette couche de la population laborieuse » qui constituent les commerçants et les artisans, que M. Bousset verrait bien M. Jospin ministre et que, en tout cas, M. Dobrynine ne peut être qu'un « haut fonctionnaire du parti stalinien russe ». A part ça, le candidat du MPPT est contre l'intégration des immigrés, « car c'est réactionnaire », et quant à sa campagne, « tout compte fait, ce n'est pas si mal que ça ». « On a recruté », a conclu M. Bousset avec sincérité.

OLIVIER BIFFAUD.

### Les VUES de Raymond Depardon



MERCREDI 20 AVRIL, 20 heures

Avenue de Choisy à Paris  
Pierre Bousset  
Non, il ne sort pas de l'église  
il vient de parler et débattre  
devant plus d'une centaine  
de délégués syndicaux

« Je suis sûr que vous l'avez, votre photo », me dit-il, souriant, en me serrant fermement la main. Derrière moi, dans une voiture garée, deux policiers en civil observent la sortie de la réunion

Au conseil des ministres

### Augmentation de la part du capital réservée aux salariés lors d'une privatisation

Le conseil des ministres s'est réuni, pour la dernière fois avant le premier tour de l'élection présidentielle, le mercredi 20 avril, dans une atmosphère que M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, a qualifiée de « très studieuse ». Le président de la République et le premier ministre se sont entretenus en tête à tête, comme chaque semaine, avant la réunion du conseil.

A la sortie de l'Élysée, M. André Rosinat, ministre des relations avec le Parlement, a indiqué avoir observé qu'il y avait « beaucoup de voix envolées » au conseil, en cette période de réunions électorales. ORL dans le civil, M. Rosinat a ajouté : « Je ferai, donc, un diagnostic de « malmenage » des cordes vocales ». M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a déclaré : « C'était très « relax ». Comme d'habitude, nous avons eu notre café et nos tartines. » « La vie continue, il n'y a pas que la politique qui compte », a opiné M. Edouard Balladur, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, qui a regagné à pied son ministère, rue de Rivoli.

M. François Mitterrand se rendant aux Antilles pour sa campagne

électorale les 26 et 27 avril, la prochaine réunion du conseil des ministres aura lieu, le jeudi 28 avril. Au cours de celle du mercredi, M. Balladur a présenté un projet de loi tendant à porter de 10 % à 20 % la part des titres réservés aux salariés d'une entreprise publique lors de la privatisation de celle-ci. Le projet prévoit, toutefois, que, « cas par cas, un plafond inférieur pourra être retenu », a indiqué M. Juppé.

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a présenté au conseil un projet de loi visant à compléter, pour la durée, le dispositif de la loi du 6 janvier 1988 sur les enseignements artistiques. Ce nouveau texte rend obligatoire, notamment, l'obtention d'un diplôme d'État pour l'enseignement de la danse, sous réserve de quelques exceptions.

Le ministre des affaires sociales, M. Philippe Seguin, et le secrétaire d'État, M. Adrien Zeller, ont présenté un projet de loi relatif à l'accueil des personnes âgées et des handicapés adultes dans des familles. Ce texte tend à assurer aux familles d'accueil une reconnaissance ministérielle, le droit à la sécurité sociale et les déductions fiscales dont bénéficient les salariés.

### Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre :

M. Geneviève de Gaulle-Anthonioz est nommée membre du Conseil économique et social au titre des personnalités qualifiées dans le domaine économique, social, scientifique et culturel.

Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation :

M. Henri Charret, conseiller maître à la Cour des comptes, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite.

M. Pierre Muret-Labarthe, administrateur civil, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

M. Jean-François Coffinet, conseiller référendaire, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

M. Jean-Pierre Gastinel, conseiller référendaire, est

nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice :

M. Guy Alluin, président du tribunal administratif de Nice, est nommé conseiller d'État pour exercer les fonctions de président de la cour administrative d'appel de Bordeaux.

M. Joseph Caplon, président du tribunal administratif de Montpellier, est nommé conseiller d'État pour exercer les fonctions de président de la cour administrative d'appel de Nantes.

M. Roger Jaoulin-Penscion, président du tribunal administratif de Lyon, est nommé conseiller d'État pour exercer les fonctions de président de la cour administrative d'appel de Nancy.

Sur proposition du ministre de la défense :

Le général de corps d'armée Paul Lardry est élevé, dans la première section, aux rang et appellation de général d'armée.

## Lancia Prisma LX et Symbol.



### Des Prisma encore plus Lancia.

Les Prisma, comme toutes les Lancia sont destinées à ceux qui privilégient le raffinement, la qualité de fabrication, et les performances obtenues avec une fiabilité et une sécurité totale. Aujourd'hui, 2 séries spéciales vous sont proposées. Prisma LX ou Prisma Symbol. Disponibles en 4 couleurs métallisées : noir, platine, bleu et rouge, décorées d'un discret filet exclusif et dotées d'un équipement de série très complet : volant réglable, vitres athermiques, lèves-glaces électrique, appuis-tête AV, phares à iode, compte-tours, 2 rétroviseurs extérieur, fermeture centralisée des portes, avec sur la 1500 LX, un superbe intérieur tweed et des sièges AR rabattables séparé-

ment. En plus sur la Symbol, une direction assistée, un luxueux intérieur en Alcantara, des appuis tête AR et des jupes latérales. Les LX et les Symbol, comme toutes les Lancia sont des « traction avant » à moteur transversal. Prisma 1500 LX : allumage électronique Digiplex et dispositif Cut-Off, arbre à cames en tête. Prisma Symbol : 1600 injection et allumage électronique intégré Weber Marelli, 2 arbres à cames en tête, 108 ch, 186 km/h sur circuit (consommation : à 90, 6,2 l, à 120, 8 l, en ville 9,8 l, normes UTAC).

**SERIE SPECIALE LANCIA PRISMA LX. 81 820 F**



**AUTEUIL**  
DU 44 AU 58,  
La mode pour les plus  
femmes des femmes

99, Rue de Passy 75016 Paris.  
Tél. : (1) 42.24.92.92

CATALOGUE GRATUIT  
SUR DEMANDE

هذه من الاصل



هكذا من الامل

## Communication

### La relance de la production française

#### TF1 promet 250 heures de création pour cette année

Est-ce l'imminence d'une prochaine comparaison devant la CNCL pour un premier bilan annuel? Ou l'approche de l'élection présidentielle? Quelles que soient les motivations, les dirigeants de TF1, la surprise est de taille: la Une, qui semblait avoir quelque peine à tenir son quota de 50 % de diffusion d'œuvres françaises (26 % en janvier, 21 % en février), se veut aujourd'hui le phare de la création originale. La chaîne promet de réaliser cette année deux cent cinquante heures de fiction « prête à diffuser » et d'en « initier » trois cent cinquante.

Dans la luxueuse brochure distribuée à la presse et aux producteurs le 19 avril, les réalisations culturelles de prestige (Stefan Zweig, Hemingway, Soljenitsyne, Julien Green) voisinent avec les comédies (Marc et Sophie, Fausse-couche) et les séries policières (Inspecteur Lavardin, le Système Navarro). On y trouve le premier « soap opera » français, un feuilleton interactif construit chaque semaine à partir du vote par mail des téléspectateurs, et même une vie de Léonine dans son wagon plombé avec « un train construit exclusivement de wagons d'époque ».

« Si tous ces contrats sont vraiment signés dans les semaines qui viennent, nous sommes sortis du tunnel », confie un producteur ravi. Il est vrai que le catalogue de productions de TF1 est exemplaire à plus d'un titre: tous les grands noms de la réalisation (Telecinco, Hamster, Technicolor) ont été servis. Les éditeurs actionnaires de la Une (Gallimard, Le Seuil) voient leurs romans adaptés. Les jeunes réalisateurs et auteurs se verront ouvrir un créneau à 22 h 30 qui sera, selon Pascal Bregnot, nouvelle responsable de la fiction, « un laboratoire de nouveaux talents pour le cinéma ». Certains esprits malins font même remarquer que « les talents de gauche » ont été particulièrement boyottés: un film et une série documentaire pour Serge Mosti, un gros contrat pour M<sup>me</sup> Christine Gouze-Renaud, productrice de talent et belle-sœur du président de la République, une série poli-

cière de treize épisodes pour son mari, Roger Hanin.

Pour les responsables de la chaîne, MM. Patrick Le Lay et Etienne Montgoutte, cette offensive de la création n'a rien d'une manœuvre tactique mais s'inscrit dans une nouvelle logique économique. La concurrence entre cinq chaînes nationales a provoqué une spectaculaire inflation des coûts, en particulier sur les films de cinéma. Après avoir cédé un moment au vertige de la surcoûture, la Une souhaite aujourd'hui calmer le jeu, limiter le nombre de films diffusés à deux par semaine et consacrer deux autres soirées à des fictions télévisées originales. Un code de bonne conduite que TF1 aimerait voir imposer à toutes les chaînes par le futur gouvernement.

Pour réaliser ces deux cent cinquante heures de fiction sans grever trop lourdement leur budget, les dirigeants de TF1 proposent aux producteurs une nouvelle règle du jeu: la chaîne investira moins d'argent sur chaque œuvre mais réduira la durée de ses droits de diffusion exclusive (jusqu'à quinze ans actuellement) pour permettre aux producteurs de vendre rapidement leurs séries à d'autres chaînes. La formule peut trouver son équilibre si les concurrents de TF1 acceptent d'acheter des œuvres déjà diffusées sur la Une, ce qui est loin d'être le cas actuellement, et surtout si les producteurs parviennent à vendre la fiction française à l'étranger. Cette bataille de l'exportation risque pourtant de souffrir d'un léger handicap: TF1, soucieuse de résister à la concurrence des films de cinéma, privilégie les téléfilms et les séries d'une heure et demie. Or le marché international est encore largement dominé par les produits américains standardisés à cinquante-deux minutes.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● USA Today imprimé à Hongkong. — L'édition internationale du quotidien américain USA Today est imprimée depuis le mardi 19 avril à Hongkong par Consolidated Newspapers Ltd. USA Today International, distribué depuis 1985 en Asie, était auparavant imprimé à Singapour.

### L'affaire Michel Droit devant la cour d'appel

#### Les blocages de la justice

Dans le cas d'une annulation, la chambre se trouverait placée devant plusieurs hypothèses: soit confier au magistrat le dossier expurgé de la procédure annulée; soit « évoquer » l'affaire, c'est-à-dire la renvoyer au juge et l'instruire à sa place; soit enfin décider de son renvoi à un autre magistrat. Ces deux

derniers scénarios équivalraient alors à un nouveau dessaisissement du juge Grellier d'une affaire mettant encore en cause l'académicien. Le point d'orgue d'une procédure engagée depuis plusieurs mois et marquée par un curieux destin.

comptes bancaires de M. Michel Droit et de rechercher la date à laquelle le groupe Hirsant a cessé de verser son ancien salaire.

Son initiative fait aussitôt l'objet de nombreuses discussions tant au ministère de l'Intérieur que chez le procureur général. Et s'organise alors un début de résistance.

#### Tension au Palais de justice

Le responsable de l'agence de la Société générale à laquelle les policiers ont annoncé leur visite prévient immédiatement Michel Droit. Son avocat — M<sup>me</sup> Varaut — entre alors en contact avec le cabinet du garde des sceaux, somme le directeur de l'agence bancaire de refuser aux policiers la communication des comptes et écrit au juge et au procureur de la République. Au premier pour exprimer sa surprise de le voir poursuivre des investigations sur un sujet dont il dit d'essais et pour déclarer nulle la commission rogatoire. Au second, pour lui demander (alors que, n'étant pas partie au procès, la loi ne l'y autorise pas) de faire annuler au plus vite ladite commission. La réaction ne se fait pas attendre. Le 24 mars, le procureur de la République adresse en effet au juge un réquisitoire à fin d'annulation.

Sûr de son bon droit, le juge ne l'entend pas ainsi qui tient à s'expliquer et clame son souci et son devoir d'impartialité. Le 31 mars, il rédige donc, à l'attention du procureur, une ordonnance à laquelle il joint les procès-verbaux d'audition de témoins ainsi que les premiers documents qui ont fondé sa démarche et prouvent qu'on se situe bel et bien dans le cadre de l'affaire Valléry-Radot. Il rappelle d'ailleurs, au passage, avoir déjà fait vérifier les modes de paiement d'un autre membre de la CNCL sans que cela ait entraîné une demande de nullité. Malgré son droit, le parquet ne fera pas appel de l'ordonnance du juge. L'enquête policière, cahin-caha, laborieusement, se poursuit donc.

Mais les événements vont soudain s'accélérer.

Le 7 avril, Le Monde publie quelques éléments de l'enquête révélant la complexité de relations financières entre M. Michel Droit et le groupe Hirsant. Relations qui, si elles s'avèrent, placent donc l'académicien en infraction avec la loi de 1986, très stricte sur l'incompatibilité d'autres fonctions avec celle de membre de la CNCL. Le soir même, le parquet saisit officiellement la chambre d'accusation de la cour d'appel en lui demandant d'annuler la fautive commission rogatoire soumise de tous les maux. Il faut très vite arrêter l'affaire.

Pourtant, le 10 avril, gêné par les rumeurs provoquées par les révélations de la presse, le parquet annonce son intention de procéder à des « vérifications nécessaires ». Une démarche étonnante, par laquelle le procureur se substitue carrément au juge d'instruction, pourtant encore officiellement en charge de l'affaire. Service alors les premières explications embrouillées de M. Michel Droit et de son défenseur sur la nature des versements opérés par le groupe Hirsant. Explications contredites tant par les déclarations des revenus de 1987 de l'académicien que par celles du groupe Hirsant. Le 14 avril, pressé de toutes parts, Michel Droit se met en congé de la CNCL. La tension des lors ne fait que croître au Palais de justice, où l'affaire est suivie de près par la plus haute hiérarchie judiciaire. Elle atteindra son sommet dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 avril.

#### La police refuse d'obéir au juge

Apprenant, en effet, que Michel Droit devait venir remettre à la police divers documents expliquant ses relations avec le groupe Hirsant, le juge Grellier avait manifesté le désir de l'entendre lui-même. Discussions, polémiques... Une sorte d'enquête passée entre le juge et le procureur aboutit finalement à arri-

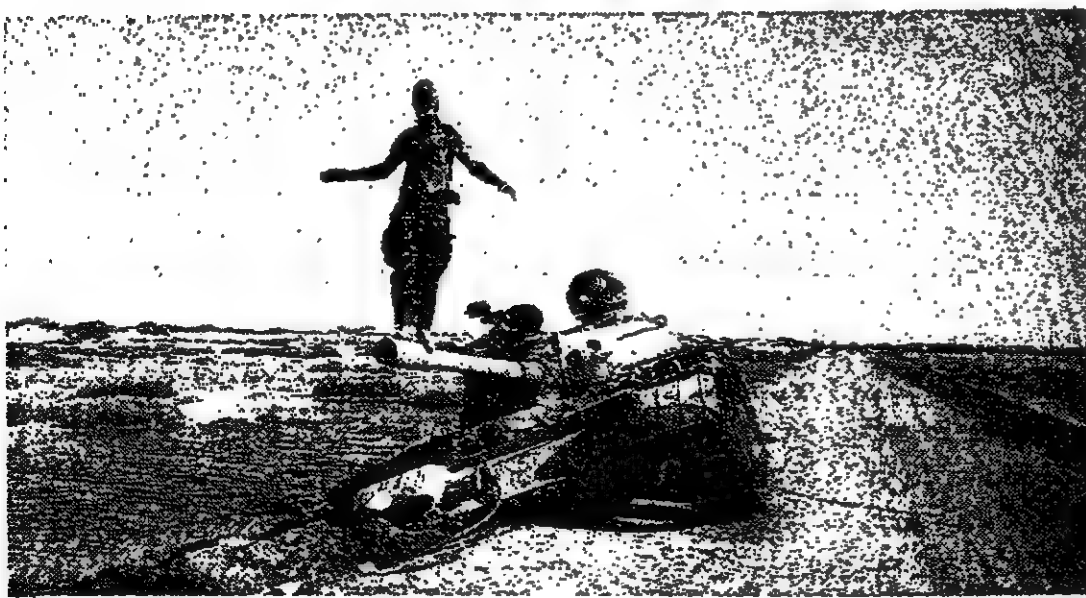
sager, dans la journée du 15 avril, un interrogatoire à double détente: d'abord par les policiers agissant sous les ordres du parquet; puis par les policiers mandatés par le juge lui-même. En fait, rien ne se passera comme prévu. Amorcé en fin d'après-midi — beaucoup plus tard que prévu — le premier entretien, qui a lieu dans les locaux de la police judiciaire se termine aux alentours de 22 heures. Patientant depuis le matin dans son bureau du Palais de justice, le juge attend donc le démarrage de la seconde étape du plan, quand il apprend par téléphone, et de la bouche même du patron des brigades financières — M. Grégo, qui devait mener les deux entretiens, — que l'académicien refuse de se soumettre au deuxième interrogatoire.

Surprise du magistrat; colère, fermée. La conversation devient houleuse. Et M. Grellier donne l'ordre que Michel Droit soit amené dans son cabinet. Hésitation des policiers, qui demandent à se couvrir et à en référer au procureur de la République, au procureur général, enfin à leur ministre. Le temps passe. Le juge, qui estime bafoués les principes du code et le pacte de la veille, se dit choqué de cette obstruction parfaite-ment insubmissible... et apprend peu avant 2 heures du matin par les policiers que Michel Droit a pu rentrer chez lui. Furieux, le juge dresse un procès verbal de cet acte de désobéissance, apparemment couvert par le procureur général.

Le lendemain matin samedi, le magistrat cite Michel Droit à comparaître devant lui à 11 heures. L'entretien est pourtant très léger; empêché par la loi d'entendre sur le fond et comme témoin un homme sur lequel pèsent à ses yeux de lourdes charges, le magistrat ne peut pas lui « inculper » faute d'un feu vert du parquet. L'impatience est donc totale.

ANNECK COJEAN.

## LES 40 ANS D'ISRAËL



ISRAËL fête ses quarante ans. Au commencement, il y eut le partage manqué de 1947, la première guerre israélo-arabe et la naissance douloureuse de l'Etat juif dans un environnement régional hostile.

POUR faire revivre l'histoire tumultueuse des quatre décennies qui suivirent, Le Monde a fouillé ses archives et sélectionné ses articles les plus significatifs. Il en raconte les divers épisodes guerriers: la campagne de Suez, la victoire éclatante de 1967 qui modifia le visage d'Israël, la chouade alente du Kippour, la mésaventure libanaise.

Il fait l'inventaire des grands problèmes de société qui se posent dans l'Israël de 1988 et analyse la question palestinienne dans les territoires occupés. Le Monde rappelle aussi la chronologie détaillée de ces quarante années et publie les portraits des personnages qui les ont marquées de leur empreinte.

Le Monde

36 PAGES  
25 FRANCS  
EN VENTE CHEZ  
VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX  
ET PAR  
CORRESPONDANCE

LES 40 ANS D'ISRAËL. M 1988 2004 H 25 F 10

NOM: \_\_\_\_\_ PRÉNOM: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_ CODE POSTAL: \_\_\_\_\_

LOCALITÉ: \_\_\_\_\_

PAYS: \_\_\_\_\_

NOMBRE D'EXEMPLAIRES: \_\_\_\_\_ X 28 F (Frais de transport inclus en France métropolitaine)

NOMBRE D'EXEMPLAIRES: \_\_\_\_\_ X 30 F (Frais de transport inclus à l'étranger)

TOTAL DE LA COMMANDE: \_\_\_\_\_ F

COMMANDE ET RÈGLEMENT À FAIRE PARVENIR À:

Le Monde Service de vente au numéro, 7, rue des Indes, 75009 Paris - FRANCE

### 200 000 visiteurs au Salon de la porte de Versailles

#### La halle aux livres

(Suite de la première page.)

Mais ceux qui, l'après-midi, après la fermeture des bureaux, « cavalaient » le Grand Palais et venaient faire leurs provisions dans la plus grande librairie éphémère de France, on ne les a guère vus cette année.

Alors faut-il « repenser ce Salon, désormais inadapté à son nouveau public », comme l'estiment notamment M<sup>me</sup> Françoise Verry, directrice du développement éditorial et audiovisuel des éditions Flammarion, ou « refuser de rester à la porte de Versailles », comme le dit M. Claude Durand, PDG de Fayard? Faut-il que, « une maison comme Gallimard renonce à son stand immense et à l'exposition de son fonds, pour se replier sur une structure plus petite », ainsi que le demandait M. Ambroise Pujebet, le directeur commercial de Gallimard? « S'il s'agit d'exposer moins de livres, certainement pas », répond M. Grégo.

Nous sommes venus ici pour exposer davantage. Quant à la baisse des ventes, je dirai seulement que nous ne venons pas ici pour vendre des bouquins. Ce ne serait pas propre. — Propre? — On peut tout de même se demander si l'afflux, dont se félicite M. Grégo, d'un public qu'il qualifie de « populaire » ne va pas dans le sens de la fausse

démocratie régnant en ce moment en France autour de la culture. Bref, si le Salon du livre nouvelle version n'illustre pas les propos d'Alain Finkielkraut sur la confusion des valeurs — « bien pire qu'aux Etats-Unis », précisait Finkielkraut dans un débat sur la revue qu'il dirige aux éditions POL, le Messager européen, car là-bas, si la culture est enfermée dans des ghettos, il ne viendrait pas à l'esprit de la nier » — et de confondre dans une même notion Kierkegaard et les livres de cuisine.

M. Grégo ne doit pas être un adepte de la Défaite de la pensée (1), car il ne prend même pas la peine de discuter cette thèse et affirme avec une désolante tranquillité: « Moi, je ne me sens pas capable de dire qu'un lecteur de Julien Gracq lit de la mauvaise littérature qu'un lecteur de Linda de Suzan. Du reste, nous sommes ici pour promouvoir toutes les formes de livres. Il n'y a là aucune fausse démocratie. Le livre est une forme de loisir ».

Tout à son automatisation sur ce huitième Salon, le président du SNE a à peine admis qu'il présidait des différences avec les précédentes « éditions » et qu'il y avait « super librairie » avait succédé une sorte de foire-exposition mal conçue, puisqu'elle ne proposait

aucune « bonne affaire » à ses visiteurs. Mais ses conversations avec les éditeurs, qui, ayant installé des stands fort chers, ont peu vendu de livres et ont parfois fait venir en vain leurs auteurs les plus populaires, devraient l'amener à quinquor son propos.

Il reste que le plaisir de cette manifestation, en dehors de la présence d'éditeurs étrangers — en majorité anglais cette année, et l'an prochain allemands — a été, pour les professionnels au moins, la découverte de nouveaux éditeurs. Citons Bernard Contat (2), Jacqueline Chambon (3), qui débute en publiant de très beaux textes de littératures étrangères, Saëta (4), qui a notamment publié un album de vieilles cartes postales de la Vienne. Et, pour conclure sur une note optimiste et encourager les inconsolables du Grand Palais à venir, l'an prochain, à la porte de Versailles, du 19 au 25 mai, pour y défendre les livres, rendons hommage aux plus jeunes éditeurs de ce Salon. Ils sont trois, ils ont vingt et un et vingt-quatre ans. Leur maison s'appelle La Tullerie tropicale (5). Ils sont les propres disciples de leurs livres élégants et délicats, dans la présentation comme dans le contenu. Et, à côté des propos officiels, naviguant entre l'engagement et la méthode Coué, leur enthousiasme et leur jeunesse sont révélateurs.

JOYANE SAVIGNEAU.

#### Présence britannique

Parmi les nouveautés du Salon du livre 1988, il faut souligner l'importante présence des éditeurs britanniques. Grâce au British Council, organisme officiel chargé de nous faire connaître la culture anglaise à l'étranger, et au Nouveau Quartier latin, librairie parisienne à vocation internationale, qui importe et diffuse en France des livres en langue étrangère, une cinquantaine de maisons d'édition ont pu participer au Salon parisien. Moyennant un effort financier important, elles ont pu présenter, sur un stand de 450 mètres carrés, plus

de cinq mille titres et offrir au public un service bibliographique précieux sur l'édition de la production britannique.

Cette première ouverture européenne d'un Salon traditionnellement limité au monde francophone n'est pas une opération ponctuelle. Outre les Britanniques, qui se sont engagés pour les cinq années à venir et qui espèrent dès l'an prochain un stand plus vaste, les éditeurs allemands seront présents au Salon 1989.

P. Ka.

(1) Ce livre d'Alain Finkielkraut a été publié chez Gallimard.  
(2) Max de Vree, 13200 Arles.  
(3) 3, place d'Assas, 30000 Nîmes.  
(4) 128, rue Saint-Amand, 16000 Angoulême.  
(5) 3, rue des Trois-Corbeilles, 75011 Paris.



la justice

# Le Monde DES LIVRES

## Le voyage vers Cook

Anglais, il s'est établi dans l'Aveyron.  
Ecrivain, il a choisi le roman noir.  
Rencontre avec un drôle d'auteur...

L dit : « Pour vérifier que je suis sain d'esprit, j'ai besoin d'exprimer la part de folie qui est en moi. » Les lecteurs de Robin Cook savent qu'il ne s'agit pas là de mots en l'air.

Depuis qu'il a fait irruption sur la scène littéraire française — en 1983, avec *On ne meurt que deux fois*, puis *Les mois d'avril sont meurtriers* et *Comment vivent les morts* (1), — cet auteur anglais de romans policiers (2) a imposé un univers unique, d'une extrême noirceur, d'une tension insoutenable. Qu'on se souvienne, dans *Les mois d'avril sont meurtriers*, de cette scène d'une précision hallucinante où des truands hallucinés par un cadavre, avec l'impassibilité de professionnels habitués à la besogne, disposent leurs instruments de travail, étendant des bûches en plastique, et s'assurant, au final, que nulle tache de sang ne trahissait leur passage.

Morbide ? Non. Car le monde de Robin Cook, s'il est d'une violence froide, est aussi un monde du désespoir, de la douleur de vivre, dont les héros ont soit de la justice, même si le combat est perdu d'avance. Soitaires et purs, ils refusent, dans une société où la brutalité est partout, de courber l'échine, de trahir l'innocence contre la force, leur dignité contre la promotion sociale. Ce n'est pas affaire d'illusions — la lucidité, au

contraire, est leur arme, — mais de principes. Et dans le monde de Robin Cook, on ne transige pas sur les principes. Dans la fiction comme dans la réalité.

Car sa vie ressemble étrangement à ses romans. Voici près de quarante ans, il en a aujourd'hui cinquante-sept, ce fils de la gentry anglaise a définitivement tourné le dos à la fortune familiale pour bourlinguer en Europe, au hasard des rencontres, vivre des petits métiers de la dette, observer les lieux et les gens, côtoyer cette vie ordinaire ou ces milieux interlopes, mélange de sueur, de misère, d'honnêteté et de louches trafics qui feront la trame de ses futurs romans.

### Une tanière, loin du tumulte du monde

Il apprendra à y connaître la violence au quotidien... et l'amour. Quatre mariages, quatre séparations. Des trois enfants qui lui sont nés, il en est deux qu'il n'a jamais connus. Si bien qu'en se promenant dans les rues de Londres, lors de brefs séjours, il lui arrive d'observer une femme de trente ans en pensant : « C'est peut-être ma fille... »

L'homme, décidément, n'est pas banal. Grand et sec, un bérêt



Robin Cook entre violence et désespoir.

stéronelement vissé sur le crâne, un nez à renifler toutes les sanies de la société et, surtout, des yeux si clairs qu'on les dirait en permanence étonnés, un étonnement mêlé de lassitude et, fugitivement, de malice : la tête d'un oiseau de nuit sur une silhouette d'échassier. Drôle de personnage.

A fortiori quand, ce matin-là, il vient à votre rencontre, fièrement campé sur une motobécane, le casque chevauchant le bérêt. Un contrôle de gendarmerie l'a momentanément privé de son permis de conduire après un alcooltest positif : il faut bien, s'excuse-t-il benoîtement, se réchauffer quand, dans ce pays encore sauvage où il a élu domicile, le froid se fait coupant comme un rasoir.

Car le bourlingueur a posé son sac. Voici treize ans maintenant qu'il a jeté l'ancre aux confins de l'Aveyron et du Tarn, dans un hameau planté sur la rocaïlle, au-dessus de la vallée de la Jonte. Robin Cook y a acquis un mas, un vrai, où la pierre ne ment pas sur son âge. Un beau mas au sol inégal, aux pièces voûtées, à la porte d'entrée en bois sculpté. Mais ce refuge est aussi une tanière, loin du tumulte du monde... et de son confort. Pas de chauffage dans cette bâtisse de six siècles. La chambre ? Une pièce nue, au centre de laquelle trône simplement un antique lit de fer. Sur le chevet, quelques « poches » aux couvertures usées : Chandler, Thompson, Pavese... La salle commune ? Juste deux vieux fauteuils à haut dossier, un bascoïfre et, dans un coin, une cuisinière. Seule la pièce où Cook écrit échappe — si peu — à ce dénuement volontaire : un solide bureau à l'ancienne, un brûleur à gaz, une grande radiocassette — seule concession à la « modernité », — la machine à écrire et, au mur, deux photos jaunies dans un cadre vieillot : un groupe de jeunes bourgeois anglais — promotion Eton 1916 — sourit à l'objectif. Parmi eux, un certain Cook, le père qu'il n'a plus revu.

C'est là qu'il a composé *Coucher dans la rue*, son dernier roman, qui vient de paraître. Une œuvre de mesure, une folle danse au bord du précipice, où l'argument « policier » n'est qu'un prétexte pour permettre au romancier de brasser, dans un paroxysme, toutes ses obsessions et ses angisses.

BERTRAND AUDUSSE  
(Lire la suite page 21.)

(1) Tous dans la « Série noire », Gallimard. Le même éditeur a également publié *Crime anglais* (1982) et *Le soleil qui s'éteint* (1982).  
(2) Attention, lecteur ! Ne pas confondre Cook et Cook. Car il existe un autre Robin Cook, américain celui-là, spécialiste notamment de triller au milieu médical (*Coma*, *Virus*, etc.).

## Vincenzo Consolo de la Sicile à la Lune

Quand un écrivain  
élégant et subtil  
rêve de la chute de la Lune...

COMME la rose, la mer ou l'intime rossignol, la Lune — ce « *Soleil des statues* », selon Cocteau — a été une source inépuisable d'inspiration dans toutes les littératures. Et si, comme l'affirme Vincenzo Consolo (1), on a cru néfaste à la poésie ce jour de l'été 1969 où le vaisseau baptisé *Apollo* profana l'astre, il n'est pas interdit de penser que celui-ci récupéra tous ses pouvoirs lorsque l'un des astronautes déclara que, vue de la Lune, la Terre était une étincillante petite sphère bleue. Du coup, l'image de Paul Eluard — « la Terre est bleue comme une orange » — parut prophétique.

La Lune n'a pas inspiré que les poètes, s'il est vrai que c'est chez l'Aristote qu'elle suscita la plus mémorable des inventions, avec son paladin qui y découvre tout ce que les hommes ont perdu au cours des siècles, notamment les élan et les soupirs des amoureux. Au deuxième siècle de notre ère, Lucien de Samosate avait décrit les Sélénites filant et tissant le verre et les métaux et se nourrissant d'« extraits d'air ». Dans les *Voyages de Gulliver*, Swift n'allait pas les oublier, et l'on peut soutenir que ce qu'on appelle aujourd'hui « science-fiction » se trouvait déjà dans l'*Histoire vraie* du Grec.

### « Les cryptes du sommeil »

Mais, déjà au dix-septième siècle, s'inspirant des idées de Copernic et puisant surtout dans le *Somnium Astronomicum* de Kepler — que celui-ci donne comme un livre lu en rêve et traitant de la topographie de Sélénie et de la nature de ses habitants, — Cyrano de Bergerac rédigeait son *Histoire comique des États et Empires de la Lune*, où les autochtones, chasseurs d'aloettes tombant toutes rôties dès que leurs flèches les atteignent, prennent Cyrano pour une sorte de singe et le traitent comme tel.

Et la fantaisie des écrivains n'allait pas cesser depuis de peupler le cher satellite, ou de persévérer à y voir une image du voyage impossible, de l'innégnable. André Malraux n'aura pas été le dernier qui, dans son premier ouvrage — *Lunes de papier* (1921) — rêvait de ballons-lunes s'envolant vers le Royaume de la Mort. Pour sa part, Roger Caillols observait que Newton ne découvrit pas la loi de la gravitation, comme on le dit, en

regardant tomber des pommes de l'arbre, mais en remarquant que, en même temps que la pomme tombait, la Lune, elle, ne tombait pas.

Aujourd'hui, le Sicilien Vincenzo Consolo rêve de la chute de la Lune dans ce dialogue poético-philosophique déguisé en livret d'opéra baroque qu'est *Lunaria*. Le texte a toute une histoire, et son point de départ est un court ouvrage du baron Lucio Piccolo di Calanovella, cousin de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, l'auteur du *Guépard*, qui, richissime, mais se croyant tout d'un coup tombé dans la misère, voulut y remédier en écrivant un texte destiné à la scène... Ce fut les *Funérailles de la Lune*, que Pasolini, au flair toujours inquiet et infatigable, publia dans la revue *Nuovi Argomenti*, en 1967, et que, des années plus tard, un jeune metteur en scène décida de monter, demandant à Consolo d'en faire l'adaptation, le poème en prose de Piccolo étant diablement hermétique. Chemin faisant, pris dans l'histoire de la création littéraire, Consolo s'éloigna tant et si bien du texte de Lucio Piccolo que celui-ci n'aura été, en fait, que le germe de *Lunaria*. Comme certaine page de Leopardi, qui le premier rêva de la Lune qui tombait, l'avait été des *Funérailles* du baron.

Le lecteur est transporté dans la Sicile du dix-huitième siècle, où un vice-roi qui apostrophe le Soleil en le traitant de tyran et de barbare parce qu'il outrage « les cryptes du sommeil » ne croit ni à son pouvoir ni à sa mission, convaincu qu'il est que « l'Histoire est mélancolie », et que n'existe que le tout, autrement dit l'univers, « ce cataclysme incessant et harmonieux, cette immense anarchie équilibrée ». Ne serait-il pas un jeteur de sorts ? Le fait est que le soir où il rêve de la chute de la Lune, celle-ci se désagrège et qu'on en trouve ici et là des morceaux dans la campagne alentour, dont le plus petit suffit à décolorer tous les lustres du palais...

HECTOR BIANCHIOTTI  
(Lire la suite page 21.)

(1) Né en 1933, essayiste, critique littéraire, romancier, son deuxième ouvrage, *Le Soudre du marin lacunaire*, est paru chez Grasset en 1980.

Lire également notre  
ensemble sur  
la littérature italienne  
pages 20 et 21.

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Correspondance, de François Truffaut

## Cinéaste et épistolier français

Si le cinéma n'avait pas existé, Truffaut aurait légué une œuvre écrite. De quelle sorte, on ne saura jamais. A mi-chemin de Guizot et de Genet, disons, ou de Roussin et d'Audubert ; pour bien montrer qu'on ne peut rien dire de sérieux sur une création qui n'a pas eu cours. La pellicule a pris chez Truffaut la place sacrée qu'a le papier imprimé pour les fous de livres. Fou de livres, il l'était assez resté pour connaître à fond les

Rossellini, pour en faire. Sans oublier Léo Poldès, l'animateur d'un club d'éloquence (Le Faubourg), où le gamin Truffaut, pas si timide qu'on le croit, ou pour s'en guérir, aime à ferrailler...

Les premiers billets échangés avec le copain Lachensy sur de sombres histoires d'argent de poche et de livres de chevet ressemblent à des scènes de Léaud... coupées au montage. Les grandes amours sont mani-

« De tout cela, il restera tout de même quelque chose, une trace, un témoignage, un objet rectangulaire, 320 pages brochées. On appelle ça un livre. »

(L'homme qui aimait les femmes.)

grande auteurs, pour lire à tout bout de champ, avec la vraie soif des autodidactes, et pour fouliner dans le second rayon. Assez, pour adapter à l'écran ce second rayon et refuser de s'attaquer aux monuments, comme on le lui proposait souvent.

Homme de plume, il l'était aussi dans les centaines de lettres adressées aux amis et à des inconnus, d'une écriture noire comme son regard d'encre, brûlé de curiosité et d'excès. Homme de morale, en effet, sachant fusiller et revenir sur ses méchancetés, reconnaître ses torts, éviter les raideurs du gauchisme en vogue au plus fort de son activité, et ne pas tenir rigueur aux confrères qui s'y complaisaient...

Aux vingt et un films, dix livres, découpages et articles, il faudra désormais ajouter la *Correspondance* de six cents pages qu'ont réunies Gilles Jacob et Claude de Givray, si on veut tout savoir du cinéaste François Truffaut (1932-1984) ; non sans se souvenir que, chez cet écorché nœur, emblème d'une génération têtue et fragile, la souffrance doit « rester, du cinéma, dans la muette ».

Autre exercice d'école : sans le cinéma le petit Truffaut vadrouilleur à Montmartre serait-il devenu un voyou ? La fraternité avec Genet le laisse supposer, de même que la petite délinquance racontée dans *Les 400 coups*. L'amour des livres l'aura sauvé, et aussi le don, car c'en est un, de se choisir des pères de remplacement qui lui en imposent. Ce sera André Bazin, pour apprendre à parler du cinéma ; Renoir, Hitchcock et

leurs films et les meilleurs livres du moment occupent son panthéon, sans jamais le distraire d'un fond de mélancolie qui — personnellement, je l'ignorais — ira, en 1950, jusqu'à la tentative de suicide.

Dès l'année (1951), un art poétique se définit : le cinéma est l'art « du petit détail qui ne frappe pas ». Genet (bouleversant comme Roussseau... que je n'ai pas lu !) rejoint Balzac et Proust, « les plus grands ». Va-t-il écrire ? Il est question de soixante pages (inédites à ce jour) qui ressembleraient à Diderot, Laclos, Sade, Genet et Vian, autant dire à ses idoles et, sans doute, à aucune. Truffaut se sent pri-maire et inculte. « Je suis un autodidacte qui se hait », avoue-t-il à Jean Marbrou. Le cinéma est moins lourd de chefs-d'œuvre intimidants que la littérature. Il trouve aussi que le milieu est moins « scolarisé » que celui des lettres, parce qu'« on n'y fait moins semblant ».

Sur ses tournages et l'actualité cinématographique mondiale, l'interlocuteur privilégié est Helen Scott, à qui sont adressées les plus longues confidences du cinéaste et du critique. Toute sa filmographie et celle des proches — Malle, Marker, Rohmer, Resnais, Rivette, Verdon — mériteraient d'être réécrites avec des citations de lettres à Helen Scott, témoin et co-auteur ; par ailleurs, de l'entretien célèbre avec Hitchcock (1987).

(Lire la suite page 18.)

## PATRICK POIVRE D'ARVOR



### Les femmes de ma vie

«... le très pudique / impudique journal de bord d'un homme qui aime les femmes, toutes les femmes...»  
Madeleine Chapsal / Le Journal du Dimanche

«La phrase flâne et ruse comme un trait de coulure... Aloïs se crée entre le lecteur et l'auteur une complicité murmurée...»  
Renard Matignon / Le Figaro Littéraire

«... des souvenirs d'homme toujours séduit qu'on prend à tort pour un séducteur...»  
Francis Cavillan / Le Nouvel Observateur

GRASSET

صكذ من الاميل



سكننا من الاجل

## A LA VITRINE

### ● PSYCHOLOGIE EN MIETTES

#### La nymphette

Le scandale est l'une des maladies infantiles de la psychanalyse. Guéri, elle ne dédaigne pas de se souvenir des turbulences de sa jeunesse et de ressortir ses anciens trophées. Le *Journal d'une petite fille* fait partie des joyaux de la couronne freudienne : avec le temps, son éclat ne s'est pas terni. Jadis interdit en Angleterre, sur la demande de lord Alfred Douglas, reconverti au puritanisme après l'intermède wilkien, ce *Journal*, aujourd'hui réédité, est un synopsis de l'éveil de la sexualité.

On soupçonne Hermine von Hug-Hellmuth, analyste qui mourut en 1924 assassinée par son neveu, d'avoir inventé l'existence de Grete Lainer (d'origine juive à la plume alerte), et d'avoir fabriqué un faux journal, copie conforme des théories freudiennes. Par sa spontanéité, par son caractère de polissonnerie à rétro, où les gamins de quatorze ans se défendent de vouloir « ravir l'innocence » de leurs petites amoureuses, et leur chuchotent : « Il faut que la douleur s'attache à moi ».

De sa onzième à sa quatorzième année, Grete Lainer consigne avec une grâce étonnante ses découvertes : les scènes intimes d'un jeune couple (« Alors c'est ainsi, c'est simplement effroyable »), un exhibitionnisme dans le tramway, la folie qui rôde (le calvaire de son oncle dans un asile d'aliénés), et les premiers symptômes du deuil et de la mélancolie (la mort de sa mère). « Je crois vraiment », écrit Freud à la lecture du manuscrit, que jamais encore on ne pénétra avec une clarté et une sincérité semblables les mouvements de l'âme qui caractérisaient, dans les années qui précèdent la puberté, le développement de la fillette de notre société, dans l'état présent de notre civilisation ».

★ *JOURNAL D'UNE PETITE FILLE*. Adaptation de l'allemand par Clara Malraux. Lettres-préface de Freud. Préface de Michel Neyrat. Desoer, 229 p., 79 F.

#### Au Café de la Mégalomanie

DANS les années 1880, on pouvait croiser à Vienne, au Café de la Mégalomanie, un étrange jeune homme qui ressemblait à un séminariste sous-alimenté et qui ferrailait ferme contre le matérialisme de son époque. Il se nommait Rudolf Steiner (1861-1925). Après avoir suivi les cours du philosophe Franz Brentano, il travailla aux Archives Goethe à Weimar, puis organisa, sur le même modèle, les Archives Nietzsche.

On aurait depuis longtemps oublié Rudolf Steiner s'il n'avait, au début du siècle, créé un mouvement idéologique, la Société anthroposophique. Colin Wilson, qui retrace l'itinéraire de ce « visionnaire », ne cache pas sa perplexité. Steiner était-il un escroc ? Un messie de pacotille ? Un farceur ? Un arriviste forcené ? Un grand initié ? « Quand on essaie de définir avec justesse ce qu'il était, conclut Colin Wilson, on se retrouve avec un sentiment de frustration ».

Reste que le père de l'anthroposophie avait des idées bien précises concernant la médecine et la psychiatrie : il soutenait que la relation spirituelle du médecin avec les enfants handicapés ou mongoliens est essentielle à son propre développement. Par ailleurs, sa croyance en la réincarnation amenait parfois Steiner à défendre les idées les plus saugrenues. Dans une existence antérieure, affirmait-il, Karl Marx était un guerrier français qui s'était souvent pillé ses voisins. Un jour, il découvrit à son retour qu'un noble avait fait main basse sur son château et ses terres. Il devint son vassal. Maître et esclave se réincarnèrent en Marx et Engels... Si non a vero, et bene trovato !

ROLAND JACCARD.

★ *RUDOLF STEINER. VISIONNAIRE AU CŒUR DE L'HOMME*, de Colin Wilson. Traduit de l'anglais par Corine Derbism. Le Rocher, 233 p., 125 F.

### CHRONOLOGIE

#### L'or du temps

Un travail de... dominical, cette *Chronologie universelle* du Père Olivier de La Brosse : elle a, en effet, coûté près de deux décennies de travail au directeur du Centre d'études françaises Saint-Louis de Rome. Le résultat est là : l'or du temps, de la conquête des Gaules par Jules César à l'intervention militaire américaine au Vietnam, est inséré dans un écri à la fois élégant et fort maniable. En cinq cents pages, deux mille vingt années sont ainsi passées en revue.

Quatre « entrées » structurent ce compte pour le premier millénaire : « Politique intérieure des États », « Conflits et diplomatie », « Culture » et « Église ». À partir de 1030 (« Premières manifestations du mouvement communal en Italie » - à Crémone...) le foisonnement des sources historiques (et, donc, des fiches) a conduit Olivier de La Brosse à doubler le champ par trois imputes culturelles supplémentaires (« Lettres », « Arts », « Sciences ») et une nouvelle « colonne » religieuse (successivement : « Islam et croisades », « Orient chrétien », « Chrétiens et Turcs » et enfin « Vie missionnaire et occuménisme »).

L'an mille ? On sait que, selon les historiens, la grande peur qui l'a précédé a été heureusement déçue : « Il ne s'est rien passé de notable cette année-là », Olivier de La Brosse rappelle cependant, entre autres événements, qu'Étienne y est devenu premier roi de Hongrie ; que Venise y a établi son protectorat sur l'Istrie et la Dalmatie, prélude à sa prestigieuse expansion méditerranéenne ; que l'Islande et le Groenland s'y sont officiellement convertis au christianisme ; et que la présomption est forte que ce soit cette année-là que les Vikings aient pour la première fois abordé en Amérique.

1515 ? Marginal, certes, l'entrée en fanfare du tout nouveau roi François dans la grande histoire européenne. Mais aussi l'apparition dans le vocabulaire des mots « féodalité », « tardif », « et « allége » - précoce ! Luther écrit le premier de ses textes qui allaient conduire à la « révolution » protestante, son commentaire sur l'Épître aux Romains. Une bonne année, enfin, pour la peinture, l'architecture et la sculpture puisqu'elle voit naître François Clouet, Lucas Cranach, Philibert Delorme et Jean Goujon !

Ne pas hésiter à recommencer l'expérience pour les années « connues » (étonnant 1789 !) ou même les plus apparemment décevantes. Une telle lecture diachronique, dont le goût a déjà gagné maints historiens américains, met véritablement le plaisir de l'histoire à l'heure du « village planétaire ».

JEAN-PIERRE CLERC.

★ *CHRONOLOGIE UNIVERSELLE*, d'Olivier de La Brosse. Hachette, 500 p., cartonné 600 F.

### HISTOIRE

#### Radioscopie

#### d'un journal

#### de guerre algérien

C'est à partir de 1956 que le FLN (Front de libération nationale) algérien fait paraître son journal, *El Moudjahid* (le Combattant de la foi), destiné à diffuser les objectifs du combat contre la présence française en Algérie. Monique Gadant se livre à une étude serrée des principaux thèmes abordés par ce journal de guerre entre 1956 et 1962 : rapport à la minorité européenne et à la gauche française ; rôle de l'armée et du parti dans la société à édifier après l'indépendance ; conception de la politique internationale...

L'auteur nous permet de comprendre comment les militants algériens se transforment en « journalistes », médiateurs entre les franges de l'histoire et le sens qu'ils sont chargés de lui donner : l'indépendance de l'Algérie.

*El Moudjahid* a des valeurs et des intérêts à défendre, un public à éduquer. Monique Gadant dévoile la grille d'interprétation bédouine d'une culture ou d'un milieu fortement imprégné d'arabo-islamisme. La complexité du langage, l'anticipation des réactions du public, se comprennent dans ce cadre. C'est pourquoi, comme le note Benjamin Stora dans sa préface, « le côté stimulant de cet ouvrage est de donner à voir, dans ces textes d'un journal de guerre, un vivier de thèmes et d'images pour comprendre l'Algérie d'aujourd'hui ».

KHALED MELHAA.

★ *ISLAM ET NATIONALISME EN ALGERIE, D'APRÈS EL MOUDJAHID*, de Monique Gadant ; préface de Benjamin Stora. Éditions l'Harmattan, 221 p., 130 F.



#### Les racines de l'art

#### en France

Au sommet d'une œuvre inépuisable de collecte d'informations, de réflexion et de comparaison avec les différents pays d'Europe, Carol Helitz établit un inventaire raisonné des monuments de la France du IV<sup>e</sup> siècle à l'an mille. La première surprise est de les découvrir si nombreux, non seulement constructions, mais aussi sculptures et peintures.

C'est à un itinéraire qui combine la chronologie et la géographie religieuse que nous sommes conviés, pour visiter les sites acquis, l'auteur consacre des notices bien informées des travaux qui ont renouvelé l'histoire de l'art de cette période depuis vingt ans. Les carnets, les plans et plus encore les croquis, une nouvelle et excellente iconographie, font que cet ouvrage de qualité scientifique est aussi un guide de la France préromane accessible à tous les amoureux d'un Moyen Âge en train de redécouvrir les matériaux antiques.

Metz, Lyon, Genève, Grenoble, apparaissent ainsi, grâce aux fouilles

récentes, comme les premiers laboratoires d'un art de France qui allait s'épanouir à Poitiers sous les Mérovingiens ou dans les cryptes de Jouarre, en Seine-et-Marne. L'époque carolingienne révèle en pleine lumière les « groupes cathédraux » constitués de plusieurs églises juxtaposées comme à Metz et à Lyon encore, tandis que sont constitués, dans l'esprit du plan idéal de l'abbaye de Saint-Gall (en Suisse), les grandes monastères de Saint-Riquier ou de Jumièges.

Parout, l'art est rigoureusement fonctionnel, ordonné à sa fonction liturgique. La Gaule en train de devenir la France voit ainsi naître des monuments tantôt ont subsisté jusqu'à nos jours, tantôt ont été intégrés à des constructions postérieures dont l'ampleur et le prestige ont pu oblitérer la construction primitive. C'est l'intérêt de ce livre que de revenir aux racines de l'art français et de le donner à voir.

MICHEL SOT.

★ *LA FRANCE PRÉ-ROMANE*. Archéologie et architecture religieuse du Haut Moyen Âge de IV<sup>e</sup> siècle à X<sup>e</sup> siècle, de Carol Helitz. Éditions Errance, 17, rue de l'Arsonal, 75004 Paris, 340 p., 228 F.

### ● DERNIÈRES LIVRAISONS

#### BIOGRAPHIE

● *PIERRE HAUBTMANN* : Proudhon. Deux volumes, 1849-1855 et 1855-1865. Expert auprès du concile Vatican II, recteur de l'Institut catholique de Paris, Mgr Haubtmann, mort en 1971, fut l'un des meilleurs spécialistes de Proudhon, auquel il consacra plusieurs ouvrages. Ces deux volumes posthumes complètent sa thèse, soutenue en 1981 et publiée en 1982 : ils prolongent la réflexion de l'intérêt sur l'anthropisme de Proudhon, cet « homme de tempérament plutôt religieux, accessible aux valeurs sacrées luttant ouvertement et farouchement contre la religion » (Desclée de Brouwer, 444 p. et 448 p., 250 F. chaque volume).

● *ELIEZER BEN YEHOUDA* : Le Rêve traversé. Ce livre est l'autobiographie de celui qui sut imposer l'hébreu comme langue d'Israël. Par « cet acte linguistique », Ben Yehouda, mort en 1922, fut, selon Gérard Haddad qui préface l'ouvrage, « la véritable fondation d'Israël ». Traduit de l'hébreu par Gérard et Yvan Haddad. Postface de Michel Maimon. (Ed. du Scribo, 6, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, 144 p., 79 F.)

#### DROIT

● *HODA FAHMI. Divorcer en Egypte*. La réputation islamique dans la loi égyptienne et celle qu'elle est pratiquée aujourd'hui sur les bords du Nil (Ed. CEDEJ, Le Caire, distribution : Maison de la Méditerranée, 3, avenue Pasteur, 13160 Aix-en-Provence, 165 p., 75 F.)

#### ESSAI

● *YVON BRÈS* : L'Etre et la Faut. Comme dans son précédent ouvrage, *Critique des raisons psychanalytiques*, Yvon Brès met en relation psychanalyse et philosophie. Revenir à une conception « modeste » et à une ambition « superficielle » de la psychanalyse, après avoir dégaïé les interrogations philosophiques portées par le discours psychanalytique, sont quelques-unes des tâches que s'est fixées l'auteur dans les études précédemment publiées en revues et rassemblées dans ce volume. (PUF, 220 p., 125 F.)

#### LETTRES ÉTRANGÈRES

● *LE CHEVALIER NU*. Contes de l'Allemagne médiévale. Traduits et présentés par Danielle Buschinger, Jean-Marc Pastre et Wolfgang Spiewok, ces fabliaux tirés de la littérature allemande du treizième au quatorzième siècle appartiennent à la même tradition médiévale que le *Décameron* de Boccaccio

et les Contes de Canterbury de Chaucer. (Stock, 246 p., 89 F.)

#### LITTÉRATURE

● *GEORGES GABORY* : *Apollinaire*, Max Jacob, Gide, Malraux et Cie. Les souvenirs littéraires et personnels de Georges Gabory, poète et écrivain mort voici dix ans, autour de la NRF de Gide et de la première guerre ; outre les noms cités dans le titre, ces « Mémoires en zigzag » permettent de croiser des hommes comme Reverdy, Cocteau, Radiguet et, du côté des peintres, Juan Gris, Derain... (Ed. Jean-Michel Place, 12, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris, 148 p., 85 F.)

#### MUSIQUE

● *OUVRAGE COLLECTIF* : *Voix d'opéra*. « Lorsqu'on se dispose à chanter, on doit se tenir droit, sans affectation comme sans raideur, et faire en sorte que le corps porte plutôt sur une jambe que sur les deux. Les peintures appellent cette attitude, en terme d'atelier : hancher, se camper. » Ces judicieux conseils de Jean-Baptiste Faure, baryton de l'Opéra de Paris de 1861 à 1878, sont extraits de ce livre qui rassemble, dans une jolie présentation, quelques écrits de ce chanteur du dix-neuvième siècle. (Ed. Michel de Maule, 296 p., 92 F.)

#### POÉSIE

● *JEAN-CHARLES VEGLIANTE* : *Ungaretti* entre les langues. « Poésie illuminée et savante qui jamais ne se ferme, ne s'empêche ni ne joue », écrit André Frénaud à propos d'Ungaretti. En présentant ses Notes pour une poésie et autres textes franco-italiens, qui furent réunies en volume en 1980, Jean-Charles Vegliante montre ce passage des langues dont la poésie d'Ungaretti s'est enrichie. (Édité par l'université de la Sorbonne nouvelle, Paris-III, 144 p., 80 F.)

#### RELIGIONS

● *PATRICK MICHEL* : *La Société retrouvée*. Le sous-titre du livre de Patrick Michel, issu d'une thèse de doctorat d'Etat, est *Politique et religion dans l'Europe médiévale*. Indique son projet : analyser les relations entre l'Eglise catholique et l'Etat dans les sociétés médiévales ; essayer de comprendre les effets réciproques de « deux systèmes à vocation et totalitaires », l'un étant au pouvoir et l'autre le rempant en cause ; la situation, en Pologne, la présence et l'action d'un pape slave sur le trône de Pierre sont les données les plus actuelles de la question. (Fayard, 346 p., 130 F.)

#### COLLECTION MÉTALANGAGE

**AVOIR UN CENTRE** par Frithjof SCHUON

Un volume 14,5 x 22,5, 160 pages, 150 FF

Maison neuve & Larose

#### Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat définitif par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Services L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris. Tél. : 48.87.06.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

#### — LA VIE DU LIVRE —

#### OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

#### livres d'histoire

neufs et épuisés

LIBRAIRIE

PAGES D'HISTOIRE

8, rue Bréa, 75006 Paris.

(1) 43-54-43-61

CATALOGUES MENSUELS sur demande



## DU LIBRAIRE

## Le romancier du peuple grec

Costas Taksis, l'irrévérencieux, réhabilite les excès du parler populaire.

Le Centre Georges-Pompidou accueillera (le lundi 25 avril, à 21 heures) une des figures les plus singulières de la littérature grecque contemporaine : le romancier et nouvelliste Costas Taksis (1). Cette manifestation coïncide avec la publication en français des récits de Taksis, réunis sous le titre *La Petite Monnaie*.

Son œuvre est peu abondante : elle comprend, outre ce recueil de nouvelles, des textes sur Athènes (*Ma grand-mère Athènes*, non traduits en français), des traductions (notamment d'Aristophane), et surtout un long roman, *Le Troisième Anneau*, que Jacques Lacarrière fit connaître au public français dès 1967 (Gallimard). Ce sont des livres d'une richesse et d'une force remarquables, où Taksis donne la mesure de son irrévérence. Il n'a guère de considération pour la femme grecque, qu'il présente comme une

mégère. Il ne respecte pas davantage la tradition littéraire savante : il lui préfère les excès, la fureur, la vulgarité même du parler populaire, qu'il manie en maître. D'un bout à l'autre du *Troisième Anneau*, il fait parler deux femmes du peuple ; c'est une sorte de coup de téléphone pathétique, délirant, pitoyable, qui dure pendant près de cinquante ans. Taksis fait figure d'iconoclaste pour cette raison supplémentaire qu'il s'écarte résolument du roman historique ou politique, qui domine en Grèce. Il tient l'histoire à distance.

La nouvelle intitulée *La Tache* est à cet égard significative : un jeune garçon profite de l'absence de son oncle, qui est parti se renseigner sur l'invasion de l'Albanie par l'armée italienne, pour se laisser aller à une expérience sexuelle assez trouble. Ailleurs (*Un bateau dans le jardin*), Taksis

fait encore allusion à la guerre, mais de manière très distante et un peu ironique, en relatant les péripéties d'un jouet, un bateau de fabrication allemande, que l'oncle finit par passer.

## La monstruosité des gens normaux

On retrouve d'une nouvelle à l'autre le même enfant qu'on voit grandir, souvent le même oncle et les mêmes femmes, pas vraiment méchantes mais affreusement bornées. Le père est presque toujours absent. Cela vaut peut-être mieux ainsi : dans l'une des rares nouvelles où il est présent (*Mon père et les chaussures*), il frappe durement son fils dont il vient de découvrir le penchant homosexuel, puis il confisque les belles chaussures que le jeune homme a reçues en cadeau de son amant, un soldat anglais.

A travers l'homosexualité de son héros, Taksis dénonce impitoyablement, douloureusement, l'incompréhension et l'hypocrisie des gens normaux, leur monstruosité en somme. On devine en même temps qu'il écrit pour se réconcilier avec lui-même. Ici et là, il avoue en effet le caractère autobiographique de certaines nouvelles. L'émotion gagne le lecteur par surprise, car tout est raconté sur un ton léger, alerte, enjoué même, que le traducteur, Michel Volkovitch, a parfaitement rendu en français.

VASSILIS ALEXAKIS.

★ LA PETITE MONNAIE, de Costas Taksis. Traduit du grec par Michel Volkovitch. Gallimard, 182 p., 82 F.

(1) L'événement sera présenté par ses traducteurs Jacques Lacarrière et Michel Volkovitch. Jodit Magre lira des extraits de l'œuvre.

## EN BREF

Le quatrième prix Méditerranée, doté d'une somme de 30 000 F, a été décerné à Dominique Varrau pour son livre *Le Radeau de la Gorgone*, paru chez Grasset (le Monde des livres du 18 mars). C'est Jean d'Ormesson qui a remplacé Edgar Faure, récemment décédé, à la présidence du jury.

LE PRIX WIZO a été attribué à Pierre Bismuth pour *Un mythe politique, la République juive* paru chez Fayard (le Monde des livres du 11 mars) et à Yvonne Yvon Rivory pour *De sang sur les bûches* (inter-textes).

A l'occasion du centenaire de la parution du roman *Os Maiores*, de l'écrivain portugais Eça de Queiroz, le Centre culturel portugais de la fondation Calouste Gulbenkian de Paris (51, avenue d'Iéna, 75116 Paris) organise les 22 et 23 avril, un colloque sur « EÇA DE QUEIROZ ET LA CULTURE DE SON TEMPS ».

MÉTAL PENSANT : un titre dans le reste pour la nouvelle revue de la Monnaie dont le premier numéro est consacré en grande partie à une série de portraits de villes (La Mecque, par V. Moustel ; Constantinople, par N. Soudry ; Jérusalem, par A. Choukri, etc.), aux médecines par les médailles, au dernier sceau de Louis XVI et à Bernard Pivot (11, quai Conti, 75004, 50 F le numéro. Abonnement pour quatre numéros : 150 F).

SOUAL, revue quadrimestrielle, étudie, dans son n° 8, la relation entre l'Etat et le mouvement ouvrier au Moyen-Orient. L'Etat y est traité en relation avec la composition sociale des couches dirigeantes, leurs bases sociales internes et externes, leur « mode d'impact » et de maintien au pouvoir. Le mouvement ouvrier quant à lui est considéré sous l'angle des pratiques de mobilisation de la force de travail. (172 p., 78 F, SOUAL, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. : 45-32-06-23.)

PRÉCISIONS. — Dans le fascicule de Bertrand Poirot-Delpech consacré aux mémoires d'Arthur Miller, publiés chez Grasset, le nom des traducteurs a été omis : il s'agit de Dominique Ruffet et Marie-Caroline Aubert. Dans l'article de Denis Slakta, dans le même numéro de « Monde des livres » daté 15 avril, plusieurs notes ont aussi été omises. Précisons donc que le livre de Nicolas Ruwet, *Grammaire des insoules et autres études*, a été publié au Seuil en 1982 ; la Nouvelle syntaxe, de Noam Chomsky, a été publiée au Seuil en 1987 ; la *Logique des noms propres*, de Saul Kripke, a été publiée aux éditions de Minuit en 1982.

## PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE  
82, rue Bonaparte, PARIS VII<sup>e</sup>  
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS  
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens  
Beaux livres

Le catalogue 487 vient de paraître  
Envoi sur simple demande

## SCIENCE-FICTION

## Un réveil anglais



A science-fiction britannique, qui a engendré en son temps bon nombre d'œuvres remarquables et vu surgir toute une génération d'auteurs de fiction dite spéculative, appartenant à la mouvance de la revue *New Worlds*, semblait moribonde depuis quelques années. Si des écrivains fameux comme Jim

Ballard, John Brunner, Ian Watson, Michael Moorcock, notamment, continuant de publier (parfois en dehors du genre), la Grande-Bretagne paraissait traverser une phase de stérilité dont on ne voyait pas la fin. L'apparition de Gwyneth Jones avec *Divine Endurance* et plus récemment *Piens de fuite*, avec son univers cyberpunk mêlé de nouveau roman, n'avait vraiment rien de « typiquement anglais ».

Deux jeunes auteurs d'outre-Manche viennent d'être, pour la première fois, traduits en France, et leurs œuvres, sans entrer en rupture avec la tradition de révolution insulaire inaugurée par leurs prédécesseurs des années 70, laissent entrevoir une fructueuse synthèse esthétique que d'autres, comme le vétéran Brian Aldiss (qui livre la conclusion de sa trilogie d'*Helliconia*), travaillent à établir depuis des années.

Synthétique, le roman du jeune Iain Banks, *Entrefer*, l'est, incontestablement. Sans être tout à fait réductible à cela, le propos d'*Entrefer* reflète de façon exemplaire la situation de son auteur, à mi-chemin entre nulle part et nulle part. La SF anglaise, si elle a délaissé le continent expérimental de la *new thing*, ne peut pas non plus poser tranquillement pied sur l'ancien continent du césailisme, comme John Orr, le personnage principal d'*Entrefer*, elle est en quelque sorte suspendue dans le vide et s'efforce de bâtir un pont, même fantasmagorique, du moment que ce pont tient à peu près debout. Ce pont ne peut être qu'une manière d'hybride des continents qu'il est censé relier l'un à l'autre.

Ainsi, le technique de Iain Banks emprunte à nombre de ses prédécesseurs. Il y a du Dick Iddards (*Le Excuse-moi, pourriez-vous m'indiquer la route la plus proche ?*) ; il y a du Ballard (*Pardon, où est-ce que dehors se trouve ?*) ; il y a du style *New Worlds* (« Comen'été konkôz normal ? ») ; il y a du Ellison (« La prochaine pièce du puzzle se trouve page 21... »). Bref, il y a la plupart des grandes options, des grandes solutions définies ces dernières années, avant le retour en force du roman manufacturé.

Mais il ne faut pas croire que Banks se résume à un carrefour d'influences. *Entrefer* est un livre original, visionnaire, claustraphobe, tourbillonnant, brillant. Le style est magnifiquement rendu par la traduction pointilleuse et inventive de Bernard Sigaud. Les (rares) moments de poésie phonétique, pleinement justifiés par le propos, ne constituent en rien une entrave à la lecture, le lecteur n'a qu'une seule envie, foncer, bouger, aller plus loin, plus vite, emprunter ces ascenseurs, ces voies ferrées, ces courbes qui quadrillent le pont comme leur motif quadrille les bas de la splendide Aberlaine, fascinant personnage féminin pour lequel les éditions Denoël semblent avoir tout après respiré le beau papier glacé sur lequel le livre est imprimé. Et même si la rive de John Orr relève souvent du cauchemar, le roman de Iain Banks est, lui, un vrai bonheur... (*Entrefer*, de Iain Banks, traduit par Bernard Sigaud, éd. Denoël, coll. « Présence du futur », 340 p., 49 F.)

Garry Kilworth, s'il a déjà écrit six romans, est surtout réputé outre-Manche pour ses nouvelles.

comme peut l'être Geo Alec Efinger outre-Atlantique. Comme si la véritable innovation n'était encore tolérée qu'à condition de prendre peu de place... Quoi qu'il en soit, les *flamings* de la douleur présente un choix spectaculaire de ses « nouvelles de l'espace intérieur ».

Kilworth travaille surtout sur les limites de l'humain, cherche inlassablement à localiser l'endroit où l'univers personnel bascule. Souvent situés en terre étrangère (l'Afrique du Nord, l'Asie), les textes de Kilworth dépassent de manière autrement radicale par leur propos. « Une nouvelle, écrit-il dans l'introduction, doit être aussi exacte et précise qu'une aiguille d'acupuncture piquant le bon nerf ».

D'image forte en image forte, Kilworth énumère les points sensibles de l'humain, avec une maîtrise qui laisse souvent pantois. Parfois proche de Kafka, de l'omniprésent Ballard ou du méconnu Michael Bishop, Garry Kilworth explore un univers obsessionnel. Dérangé, parfois malsain, ce premier recueil a la densité du sang : riche, nourrissant, il doit être consommé au goutte à goutte plutôt qu'à la louche — mais il doit être consommé. (*Les Flamings de la douleur*, de Garry Kilworth, éd. Denoël, « Présence du futur », 250 p., 49 F.)

Enfin, dans cette Angleterre où la plupart des écrivains de la génération qui a fait la *new thing* se sont repliés vers des positions plus sûres — l'*Heroic-fantasy*, la littérature générale, le space opera de série — le très flegmatique Brian Aldiss, vieil amateur d'humour tordu, de création d'univers pas franchement normaux et de plus ou moins discrètes perversions esthétiques, récidive avec le troisième volet d'*Helliconia*, œuvre gigantesque dont les deux premiers tomes ont été chroniqués ici.

J'ai déjà signalé dans ces colonnes l'adéquation subtile et délibérée qui existe entre les saisons d'*Helliconia* vues par Aldiss et toutes les autres données de sa grande trilogie sans automne : dans ce volume, chaque chapitre, presque chaque phrase, dit « c'est l'hiver », tant par sa structure, son style, que par son contenu. A ce degré de rigueur, le projet d'ensemble est parfois difficile à assimiler — mais, une fois l'œil doué, on réalise que la trilogie d'*Helliconia* compte parmi les œuvres majeures de la SF. Parce qu'il a su trouver le très délicat point d'équilibre entre la construction logique, l'audace qu'est parfois l'imagination à l'état brut, et le propos personnel, Aldiss a construit lui aussi une sorte de pont — mais un pont à *n* dimensions, dont on n'a pas fini de mesurer la portée ou de commenter l'audace architecturale. (*L'hiver d'Helliconia*, de Brian Aldiss, trad. Par Jacques Chambon et Hélène Colton, éd. Robert Laffont, coll. « Ailleurs & Demain », 344 p., 98 F.)

EMMANUEL JOUANNE.

LE GRAND PRIX DE SCIENCE-FICTION FRANÇAISE 1987 a été décerné à Serge Bréasole (catégorie romans) pour *Opération servantes carnavalesques*, éditions Fleuve Noir, collection « Anticipation », et au collectif Linéat, qui regroupe Jacques Barbier, Francis Berthelot, Lionel Eyraud, Emmanuel Jouanne, Frédéric Serra, Jean-Pierre Verany et Antoine Volodine (catégorie nouvelles) pour le *Parc zoologique*, paru dans le recueil *Malgré le monde*, éditions Denoël, collection « Présence du futur ».

LE PRIX MANNESMAN-TALLY, doté d'une prime de 100 000 F, a été décerné pour la deuxième année consécutive ; il a récompensé le livre de Thierry Breton, *Netwar*, paru aux éditions Robert Laffont.

**DIDIER DECOIN**  
**MEURTRE A L'ANGLAISE**

Il ne manque à ce roman, d'un humour britannique en diable, ni une nappe de brouillard sur la lande, ni une fragrance de thé à la bergamote. Une parfaite réussite.

L'EVENEMENT DU JOUR

MERCURE DE FRANCE

A l'occasion de l'exposition  
**LIVRES D'ESPAGNE**  
au Centre Georges-Pompidou,  
du 13 avril au 6 juin 1988  
**CYCLE DIX ANS DE CRÉATION ET DE PENSÉE**  
organisé par le Centre des lettres espagnoles  
(Direction générale du livre et des bibliothèques  
du Ministère de la culture espagnol)  
et la Bibliothèque espagnole de Paris

27 avril 18 h 30	Bibliothèque espagnole 11, avenue Marceau	Table ronde « La culture espagnole dans l'Europe de l'an 2000 »	Coordonnateur Xavier Rullert de Ventes	Participants Robert Escarpit, Ivan Lissorgues, Benito de Moura, José Luis Sampedro, Jorge Semprun
28 avril 18 h 30	Bibliothèque espagnole 11, avenue Marceau	Table ronde « La traduction de l'Espagne »	Présentation Maitte du Traducteur de Turisno	Participants Esther Benítez, Claude Bieton, Emma Calatayud, Francisco Urrutia
3 mai 18 h 30	Centre Georges-Pompidou Salle d'actualité	Table ronde « L'édition espagnole face à la CEE »	Coordonnateur Milagros del Corral	Participants Divina del Corral, Divina del Corral
4 mai 18 h 30	Bibliothèque espagnole 11, avenue Marceau	Table ronde « Le roman espagnol actuel »	Coordonnateur Rafael Coste	Participants Luis Mateo Díez, Cristina Fernández Cabes, Alejandro Gándara, Javier Marías, Antonio Muñoz Molina, Javier Tormo
5 mai 18 h 30	Bibliothèque espagnole 11, avenue Marceau	Table ronde « La France des Espagnols et l'Espagne des Français »	Coordonnateur Fernando Savater	Participants Bartolomé Ruano, Christian Descombes, Luis Goytizolo, Juan Pedro Quintanilla, Vicente Verdú

**Claude ROY**

**La fleur du temps**  
1983-1987

« Claude Roy considère, avec la même bonne vue, les petits faits vrais du voisinage et les grands événements de la planète ».

François Bott/Le Monde

« La fleur du temps est le livre d'un grand écrivain ».

Michel Polac/Libre et Change

GALLIMARD *nyf*



سكزا من الامل

ROMANS

La lettre au père

Avec Mon père américain, son troisième livre, Jean-Marc Roberts a écrit son récit le plus émouvant.

A trente-trois ans, Jean-Marc Roberts, qui a publié son premier livre à dix-huit ans, est un vrai professionnel. Un texte de Roberts, c'est toujours assez court, bien fait : du « coussin main ». Un peu « lisse », parfois, peut-être. Avec ce roman autobiographique, *Mon père américain*, jamais exhibitionniste, jamais mélodramatique ni faussement « pay », Roberts devient plus touchant, plus proche, plus vivant. Ce jeune homme trop doué, prix Renaudot à vingt-cinq ans avec *Affaires étrangères* (1), scénariste à succès, directeur littéraire aux éditions du Seuil, est enfin assez fort pour dire une fêlure secrète : « Nous ne parlons pas la même langue. »

Jerry Graf, le père du narrateur, est américain. « Son français est un français de touriste », dit le fils dont l'anglais est « approximatif ». Ce fils, écrivain, n'avait jamais voulu parler de son père. Mais une curieuse lettre de celui-ci et l'insistance d'une petite fille de trois ans l'y décident. Et, miracle, cela ne donne pas un livre lourd, dissertant sur la psychologie du petit garçon dont le père habite de l'autre côté de l'Atlantique, mais l'histoire touchante et drôle d'une famille taillée sur mesure pour un romancier.

Le grand-père (maternel) a mystérieusement abandonné son poste de vice-consul à Buenos Aires et s'est retrouvé à Bordeaux, obscur. Entre ses deux filles, Zina (la mère du narrateur) et Yo, il y a, outre une savoureuse histoire de nez refait, une infinie complicité. En fait, Zina n'aime que Yo. Mais il faut trouver un mari à Zina. Or c'est Yo, la charmante, déjà pourvue d'un homme, qui les attire tous.

Comme les autres, Jerry, l'Américain, a d'abord un penchant pour le blond. Mais c'est tout de même Zina qui va se retrouver dans son lit, devant Monsieur le maire, et à New York, pour en repartir quelques

mois plus tard, son bébé Ariel sous le bras. C'est ainsi que Jerry devient, chaque année, papa pour quelques jours, face à un fils auquel on n'apprend pas l'anglais. Zina veut être comédienne mais ne deviendra pas Greta Garbo. Yo file à l'anglaise en Italie, avec un homme, et Ariel regarde tout cela avec une tranquillité apparente. Du moins l'adulte qu'il est devenu le raconte-t-il sans sourcil et sans se lancer dans d'interminables interprétations.

« Ma petite valise, mon singe infatigable »

Dans cette famille turbulente, les excès ne sont jamais où on les attend et les redoutes. Les morts ne suscitent ni cris, ni vain pathos. Quand le grand-père meurt, on oublie simplement de venir chercher, à l'aéroport, Ariel, douze ans, qui revient d'Italie. Ariel téléphone en vain, puis appelle la voisine qui lui dit de ne pas pleurer, qu'il n'a pas souffert et qu'il était « vieux ». « Seulement, raconte Ariel, j'avais connu Giovanni, son soufflet et ses farces, ses tartes aux fruits toujours trop cuites, ses faux Cézanne, ses sorties injustes contre l'équipe de France et je réagissais comme un enfant. Je raccrochais, j'allais à l'affreuse cabine couverte de graffitis, traînant ma petite valise en skaï et mon singe infatigable. Je gagnai le stand de Journaux d'un pas de somnambule : »

« Qu'est-ce qu'on peut avoir pour trois francs quarante ? »

« J'héritai une tablette de chocolat et un Popoye illustré qui allaient me rendre plus triste encore. »

De chagrins ses premières amours, de mariage en enfants et en livres, on suit, ému, le chemin du petit Ariel et de l'union ratée entre la famille Trapani et la famille Graf. Et puis soudain, Ariel est devenu assez « grand »,

a assez parlé pour pouvoir, avec épouse et enfants, prendre l'avion et rendre visite à son père. Assez « grand » pour avouer enfin : « Avec un peu de chance, il m'accepterait tel que je suis avec mes défauts de prononciation, mon nez Trapani, mes romans aussi étroits que les pulls que je lui offrais, et jamais traduits. »

JOSTYNE SAVIGNEAU

★ MON PÈRE AMÉRICAIN, de Jean-Marc Roberts, édition du Seuil, 190 p., 79 F.

(1) Seuil. Adapté au cinéma sous le titre *Une étrange affaire*.

Le manuel du flâneur

Les Recommandations aux promeneurs de Jacques Réda : quand le savoir-partir rejoint le savoir-vivre.

VOYAGEUR ou promeneur ? Jacques Réda distingue celui qui se dirige, opiniâtre, vers le but qu'il s'est fixé et celui qui, au gré de l'humeur et du hasard, s'égare volontiers. C'est à ce dernier qu'il adresse, en guise de vaticane, ses *Recommandations aux promeneurs* : à quiconque porte en soi-même, non sans conflit intérieur, un inconséquent rêveur. « Mon avis, dit-il par exemple, est qu'il faut avoir un but, mais qu'on ne doit pas lui sacrifier sa liberté. Mobile, aléatoire, son rôle est un peu celui que l'hypothèse joue dans la recherche scientifique, où

elle conduit parfois à de l'imprévu. »

Flâneur impénitent, Réda a donné à voir des paysages urbains dans les magnifiques proses des *Ruines de Paris* ; il a évoqué dans les poèmes de *Hors les murs* le temps passé à arpenter banlieues et faubourgs ; il a rendu dans *Herbes des talus* l'atmosphère de villes plus lointaines, Londres, Athènes ou Prague. Et son dernier livre, *Château des courants d'air*, célébrait les gares parisiennes. Pareille obstination à flâner attire les malentendus et les clichés : Réda se met ironiquement en scène, accueilli comme un grand aventurier par des amis qui, en fait, se demandent quelle marotte le pousse ; « bête comme un mulet », à se déplacer de façon si malcommode.

C'est à des questions de ce genre que répond ce livre, par toutes sortes de chemins de travers : descriptions, réflexions, fragments de souvenirs, digressions qui reviennent toujours, avec une fausse nonchalance, au sujet. Ce que Réda communique de façon aussi peu dogmatique que possible, c'est son expérience, qui pourrait être « de quelque utilité pour [ses] semblables ». Le départ se destine au cœur d'une nébuleuse de questions : « Où, comment, quand, pourquoi ? » Comment passer du projet vague à la décision, des préparatifs à l'action ? Comment vouloir, pour voir, savoir partir ?

Trop tard pour les « à quoi bon ? »

« Attention au départ » : c'est le titre de la première partie ; elle montre que rien n'est si difficile que l'improvisation et comment, paradoxalement, la décision de s'en aller peut changer en corvée une pulsion de liberté. Avec un humour à froid tout à fait irrésistible, Réda montre les tergiversations et gestes manqués qui sont la

manière idéale de rater le départ, et même parfois la suite du parcours. Mais il y a aussi des départs réussis (à l'aube, de préférence, alors qu'inversement il vaut mieux revenir de nuit).

Dès lors on est pris par une sorte de cadence, comme dans ces vers que, de façon inimitable, Réda laisse surgir dans ses textes en prose :

Aussitôt qu'on a pris congé  
Et qu'on s'est fondu dans  
l'espace,  
Comme à tout ce qui nous  
dépassait,  
Il vaudrait mieux ne plus songer  
A cette fin que nul n'évite  
Même s'il reste dans son lit.  
Autant manger le pissentiel  
Par la fleur, pour aller plus  
vite. »

Trop tard pour les « à quoi bon ? » On peut se livrer aux plaisirs d'itinéraires baguenaudeurs ou insolites, voire périlleux, tels que ceux des voies de chemin de fer désaffectées ou des berges de canaux. Mais flâner, dériver, s'égarer, louvoyer, errer à travers des lieux désabrités, ce n'est peut-être qu'une façon de chercher un centre idéal, inaccessible. Même s'il est vain d'espérer une route « où goûter aux talus l'herbe d'éternité », partir suppose toujours une « secrète mysticité ». C'est ce dont témoigne la transparence apaisée du dernier poème : *Et maintenant reposons-nous un peu*. C'est aussi ce que suggère avec une gravité plus tragique *la Tourne* (1975), qui vient d'être réédité en « Poésie » chez Gallimard dans le même volume qu'*Amen* et *Récitatif* (1970) : trois beaux recueils où le lyrisme imprégnait « les mots de tout le monde ».

MONIQUE PETILLON

★ RECOMMANDATIONS AUX PROMENEURS, de Jacques Réda, Gallimard, 205 p., 86 F.

★ AMEN-RECITATIF-LA TOURNE, de Jacques Réda, « Poésie », Gallimard, 225 p.

Parfum d'enfance

VOUS souvenez-vous de vos lectures d'enfant ? Pas de ce que vous lisiez, mais de votre manière de lire, de partir en balade avec le héros du roman, et d'oublier, vraiment, la réalité alentour. Depuis que vous êtes adulte, cela ne vous arrive guère, n'est-ce pas ? Mais, Jacques Duquesne, avec son système roman, au début d'un bel été, devrait vous étonner.

Sans doute l'a-t-il écrit pour retrouver lui-même un parfum d'enfance. C'est un délicieux conte moderne et urbain. L'histoire de Jérôme, fils d'un cadre surmené que sa femme vient de quitter, et de Brendelme, une gosse dénuée, ballottée au gré des amours de sa mère. Pour échapper aux vacances « familiales », Brendelme a filé à l'anglais sur un quel de gare, pour se perdre dans le Paris du début de l'été, avec un chat qu'elle a nommé Zanthoustra. Elle a troqué sa banlieue sinistre pour le quartier de la Bastille.

Quand Jérôme fuge, un peu par hasard, et par un concours de circonstances, c'est tout naturellement qu'il se dirige vers la Bastille, où son héros favori, Gavroche, avait élu domicile. En cette fin du vingtième siècle, pas d'échappée en vue pour passer la nuit, mais une odeur du chemin du nou-

vel Opéra. C'est là qu'a vécu Jérôme Duquesne, deux jours d'errance plutôt gaie dans Paris, au gré de mots d'enfant et de réparties savoureuses, sans une faute de ton et sans une « happy end » qui aurait un goût d'un peu-trop.

Pourtant, au fond, rien de tout cela n'est arrivé. Peut-être est-ce un rêve de Jérôme, gamin fantasque et solitaire dont la seule compagnie est la lecture et la relecture des *Misérables*, pour y retrouver son unique ami, Gavroche. Ou importe. Quand on reforme Au début d'un bel été, on y a cru, on veut y croire. Comme Jacques Duquesne l'a voulu, lui qui a dû prendre un sacré plaisir de voir enfant à inventer cette histoire pour les vieux enfants que nous voulons encore parfois demeurer, le temps d'un roman.

Jo. S.

★ AU DÉBUT D'UN BEL ÉTÉ, de Jacques Duquesne, Grasset, 272 p., 96 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Cinéaste et épistolier français

(Suite de la page 15.)

Pour qui l'ignorait, ces confidences donnent une idée du désarroi arideux que les réalisateurs cachent sous la fanfaronnade, à la sortie de leur film. Tant de travail traité si légèrement par les marchands et la presse ! Dans le cas de Jules et Jim, l'inquiétude s'aggrave de ce que, après le triomphe des 400 coups, Truffaut pense avoir réalisé son premier film délibérément emmerdant : jugement qui sera, bien sûr, démenti, sauf par Hitchcock — mais comment ce dernier aimerait-il un film tourné au mépris de toutes ses recettes de suspense !

L'ÉPISTOLIER Truffaut rectifie, s'il en était besoin, l'image d'une bonté systématique et bêtise. La critique des débuts a eu la dent dure. Il la garde avec qui lui déplaît esthétiquement ou moralement, et il n'exclut pas le trait acéré, quitte à signer *Truffaldin*, le valet italien capable de perfidies. Les injustices faites aux amis l'atteignent autant que celles qu'il subit lui-même. La censure de *Joli Mai*, de *Marler*, ou l'échec d'*Eve*, par exemple, le révoltent plus que tel affront personnel. Tout plutôt que de tricher avec soi : le Hitchcock des *Oiseaux* a péché par « mépris » ; Brook, avec *Le Seigneur des mouches*, aurait tourné une « comédie » ; Brasseur ? « *Les biches* » aux films attendus ! Quant à René Clément, il ferait preuve de « vulgarité effrontée » en acceptant d'adapter Swann, ce que Truffaut a refusé, comme il a refusé *Voyage au bout de la nuit*, *l'Étranger*, le *Château de Kafka*. Motif réitéré : on ne touche pas aux monuments dont les lecteurs ont tiré leur propre film mental et ne pourraient qu'être déçus... De plus, certains livres capitaux ne passeraient pas à l'écran. A *l'Étranger* le cinéaste Truffaut préférerait n'importe quel Simonon !

Éditeur lui aurait bien convenu. Il aime provoquer les amis au travail. Dès 1965, il est de ceux qui conseillent d'écrire à Res-



LES FILMS DU CARRÉ

sent, dont les chansons ont contribué au charme de *Jules et Jim*.

Vers 1969, sa morale personnelle a pris forme : éviter comme la peste les gens qu'il n'aime pas et qui ne le savent pas ; refuser de prendre part à des jurys, des actions en justice ou des enterrements. Truffaut n'a jamais voté. Il n'a jamais « porté le moindre sentiment à un homme d'État ». Il témoigne dans un accident uniquement parce que le coupable a escamoté sa corvée de parlementaire ! Il est profondément anarchiste, de tempérament. Il a signé le manifeste pour le droit à l'insoumission des rappelés d'Algérie. Il dénonce la censure, par Jacques Chirac en 1975, du projet d'émissions historiques confié à Sartre...

Deux échanges de lettres illustrent à la fois l'époque et le personnage. Il s'agit de li-

tres graves avec Godard et avec l'écrivain-critique Jean-Louis Bory, vers 1973-1974. Le premier a gardé, de 1968, le goût des agressions verbales sans cohérence. Truffaut n'y va pas par quatre chemins. Il traite l'auteur d'A bout de souffle de « merde », de menteur, de dandy-tarotiste. Ce qui ne l'empêche pas de défendre ses films bec et ongles... et Godard de préférer ces volées de bois vert !

Avec Bory, le contentieux reflète une alternative aujourd'hui perdue de vue. Ou si non l'artiste était-il récupéré par le « système », selon que son film « satisfait trop ou diversifie trop » et aux règles commerciales ? Bory en avait fait grief à Chabrol, Demy, Rohmer et Truffaut, lequel répond avec pertinence que le succès, dont Bory a aussi bénéficié en *Pebbles* de carrière, ne saurait être un péché, surtout s'il rend libre.

Chacun son sens de l'utilité en art. Truffaut ne le nie pas. Il entend seulement en rester jugé, hors des injonctions idéologiques dont les néophytes du gauchisme ont abusé. Rien ne l'oblige à modifier du dehors la proportion de gravité et de joyeuseté dont le dosage se confond, chez lui, avec l'envie de créer.

Le bon sens et la générosité culminent dans les lettres à des débutants anonymes. Truffaut y révèle ce que les rapports entre confrères et amis, parfaitement éclairés par les notes de Gilles Jacob, n'expriment jamais. Au-delà de la petite histoire du cinéma des années 1950-1983, une certaine stature d'homme se dessine, faite d'anxiété frémissante, d'attention à ce qui risque de blesser, aux tendresses minuscules dont dépend la réussite d'un instant, d'une vie, d'une œuvre.

★ CORRESPONDANCE, de François Truffaut, lettres recueillies par Gilles Jacob et Claude de Givray, notes de Gilles Jacob, avant-propos de Jean-Luc Godard. Hatier éd., 674 p., 195 F.

NOUVEAU  
L'OBS SORT  
SES DOCUMENTS



Premier numéro : La MÉDIATIKLURA, le nouveau pouvoir culturel. En 192 pages, il démonte les rouages de ce cercle puissant et fermé de journalistes, d'éditeurs, de publicitaires, de « maîtres à penser » qui jettent l'opinion.

Qui sont les médiatiseurs ? Comment travaillent-ils ? Quels sont leurs lieux de rendez-vous ? Ont-ils une idéologie commune ?

Des réponses étonnantes, des enquêtes étonnantes, des entretiens choqués. Avec André Bercoff, Jean Daniel, Pierre Desgraupes, Christine Fauver-Myclo, Bruno Frappat, Dominique Jamet, Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, Jean-Louis Missika, Anne Sinclair, Alain Touraine, Wolinski...

La MÉDIATIKLURA, en vente chez votre libraire.

Les documents

LE NOUVEL OBSERVATEUR VA PLUS LOIN



## ● HISTOIRE

## PORTRAITS DE LA RÉVOLUTION

## Valmy, ou le prix d'une victoire

Un roman d'Yves Amiot où Billaud-Varenne, Dumouriez, Danton se partagent la vedette.

**B**ILLAUD-VARENNE, Dumouriez, Danton, le duc de Brunswick, la Révolution de 1789, la franc-maçonnerie : tels sont les personnages et les forces qui animent le roman d'Yves Amiot : *Les Diamants de l'Argonne*.

L'un, Jean-Nicolas Billaud, qui rêve de bouleversements sociaux, alors que, fils d'un avocat cosu de La Rochelle, apparaît comme le premier spécimen de commissaire du peuple de l'Histoire. « Fleur de serre ignorante des tempêtes », il sera plongé dans l'horreur, le cynisme, la boue. Au soir de sa vie, banni, fourbu de solitude après tant d'épouvante et de fracas, il songe aux occasions, qui, si elles n'avaient pas été manquées, l'auraient conduit sur les plus hautes marches du pouvoir, mais il songe aussi au massacre de la prison des Carmes dont il fut un des principaux responsables et le témoin le plus proche. Les plus odieux n'en sont pas quittes avec le remords, seraient-ils soustraits à l'angoisse du salut.

A Dumouriez, l'aventurier, vainqueur de Valmy, tant par la stratégie que par les intrigues, Yves Amiot confère une stature de géant. Au point que, à la fin du livre, l'auteur, par Billaud-Varenne interposé, n'est pas loin de penser que si le général ennemi de La Fayette et ami de Danton (il parlait la même langue que le « tribun vociférant », jamais dupe de son éloquence) avait osé prendre le pouvoir avant Bonaparte, le cours de l'Histoire eût été changé : « Peut-être aurait-on évité vingt-cinq ans de guerre — jusqu'à Waterloo — des millions de morts, des blessures inguérissables ».

Danton, lui, c'est la féroce, la rouerie étonnée, la boudie des plaisirs, du pouvoir, de l'argent. « Plus nous serons implacables, plus nous attacherons à notre destin ceux que nous aurons contraints à nous suivre », dit-il. Perfide, brutalité, crapulerie vivent en sa personne avec une fureur impossible à endiguer n'étaient les besoins d'une ligne de conduite que Machiavel résume : « Celui qui établit une

dictature et ne tue pas Brutus, ou celui qui fonde une République et ne tue pas les fils de Brutus, celui-là ne régnera que peu de temps ».

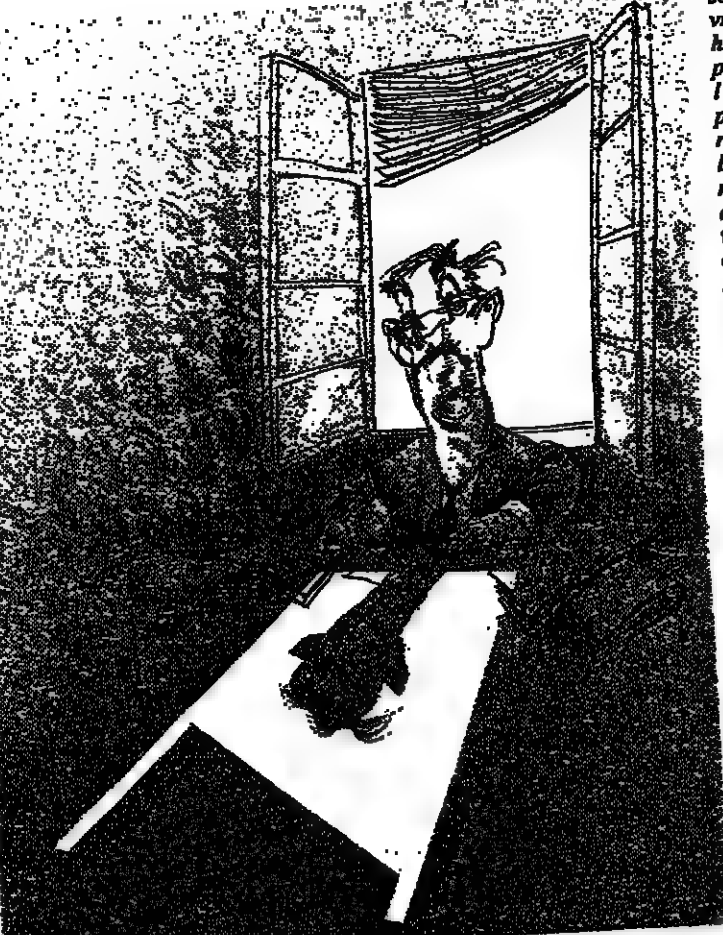
Le duc de Brunswick, enfin, franc-maçon comme beaucoup de son camp et comme ceux d'en face, qui, à Paris, luttent sans merci pour accroître ou préserver leur autorité, est un « admirateur des Lumières », y compris celles que jettent les joyaux les plus somptueux. Soldat de haute école, fait à toutes les cruautés et subtilités de l'existence des hommes, il aura la naïveté de croire qu'il pourrait monter sur le trône de France à la place des Bourbons qu'il déteste.

## Un authentique baigneur ambulant

On comprend, à ce survol des caractères, que la thèse soutenue par Yves Amiot déplaît — c'est un euphémisme — à ceux qui inclinent vers Danton ou vers son bourreau Robespierre. Pour Amiot, la victoire de Valmy fut négociée par Billaud-Varenne, mandaté par Danton et Dumouriez. Sans cette négociation, qu'en serait-il pour la postérité, de l'inspiration de Kellermann et de l'héroïsme de ses soldats poussant pour la République le vieux cri des régiments royaux « *Navarre sans peur !* », avant que retentissent des « *Vive la Nation !* », à une époque où l'idée de nation n'était pas très ancrée dans les cœurs et dans les esprits ? Pour Amiot, encore, c'est en ces jours que disparurent à jamais les bijoux de la couronne : 4 800 diamants, plus 15 millions de livres. Valmy fut à ce prix.

Cupidité ? Manigances ? Complot ? Accord entre les loges de Prusse, dont la devise était « *Pie-tions les lys de France* », et celles de Paris ? D'autres argumentent depuis des siècles pour étayer leur vision de l'Histoire : ils enchevêtrent, disputent, se congestionnent.

Reste l'abomination quand « *Rousseau recule devant Torquemada* », quand la terreur se justifie au nom des principes, quand tous les moyens sont bons



pour imposer une vision du monde. Reste la souffrance des hommes, celle des non-combattants et des êtres qui se battent, y compris le « ramassis de sacrilèges, recrutés dans toute l'Europe » que constitue l'armée prussienne. Restent les terribles infirmités à jamais l'adage selon lequel beaux sont les commencentements. Restent la lâcheté, les mensonges, l'invention de la levée en masse, la tragédie, le cloaque, les carnages. Reste l'écriture d'Yves Amiot dont le classicisme enchante dans un univers qui glisse.

LOUIS NUCERA.

★ LES DIAMANTS DE L'ARGONNE, d'Yves Amiot, Flammarion. Collection « Rue Racine ». 192 p., 69 F.

## « Le pouvoir est si malheureux ! »

Les violences de la Révolution et de l'Empire, sous l'œil de Charles Nodier

sortes d'histoires : des histoires vraies qui n'ont pas d'intérêt, des histoires intéressantes qui ne sont pas vraies, des histoires dont l'intérêt et la vérité sont relatifs, parce que la perception de l'intéressant et du vrai se modifie selon l'organisation de l'homme qui raconte et la disposition de ceux qui écoutent. » Voilà qui devrait tempérer la condescendance qu'affichent à l'égard du récit anecdotique, « mené selon le cœur », les analystes du détail disant d'un scalpel méthodique la vérité glacée d'une époque.

## Le regard d'un policier

Douteuse objectivité que celle, au demeurant utile, qui comptabilise le nombre de victimes de l'Inquisition, de la terreur jacobine ou de la réaction thermidorienne et démontre scientifiquement que l'imaginaire en a démesurément grossi le chiffre. S'étonneront-ils de spéculations sur les chambres à gaz ceux qui graduent l'horreur d'un massacre selon l'échelle quantitative des exécutions ? Comme si une seule mort, froidement décidée au nom d'une cause, quelle qu'elle soit, n'entachait pas d'inhumanité les hommes qui la veulent servir.

« *L'arrivera l'histoire comme elle est faite, l'histoire positive, l'histoire classique, l'histoire universitaire, l'histoire académique, l'histoire de gazette, l'histoire d'historiographie, avec cette plume de plomb qu'ils appellent le burin de Clot.* » Il ne sera pas reproché à Charles Nodier d'avoir fait œuvre d'historien dans ses *Portraits de la Révolution et de l'Empire*, tracés à la pointe de l'imaginaire et avec beaucoup de légèreté, dans tous les sens du mot. Il assure avoir rencontré Sade à Sainte-Pélagie. Or Sade était à Charenton du temps que Nodier entrait en prison. Qu'importe, il l'a vu, il décrit sa démarche imposante, sa vivacité, son exquise politesse. D'une mémoire volontairement incertaine, il tire une certitude, l'indignité de Bonaparte condamnant à la réclusion un homme dont la liberté avait l'heur de lui déplaire.

C'est que Nodier, jeté dans un cachot pour une innocente bluette contre le nouveau maître des Français, avait fait sien le propos de Diderot : « Il y a plusieurs

m'interdit, c'est que mon interrogateur exige que je restasse les yeux fixés sur lui à chaque réponse. Dans les intervalles seulement je pouvais regarder à droite ou à gauche. J'ai passé vingt-cinq ans sans pénétrer ce mystère ; et je doute encore que la psychologie de la police fût assez perfectionnée pour comprendre la puissance de ce regard qu'une habitude effrontée a scellée à la prunelle du questionneur sur le malheureux qui le subit. Quand je pense à cette spéculation de la curiosité insidieuse d'un homme grave et froid qui poursuit industrieusement un secret de vie ou de mort dans l'âme intimidée d'un enfant, je ne puis m'empêcher de croire quelquefois que les précautions dont la société s'est armée contre le crime n'ont rien à envier au crime lui-même en bassesse et en férocité ».

Confronté à un policier bonapartiste qui excipe de son passé de jacobin, Nodier s'étonne : « Et comment se fait-il qu'avec tant de prédilection pour toutes les opinions extrêmes au milieu desquelles l'usurpateur de nos libertés s'est placé, vous serviez d'instrument à ses proscriptions ? — Hélas, répondit-il, quand on est père de famille, on veut de l'avancement. » Et Nodier d'ajouter : « Le misérable avait peut-être envie d'être bourgeois. »

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher d'un arrivisme qui n'a perdu aujourd'hui ni ses raisons ni sa vocation ce que Nodier écrit de Saint-Just, rencontré à Strasbourg. « Une soif insatiable de justice, un amour irrésistible de l'humanité dominaient de temps en temps cette âme farouche, d'où tout sentiment de justice et d'humanité n'était pas sorti. Comme les autres, hélas, il savait tuer sans pitié ; mais en tuant, l'infortuné se faisait sans doute illusion : il croyait être humain et juste. Le pouvoir est si malheureux ! Toutes ses fautes sont des crimes ! »

On aimerait, chez les historiens avertis, trouver parfois autant de candeur.

JEAN LESCUREL.

★ PORTRAITS DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE, de Charles Nodier. Préface de Jean-Luc Steinmetz. Collection « In-Texte », éditions Tallandier. Tome 1, 450 p., 128 F ; Tome 2, 452 p., 145 F.

## Daniel Guérin de 1789 à 1968

**D**ANIEL GUÉRIN, mort le jeudi 14 avril (le Monde du 15 avril), se mit au service de diverses causes : l'anarchisme, bien sûr, qui fut le grand thème de réflexion de sa vie politique ; l'homosexualité, qu'il vécut et décrivit avec quelle passion ; les combats du Front populaire, les batailles antifascistes ; la lutte contre la ségrégation raciale, contre le colonialisme français, pour l'indépendance de l'Algérie et l'émancipation des Algériens.

Écrivain-militant, il n'a jamais manqué de défendre avec sa plume les idées qui faisaient corps avec sa vie. D'où la richesse d'une bibliographie propre à décourager le lecteur non averti. Mais il est un sujet qui, d'une certaine manière, permet de relier les multiples causes qui ont mobilisé son énergie — de ses premiers pas en politique, dans les rangs de la SFIO, jusqu'à ses ultimes prises de position aux côtés des communistes libertaires. Il s'agit de la Révolution française, laquelle, soulignait-il dans un opuscule paru au lendemain de Mai 1968, « ne nous intéresse pas seulement à titre rétrospectif » : mais se rattache directement « à nos luttes, à nos problèmes du présent », si bien que les « grands ancêtres » prennent figure de contemporains ; et que « les quarante mois, étape suprême de la Révolution, qui vont du 31 mai 1793 au 27 juillet 1794, deviennent un morceau de notre vie » (la Révolution française et nous, Bruxelles, 1969).

Attachement existentiel, en effet, que celui de Guérin à cette histoire révolutionnaire, et qui ne

se démentit à aucun instant. Son ouvrage le plus dense et le plus vivant est consacré à l'analyse en termes marxistes, voire trotskistes, de la Lutte de classes sous la Première République (Gallimard, 1946, 2 tomes). Il suit pas à pas la grande Révolution de 1793 à 1797, montre que ses conquêtes, sans cesse remises en cause, eussent été impossibles sans la pression « terroriste » exercée en permanence par les « bras nus » sur la bourgeoisie : ces sans-culottes, qui préfigurent le prolétariat moderne, ont inventé la démocratie directe.

## La volte-face des soixante-huitards

La greffe d'un marxisme révolutionnaire sur les idées anarchistes constitue le fil conducteur de la réflexion théorique de Daniel Guérin. La méthode matérialiste élaborée par Marx n'a point vieilli, explique-t-il dans son essai de synthèse (Pour un marxisme libertaire, Laffont, 1969), à condition qu'elle soit traitée à la manière de Marx lui-même, c'est-à-dire sans rigidité doctrinale, et qu'elle soit corrigée et fécondée par l'expérience et la théorie anarchistes. La référence constante du militant et du chercheur à cette double source du mouvement ouvrier révolutionnaire permet de comprendre ses engagements politiques, en apparence contradictoires.

Admirateur critique de l'œuvre des bolcheviks en octobre, il n'en a pas moins exalté la spontanéité révolutionnaire des

masses populaires (Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire, Flammarion, 1971). La démocratie directe, les aspirations libertaires des exploités, tels étaient, à ses yeux, la pierre de touche de toute vraie pratique communiste, les seuls antidotes contre la bureaucratisation du mouvement ouvrier et ses dévoiements césariens — réformistes ou autoritaires.

Alors que certains de ceux qui applaudissaient hier les innombrables charrettes de Staline se servent aujourd'hui du goulag comme d'un repoussoir pour condamner les « excès » de la grande Révolution, Daniel Guérin n'a jamais cessé de dénoncer aucune de ses convictions révolutionnaires. Dans un de ses derniers textes — une courte préface à la réédition d'un livre de Maurice Dommanget, *Les Enragés dans la Révolution française*, Spartacus, 1987), — il souligne avec ferveur que la lecture actuelle de la Révolution française « va de pair avec la volte-face des soixante-huitards qui rivalisent dans le reniement de leur jeunesse militante ».

Le hasard veut que dans ce texte, écrit voilà juste un an, Daniel Guérin nous parle de deux événements qui ont pesé lourd dans sa vie : la Révolution française et mai 68, dont on s'apprête à célébrer les anniversaires. C'est pourquoi la relation qu'il établit entre ces muscadins qui se tendent la main par-dessus les siècles et les régimes prend valeur d'ultime avertissement.

LOUIS JANOVER.

## APPEL

Comme Picasso, Miró, Tàpies..., Karel Appel entre au Cercle d'Art.

Ceuvres sur papier plus de 250 créations (gouaches, acryliques, crayons, feutres...) choisies par l'artiste lui-même et exposées dans un livre grand format.

Jean-Claude Lambert, complice du créateur, a écrit le texte-poème.

A paraître début mai.



éditions Cercle d'Art



Un autre regard sur la peinture

هكذا من الأهل



صكنا من الوجل

## LETTRES ITALIENNES

### Mario Praz et le « grand livre du monde »

L'écrivain « voyageait » dans des époques révolues et cherchait les « mots de passe » du temps.

COMME il aimait voyager, Mario Praz a d'abord décidé d'accomplir un voyage radical et définitif dans le temps. Né quatre années avant le début de notre siècle, il se rendit compte très vite que ni sa sensibilité ni ses goûts ne s'accordaient avec les stridences de son époque, qu'il assimilait aux accents de la barbarie. Le triomphe des trognes mussoliniennes dans l'Italie des années 20 le confirma dans sa volonté de divorcer d'avec un contemporain décidément voué à l'ignorance et à la vulgarité.

Qu'il fût le dix-neuvième siècle comme refuge d'ailleurs de la civilisation peut surprendre. Mais l'Ottocentisme italien fut sans doute moins abominable, moins sinistrement bourgeois que ses visages français, allemands ou britanniques. Le cours de la rente n'y était pas encore tout à fait la préoccupation dominante des prétendues élites sociales. Enfin et surtout, Mario Praz, fidèle en cela à une tradition de l'intelligence universitaire, avait une vision strictement intellectuelle et esthétique de la civilisation : que le dix-neuvième siècle occidental fût un enfer physique et moral pour l'immense majorité de l'humanité qui eût le malheur d'y vivre, cela l'effleurait si peu qu'il demeurait incapable de percevoir les stigmates de ce désastre social que portent pourtant visiblement les œuvres d'art.

Mais, pour cet érudit qui a consacré l'essentiel de sa vie et de sa carrière de professeur — à Liverpool, à Manchester, puis à Rome — à étudier la vie des formes, les livres, les tableaux, la musique même expriment des pulsions secrètes, des passions obscures, des équilibres entre la morbidité et la vitalité qui n'ont qu'un rapport lointain avec l'histoire vécue. Lorsque, dans son livre majeur, *La Chair, la Mort et*

*le Diable* — dont une réédition sort en librairie ce vendredi 22 avril (1). — Praz examine le romantisme noir à travers les littératures française et anglaise, c'est-à-dire l'omniprésence dans la production poétique et romanesque de toutes les formes de la perversité érotique et de la fascination pour la décadence, il ne relie à aucun moment ce triomphe littéraire du sado-masochisme au triomphe matériel de l'idéologie bourgeoise ; et Zola, par exemple, n'est cité qu'une seule fois, dans un ouvrage qui croule sous les références, pour une considération purement formelle : « Mon goût, si l'on veut, est dépravé. J'aime les ragouts littéraires fortement épicés, les œuvres de décadence où une sorte de sensibilité malade remplace la santé plantureuse des époques classiques. »

#### Shelley à Tahiti Shakespeare au Caire

On ne s'étonnera donc pas si, lorsqu'il voyage, Mario Praz est infiniment plus sensible à la mémoire des lieux qu'à leur existence présente. Plus exactement, l'actuel n'est pour lui qu'un motif, au double sens d'occasion et de sujet à peindre. La plupart des textes réunis en 1982 (années de la mort de l'écrivain) et traduits aujourd'hui sous le titre *Le Monde que j'ai vu* ont été publiés d'abord dans le journal *Il Tempo* pour lequel, pendant trente ans, Praz écrivait un court essai hebdomadaire.

On ne saurait pourtant imaginer journalisme moins journalistique et chronique moins frottée à l'air du temps. Les voyages ne sont évidemment ici que des prétextes : des manières de confronter une réalité que saisissent les

yeux avec une autre réalité, celle qu'ont donnée à voir et à comprendre les livres et les œuvres d'art. Les récits de Praz, qu'ils parlent du nettoyage des monuments de Paris ou des châteaux polonais, des mosquées du Caire ou des arbres d'Australie, sont donc eux-mêmes des textes voyageurs : on y flâne dans des phrases baladantes irisées d'images ; on y fait des rencontres surprenantes — Shakespeare dans les rues du Caire, un poème de Shelley à Tahiti ou la figure de Napoléon dans les dunes d'une ruine écossaise où se promène aussi le fantôme de Claude Lorrain.

Du coup, les lieux qu'évoque Praz perdent totalement leur innocence d'objets soumis au regard pour devenir des diaboliques constructions borghésiennes, trouées de passages secrets entre les styles et entre les époques, de correspondances, au sens baudelaire, d'associations verbales qui livrent, comme un mot de passe, le sens caché d'une ville, la palpitation vivante d'une architecture de pierre.

Jamais, peut-être, l'expression de « grand livre du monde » n'a été illustrée aussi exactement que dans les déambulations de ce voyageur qui avait compris qu'à l'époque du tourisme, la littérature seule possédait encore le pouvoir de dépayser.

PIERRE LEPAPE.

\* LE MONDE QUE J'AI VU, de Mario Praz, traduit de l'italien par Jacques Michard-Paterson. Préface de Marc Fumaroli. Julliard, 448 p., 130 F.

(1) Denoël. Traduit de l'italien par Constant Thompson Pasquini, 490 p., 135 F. Les mêmes éditions Denoël, en association avec l'Age d'homme, annoncent également la parution, courant 1989, d'un autre essai important de Praz, *Le Monde de la vie*, dans une traduction de Monique Baccelli.

### Marta Morazzoni dans les vides de l'histoire

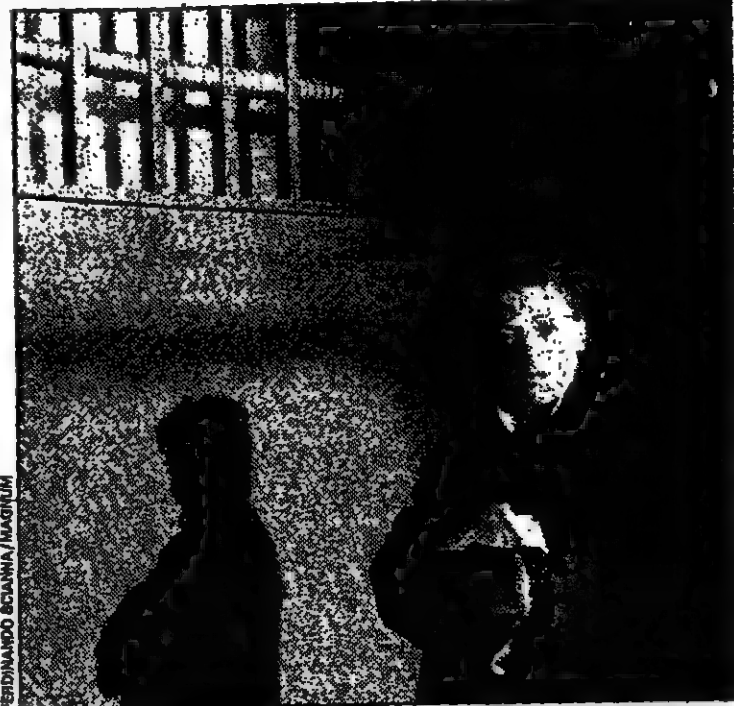
Cinq nouvelles, qui révèlent l'étonnante maîtrise d'un jeune écrivain.

LA prudence critique avec laquelle il est d'usage d'accueillir un premier livre doit parfois, impérativement, céder le pas à l'admiration sans réserves. Il faut alors laisser de côté les encouragements un peu condescendants et, devant ce qui apparaît comme une réussite pleine et entière, ne pas hésiter à dire son enthousiasme. *La Jeune Fille au turban*, recueil de cinq nouvelles de Marta Morazzoni, paru à Milan en 1986 et aujourd'hui publié par Mario Fusco chez POL dans une traduction de Jean-Paul Manganaro, est propre à susciter un tel enthousiasme.

Les récits de Marta Morazzoni sont situés dans un passé plus ou moins lointain : du milieu du seizième siècle à l'aube du nôtre. L'espace géographique est européen : la Hollande, l'Espagne et Vienne, ou ses environs, pour trois des nouvelles. Charles Quint, Lorenzo da Ponte, le librettiste des opéras de Mozart, et Mozart lui-même (qui n'est pas nommé), côtoient quelques personnages fictifs, pas moins vraisemblables que ces derniers.

Mais si le cadre de chacune de ces récits est étroitement historique — sauf peut-être le dernier, le plus contemporain —, la préoccupation littéraire de l'auteur se fait mille fois plus large. L'histoire d'ailleurs, ici, défaille. Ceux qui ont eu l'occasion de la beauté, connaissent, comme le plus commun des mortels, l'échec, la maladie et la mort.

Ainsi de Charles Quint, épuisé, finissant ses jours dans un monastère de l'Estremadura, et dont le visage sans vie, « plutôt que d'être dans la paix, portait gravés les signes d'une mortelle inconsolable de la vie, comme s'il persévérait en dépit de la mort, le flux vigoureux du temps », ainsi également de Mozart, le « maestro » solitaire, angoissé, entre veille et sommeil, ombre et lumière — toute la nouvelle est une admirable variation sur ces thèmes. De ce génie fébrile, tremblant d'immaturité et bientôt rejoint par la mort, Marta Morazzoni fait un portrait dépassant en vérité toutes les images, cinématographiques par exemple, qu'on a pu donner du



Marta Morazzoni est en lumière l'effacement des personnages.

musicien : « ... Il était petit, frêle, malgré la plénitude florissante de son visage enfantin. »

#### Les tragédies invisibles

Le grand thème de *La Jeune Fille au turban*, en dépit de l'histoire, dans les intervalles et les vides que son cours ménage, c'est le temps, le temps infime et sans relief visible, qui mesure l'existence mais qui ne se laisse, par elle, mesurer : « Il avait toujours considéré la vie comme une somme d'années et il était étonné-mais-nam de ressentir combien le temps glissait sur une trame plus serrée et très lente à se dérouler, il après il, dans les minutes plutôt que dans les heures. »

Cette dimension temporelle, qui est en même temps celle de l'insignifiance vécue des personnages, Marta Morazzoni la met admirablement en lumière. Chacune des vies, dont elle suit les courbes et les inflexions les plus secrètes, obéit à

une fatalité qui lui est propre. Elles semblent destinées, ces vies, jusque dans les dérapages, les transgressions, à être des tragédies intimes, invisibles. A cet égard, la première nouvelle, qui donne son titre au livre, est la plus ample, peut-être la plus aboutie. Mais aucun des quatre autres textes qui composent l'ouvrage de Marta Morazzoni, ne souffre de lui être comparé.

La parfaite et émouvante maîtrise que ce premier livre manifeste, tant dans l'écriture que dans le déploiement de sa thématique, en fait, cette remarquable réussite que les Italiens ont déjà reconnue. Les chefs-d'œuvre ne naissent pas le rayon des nouveautés ; la traduction de Jean-Paul Manganaro est une très belle occasion d'en saluer une.

PATRICK KÉCHICHIAN.

\* LA JEUNE FILLE AU TURBAN (LA RAGAZZA COL TURBAN) de Marta Morazzoni, traduit de l'italien par Jean-Paul Manganaro, éd. POL, 166 p., 37 F.

### Gadda, Homère et les dieux

A trentaine de lecteurs fidèles que Carlo Emilio Gadda (1) a déjà dû gagner en France en quelques années — disons la quarantaine pour être généreux — sera ravie d'avoir accès aux lettres que, entre 1934 et 1967, l'un des plus grands créateurs du siècle adressa à Gianfranco Contini, son « inventeur », comme on le dirait d'un trésor. Dans cette correspondance, le romancier donne libre cours à la langue splendide macaronique qui est la sienne.

Poète, essayiste, critique n'ayant jamais cessé d'explorer les sentiers les moins fréquentés de la littérature italienne, Contini avait publié son premier article sur le grand Lombard à la parution du *Château d'Udine*, en 1934. Ensuite, Contini allait devenir, au fil des ans, non seulement la critique par excellence de Gadda, mais son plus proche lecteur, son ami. Cela dit, chaque fois que les exigences de Contini (trop enclin à couper les cheveux en quatre) l'ont agacé, le romancier ne s'est pas privé de rappeler son correspondant à plus de simplicité, une subtilité excessive décourageant d'avance, selon lui, l'éventuel lecteur de son œuvre.

Si la critique, la logique, voire la philosophie passionnent Gadda, toute analyse littéraire tendant à fonder un système l'embête au plus haut point : « Mes tendances naturelles, disait-il, mon enfance, mes rêves, mes espérances, mes déceptions ont été et sont toujours d'un romantique, d'un romantique pris à coups de pied par le destin ». Aussi prévient-il bien son correspondant : « Tout n'est pas polémique en moi ; une fois la norme polémique posée

au début, je me déplace ensuite lyriquement dans mon monde. »

En fait, ces lettres — que les sennes n'ayant pas été retrouvées — viennent garantir en quelque sorte les explications qui secouent l'œuvre de fiction, et cette plainte — la plus merveilleusement mélodique — qui monte de sa prose. La plus mélodique et aussi la plus impudique, et pour cause : comme nul autre écrivain italien depuis Leopardi, Gadda possède une oratoire absolue lui permettant de conserver, au milieu des embarras qu'il fait dans la langue, un commerce toujours amical avec la musique.

#### Les trahisons quotidiennes du corps

C'est ainsi qu'il peut dire : « Ma misère et mon désespoir vont croissant de jour en jour, et je ne sais où donner de la tête. Les marches de l'imperméable, les chemises s'effilochant en zigzag et serpillées... » Il se semble être un Neptune couillon émergé du marécage de la connerie prélatine (2). » Et, au fur et à mesure qu'il vieillit, ce sont les trahisons quotidiennes du corps qu'il énumère, la sénescence qui enténère son cerveau, l'attente de la fin de cet « apprenti cadavre » qu'il se sent devenir dans la terreur du « spectre d'une homérique monodicité », et de la faim — « la faim, que j'ai si longtemps encaissée dans ma vie ».

Gadda passe ses dernières années muet dans un silence dont il ne se départissait que rarement, dans la compagnie ardente et morose de ses chagrins, soigné par une servante au

grand cœur. Des amis, Pietro Citati au premier rang, venaient lui faire la lecture. Toujours le même : celle de son cher Montzoni. On dit que la dernière page qu'il entendit fut celle de l'aurore sur laquelle s'ouvre le quatrième chapitre des *Fiancés*. Entendit-il, cette fois ultime, la description de Montzoni, ou ces quelques lignes dans lesquelles résonne, comme en écho, la voix du grand prédicateur, et sur lesquelles s'achève sa connaissance de la douleur : « Aux fortes des poèmes, l'aube, déjà. La coq soudain, la fit éclater des monts lointains, ignora et préemptoire, comme toujours : il l'aurait à venir, pour dresser inventaire des miriers, dans la solitude des champs rattrapés ? »

Peut-être, dans sa nuit, a-t-il ressenti cette réconciliation avec le monde, cette paix de l'âme qu'exprimaient ces mots ajustés par lui-même autrefois ; peut-être les fit-il enfin siens, et comprit-il, avant d'entrer dans l'autre obscurité, que toutes les douleurs et les humiliations subies avaient été nécessaires pour réunir ce court paragraphe. Les dieux sont ainsi : déjà Homère disait qu'ils entraient dans les malheurs afin que les poètes ne viennent pas à manquer de raisons de chanter...

H.R.

\* LETTRES A GIANFRANCO CONTINI, de Carlo Emilio Gadda. Traduit de l'italien par Soula Aghion. Postface de Patrick Maurès. Éditions de Quai Voltaire, 196 p., 95 F.

(1) *L'Affaire Poissin de la rue des Miriers, la Connaissance du docteur et l'Adieu aux éditions du Soleil* ; le *Château d'Udine*, chez Grasset.

(2) Predappio : village natal de Mussolini.

### Le bon, la brute et le truand

Arturo Loria, Piero Chiara et Aldo Busi.

SUR le toit qu'il répare, le maçon regarde une fenêtre, dans le mur d'en face. Une femme apparaît nue, et le maçon la contemple avec reconnaissance. Et puis il baisse les yeux, et découvre que son fils, aussi, regarde ce corps blanc. Alors, le maçon pose un cri de fureur. Inquiet et coupable, il interroge le garçon, qui s'accuse d'avoir tué un cygne. Le maçon comprend qu'il a devant lui un homme comme lui, et qu'il doit se résigner à l'écouter désormais...

L'hôte, autrefois, s'occupait de tout : une affaire excellente, une clientèle fidèle, de quoi être fier, et des conversations, même des amitiés. Mais son fils s'agace maintenant du moindre conseil, et le vieil homme malade se replie de plus en plus au sous-sol, derrière la glacière, au fond du couloir noir, pour y retrouver Giovanna, une jeune Lombardie. Hélas ! La petite paysanne sera renvoyée...

Ainsi, dans ses nouvelles, Arturo Loria traque des presquiers, des sentiments à peine ébauchés, dont on devine qu'ils auraient pu, sans l'extrême délicatesse de l'auteur, ne jamais être pensés, ni éprouvés jusqu'au bout. Un travail d'oiseleur.

Né près de Mantoue en 1902, mort en 1957, Loria rappelle Pavese, par sa bonté lasse : cet écrivain trop lucide se considérait lui-même comme un « triste fabricant d'histoires volées ».

A la modernité de « photographie » de Loria s'oppose celle de

Piero Chiara. L'écriture sarcastique et froide de cet auteur contraste avec les merveilleux mages de l'autre. Chez Chiara, tout est flou, et traité selon l'esprit de finesse cher à Pascal. Chez Chiara, on sait toujours quelle heure il est, chacun même émerge quement sa barque. Même si la brutale « logique des faits » débouche sur un néant aux reflets métalliques, aux arêtes de béton.

*La Lune rousse* est un polar qui nous dépeint un homme très vieux, dans une maison très belle. On l'appelle l'Américain, et sa gouvernante, c'est la Malerba. Il y a aussi madame Myriam, fille du vieux riche, et son mari, un dentiste noceur, deux jeunes voyous, un gamin anormal et, au milieu, un trésor incalculable, et bien caché. Pas de sentiments ici, mais le déroulement, inéluctable et fascinant, des choses.

GENEVÈVE BRISAC.

\* LE SPECTACLE, d'Arturo Loria. Traduit de l'italien par Michel David. Éditions Desjonquères, 122 p., 82 F.

\* LA LUNE ROUSSE, de Piero Chiara. Traduit de l'italien par Roland Stragglati. Julliard, 153 p., 75 F.

\* VIE STANDARD D'UN VENDEUR PROVISOIRE DE COLLANTS, d'Aldo Busi. Traduit de l'italien par Françoise Brua et François Bouchard. Laffont, 448 p., 115 F.

\* SÉMINAIRE DE LA JEUNESSE, d'Aldo Busi. Traduit de l'italien par Monique Aymard. Presses de la Renaissance, 310 p., 116 F.



## ● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## Cent cinquante ans de solitude en Galilée

★ Arabesques, d'Anton Shammas. (Très bien) traduit de l'hébreu par Guy Szniak. Actes Sud, 314 p., 129 F.



Anton Shammas à Jérusalem : « Je me qualifierais d'Israélien-Palestinien. »

À la lecture de ce livre, Arabesques, le premier roman d'Anton Shammas, lève tant d'images, tant de questions, tant de scènes violentes ou fantastiques, tant de déracinements, tant d'échos à une situation inexistante qui enseigne aujourd'hui une partie du monde qu'on a, une fois le livre fermé, l'impression de revenir d'un autre univers. Une arabesque qui se déroule comme une composition musicale et une figure de ballet, comme un conte arabe, dans une arabesque de la mémoire qui n'a pas de fin. Alors que tant d'écrivains produisent un roman sans avoir rien à dire, la passion, la finesse, la composition romanesque, la technique littéraire d'Anton Shammas vous frappent comme un coup de poing. C'est une « recherche du temps perdu » (ne le voit-on pas, dans le cimetière du Père-Lachaise, cherchant la tombe de Marcel Proust ?...), une quête des transitions et des passages, une interrogation sur l'avenir dans un bouleversement des temps et des lieux qui vous laisse déconcerté et admiratif. Avec le désir de se replonger dans cette narration chronologique tout à fait extraordinaire.

« La plupart des premiers romans sont des autobiographies déguisées. Cette autobiographie est un roman déguisé », avoue l'auteur dès l'épigraphie, se réclamant d'embellie comme un « enfant d'Israël » en citant Bernard Shaw (« Vous avez dit que, lorsqu'un enfant est amené dans un pays étranger, il apprend la langue en quelques semaines et qu'il oublie la sienne. Eh bien, je suis un enfant de ce pays... »).

Arabe, Anton Shammas a choisi d'écrire en hébreu pour raconter cette saga de sa famille, des Arabes chrétiens, depuis le départ de Syrie dans les années 1830, pris dans les événements de la révolution arabe, de la fondation d'Israël, jusqu'à nos jours. Lui-même est né en 1950 dans un petit village de Galilée qui s'appelle Fassuta (« Le village de mon enfance est construit sur les ruines de Fassou, chéteau fort des croisés. Cette forteresse avait elle-même été élevée sur les débris de Mishastat, village juif où vint s'installer, après la destruction du second temple, un groupe de prêtres hérétiques, la secte des « Harim », et appelé par les villageois Fassuta en une sorte de compromis judéo-croisé »). A qui appartient la terre de Fassuta ?

« La famille est partie en 1981 pour Haïfa et je suis arrivé en 1988 à Jérusalem, explique-t-il, comme pour donner une piste. Depuis, je vis à Jérusalem. J'ai travaillé pour la télévision israélienne comme producteur de programmes en langue arabe. Je suis journaliste. J'écris en hébreu. Dans les années 70, j'ai publié trois volumes de poèmes — un en arabe, deux en hébreu —, mon premier roman, Arabesques a paru en hébreu en avril 1988 ; il est publié simultanément en anglais par Harper & Row et Penguin, en français par Actes Sud, puis en Allemagne, Italie, Espagne, Hollande... » Shammas est actuellement à l'école de journalisme à l'université d'Ann Arbor dans le Michigan.

« ARABESQUES, c'est l'histoire de ma famille, explique-t-il. Une sorte de « cent cinquante ans de solitude », de solitude arabo-palestinienne en Galilée. C'est surtout à propos de moi, j'écris sur l'époque, l'identité, sur la langue, sur l'écriture, sur la vie. »

Arabe chrétien, présenté comme « Palestinien » dans les colloques internationaux, il refuse d'être appelé « Arabe chrétien », même si sa famille se qualifie ainsi. « J'étais chrétien, dit-il. J'ai été baptisé, j'ai fait ma première communion. Toute ma famille est toujours chrétienne. Je ne le suis pas. Je suis arabe. Je ne veux pas me définir par rapport à une religion. En 1948, lors de l'indépendance, sont

restés en Israël les Arabes vivant à l'intérieur de la ligne verte ; aujourd'hui, il y a encore 17 % de la population d'Israël qui sont des Arabes, sans parler de la rive gauche du Jourdain ou de Gaza, ce qui est complètement différent. J'ai fait mes études en Israël, j'ai étudié en hébreu et en arabe et je suis bilingue. »

— On vous présente souvent comme Palestinien...

— Non. Je me présente comme venant d'Israël, même si l'État d'Israël ne me qualifie pas d'Israélien. C'est un problème très compliqué : en Israël, la citoyenneté et la nationalité sont deux notions différentes ; vous pouvez être citoyen israélien, mais de nationalité arabe ou juive. Moi, je me qualifierais plutôt d'Israélien-Palestinien, ce qui est une combinaison encore impossible, qui tient plus du rêve que de la réalité.

— Minoritaire dans une culture majoritaire, bilingue, ne craignez-vous pas d'être le « bon Arabe des Israéliens » ?

— Un Arabe aussi a besoin de travailler. J'ai travaillé à la télévision dans le service culturel. Des gens de l'extrême gauche, parfois, me voient comme « l'Arabe des juifs », parce qu'ils ne comprennent pas ce que je suis. Ce n'est pas égal. J'ai un but : qu'Israël appartienne à ses citoyens. Ils peuvent être, par nationalité, juifs, palestiniens, américains, etc. Mais s'ils veulent vivre en Israël, ils doivent être israéliens.

— Pour vous, l'hébreu et l'arabe sont les deux langues d'Israël. Pourquoi écrivez-vous en hébreu ? Vous m'avez répondu une fois que c'était pour que votre mère ne puisse pas vous lire...

— Parfois, je fais cette réponse, qui n'est pas seulement une boutade. Samuel Beckett dit que, si vous n'écrivez pas dans votre langue maternelle, vous pourriez être plus précis, plus juste, plus maître de vous. Cela me paraît très vrai. D'autre part, c'est un point de vue personnel, je voulais écrire à propos de ma famille, mais, si j'étais écrit dans ma langue maternelle, la famille aurait été tout le temps sur moi et je n'aurais pas pu me sentir libre. C'est pour cela que j'ai préféré une langue que ma mère ne comprend pas.

— Autre raison : je veux raconter une histoire arabe en hébreu à un public juif. Les Arabes connaissent cette histoire, ce n'est pas la peine de leur raconter quelque chose qu'ils connaissent parfaitement. Les juifs, eux,

ne le connaissent pas. C'est pour cela que j'estimais nécessaire de l'écrire en hébreu à destination d'un public juif. C'est pour cela aussi que mon livre ne sera pas traduit en arabe. Dans ce cas, je l'aurais écrit différemment. »

Pour raconter à sa manière la saga familiale, il a travaillé pendant quatre ans à la manière orientale, et le narrateur qui raconte sa propre histoire en contrepoint du récit. Au-delà de la Galilée natale, avec ces Shammas qui ne pensent qu'à courir le vaste monde, et qui ne peuvent plus revenir de l'Argentine retrouver leur femme abandonnée, qui expient le péché en perdant leurs maisons, leurs enfants, leur foi, leur amour ; et, musulmans ou chrétiens, ils savent deviner ce que signifie le chant du coq dans l'aube qui se lève, ou l'apparition de trois chevaux blancs devant la boutique du barbier qui ne pourra jamais raser la seconde moitié du visage.

Le narrateur se tient en dehors de son récit de déracinements, de passages, de transitions. Pour mieux montrer son extranéité, il se transporte quelques jours à Paris, sur le chemin d'Iowa City, la célèbre école d'écriture pour écrivains où il va passer plusieurs mois au milieu d'un kaléidoscope de gens de toutes les nationalités face à eux-mêmes dans un monde inconnu. Ces lieux se juxtaposent comme pour mieux exprimer la tension qu'éprouve le narrateur qui se cogne à une continuité chaotique sans tenir compte de la chronologie, et se décharge sur son double d'une narration où des précipices séparent les temps et les lieux différents pour refléter sur le lecteur l'inconfort des ses personnages.

À la veille du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'État d'Israël — presque son âge — au bout de toutes ses arabesques, Shammas considère l'avenir avec lucidité. Avec une sorte de désespoir. « Israël, dit-il, va avoir à choisir entre deux décisions également douloureuses : il sera soit le pays de ses citoyens, et pas seulement l'État juif, soit ce sera l'État de l'apartheid. En ce moment, pour les 40 ans de l'État, il y a partout des autocollants : « Les enfants d'Israël ont marché quarante ans dans le désert. » Il conduit : « Est-ce qu'il est possible de marcher quarante ans dans le désert deux fois ?... »

## Vincenzo Consolo de la Sicile à la Lune

(Suite de la page 15.)

On songe à ces pièces théâtrales hybrides, solitaires, que sont, dans la littérature contemporaine, *Au bois lacté*, de Dylan Thomas, ou *Antiphone*, de Djuna Barnes. Comme elles, *Lunaria* paraît injouable, tout en recelant pour le lecteur d'éblouissantes beautés.

On ne quitte pas la Sicile dans le *Retable*, roman qui paraît en même temps que *Lunaria*, qui est, pour le situer d'emblée, de la même veine que le *Concert baroque* d'Alejo Carpentier, avec, par surcroît, de ces mélancoliques digressions métaphysiques qui ne tentent jamais le grand romancier cubain.

Ici, il est question du voyage qu'entreprend le chevalier Fabrizio Clerici, « peintre d'antiquités », parti chercher, dans les terres extrêmes de la péninsule, des ruines, des vestiges des âges révolus, sur la trace de ce moine Fazzello qui, « se fondant sur la parole antique de Diodore », découvrit, « enclose entre maquis et marais, la défunte Stilonite ». Un moine lui sert de guide.

## « L'histoire est mélancolique »

Des brigands qui sont autant des moines défrayés, des bergers et des conteurs qui sauvegardent la mémoire de l'île, des paysans occupés à nettoyer leurs champs de ces antiquités contre lesquelles bute le soc de leur charrue, tels sont les personnages qui peuplent ce récit dont le tempo est, sans répit, « *allegro con brio* ». Les mots, ici, aspirent à s'inscrire sur des portées, et la phrase ondule, descend, remonte, s'attarde, en appelant d'autres qui accourent, alternent, s'égrenent, vibrent, scintillent de métaphores, convoquant chez le lecteur tout un passé, transfigurant ce premier émerveillement incrédule et réproche qu'on doit éprouver, confrontée, la Lombardie illuminée incarnée par le chevalier Clerici, et la Sicile d'où le Grec et l'Arabe n'étaient jamais partis.

Le *Retable* a le ton enjoué d'un divertissement où même l'érudition ajoute à l'amusement. Mais, comme dans *Lunaria*, on entend, sous les trilles, la même plainte : Oui, « l'histoire est mélancolique » — et cette statue admirable qui glisse de la barque du chevalier sera peut-être retrouvée dans les siècles à venir, tout incrustée de madrépores... Aux yeux de la divinité et au-delà des temps, il n'y aura aucune différence entre la Victoire de Samothrace et la coquille secrète par une bestiole glauque portant en elle une réserve de sel et de nacre destinée à être versée dans un moule d'une géométrie parfaite.

Notons, pour finir, que Fabrizio Clerici est le nom d'un très grand peintre italien contemporain, dont les sujets de prédilection sont des villes imaginaires, des labyrinthes évanescents, en somme, toute pierre sculptée et érodée. Saluons le travail ardu des traducteurs, et souhaitons longue vie à ces éditions du Promeneur que dirige Patrick Mauriat.

Si l'on songe à la petite revue du même nom, supérieurement intelligente et sophistiquée, qu'il avait fondée naguère (2), on peut être assuré que dans son catalogue ne s'inscriront pas seulement des ouvrages de qualité, mais, dénichés dans les recoins les moins fréquentés des bibliothèques, ces « écrits mineurs » qui sont le sel de la littérature. N'annonce-t-il pas déjà l'extravagante Edith Sitwell ? C'est à parler que Mauriat réussira même à relancer le grand peintre russe, oublié ou presque de nos jours, Pavel Tchelitchev, qui fit un portrait sublime de M<sup>me</sup> Sitwell, où le modèle affiche un air de Garbo jouant le rôle d'un cardinal...

HECTOR BIANCHIOTTI

★ *LUNARIA*, de Vincenzo Consolo, traduit de l'italien par Brigitte Pérol et Christian Paoloni, Le Promeneur, 87 p., 75 F.

★ *LE RETABLE*, de Vincenzo Consolo, traduit par Sonia Agnès et Brigitte Pérol, Le Promeneur, 107 p., 95 F.

(2) Désormais, le Promeneur est le supplément littéraire de la revue d'art de Franco Maria Ricci, *FMR*.

## Parmi les autres parutions

★ *Les Années perdues*, de Vitaliano Brancati. Les héros de ce roman — quatre jeunes gens de Catane — sont prisonniers d'une « mère dévorante » : la Sicile. Brancati (1907-1954), dont nous connaissons déjà le *Bel Antonio*, était considéré par Leonardo Sciascia comme un héritier de Stendhal (Fayard, trad. de l'italien par Jean-Marie Laclavetine, 258 p., 95 F.).

★ *La Maison hantée*, d'Alberto Savinio. La rue Saint-Jacques... et la France sous le regard de Savinio (1891-1952), dans un roman des plus cocasses (Fayard, trad. de l'italien par Jean-Marie Laclavetine, 170 p., 89 F.).

★ *Mélange des autres*, de Silvio d'Arzo. Une découverte pour les lecteurs français. Silvio d'Arzo (1920-1952) fait le portrait d'une vieille femme qui demande au prêtre de son village si elle a le droit d'écouter son infortune (Verdier, Préface d'Attilio Bertolucci, Trad. de l'italien par Bernard Simone, 82 p., 48 F.).

★ *Histoire de Ténie*, de Mario Rigoni Stern. Les mésaventures d'un berger contrebandier et « anarchiste » (Verdier, Trad. de l'italien par Claude Ambroise et Sabine Zanon Dal Bo, Préface de Claude Ambroise, 124 p., 75 F.).

★ *Bêtes*, de Federico Tozzi. Des croquis pour la peinture d'une île « cernée par le malheur ». Né à Sienne en 1883, Tozzi mourut à Rome en 1920 (Rivages, Trad. de l'italien par Nathalie Castagné, 124 p., 59 F.).

★ *L'Ange nécessaire*, de Massimo Cacciari. Une méditation sur les figures de « l'Ange », messager de l'invisible (Bourgeois, Trad. de l'italien par Marilène Raiola, 188 p., 100 F.).

★ *Idée de la prose*, de Giorgio Agamben. Trente-trois minuscules « traités de philosophie » : quelle idée se faire de la métaphore, de l'amour, du pouvoir, de la honte, du bonheur, de la gloire, etc. ? (Bourgeois, Trad. de l'italien par Gérard Messé, 128 p., 75 F.).

★ *Une épouse*, de Lidia Steroni-Mazzoni. Un roman « archéologique » : le portrait d'une Romaine du premier siècle avant J.-C. (Albin, Trad. de l'italien par Mirella Muis, 88 p., 55 F.).

★ *Drames intimes*, de Giovanni Verga. Des nouvelles — datant de 1884 — pour approfondir « la science du cœur humain » (Actes Sud, Trad. de l'italien par Marguerite Pozzoli, 101 p., 59 F.).

★ *Encore un baiser et il manquait une étoile*, d'Antonio Debenediti. Deux livres à ne pas manquer de cet Italien, dont Federico Fellini dit : « La tendresse et l'ironie de Debenediti m'ont amusé et séduit. Son écriture, apparemment minimaliste, se rattache à la grande tradition italienne du court récit. » Le premier de ces deux recueils de nouvelles est suivi, en postface, d'un entretien avec Alberto Moravia. Le second a obtenu, en 1987, le prix Elsa Morante. Ces livres sont, en outre, de beaux petits objets, publiés aux éditions Alinéa et traduits par Marie-José Tramuta pour Encore un baiser, et par François Bouchard pour il manquait une étoile (respectivement 108 p., 59 F. et 166 p., 63 F.).

★ *Sur les traces de l'empereur*, de Roberto Pazzi. L'étrange histoire d'un régiment qui, au fin fond de la Sibérie, pendant l'hiver de 1917, apprend que le tsar serait prisonnier, et qui ignore le sens qu'a pris l'histoire... (Grasset, Trad. de l'italien par Sonia Schoonejans, 250 p., 68 F.).

★ *Le Printemps du guerrier*, de Beppe Fenoglio, les aventures d'un soldat perdu sur fond de débâcle mussolinienne (Denoël, trad. de l'italien par Monique Bacelli, 176 p., 98 F.). Le même éditeur publie un autre livre de Fenoglio, *Le Merveilles* (par la même traductrice, 96 p., 88 F.). Enfin, Gallimard réimprime un roman de ce même auteur, paru en 1973, *La Guerre sur les collines* (trad. de l'italien par Gilles de Van, 480 p., 138 F.).

## Le voyage vers Cook

(Suite de la page 15.)

Un filic parisien y arpente, à pas furieux, le boulevard Sébastopol. Suspendu pour avoir frappé un collègue « marron », il vient de perdre sa femme, victime d'un attentat à la voiture piégée qui le visait. Déchiré, il court de bar en bar, à la recherche de l'assassin, apostrophant les consommateurs, simples passants ou petits truands, demi-sel de l'arnaque et du meurtre : sur le sens de leur vie, la justice, l'amour, la violence.

## Polar mystique

Au bord de la folie, il évoque et invoque sa femme, Elyana, lui parle, la touche, la caresse, la maintient en vie par la seule force de son souvenir. Elle lui répond, le guide et l'appelle tendrement par-delà cette barrière fragile qui sépare la vie de la mort. Car cette quête frénétique de l'assassin, il le sait bien, c'est une course vers la mort.

Elle le surprendra, un soir pluvieux, sur le boulevard désert. Kléber, filic et Christ moderne, a

vécu sa Passion. En attendant la Résurrection : « Riche de cet amour infini qu'elle voulait partager, Elyana se pencha sur le cadavre et lui prit les mains. Et Kléber l'arracha à sa dépouille mortelle, baignée de sang et de pluie. »

Polar mystique, conte de fées noir ? *Cauchemar dans la rue*, comme son auteur, est inclassable. « Kléber, écrit-il, livrait inlassablement la même bataille. Sans qu'il pût s'expliquer pourquoi, il se retrouvait toujours seul, à se battre à la fois pour les vivants et pour les morts, pour le visible et l'invisible. » On se souvient alors d'une confidence. En Angleterre, pour éviter d'être confondu avec son homonyme américain, Robin Cook signe ses romans Derek Raymond. Il a forgé ce pseudonyme avec le prénom de deux amis morts : « Pour les maintenir parmi nous... »

BERTRAND AUDUSSE

★ *CAUCHEMAR DANS LA RUE*, de Robin Cook, traduit de l'anglais par Jean-Paul Gratiot, Rivages, coll. « Thriller », 256 p., 79 F.

Philippe PONS

D'Edo à Tokyo

Mémoires et modernités

« Livre riche, varié, vagabond, livre d'historien et de sociologue, mais d'abord de promeneur, de citadin. »

Maurice Pinget/Le Monde

Bibliothèque des Sciences humaines

GALLIMARD nrf

حکومت الاحمد







## TVA sur le disque

# Chers candidats, 7% pour rassembler, êtes-vous preneurs ?

Faire baisser le prix du disque: une mesure forcément populaire.

Les jeunes l'attendent. Le marché du disque en dépend, la création musicale aussi.

A la Fnac, 1<sup>er</sup> disquaire de France, la TVA est déjà réduite à 7 % (au lieu des 18,60 % en vigueur) sur tous les nouveaux enregistrements pendant deux mois après leur sortie. Une avance sur la loi que la Fnac paie de sa poche. Un combat légitime que chacun peut rejoindre.



la Fnac fait baisser le prix du disque.

هكذا من الاميل



صحنه من الاحل

## Culture

### CINÉMA

Le quarante et unième Festival de Cannes

#### Riche en découvertes

En présentant la sélection du quarante et unième Festival de Cannes (du 11 au 23 mai), son délégué général, Gilles Jacob, a mis l'accent sur l'avenir, sur le renouveau. Pariant sur une « dynamique du renouvellement », il a précisé que vingt-neuf cinématographies seront présentées cette année (sélection officielle et « Un certain regard ») et que le nombre élevé de premiers films était un gage d'espoir. Mots médiatiquement déclinés que le président, plus délibérément centré sur le cinéma, oubliant les fastes de la célébration de son quarantième anniversaire, Cannes 88 se veut pur et riche en découvertes.

Le Festival s'ouvre sur le *Grand Bleu*, de Luc Besson (hors compétition), entièrement filmé sous la mer... Mais la sélection française est modeste quant au nombre. Deux films dans la section « Un certain regard » : *Natalie*, de Gérard Cohn, et *De sable et de sang*, de Jeanne Labrune. Deux dans la compétition officielle : *Chocolat*, de Claire Denis, et *l'Enfance de l'art*, de Francis Girod.

Le jury présidé par Ettore Scola, est composé d'Isabella Rossellini, Elena Sofonova (la belle actrice soviétique des *Yeux noirs*, Claude Berri, William Goldman (scénariste et romancier américain), Georges Miller (le père australien des *Mad Max*), Robby Muller (directeur de la photo de Wim Wenders), Hector Olivera (réalisateur producteur argentin), David Robinson (critique du *Times*), et le compositeur Philippe Sarde.

La sélection officielle : *Manana sera libre* (Demain je serai libre) de Vicente Aranda (Espagne), *Welcome to Germany* de Thomas Brasch (RFA), *Pascal's Island* de

James Dearden (G-B), *l'Œuvre au noir* d'André Delvaux (Belgique), *Chocolat* de Claire Denis (France), *Bird de Clint Eastwood* (Etats-Unis), *l'Enfance de l'art* de Francis Girod (France), *Drowning by Numbers* de Peter Greenaway (G-B), *King of Children* de Chen Kaige (Chine), *Tu ne tueras point* de Krzysztof Kieslowski (Pologne), *A World Apart* de Chris Menges (G-B), *les Canibales* de Manuel de Oliveira (Portugal), *Milagro de Robert Redford* (E-U), Hors compétition : *El Dorado* de Carlos Saura (Espagne), *Party de Paul Schrader* (E-U), *Miles from home* de Gary Sinise (E-U), *Sur de Fernando Solanas* (Argentine), *Banussen de Ivan Szabo* (Hongrie), *Trois sœurs* de Margarethe von Trotta (Italie), *Arashige Oka* (Okinawa) de Kijû Yoshida (Japon), *The Navigator* de Vincent Ward (Nouvelle-Zélande), Clôture hors compétition : *Willow* de Ron Howard (E-U), Séances spéciales hors compétition : *The Blue Iguana* de John LaFata et *Dear America* : *Letters Home from Vietnam* de Bill Couture.

Dans la section « Un certain regard » :

Un événement : le nouveau document de Marcel Ophüls sur le procès Barbie : *Hotel Terminus, Klaus Barbie et son temps*. Et plusieurs curiosités. Les premiers films de deux comédiens, Max von Sydow (*Katinka*) et Bob Hoskins (*The Raggedy Dancer*) et le *Globe d'argent* d'Andrzej Zulawski, dont le tournage date de 1976 et qui était resté inédit en Pologne.

● RECTIFICATIF. — Le cinéaste marocain Moumen Smihi nous prie de préciser que, contrairement à ce qui a été annoncé par les organisateurs du Festival du film arabe de Paris, son nouveau film, *Célan d'amour*, ne sera pas présenté au cours de ce Festival (le Monde du 16 avril).

Documentaire et fiction à Digne

#### Violence familiale

Digne présente chaque année, à la veille du Festival de Cannes, quelques cinéastes peu connus, quelques cinématographies rares. L'année 1988 n'a pas manqué à la tradition : le *Voyage au bout de la route*, de Jean-Daniel Lafond (Québec), la *Femme d'un homme important*, de Mohamed Khan (Egypte).

Le *Voyage au bout de la route* pose le plus simplement du monde le problème de l'avenir du Québec dans une Amérique peu encline à s'apitoyer sur le destin des francophones « condamnés par l'histoire ». Point de départ, une tournée de Jacques Douai, qui le mène de Montréal au Havre-Saint-Pierre après avoir croisé des villes aujourd'hui presque à l'abandon, alors qu'elles étaient encore prospères il y a dix ans, et avoir rencontré toutes sortes de solitaires. Le tout avec assez d'acuité pour laisser deviner la tragédie de ce pays.

La *Femme d'un homme important*, film achevé lui aussi en 1987, raconte avec des acteurs au jeu très tendu une histoire violente, qui sans prendre parti politiquement (le film a été libéré par la censure égyptienne après son succès au Festival de Damas) observe à la loupe la désintégration d'un couple dans les années 70. Le drame politique se révèle à travers les faits et gestes d'une bourgeoisie bête, qui frôle quotidiennement, sans remords, la misère et l'injustice. Les deux acteurs principaux jouent très fort, avec une agressivité surprenante.

La où à travers un documentaire, Jean Daniel Lafond prend un rendez-vous très lointain avec l'avenir, Mohamed Khan appelle un chat un chat, montre l'absurde à l'œuvre. L'un et l'autre arrivent à un moment critique dans la vie de leurs cinématographies, quand se pose, brûlante, la simple question de la survie.

LOUIS MARCOTTE

#### L'école Louis-Lumière en grève : quel cinéma ?

Paris, près la place de la Contre-carpe. Depuis le lundi 18 avril, les cent soixante-dix étudiants de l'École nationale supérieure Louis-Lumière sont en grève. Le directeur de l'établissement, M. Helios Privat, s'oppose à l'entrée de toute personne extérieure, sous peine de mesures de rétorsion sur cette grève, qu'il conviendrait alors d'appeler « une occupation par la force ». Louis-Lumière se mobilise pour un changement de son statut et contre l'exil promis en lointaine périphérie. Fondée en 1926 par les frères Lumière pour former leurs techniciens du cinéma, devenue, depuis, pour le son, la photographie et le cinéma, une des plus cotées, l'école « en-Vanguard » est menacée.

Malgré la discrétion sur les projets administratifs, les étudiants, soutenus par une trentaine d'enseignants, ont fini par comprendre... et sonner le tocsin. Grève donc, illimitée, et du 21 au 23 avril, « journées des portes ouvertes » à la profession et à tous ceux qui « défendent l'avenir de l'enseignement privé du cinéma ».

Les élèves protestent contre « la dévaluation du diplôme par la création d'une série de BTS (brevet de technicien supérieur) d'audiovisuel dans lesquels la spécificité cinéma de l'école disparaît. En clair, Louis-Lumière défend sa réputation. Sa réalité juridique est celle d'un lycée technique d'Etat. Mais sa réalité pédagogique est celle d'un enseignement supérieur. Pour y entrer, mieux vaut une maîtrise ou, au minimum, un DEUG. Seuls 80 élèves sont admis sur les 1 600 qui se présentent au concours chaque année. La formation technique et culturelle, de la sensibilité à l'art du scénario, dure deux ans, au rythme moyen de quarante-cinq heures par semaine, supérieur à celui de nombreux BTS qui se contentent de trente-trois heures.

C'est précisément cette qualité d'enseignement reconnue par la profession, qui recrute 70 % des ses techniciens à Louis-Lumière, que « la réforme en cours occulte », expliquent les grévistes. « En n'ayant l'école dans le flot des formations techniques de cycle court, elle risque de réduire le niveau de son enseignement ».

Louis-Lumière a des alliés. D'autres établissements, comme par exemple les écoles nationales d'arts appliqués, connaissent le même sort et réclament eux aussi au ministère de l'éducation nationale « un vrai statut ».

La FEMIS (Fondation européenne des métiers de l'image et du son), école de cinéma sous le régime d'une association 1901, qui dépend du ministère de la culture et qui a remplacé l'IDHEC, bénéficie de beaucoup plus larges facilités. La vocation affichée de la FEMIS est le cinéma en Europe à l'horizon 1992. On y annonce des investisseurs belges ou allemands parce que le

cadre de l'association le permet, contrairement au statut public, dans la Communauté économique européenne, mais ces investisseurs tendent à venir. La FEMIS garde le vent en poupe. Les grévistes de Louis-Lumière ne comprennent simplement pas pourquoi « ils feraient les frais d'une évolution européenne où chacun a sa place ».

Surtout, pour eux, le démantèlement de l'école prévu début 1989 à Marne-la-Vallée est « le mauvais coup fatal ». « A Louis-Lumière, transformé en lycée décentralisé, ou viré coupé de nos contacts professionnels, de ceux qui font la vie de l'école, très loin des salles de cinéma, des labos, des studios. Les salariés qui suivent les cours du soir ne pourraient plus venir à l'école perdrait ainsi de l'argent ». Ces jeunes grévistes sont tous : « Le ministre de la culture vient de rapatrier son école, la FEMIS, de Brie-sur-Marne à Paris. Nous demandons au ministre de l'éducation nationale de ne pas nous exiler ».

DANIELLE ROUARD

### VENTES

#### Warhol en 3 000 morceaux

Il aura fallu plus de trois mois aux spécialistes de Sotheby's pour expédier et cataloguer les quelque trois mille lots de la succession d'Andy Warhol. Il ne faudra pas moins de dix jours pour les disperser du 23 avril au 3 mai. Annoncée comme la plus longue et la plus exhaustive des ventes jamais organisées à New York — le coffret de catalogues vaut à lui seul 750 F — elle est estimée à plus de 15 millions de dollars

(85 millions de francs) et promet bien des surprises.

Andy Warhol. Tils d'immigrés tchèques, élevés dans la région minière de Pittsburgh, s'imposera dans les années 60 comme le « papa » du pop art. Ses sérigraphies de la Campbell Soup et de Marilyn Monroe le rendront aussi célèbre que ses films somptueux où se côtoient stars du show-biz et personnalités de Manhattan, se transformant en caverne d'Ali Babà.

« Quand je suis venu pour la première fois, dans Ed Hayes, au conseil de succession Warhol, on ne pouvait même pas rentrer dans cette pièce. On devait enjamber les objets. Nous avons même trouvé des Picasso dans des armoires ». Collectionneur éclectique, Warhol s'intéressait aussi bien au mobilier américain du dix-neuvième siècle, aux bijoux indiens, aux boîtes à biscuits, qu'au cartes postales de New-York ou à l'art déco.

Dans ce domaine, il a commencé à réunir sa collection à une époque où ce n'était pas encore à la mode. Aussi trouve-t-on au-dessous de dix-huit bijoux en or, des vases en laque de Dunand et des services en argent de Puiforcat, des meubles de Ruhlmann et de Legrain, dont deux chaises estimées à plus de 240 000 F pièce. Mais l'originalité de Warhol ne s'arrêtera pas là. Son goût prononcé pour les objets en série deviendra vite légendaire. Deux cents montres seront mises aux enchères, dont une en or de Patek Philippe et Co pour près de 12 000 F, une autre macramé, des années 1900, pour 6 000 F, ou encore trois en plastique avec des personnages de bandes dessinées estimées à 360 F.

Et, bien sûr, un ensemble important d'œuvres plastiques modernes et contemporaines : Magritte, Masson, Picasso, Man Ray, et ses amis Roy Lichtenstein, Robert Rauschenberg, Jasper Johns, Cy Twombly et Jackson Pollock. « Le chat qui rit », de Lichtenstein (1961), est estimé à plus d'un million et demi de francs. Un tableau abstrait « Screen Piece », de Johns, devrait atteindre les deux millions et demi de francs. Enfin, « Dos Cabezas », de J.-M. Basquiat, représentant l'artiste et Warhol, est plus modestement évalué à 90 000 F.

L'exposition à Londres d'une petite fraction de ce qui sera vendu à New York à la fin du mois a donné un avant-goût de l'atmosphère qui devrait y régner. Faut-il aux bousons de cuir cloutés et chapeaux multicolores se mélangent à la clientèle plus traditionnelle de la vénérable maison de New Bond street. Mais les instances dirigeantes de Sotheby's à New York ne comptent pas sur un achat massif des Européens. Seuls deux cents coffrets des catalogues ont été distribués de ce côté-ci de l'Atlantique. Les gains de la vente iront à la Fondation des Arts Visuels Andy Warhol.

ALICE SEDAR

\* Vente du 23 avril au 3 mai à New York.

# 44.500F ma première Supercinq.



**NOUVELLE SUPERCINQ FIVE** C'est ma première Supercinq. Elle m'a conquis. Premiers baisers, premier voyage, j'aime cette facilité; avec 143 km/h sur circuit, une vignette de 4 cv seulement et une faible consommation, c'est un bon départ. Nouvelle calandre et nouveaux sièges, elle vaut 44500F en version 3 portes et mes amis en sont jaloux. Modèle présenté: Renault Supercinq Five 3 portes. Tarif février 88. Consommations UTAC: 4,5L à 90 km/h, 6,1L à 120 km/h et 5,8L en ville. Disponible également en version 5 portes. Diac: Votre financement. **RENAULT** rencontre **elf**

la vie ça roule en Supercinq






1. 1. The first part of the report  
 2. 2. The second part of the report  
 3. 3. The third part of the report  
 4. 4. The fourth part of the report  
 5. 5. The fifth part of the report  
 6. 6. The sixth part of the report  
 7. 7. The seventh part of the report  
 8. 8. The eighth part of the report  
 9. 9. The ninth part of the report  
 10. 10. The tenth part of the report  
 11. 11. The eleventh part of the report  
 12. 12. The twelfth part of the report  
 13. 13. The thirteenth part of the report  
 14. 14. The fourteenth part of the report  
 15. 15. The fifteenth part of the report  
 16. 16. The sixteenth part of the report  
 17. 17. The seventeenth part of the report  
 18. 18. The eighteenth part of the report  
 19. 19. The nineteenth part of the report  
 20. 20. The twentieth part of the report  
 21. 21. The twenty-first part of the report  
 22. 22. The twenty-second part of the report  
 23. 23. The twenty-third part of the report  
 24. 24. The twenty-fourth part of the report  
 25. 25. The twenty-fifth part of the report  
 26. 26. The twenty-sixth part of the report  
 27. 27. The twenty-seventh part of the report  
 28. 28. The twenty-eighth part of the report  
 29. 29. The twenty-ninth part of the report  
 30. 30. The thirtieth part of the report  
 31. 31. The thirty-first part of the report  
 32. 32. The thirty-second part of the report  
 33. 33. The thirty-third part of the report  
 34. 34. The thirty-fourth part of the report  
 35. 35. The thirty-fifth part of the report  
 36. 36. The thirty-sixth part of the report  
 37. 37. The thirty-seventh part of the report  
 38. 38. The thirty-eighth part of the report  
 39. 39. The thirty-ninth part of the report  
 40. 40. The fortieth part of the report  
 41. 41. The forty-first part of the report  
 42. 42. The forty-second part of the report  
 43. 43. The forty-third part of the report  
 44. 44. The forty-fourth part of the report  
 45. 45. The forty-fifth part of the report  
 46. 46. The forty-sixth part of the report  
 47. 47. The forty-seventh part of the report  
 48. 48. The forty-eighth part of the report  
 49. 49. The forty-ninth part of the report  
 50. 50. The fiftieth part of the report  
 51. 51. The fifty-first part of the report  
 52. 52. The fifty-second part of the report  
 53. 53. The fifty-third part of the report  
 54. 54. The fifty-fourth part of the report  
 55. 55. The fifty-fifth part of the report  
 56. 56. The fifty-sixth part of the report  
 57. 57. The fifty-seventh part of the report  
 58. 58. The fifty-eighth part of the report  
 59. 59. The fifty-ninth part of the report  
 60. 60. The sixtieth part of the report  
 61. 61. The sixty-first part of the report  
 62. 62. The sixty-second part of the report  
 63. 63. The sixty-third part of the report  
 64. 64. The sixty-fourth part of the report  
 65. 65. The sixty-fifth part of the report  
 66. 66. The sixty-sixth part of the report  
 67. 67. The sixty-seventh part of the report  
 68. 68. The sixty-eighth part of the report  
 69. 69. The sixty-ninth part of the report  
 70. 70. The seventieth part of the report  
 71. 71. The seventy-first part of the report  
 72. 72. The seventy-second part of the report  
 73. 73. The seventy-third part of the report  
 74. 74. The seventy-fourth part of the report  
 75. 75. The seventy-fifth part of the report  
 76. 76. The seventy-sixth part of the report  
 77. 77. The seventy-seventh part of the report  
 78. 78. The seventy-eighth part of the report  
 79. 79. The seventy-ninth part of the report  
 80. 80. The eightieth part of the report  
 81. 81. The eighty-first part of the report  
 82. 82. The eighty-second part of the report  
 83. 83. The eighty-third part of the report  
 84. 84. The eighty-fourth part of the report  
 85. 85. The eighty-fifth part of the report  
 86. 86. The eighty-sixth part of the report  
 87. 87. The eighty-seventh part of the report  
 88. 88. The eighty-eighth part of the report  
 89. 89. The eighty-ninth part of the report  
 90. 90. The ninetieth part of the report  
 91. 91. The ninety-first part of the report  
 92. 92. The ninety-second part of the report  
 93. 93. The ninety-third part of the report  
 94. 94. The ninety-fourth part of the report  
 95. 95. The ninety-fifth part of the report  
 96. 96. The ninety-sixth part of the report  
 97. 97. The ninety-seventh part of the report  
 98. 98. The ninety-eighth part of the report  
 99. 99. The ninety-ninth part of the report  
 100. 100. The hundredth part of the report

**rho!**

1990-1991



**Le Monde**  
**L'ÉDUCATION**

**DOSSIER**

- **LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPARATOIRES :** concours par concours, le classement des prépas les plus performantes. Comment choisir une prépa et comment bien poser sa candidature.

**LYCÉE**

- **La grande mutation des lycées professionnels :** nouvelle pédagogie, nouvelles perspectives d'avenir.

**SOCIÉTÉ**

- **LE RENOUVEAU DES ÉCOLES RURALES :** Les enseignants et les élus y croient, malgré l'isolement et la dépopulation des campagnes.

**PRATIQUE**

- **RATTRAPAGE SCOLAIRE :** leçons particulières ou cours collectifs ?

[illegible]

لا حول ولا قوة الا بالله العلي العظيم







ons « service

Presse

Le Carnet du Monde

Un coup d'arrêt à la prise de contrôle de l'empire de presse allemand  
Les frères Burda se retirent du groupe Springer

BONN  
de notre correspondant

Coup de théâtre dans la lutte pour le contrôle du groupe de presse Springer : Franz et Frieder Burda ont annoncé, mercredi 20 avril, qu'ils avaient cédé leurs parts du capital de l'entreprise - 26 % - aux héritiers d'Axel Springer, le fondateur du groupe, décédé en 1985. La nouvelle est d'autant plus surprenante qu'à la fin du mois de mars les frères Burda avaient conclu un « accord de pool » avec M. Leo Kirch, un négociant en films de Munich, qui leur assurait la majorité du capital du groupe (le Monde du 29 mars).

La famille d'Axel Springer, qui s'était très vivement opposée à cette prise de contrôle, dispose maintenant d'une confortable majorité du capital, 53 %, qui la met à l'abri d'une nouvelle offensive. Les frères Burda ont justifié leur retour en affirmant, dans un communiqué, que leur souci était « d'assurer un développement tranquille et loyal vers l'avenir de l'entreprise ». En tout état de cause, ils réalisent au passage une assez jolie opération financière. En effet, lors de la restructuration du capital de son groupe, effectuée peu avant sa mort par Axel Springer lui-même, les frères Burda avaient payé 250 millions de deutschemarks (850 millions de francs) l'acquisition de 26 % du capital. Les héritiers ont dû cette fois déboursé 530 millions de deutschemarks pour redevenir mal-

tre chez eux. Franz et Frieder Burda devront bien payer 10 millions de deutschemarks d'amende à M. Leo Kirch en vertu de l'accord de pool passé entre eux, mais, au total, l'affaire reste largement bénéficiaire.

Cette nouvelle donne ne fait pas l'affaire d'un troisième frère, Hubert, qui est à la tête de la maison d'édition Burda, spécialisée dans la presse féminine. Il a manifesté son intention de saisir la justice car, selon lui, ses frères n'ont pas respecté l'accord selon lequel il disposait d'un droit de préemption sur les actions Springer.

Le grand perdant de l'opération reste M. Leo Kirch. Celui-ci, détenteur au départ de 10 % du capital, avait peu à peu acquis, par l'intermédiaire d'hommes de paille, 26 % du capital. Son alliance avec les frères Burda contre la famille Springer lui permettait de faire une entrée fracassante dans le monde de la presse ouest-allemande, et lui avait assuré de solides positions dans la perspective de la création d'un groupe multimédia de première grandeur. M. Kirch est en possession de 50 000 heures de production cinématographique et télévisuelle, et le groupe Springer contrôle une part importante de la presse populaire et régionale de République fédérale, notamment le Bild Zeitung (4,9 millions d'exemplaires diffusés quotidiennement).

LUC ROSENZWEIG

Naissances

- Martin BORGOMANO, François ROBINET, Sébastien et Emmanuel, ont la grande joie d'annoncer la naissance de  
Alexandre,  
le 11 avril 1988, à Paris.  
38, rue Guy-Lucas,  
75005 Paris.

- Marc PARENT et Jean KOENIG, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils,  
Aurélien,  
le 19 avril 1988, à Paris.  
46, rue Lecomte,  
75015 Paris.

- Juliette et Claude GRYNBAUM, ont la joie d'annoncer la naissance de  
Clémence,  
le 19 avril 1988, à Paris.

Décès

- Les collaborateurs de la société Sovap font part, avec grande tristesse, de la mort de  
Marcel BAROUCH,  
le 19 avril 1988.

- M<sup>me</sup> A. Moroz, sa sœur,  
M. Jacques Boissel, son fils,  
M. et M<sup>me</sup> Marc Boissel, M. Luc Boissel, ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> P. Boissel, sa belle-sœur,  
M. et M<sup>me</sup> Dupré et leur fils, son neveu,  
ses parents et alliés, ont la douleur de faire part de la disparition de  
M. Jean BOISSEL,  
directeur honoraire d'école publique,  
dans sa quatre-vingt-troisième année.

Conformément à la volonté de défunt, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, les cendres ont été dispersées.

Résidence Marcel-Coulet,  
97500 Grange-la-Vallée,  
Mérindol,  
84360 Lardès.

- M<sup>me</sup> Elizabeth Bureau, son épouse,  
Sarah, Marion et Arnel, ses enfants,  
M<sup>me</sup> Jacques Bureau, sa mère,  
M<sup>me</sup> Jean Trehaug, sa belle-mère,  
M. et M<sup>me</sup> Lionel Barcinah, Benjamin et Pierre, M. et M<sup>me</sup> André Bureau et Anne,  
M. et M<sup>me</sup> Daniel Bureau, Antoine et Jacques, M<sup>me</sup> France Trehaug, Volodine et Violette,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Trehaug, Alexis et Edouard,  
M<sup>me</sup> Laurence Trehaug et Louis,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre du Besot, Antoine, Vincent et Raphaëlle, M. et M<sup>me</sup> Olivier Trehaug, Agathe et Hugo,  
M. et M<sup>me</sup> Frédéric Tournoux, Fabrice et Elise, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean BOISSEL,  
le 20 avril 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 22 avril, à 9 heures, en l'église de Magy-lez-Hameaux (Yvelines).

Réunion à l'église.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Delacour,  
94720 Le Kremlin-Bicêtre,  
11, square Albert,  
75016 Paris.

CARNET DU MONDE  
Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques ..... 79 F  
Abonnés ..... 69 F  
Communications diverses ..... 82 F  
Renseignements : 43-47-95-83

Pompes Funèbres  
Marbrerie  
CAHEN & C<sup>e</sup>  
43-20-74-52  
MINITEL par le 11

Naissances

- Luc-Marie Bonnel, son épouse,  
Sébastien, Julien et Marine, ses enfants,  
François et Bernadette Bonnel, ses parents,  
Jean et Monique Rogard, ses beaux-parents,  
Dominique et Fanny, Claire et Patrick, Bruno, Clément et Stéphane, Pascal et Marie-Jo, Vincent et Brigitte, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Maurice Bonnel, sa grand-mère, ont la douleur de faire part du décès de  
Bernard BOUREL,  
le 19 avril 1988, à l'âge de trente-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 22 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7.

Information sur chapelet de Voinon (Isère), le samedi 23 avril, à 9 h 30.

Pas de condoléances.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
Priant tous pour lui,  
8, rue José-Marie-de-Hérédia,  
75007 Paris.

- La docteur Jean-Louis Chamouard, Marc Chamouard, Hervé et Françoise Caron, Caroline, Jean-Christophe, Annelise Caron, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de décès de  
M<sup>me</sup> le docteur CHAMOUARD, née Ghislène Delle,  
survenue le 17 avril 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

7, rue Andrieux,  
75008 Paris.

- Pierre, Marie-Thérèse Marchand, René, Colette Marchand, Marjorie Poulet, André, Sylviane Marchand, Alain, Maroand, Ghyslaine Montzaro, ses vingt-sept petits-enfants, ses quatorze arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de  
Maître Georges MARCHAND, avocat honoraire, survenu au tribunal civil de Montpellier, le 11 avril 1988, à Montpellier.

« Maintenez. Saignez, ne laissez pas votre aller au poix, selon 7e parole. »  
Luc II, 28.

3, rue du Cheval-Vert,  
34000 Montpellier.

- M<sup>me</sup> André Lebart, M. et M<sup>me</sup> Narcis Miquel et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Germain Collin et leurs enfants,  
M. Georges Puccinelli, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> André Nardou, M. et M<sup>me</sup> Henri Noguère, leur fille et leurs petits-enfants, font part du décès de  
M. Albert NANJOD, ancien avocat à la cour de Paris, avocat honoraire au barreau de Perpignan, survenu le 6 avril 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu à Auxerre, dans la plus stricte intimité familiale, le 8 avril.

- On nous prie d'annoncer le décès de  
M<sup>me</sup> veuve Raymond PRIS,  
survenue le 13 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Elle a été inhumée le 18 avril, dans le cimetière de famille, à Moulins (Yvelines).

Remerciements  
- Christiane Laurent remercie toutes les personnes qui se sont associées à sa peine lors du décès de sa mère adorée.

Françoise LAURENT,  
le 6 avril 1988.

6, rue Gréville,  
75008 Paris.

- M<sup>me</sup> Maurice Nabet, ses enfants, Parents et alliés, très touchés des nombreuses marques de sympathie témoignées par toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de  
Maurice NABET,  
survenue à Cannes le 18 avril 1988, les prient de trouver ici leurs remerciements.

Communications diverses

- Pour tous problèmes droits de l'homme : Centre des droits de l'homme, BP 16, 75622 Paris Cedex 13.  
Information par courrier électronique : téléphone 24/24 au 45-82-77-77. Droits de l'homme actualités : Questions et réponses des candidats à savoir pour voter en citoyen.

- La communauté juive de France célèbre le 40<sup>e</sup> Yom Haatzmaout, lundi 25 avril, à 19 heures, salle du Zénith, porte de Pantin, en présence de son excellence Ovedia Soffer, ambassadeur d'Israël en France, de M. Joseph Sirak, grand rabbin de France, et de M. Jacques Orfan, président de POSF.  
Participation artistique : Herbert Pagani, les frères Nacasch, Patrick Benet, Michel Boujenah, Ofra Haza, 38, rue de Turbigo, Paris-3. Tél. : 42-74-00-55.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

HOTEL DES VENTES

9, rue Drouot, 75009 PARIS  
Téléphone : 42-48-17-11  
Téléc : Drouot 842280  
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 84, rue La Boétie, Paris. Tél. : 46-63-12-66  
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indication particulière, \* après le succès de la vente.

SAMEDI 23 AVRIL 1988  
S. 10. - Tapis d'orient. - M<sup>me</sup> LOUDMER.

Dimanche 24 AVRIL  
S. 1 et 7, 14 h 15. - « Éloge du grand format », art contemporain : J.-C. Blais, Liane, R. Combes, O. Doherty, J. Degottex, G. Mathieu, J. Messagier, B. Venet, C. Viallet... - M<sup>me</sup> CHARBONNEAUX.

S. 2. - Tableaux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> s. - M<sup>me</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 4. - Tapis anciens. - M<sup>me</sup> ROGEON.  
S. 5. - Extrême-Orient, tableaux mod. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.  
S. 6. - Collection de dessins XIX<sup>e</sup> s., deux ateliers post-impressionnistes. - M<sup>me</sup> BOSCHER, STUDER.

S. 13. - Affiches de coll. - M<sup>me</sup> CHEVAL.

LUNDI 25 AVRIL  
S. 9. - Estampes modernes. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

MARDI 26 AVRIL  
S. 3. - Bijoux, objets de vitrine, argenterie ancienne et moderne. - M<sup>me</sup> COUTURIER, de NICOLAY.  
S. 4. - 14 h 15. Objets d'art d'Extrême-Orient. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Forlier, experts.  
S. 8. - Livres. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

S. 13. - Tableaux contemporains. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

MERCREDI 27 AVRIL  
S. 1. - Objets d'art et mobilier ARCOLE. - M<sup>me</sup> OGER, DUMONT.  
S. 4. - 16 h 30. Tapis d'orient. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Berthel, expert.  
S. 5. - 14 h 15. Bons meubles, objets mobiliers. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

S. 6. - Tab. bibl., meubles. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.  
S. 10. - Art nègre, bibelots. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 12. - Timbres-poste. - M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.  
S. 15. - Mobilier. - M<sup>me</sup> ROGEON.

JEUDI 28 AVRIL  
S. 8. - 14 h 15. Linge, dentelles, fourrures, poupées. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN. M<sup>me</sup> Daniel, expert.  
S. 11. - Tableaux modernes, meubles et objets d'art. - M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.  
S. 13. - Succession et appt. à divers tableaux, bibelots, meubles anc. et de style. - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENREDI 29 AVRIL  
S. 2. - Meubles et bibelots. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 7. - 14 h 15. Bons meubles, objets mobiliers. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 9. - Extrême-Orient. - M<sup>me</sup> BOISGIRARD.

S. 10. - Jewels, dentelles fines, tableaux, meubles XIX<sup>e</sup> s. - M<sup>me</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 12. - Archéologie, objets de curiosité et préhistoire. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-RADIN, FERRIER, M. Rouillon, expert.  
S. 13. - Livres, verrerie Galé et Daum, bijoux, très beau mobilier. - PARIS AUCTION, M<sup>me</sup> RIBEYRE.  
S. 14. - Bon mob. de style. - M<sup>me</sup> DELORME.  
S. 15. - 14 h 15. Bons meubles, objets mobiliers. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

DROUOT NORD, 84, rue Doudeauville, 75018 PARIS

MERCREDI 27 AVRIL 1988 à 9 h 30

AUDIO VISUEL : Nombreux matériels professionnels, magnétoscopes Umatic, tables de montage, vidéo projecteur et matériel grand public, ainsi que de nombreux magnétoscopes, téléviseurs, caméras... - M<sup>me</sup> BOSCHER, STUDER, commissaires-priseurs associés, 3, rue d'Amboise, 75002 PARIS, tél. 42-60-87-87.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE  
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
ARCOLE (G.L.E. de C.P.) 40-23-03-50. Endres : MATHIS, GRIDEL, BOSCHER, FLORENT, GROS, DELETTREZ, MATHEIAS, OGER, DUMONT, RABOURDIN, CHOPPIN de JANVIER, RENAUD, RIEUNIER, BAILLY-FORMERY, le ROUX, SARGAT.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 42-48-17-11.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BOSCHER, STUDER, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.  
Catherine CHARBONNEAUX, 134, faubourg Saint-Honoré (75008), 43-59-66-56.  
CHEVAL, 33, rue du Faubourg-Montmartre (75009), 47-70-56-26.  
COUTURIER, de NICOLAY, 51, rue de Bellegarde (75007), 45-55-85-44.  
DELORE, 14, avenue de Ménil (75008), 45-63-31-19.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 42-81-50-91.  
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.  
PARIS AUCTION, G.L.E. de commissaires-priseurs, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99. Endres : de CAGNY, CARDINET, Eric COUTURIER, DUMOUSSET, HOEBANX, KALCK, RIBEYRE.  
PESCHETEAU-RADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

سكزا من الاجل







# Société

## MÉDECINE

### Les travaux du professeur Daniel Zagury L'efficacité du vaccin contre le SIDA reste à démontrer

Une réponse immunitaire n'entraîne pas forcément une protection vaccinale : le vaccin contre le SIDA mis au point aux Etats-Unis par l'équipe du professeur Daniel Zagury (Université Pierre-et-Marie-Curie, Paris) a pour le moment pas fait la preuve de son efficacité. Publié dans l'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* (1), les résultats de cette expérimentation font apparaître que si « pour la première fois une réponse immunitaire contre le virus HIV a pu être obtenue chez l'homme », il n'en demeure pas moins que « seul un essai clinique, réalisé sur une large échelle chez des volontaires à haut risque d'infection », permettra d'évaluer l'efficacité de ce vaccin contre le SIDA.

Cette expérimentation avait débuté dans le plus grand secret en novembre 1986 au Zaïre. Ce vaccin qui associe le virus de la vaccine à une protéine constitutive de l'enveloppe du virus du SIDA, la GP 160, après avoir été testé sur des bébés et des chimpanzés, avait été administré à dix volontaires zaïrois. En outre, le professeur Zagury, ainsi qu'il devait le révéler le 19 mars 1987 dans le *Nature*, s'était « auto-vacciné » avec ce qu'il appelait alors « un modèle expérimental de vaccin ».

En juin 1987, à Washington, lors de la 2<sup>e</sup> conférence internationale

sur le SIDA, le professeur Zagury avait rapporté les premiers résultats de cette expérimentation « historique » : des anticorps neutralisant le virus HIV étaient bien apparus, mais visiblement en quantités insuffisantes pour réellement protéger les personnes vaccinées.

Trois mois, il en vint à constater que seules des vaccinations de rappel permettaient d'amplifier la réponse immunitaire. Restait alors à déterminer la nature du protocole d'administration. Au total, quatre protocoles furent envisagés. Plusieurs dizaines de personnes — des Zaïrois, mais aussi des militaires et des civils français en poste au Zaïre — acceptèrent, non sans courage, de participer à une nouvelle expérimentation. Confirmant ce que nous déclarait, il y a quelques mois, le général Jean-Jacques Salatin, médecin militaire français et directeur de l'Institut de recherche biomédicale de Kinshasa (le *Monde* du 28 novembre 1987), qui participe à cette expérimentation, la publication du professeur Zagury montre bien que si, avec un an de recul, une réponse immunitaire — neutralisant le virus HIV 1 — a pu être obtenue, il reste aujourd'hui à déterminer, grâce à des essais cliniques réalisés sur une vaste échelle, si ce vaccin est, ou non, capable de protéger un individu contre le SIDA.

FRANK NOUCH.

(1) Daté du 21 avril.

### Les chercheurs s'interrogent sur plusieurs cas de « séronégativité »

La séropositivité vis-à-vis du SIDA n'est pas une situation irréversible. Plusieurs cas de séronégativité (c'est-à-dire de disparition des anticorps présents dans le sang des personnes séropositives, qui redeviennent séronégatives) sont actuellement étudiés par l'équipe du professeur Luc Montagnier à l'Institut Pasteur de Paris. Ce phénomène, apparemment peu fréquent, est encore mal connu. Il souève de nombreuses interrogations et pourrait, dans certains cas, remettre en question la valeur accordée aux résultats négatifs des tests de dépistage.

L'un des premiers cas connus de séronégativité avait été observé en Californie chez le fermier d'un hélicoptère contaminé par le virus du SIDA. Séropositif, il était brusquement devenu séronégatif. Les nouvelles techniques très sophistiquées dont on dispose aujourd'hui pour étudier la présence des virus dans l'organisme humain permettent de tenter une analyse plus fine du phénomène (recherche du génome viral dans les cellules humaines ou d'anticorps particuliers, reflets de la présence « masquée » du virus).

On cherche, en d'autres termes, à savoir si cette séronégativité correspond à une extinction de l'infection ou si elle n'est qu'une nouvelle période de latence, comme elle l'a été autrefois la contamination et l'apparition de la séropositivité.

L'analyse de ce phénomène de séronégativité pourrait faire faire de notables progrès dans la lutte contre le SIDA.

Il s'agit notamment d'étudier les conditions (infection par le virus du SIDA ou par un autre virus) qui pourraient entraîner la réapparition d'une séropositivité. Il s'agit également d'étudier les circonstances qui sont à l'origine de ce phénomène. Mais ce dernier souève aussi toute une série de questions délicates. Il vient en effet compliquer les interprétations que l'on peut donner des résultats des campagnes de dépistage, notamment dans les populations à risque. Les spécialistes estiment que de plus amples études sur ce sujet sont nécessaires, en particulier sur des populations africaines où le nombre important de séropositifs permettrait de mieux mesurer la fréquence d'un tel phénomène.

J.-Y. N.

## REPÈRES

### Archéologie Deux nouvelles pyramides en Egypte

Une équipe d'archéologues française vient de découvrir deux pyramides enfouies dans les sables désertiques de Saqqarah, à 27 kilomètres au sud-ouest du Caire, ce qui porte à quatre-vingt-cinq le nombre des pyramides égyptiennes. Des appareils électroniques ont permis d'identifier les pyramides, ce qu'il est subtile : le sommet et le revêtement superficiel ont disparu, la base est presque entièrement recouverte de sable. Les pyramides ont une hauteur de 12 mètres et une base de 26 mètres sur 20. Elles ont été construites sous le règne du pharaon Papi I, entre 2420 et 2280 avant Jésus-Christ. La découverte est jugée « extrêmement importante » par le département des antiquités égyptiennes, car on y estime grandes les chances de retrouver dans ces pyramides des documents qui feront mieux connaître l'histoire égyptienne. Il est aussi envisageable que d'autres pyramides soient enterrées dans les sables de Saqqarah. Une nouvelle campagne de recherche devrait intervenir l'hiver prochain.

### Environnement

#### Un nouveau comité d'évaluation des risques volcaniques

Le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, a réuni, le 20 avril à Paris, le nouveau Comité supérieur

d'évaluation des risques volcaniques (CESRV), qui sera chargé, en cas de danger d'éruption, de donner son avis sur les mesures à prendre pour la sauvegarde des populations. Ce comité, qui avait été créé en 1983, devait être réorganisé après la loi du 22 juillet 1987 sur les risques majeurs, dont la prévention revient désormais au ministre de l'environnement et la « gestion » au ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité civile.

Ce nouveau comité, composé de dix-huit membres — représentants des administrations concernées, plus cinq personnalités désignées par le ministre de l'environnement — est présidé par M. Haroun Tazieff. Il se réunira en « cellule de crise » chaque fois qu'un volcan donnera des signes de réveil, que ce soit en France métropolitaine (la chaîne des pyrénées d'Auvergne) ou dans les départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe et Réunion).

### Religions L'archevêque orthodoxe de Grande-Bretagne destitué

Mgr Methodios, chef spirituel de la communauté orthodoxe de Grande-Bretagne (deux cent cinquante mille fidèles), a été démis de ses fonctions, le mardi 19 avril, par le patriarche œcuménique de Constantinople, Dimitrios. Un communiqué qualifie son attitude d'« incohérente et indécente » et avertit qu'il sera « sanctionné » si l'archevêque ne se rétracte pas. L'acte d'un pape préparé avec la collaboration de Mgr Jakovos, leader de la communauté grecque des Etats-Unis.

## SCIENCES

### Une initiative française

### Mise en place d'une échelle d'évaluation de la gravité des accidents nucléaires

Le ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, M. Alain Madelin, a décidé récemment la mise en place d'une échelle d'évaluation de la gravité des incidents et des accidents nucléaires (le *Monde* du 14 janvier). Cette échelle, similaire dans son principe à la fameuse « échelle de Richter », qui mesure l'énergie libérée (magnitudinale) par les tremblements de terre, devrait « rendre le langage plus facile » entre les techniciens du nucléaire, les médias et l'opinion publique.

Il devrait être possible, grâce à cette échelle graduée de 1 à 6, d'estimer d'un seul coup d'œil la gravité d'une situation, en particulier en consultant sur minute le journal télévisé du ministère (36.14 code Magnan).

Fruit d'une réflexion de cinq mois, menée par un groupe de travail du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire, cette échelle prend en compte six niveaux de gravité, allant des incidents les moins importants aux accidents les plus graves.

● Niveau 1 : Anomalies de fonctionnement correspondant à un dépassement du domaine autorisé par les spécifications techniques et/ou utilisation justifiée de systèmes de sécurité. Exemple : le remplacement d'une petite tuyauterie du réacteur n° 4 de la centrale de Tricastin effectué en 1987 dans des conditions de sûreté légèrement dégradées.

● Niveau 2 : Incidents susceptibles de développements ultérieurs. Il s'agit d'incidents pouvant avoir des conséquences significatives pour la sûreté et/ou entraînant des réparations ou des travaux prolongés.

### Dans un rapport à la CEE

### Les consommateurs européens demandent un organisme indépendant pour le contrôle du risque radioactif

BRUXELLES  
de notre correspondant

La catastrophe de Tchernobyl n'a pas servi de leçon : la Commission européenne a fait en deux ans au niveau de l'information du public ce que celui de la prévention pour se prémunir contre d'éventuels accidents nucléaires. La responsabilité n'en incombe pas à la Commission de Bruxelles, qui a tenté de réagir mais s'est heurtée à la mauvaise volonté de plusieurs gouvernements membres et en particulier la France, le pays le plus nucléaire du monde. Tel est le constat fait par le Bureau européen des unions de consommateurs dans un rapport intitulé *Energie nucléaire : de la protection de la population à l'élimination des risques*.

Le BEUC y présente une série de propositions pour que le danger nucléaire soit désormais géré par une structure indépendante des Etats et de l'industrie au niveau européen. Selon l'organisation des consommateurs, rien ou presque n'a été entrepris depuis Tchernobyl pour que le public européen soit informé de façon objective et utile sur la gravité du danger et sur les précautions à prendre en cas d'accident nucléaire.

Le BEUC, qui fait référence à des travaux d'experts, estime qu'un tel accident est vraisemblable : « La probabilité de trois catastrophes d'ici à l'an 2000 est généralement estimée à 70 % ». Révélation de l'information, confusion, improvisation, ont caractérisé le plus souvent l'action des pouvoirs publics au lendemain de Tchernobyl, à l'Est comme à l'Ouest.

Le rapport est particulièrement sévère pour la France. « Une chaîne de silence et d'ignorance s'est établie sur le pays d'où s'échappent seulement quelques informations faussées rassurantes ou partiellement mensongères. Quelques mesures sporadiques n'interviendront qu'après le 16 mai. Même les nouveaux maxima fixés par la CEE n'y seront pas respectés ». Le BEUC dénonce « la mascarade des seules limites de contamination pour les aliments ».

Après l'établissement par la commission, dès mai 1986, des seules

Exemple : la fuite de sodium survenue en 1987 sur le barillet du surréacteur Superphénix qui a entraîné l'arrêt du réacteur et conduit au lancement de nouvelles études permettant d'utiliser le barillet dans des conditions de fonctionnement différentes.

● Niveau 3 : Incidents conduisant à des rejets de produit radioactif supérieurs ou égaux au dixième des limites annuelles autorisées ; fuites internes significatives de radioactivité ; état dégradé des barrières ou systèmes de sécurité ; agents de l'installation irradiés ou contaminés à une valeur supérieure à la limite de dose naturelle autorisée. Exemple : la tranche n° 5 de la centrale de Bugey qui, en 1984, perdit pendant quelque temps toutes ses alimentations électriques.

● Niveau 4 : Incidents sur l'installation donnant lieu à des rejets extérieurs de l'ordre de grandeur des limites autorisées, mais n'entraînant pas de conséquences sanitaires significatives pour les populations ; endommagement partiel du cœur de l'installation ; agents de l'installation irradiés ou contaminés et justiciables de soins médicaux spécialisés. Exemple : la fusion de deux éléments combustibles du cœur du réacteur graphite-gaz de Saint-Laurent A 2. Les travaux de réparation ont duré deux ans.

● Niveau 5 : accidents conduisant à graves dispositions de protection extérieure au site en cas de rejet ou de menace de rejet de produits radioactifs équivalant à une activité en Iode 131 de quelques milliers à quelques dizaines de milliers de curies. Exemple : l'incendie survenu en 1957 sur une pile de l'usine britannique de fabrication de plutonium de Windscale et surtout la fusion du cœur de la centrale américaine de Three Miles Island en 1979.

● Niveau 6 : accidents majeurs conduisant au rejet à l'extérieur d'une fraction significative des produits de fission du cœur d'un réacteur dont l'activité équivalente en Iode 131 serait de quelques centaines de milliers à quelques millions de curies. Exemple : l'explosion de la centrale de Tchernobyl en 1986.

### Eviter

#### les malentendus

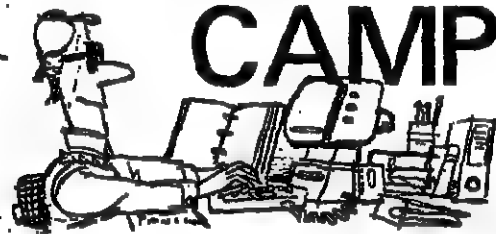
Cette échelle, dont le but est essentiellement d'éviter les malentendus et de clarifier, aux yeux de tous, la présentation des incidents et des accidents nucléaires, a été largement testée avant sa mise en service. « Pour cela, nous avons repris, explique M. François Cogné, directeur de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, les déclarations des exploitants de centrale qui avaient été, dans le passé, confrontées à des incidents et les avons passées au filtre de notre échelle ».

Avec de bons résultats, semble-t-il, qui ont montré qu'il n'y avait pas de difficulté majeure à classer les événements dès lors que les critères choisis portaient sur la radioactivité. C'est le cas notamment des accidents de niveau 4, 5 ou 6. En revanche, il paraît plus difficile de juger avec précision du danger potentiel d'un incident. Les bornes de chaque

catégorie ne sont pas, en effet, définies avec une grande précision. Aussi, les promoteurs de la nouvelle échelle ont-ils opté pour des références au système de défense en profondeur pour définir les niveaux 1, 2 et 3. Ce fut le cas notamment pour le réacteur Bugey-5 qui, en 1984, s'est retrouvé avec une seule ligne de défense ; à savoir un seul diesel de secours pour pallier son défaut d'alimentation électrique.

Toutefois, la mise en place de cette échelle, qui intéresse certains pays européens comme l'Espagne et la Suède, ne saurait se substituer aux critères déjà en vigueur pour la définition et l'analyse technique des incidents et accidents nucléaires dans le cadre, notamment, de la réglementation de la sûreté nucléaire. Mais cette nouvelle classification permettra au public de se faire rapidement une idée du danger réel de tout événement. Le Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire a d'ailleurs estimé que cette échelle de gravité, qui doit entrer en vigueur dans les tout prochains jours, devait être utilisée telle quelle jusqu'à la fin de 1989. A titre d'essai. A charge ensuite, pour ses promoteurs, de la modifier si nécessaire et de l'étendre aux installations nucléaires autres que les centrales.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.



### Une école d'informatique en alternance

Le ministère de l'éducation nationale, la société Nixdorf Computer SA et la Chambre de commerce et d'industrie interdépartementales des Yvelines et du Val-d'Oise ont conclu, le mardi 19 avril, un protocole d'accord pour créer une école supérieure pour les métiers de l'informatique. Cette formation en deux ans après le baccalauréat préparera, en alternance, sous le régime de l'apprentissage ou du contrat de qualification, un BTS (brevet de technicien supérieur) d'informatique de gestion. Elle sera suivie d'une année de spécialisation dont l'enseignement, placé sous l'autorité de la Chambre de commerce, n'est toutefois pas encore sanctionné par un diplôme homologué.

Des bacheliers « F » de l'académie de Versailles seront recrutés sur dossier et formés au siège de l'entreprise Nixdorf, qui va s'installer à Cergy-Saint-Christophe (Val-d'Oise). A partir de 1990, cent étudiants devraient être admis chaque année. A la rentrée 1988, seuls vingt-cinq élèves, titulaires du BTS, seront invités à s'inscrire en troisième année. Vingt-cinq bacheliers en septembre 1989, puis cinquante en janvier 1990, seront accueillis en première année.

Nixdorf pratique déjà ce système en Allemagne, où elle a embauché 98 % de ses « apprentis ». Elle envisage d'embaucher ou de placer chez ses partenaires les étudiants qu'elle aura formés et qui seront immédiatement opérationnels. M. Monory s'est félicité de renforcer ainsi un système de formation des jeunes par l'entreprise.

R. RI.

(Renseignements : Nixdorf Computer, Catherine de Chevron. Tél. : 47-47-12-70.)

### Affaires internationales

Le groupe ESC Reims et l'université Northampton de Boston organisent du 27 juin au 22 juillet une session d'été en affaires internationales. Cette session, entièrement en anglais, aura lieu à Reims et est ouverte aux cadres et dirigeants d'entreprises, aux diplômés des grandes écoles de management et aux diplômés universitaires.

(ESC Reims, 59, rue Pierre-Taittinger, BP 302, 51051 Reims Cedex. Tél. : 28-08-06-04.)

### Etudes de commerce

Le Centre d'information et de documentation jeunesse organise mercredi 27 avril une

séance d'information sur le thème : « Bacheliers : quelles études de commerce et de gestion ? »

(CIDJ, 101, rue Branly, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : 46-67-35-85.)

### Logiciel étudiant

Le Grand Prix du logiciel étudiant, le premier concours de logiciels pour micro-ordinateur ouvert aux étudiants des grandes écoles et universités, sera lancé le lundi 25 avril au Sicoob. Clôture des inscriptions, le 27 juin.

(Grand Prix du logiciel étudiant, MBA Institute, 38, rue des Blancs-Manteaux, 75004 Paris. Tél. : 42-78-85-45.)

### MASTÈRES SPECIALISÉS ESSEC

L'ESSID PROPOSE AUX DIPLOMÉS DES GRANDES ÉCOLES OU DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DEUX FORMATIONS DE 3<sup>e</sup> CYCLE A BUT PROFESSIONNEL EN :

- CONCEPTION ET GESTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE DÉCISION
- INGÉNIERIE DE LA CONNAISSANCE ET SYSTÈMES EXPERTS EN GESTION

RENSSEIGNEMENTS : A.M. SIMPLAT  
École Supérieure des Systèmes d'Information et de Décision  
ESSID GROUPE ESSEC, B.P. 105 - 95021 CERGY. Tél. : (1) 30-38-30-00  
Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

GROUPE  
**ESSEC**

سكول الاحول







## SOMMAIRE

■ Les principaux pays exportateurs de pétrole, membres et non membres de l'OPEP, cherchent à établir une coopération pour soutenir et stabiliser les cours (lire page 32).

■ A la suite d'achats en Bourse, Matra détient un peu plus de 15 % du capital de la SAT (lire page 34).

■ Dans le cadre de la restructuration des assurances européennes, le groupe Generali accentue sa pression sur la Compagnie du Midi (lire ci-dessous).

■ Peugeot affiche 6,7 milliards de francs de résultat net pour 1987 (lire ci-contre).

Après 6,7 milliards de francs de bénéfices en 1987

## Peugeot SA donne la priorité au désendettement

À bord du gouffre en 1982, Peugeot SA a annoncé, le 20 avril, le plus fort bénéfice enregistré par un groupe industriel français en 1987 : 6,7 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 18 milliards. Amorcé en 1985, le redressement du constructeur privé s'est donc confirmé de façon spectaculaire avec un doublement des profits de 1986 à 1987, auquel ont contribué parallèlement les deux sociétés automobiles, Peugeot et Citroën. Ce résultat s'est accompagné d'une autre évolution spectaculaire : la dette du groupe passe de 30,5 milliards de francs à fin 1986 à 19,2 milliards à fin 1987, soit une réduction d'un tiers.

M. Jacques Calvet, président du directoire de PSA, s'acharne ainsi à effacer le plus possible le poids des années noires qui pèsent encore sur le groupe, malgré ses belles performances commerciales et financières, et qui se traduisent par des frais financiers représentant encore 2,5 % du chiffre d'affaires en 1987. Un handicap de taille quand la plupart de ses concurrents - les allemands Mercedes, BMW, Volkswagen, le japonais Toyota - n'ont aucun endettement net, ou ont même des produits financiers qui atteignent 1,5 % de leur chiffre d'affaires.

De coup, en 1987, pour la première fois depuis longtemps, la courbe des dettes et celle des fonds propres se sont rejointes. Ces derniers ont doublé de 1986 à 1987 passant de 10,5 à 20 milliards, grâce à l'amélioration des résultats, à l'augmentation de capital réalisée l'an dernier et à une importante diminution des besoins en fonds de roulement qui ont reculé de 3 milliards en 1987 après déjà une réduction de 2 milliards l'année précédente. De toute évidence, l'état-major du groupe privé a voulu se préparer au mieux à une évolution défavorable de la conjoncture automobile. Si le premier trimestre 1988 s'est montré meilleur que les prévisions le laissent penser, Jacques Calvet estime en effet que le ralentissement « est différé plutôt que supprimé ».

Or une bonne part des performances réalisées l'an dernier par le groupe provient d'un marché très favorable sur lequel il a réussi à gagner des parts de marché. En Europe, il se classe désormais troisième derrière le groupe Volkswagen et le groupe Fiat, avec une pénétration de 12,1 % représentant une progression deux fois plus rapide que celle du marché. En France, sa part a atteint 33,4 %, soit une croissance de 15 % pour le groupe contre 10,2 % pour les ventes françaises totales.

CLAIRE BLANDIN.

## Bataille pour l'Europe des assurances

## Generali accentue son offensive sur la Compagnie du Midi

Le groupe Generali, numéro un de l'assurance en Italie, veut-il vraiment prendre le contrôle de la Compagnie du Midi et de sa filiale des Assurances du groupe de Paris (AGF), dont le chiffre d'affaires annuel, en primes émises, a été porté récemment à plus de 13 milliards de francs par le rachat de la Compagnie britannique d'assurance sur la vie Equity and Law ?

C'est possible, ou même vraisemblable, après les déclarations faites, mercredi 20 avril, au quotidien milanais *Il Sole 24 Ore* par le président de Generali, M. Enrico Randone. L'objectif de son groupe, expliquait-il, est d'obtenir le contrôle de la Compagnie du Midi, et il affirme être « décidé à aller jusqu'au bout » (le Monde daté du 21 avril 1988).

En attendant, les Generali, qui sont en relation avec le groupe d'assurances AGF depuis 1905, et ont même pendant un certain temps échangé des participations avec lui, ont entrepris en novembre 1987 de porter leur participation dans la Compagnie du Midi, la maison mère, de 1,5 % à près de 5 % pour s'opposer, disaient-ils, à l'offensive d'un « concurrent » (allemand ou japonais) en accord, probablement forcé, avec le président du Midi, M. Bernard Pagézy. En février 1988, cette participation était portée à près de 9 %, sans accord cette fois-ci de M. Pagézy, puis à 13,6 %, la semaine dernière, après l'annonce d'une émission d'obligations convertibles lancée par le Midi à l'étranger, pour grossir son capital de 20 %. Annonce qui, en réaction, accéléra les achats du groupe italien.

« Nous ne voulons pas que notre participation dans la Midi soit diluée », déclarait, lundi 18 avril, notre confrère du Figaro, M. André Rosa, président de la compagnie Concorde et mandataire pour la France du groupe Generali. A l'heure actuelle, ce dernier pourrait détenir de 18 % à 20 % dans le

capital du Midi en ajoutant à sa participation les titres qu'aurait acquis la banque Lazard Frères, actionnaire et grand allié de Generali avec 5 % de son capital, plus quelques achats effectués à Londres.

Face à cette offensive d'un ancien « ami », M. Pagézy a mis en place des contre-batteries destinées à grossir la capitalisation boursière du Midi pour rendre une OPA plus coûteuse. Par absorption des filiales et l'émission d'obligations convertibles déjà citée, et placée en des mains sûres par les soins d'une filiale de la Société de banque suisse, cette capitalisation va passer d'une vingtaine de milliards de francs à près de 34 milliards de francs, le conseil d'administration du Midi portant de 20 % à 40 % son « noyau dur » - auxquels il faut ajouter un peu moins de 15 % appartenant à la Caisse des dépôts, Paribas et l'UAP.

Première question : que vont faire maintenant les Generali ? Selon M. Randone, son groupe « a fait tout ce qui était possible pour conserver une attitude de disponibilité à l'égard de M. Pagézy, proposant de le soutenir en échange de son accord sur l'augmentation de notre participation, avec même un croisement possible. Mais ces initiatives ne vont pas dans le sens que nous pensons ». Pour le financement de leur offensive, les Generali n'auront pas de problème, affirme M. Randone. « Même s'ils ne sont pas sous liquidés, les actifs ne nous manquent pas ! » Le groupe va même, en mai, décider une augmentation de capital.

Effectivement, même si le groupe italien vient après l'UAP, numéro un français pour le montant des primes annuelles encaissées (environ 48 milliards de francs contre 38 milliards à Generali), il le dépasse singulièrement pour les actifs gérés (200 milliards de francs contre 125 milliards de francs) et pour la capitalisation boursière (85 milliards de francs), la plus grosse du monde et quatre fois celle de l'UAP.

« Les Generali, entend-on chez les spécialistes, c'est une énorme puissance financière, un très gros propriétaire foncier (la moitié de l'Italie, plaisante-t-on). Ils ont tout le fric qu'ils veulent et personne en Europe ne voudrait les ennuier, pas même le géant allemand Allianz ». Une OPA alors ? « Nous avons les moyens de mettre beaucoup d'argent sur la table, mais nous ne sommes pas des tueurs », a concédé M. Randone. Il a même fait machine arrière, revenant, jeudi 20 avril, sur ses déclarations fracassantes du 20 avril. Selon un communiqué en provenance de Trieste, siège du groupe, « Generali confirme qu'elle souhaite demeurer un important porteur de la Compagnie du Midi et parvenir à un accord de coopération. Nous ne poursuivons aucun autre objectif, certainement pas celui de prendre le contrôle de la Compagnie du Midi ».

Deuxième question : si le groupe italien accentue son offensive, comment réagiraient les pouvoirs publics, les compagnies d'assurances françaises et l'ensemble de la communauté financière ? En principe, le gouvernement ne peut s'y opposer puisque l'attaquant appartient à un pays de la CEE.

## La solitude de M. Pagézy

Dans l'assurance française, les filiales du Midi, avec 13 milliards de francs de primes annuelles, ne représentent que 4 % environ du total, ce qui, en principe, ne justifierait pas une mobilisation générale contre l'intrus. Mais un raid des Generali leur permettrait tout de même de doubler, et même plus, leur chiffre d'affaires en France (qui passerait de 7 milliards de francs à plus de 16 milliards) et d'y gonfler leur tête de pont, phénomène de nature à ne pas laisser insensibles les Français à l'horizon de 1992.

Certains audacieux hazardent même que M. Claude Bédar, PDG du groupe AXA et adver-

saire acharné de M. Pagézy dans la bataille pour la compagnie La Providence, qu'il gagna, n'exclurait pas totalement de voler à son secours, avec de solides contre parties évidemment.

D'autres songent à une alliance avec le groupe Victoire (Abeille-Paix), fusionné quelques temps avec les AGF en 1971 et séparé d'elles après une furieuse bataille menée et gagnée par M. Pagézy. D'autres, enfin, songent aux compagnies d'assurances nationalisées, mais ces dernières ne peuvent agir seules et seraient, en outre, accusées de nationalisation rampante, sans compter les contentieux intérieurs. Ainsi, aux Assurances générales de France (AGF), on se rappelle les appétits que, après mars 1986, nourrissait à leur égard M. Pagézy. Au surplus, ce dernier, protestant austère et passionné, que l'argent n'intéresse pas vraiment, a toujours joué cavalier seul dans l'établissement, où il s'est fait bien des ennemis par son comportement souvent abrupt. « Il est seul », soupirent ses amis.

Dans la majorité et dans l'opposition, toutefois, on pense que l'UAP, avec ses puissants moyens, serait qualifiée pour stopper les Italiens, mais l'assureur français affirme ne pas être dans la course, malgré les rumeurs. En fait, comme l'a dit M. Michel Rocard, la communauté française, dans l'industrie et les services, n'a pas vraiment la « tripe nationaliste », comme l'ont les Allemands par exemple. Allez donc lancer une OPA outre-Rhin : le « cercle de famille », à commencer par les banques, se resserrera autour de l'attaqué pour expulser l'intrus (« le Monde des affaires » du 16 août).

En Europe du Nord, comme en Suisse, le libéralisme est à usage interne, pas externe. A cet égard, la France serait-elle trop libérale ?

FRANÇOIS RENARD.

En 1987

## Le groupe Air France a réalisé 1,22 milliard de francs de bénéfices

Le groupe Air France, qui réunit les lignes Météor, le voyageur Sotair, la compagnie de charter Air Inter, le restaurateur aérien Serravallo, est, bien sûr, la compagnie nationale, a réalisé, en 1987, un bénéfice net consolidé de 1,22 milliard de francs, contre 561 millions au cours de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 32,8 milliards de francs (+ 6,5 %).

Cette progression de 117 % s'explique pour 257 millions par des modifications de la présentation comptable de ces résultats.

Le conseil d'administration d'Air France proposera à l'assemblée générale ordinaire du 30 juin prochain la distribution d'un dividende global (dividende et avoir fiscal) de 2,72 F par action, contre 2,25 F au titre de 1986. L'Etat détient 99,38 % du capital de la compagnie, l'ouverture au public d'une augmentation de capital de 13 % ayant été repoussée après l'élection présidentielle.

## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

45-55-91-82, poste 4330

# En 200 ans les armes de la révolution ont bien changé.



Architectes, artistes, décorateurs, à vos armes !

Pour commémorer le bicentenaire de la Révolution Française, la RATP organise le Concours Bastille 1989 pour la rénovation de la station Bastille. Venez retirer votre dossier de candidature à la RATP les 25, 26, 27 et 28 avril 1988, 159 bd de la Villette - Service NA - Bureau 503 - 75010 Paris de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h. Les projets devront être déposés à la même adresse les 6, 7 et 8 juin 1988. Des primes seront attribuées aux projets les plus révolutionnaires. Alors, révolutionnaires de tous traits, c'est maintenant à votre tour de prendre la Bastille. La révolution veut bien une station.

RATP

سكنى الأحياء



سكرا من الاحول

## Économie

Vingt délégations se réuniront à Vienne à partir du 26 avril

### Tous les pays exportateurs de pétrole cherchent à stabiliser les cours

A partir du mardi 26 avril se retrouveront à Vienne au moins vingt pays producteurs de pétrole. Ensemble, pour peu que l'URSS, comme c'est probable, se joigne finalement au débat, ils représenteront plus de 90 % des exportations mondiales de brut. Un événement, qualifié, à juste titre, d'« historique » : c'est la première fois depuis la constitution dans les années 60, de la célèbre Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) que le cercle s'élargit.

Aux treize pays membres de l'organisation (1) s'ajouteront sept pays déjà convaincus qu'une coopération organisée et durable de l'ensemble des exportateurs est indispensable pour soutenir et stabiliser les cours de la matière première la plus échangée du globe : le Mexique, l'Égypte, la Malaisie, la Chine, l'Angola, le sultanat d'Oman, ainsi que la Norvège (à titre d'observateur).

Tous, assure-t-on de sources mexicaines, ont non seulement accepté de venir à Vienne pour rencontrer les principaux responsables de l'OPEP, mais ils se sont aussi mis d'accord pour annoncer conjointement une baisse « individuelle » de leurs exportations (d'environ 5 %), afin d'inciter l'OPEP à faire de même. Le petit sultanat de Brunei, sans envoyer de représentant, devrait annoncer des mesures en ce sens. L'URSS, enfin, qui a participé à la réunion préparatoire à Lon-

dres, début mars, pourrait se joindre au groupe de ceux qu'on nomme déjà les « NOPEP » - pays non membres de l'OPEP. Les pays consommateurs auraient tort de s'affoler trop vite. Certes le groupe ainsi élargi dispose d'une force énorme puisque les seuls pays producteurs de pétrole absents de Vienne la semaine prochaine sont, mis à part la Grande-Bretagne, soit des exportateurs relativement marginaux (Cameroun, Yémen du Nord, etc.), soit des grands consommateurs (États-Unis, Inde, Brésil, etc.) qui ne représentent au total que 7 % à 10 % du commerce international de brut. OPEP et NOPEP rassemblés peuvent donc, s'ils le souhaitent, couper la quasi-totalité des approvisionnements mondiaux.

On en est très loin. Les surcapacités qui pèsent depuis 1982 sur le marché pétrolier sont telles qu'il s'agit avant tout pour ces pays fortement dépendants des recettes de l'or noir, d'éviter la catastrophe, c'est-à-dire un effondrement des prix comparable à celui de 1986, et non pas de mettre les consommateurs à genoux. Le vœu de la réunion est d'ailleurs qu'on voit comment ils pourraient y parvenir.

Depuis le retournement du marché au début des années 80, l'OPEP elle-même a éprouvé mille difficultés à maintenir une relative cohésion interne et n'a

réussi à soutenir tant bien que mal les cours qu'au prix de pertes de marché importantes. Un groupe élargi serait d'autant plus difficile à gérer que les sacrifices à consentir pour soutenir un prix arbitrairement élevé seraient énormes.

Il n'est pas question pour le moment de créer une OPEP à vingt. Seulement d'organiser une coopération active entre des pays jusqu'ici concurrents. « Nous ferons très attention à préserver la souveraineté de chaque état », assure un responsable mexicain, qui participe aux discussions menées au sein des NOPEP depuis un mois. Les baisses de production annoncées seront individuelles, même si elles ont au bout du compte à peu près la même ampleur.

Dans une conjoncture aussi délicate, où le marché international du brut, hypersensible, reste fondamentalement tiraillé à la baisse par la surproduction mondiale, et n'est soutenu que par l'espoir d'un redressement des cours d'ici l'été, ou épisodiquement par les événements militaires dans le Golfe, l'appui apporté à l'OPEP par ses anciens concurrents constitue une aide essentielle et une victoire de taille. Voilà cinq ans en effet que l'organisation, derrière l'Arabie saoudite, affirme qu'elle ne peut plus, seule, garantir la stabilité des prix du brut, et continuer à se faire marginaliser en réduisant sans cesse sa production tandis que les producteurs exté-

rieurs clarifient sans cesse la leur (voir graphique). Assuré de l'appui, ou au moins de la non-concurrence des autres pays exportateurs, l'OPEP a beaucoup plus de chances de parvenir à maîtriser le marché et à empêcher un nouvel effondrement des cours.

Importante sur le plan économique, la réunion de Vienne n'est pas non plus négligeable sur le plan politique. Si l'URSS, comme c'est probable, se joint aux NOPEP, même à titre d'observateur, elle marquera un point supplémentaire dans sa tentative de rapprochement avec les pays du Golfe. Pour Moscou, l'occasion est belle de renforcer ses liens avec les pays du Golfe, tous régimes confondus - Arabie saoudite et Irak, mais aussi Iran - et de montrer sa bonne volonté à nombre de pays en développement comme l'Égypte, le Mexique, l'Indonésie, la Nigérie, etc.

Ce n'est pas un hasard si les seules critiques indirectes émises à l'égard de cette réunion ont émané jusqu'ici d'Israël et des États-Unis.

VERONIQUE MAURIS

(1) Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Venezuela, Égypte, Algérie, Libye, Nigérie, Gabon, Indonésie.

### EGYPTE : un objectif politique autant qu'économique

LE CAIRE  
de notre correspondant

L'Égypte est disposée, avec plusieurs autres exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP, à réduire ses exportations « si cela permet de stabiliser le marché ». C'est ce que nous a déclaré un haut responsable du secteur pétrolier égyptien pour résumer la politique pétrolière de son pays avant la réunion de l'OPEP prévue à Vienne le 26 avril. Une réunion à laquelle participera le ministre du pétrole, M. Abdelhadi Qandil, en tant qu'observateur. « Notre objectif est de stabiliser le marché du pétrole », a-t-il déclaré. « Nous ne sommes pas prêts à accepter des prix dérisoires », a-t-il ajouté. « Nous sommes responsables de ce que nous faisons. Nous ne sommes pas prêts à accepter des prix dérisoires. »

La réunion de neuf pays exportateurs non membres de l'OPEP, le mois dernier à Londres, à l'initiative

de l'Égypte et du Mexique, fait partie des « moyens » auxquels le Caire a recouru pour stabiliser le marché. Cette réunion vise à « harmoniser nos positions afin de faire front commun contre les causes de l'effondrement des prix », a-t-il déclaré. « Nous sommes responsables de ce que nous faisons. Nous ne sommes pas prêts à accepter des prix dérisoires. »

La politique égyptienne de soutien à l'OPEP a des raisons économiques, mais aussi politiques. L'effondrement des prix du brut a en effet fortement affecté l'économie égyptienne. Les exportations de pétrole rapportaient en effet à l'Égypte 2,6 milliards de dollars en 1985. Le surplus n'était plus que de 697 millions de dollars en 1986. Bien que la situation se soit améliorée en 1987, il demeure que le pétrole, qui était la principale source de devises étrangères du Caire, se retrouve aujourd'hui en quatrième position. Les versements effectués par les travailleurs égyptiens dans le Golfe (avec 2,5 milliards de dollars), le tourisme (avec 2 milliards) et le canal de Suez (avec 1,1 milliard) ont nettement réduit le pétrole en 1987.

Le retour des expatriés

Une stabilisation du marché, donc un renforcement des prix, permettrait d'alléger le fardeau de l'économie égyptienne. L'indemnité collective - l'augmentation des versements des travailleurs égyptiens dans le Golfe. Ces expatriés, estimés à deux ou trois millions, rapatrieraient en 1988 quelque 4 milliards de dollars. Aujourd'hui, ce chiffre a presque été réduit de moitié du fait de la baisse des revenus. « Nous sommes responsables de ce que nous faisons. Nous ne sommes pas prêts à accepter des prix dérisoires. »

Par ailleurs, un renforcement des prix du pétrole aura une autre conséquence économique, indirecte celle-ci : l'augmentation des versements des travailleurs égyptiens dans le Golfe. Ces expatriés, estimés à deux ou trois millions, rapatrieraient en 1988 quelque 4 milliards de dollars. Aujourd'hui, ce chiffre a presque été réduit de moitié du fait de la baisse des revenus. « Nous sommes responsables de ce que nous faisons. Nous ne sommes pas prêts à accepter des prix dérisoires. »

L'aspect politique est intimement lié à cette question. Une recrudescence des prix du pétrole entraînerait le retour en masse des expatriés égyptiens, faute de travail dans le Golfe. Une source de désstabilisation dans un pays déjà affecté par un chômage atteignant presque 15 % de la main-d'œuvre.

Reste enfin que l'Égypte, en soutenant les pays du Golfe membres de l'OPEP, qui ont récemment rétabli avec elle des relations diplomatiques, peut s'attendre à leur reconnaissance sous forme d'un soutien économique, comme par exemple la réintégration du Koweït, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis au sein de l'Organisation arabe pour l'industrie militaire (OAIM).

ALEXANDRE BUCCIANTI

« Leçons de choses »

LE MONDE FASCINANT  
DES AÉROPORTS

Texte d'Edmond JOUVE  
Illustrations de Pierre WACHS

24,5 x 29 cm - cart. - 34 p. - 55 F

Berger-Levrault  
5, rue Auguste Comte - 75006 PARIS

### MEXIQUE : le poids de la dette

Sans avoir jamais été directement associé à l'OPEP, le Mexique, qui vient de célébrer le cinquantième anniversaire de la nationalisation de son industrie pétrolière, n'en a pas moins une relation longue et tumultueuse avec l'or noir. Actuellement, il se situe au sixième rang mondial des producteurs avec 2,4 millions de barils par jour et au quatrième parmi les exportateurs avec 1,3 million de barils par jour vendus à l'étranger, dont la moitié aux États-Unis.

Très jaloux de son indépendance et aussi soucieux de se préserver de toute pression sur sa politique, il a préféré garder officiellement sa liberté de manoeuvre, sans pour autant dédaigner d'aligner ses prix sur ceux de l'organisation des pays producteurs. Les remous du marché et la crise générale aidant, Mexico se rend compte qu'il a tout intérêt à apporter sa contribution à une stabilisation d'ensemble dans la mesure où une baisse d'un dollar par baril a des conséquences graves pour son budget, représentant une perte de l'ordre de 500 millions de dollars environ. Le chiffre est considérable quand on a une dette de plus de 100 milliards de dollars et que les échéances se rapprochent.

« Oreiller de paresse »

Après la nationalisation du pétrole en 1938, il a fallu attendre la nouvelle route vers l'or noir, à la fin du mandat du président Luis Echeverría en 1976, pour que les hydrocarbures s'imposent à l'avant-scène de l'économie mexicaine. La découverte d'importants gisements dans le sud du pays a non seulement bouleversé les schémas agricoles traditionnels de cette région, mais aussi profondément modifié l'ensemble de l'économie.

En quelques années, le pétrole et le gaz ont laissé loin derrière eux les exportations coutumières, se taillant la part du lion dans les sources de revenus en devises du pays. En même temps, les autorités ont vu grand et poussé à la roue pour la construction de gigantesques complexes pétrochimiques, sans guère se préoccuper des débouchés et encore moins de la protection de la nature. Dans l'euphorie de la manne pétrolière, les scandales ont fleuri

comme jamais auparavant, et la corruption a atteint des sommets sans précédent, tant et si bien que M. Díaz Serrano, directeur de la compagnie d'État PEMEX de 1976 à 1981, s'est retrouvé un beau jour en prison, où il est encore détenu avec des écarts particuliers - en attendant toujours l'instruction de son dossier.

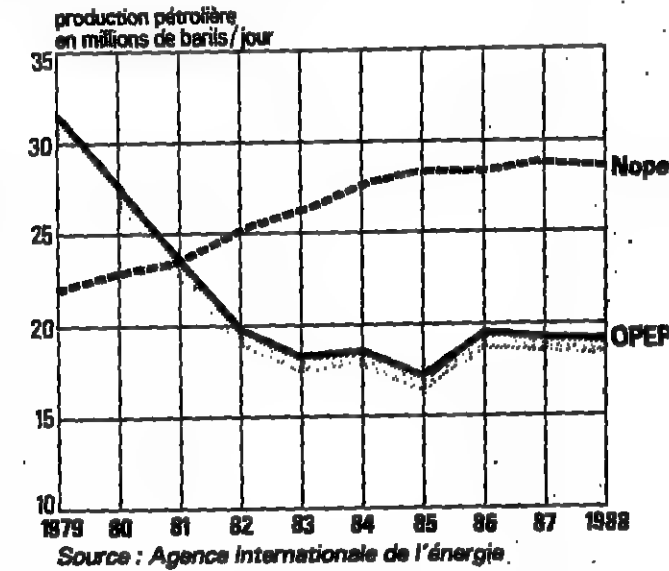
Frappé de plein fouet par la crise pétrolière depuis 1982, le Mexique n'a pas fini de payer la facture de ses excès. Le pétrole, devenu en quelque sorte un « oreiller de paresse », avait poussé les autorités à dépenser sans compter jusqu'à mener le pays au bord du gouffre. Le Mexique doit désormais se plus miser entièrement sur les hydrocarbures, dont la part dans les exportations est passée de près de 70 % au milieu des années 80 à 40 % à peine l'année dernière. Aujourd'hui, alors que la campagne électorale bat son plein en vue de l'élection présidentielle de juillet, le pétrole est encore au centre du débat.

Selon les dernières informations officielles, la production de brut l'an dernier aura été en moyenne de 2,541 millions de barils par jour, en baisse de 4,6 % par rapport à l'année précédente. La production de gaz naturel s'est elle aussi accrue, mais dans une moindre proportion (2 %) pour atteindre 3 498 millions de pieds cubes par jour.

D'après les prévisions officielles, en 1994 la production devrait s'élever à 2,8 millions de barils par jour, à moins que de nouvelles restrictions budgétaires ne viennent compromettre les efforts d'exploration et de mise en valeur de nouveaux gisements.

Le 18 mars, la célébration du cinquantième de la nationalisation a été l'occasion pour le président, M. Miguel de la Madrid, de réaffirmer du haut du balcon du palais national, sur la Grand-Place de la capitale, la détermination du gouvernement de sauvegarder « avec un nationalisme inextinguible » la souveraineté du Mexique sur ses ressources naturelles. Ce que les faits ne confirment pas complètement, puisque le ministère responsable est en train d'explorer l'éventuelle privatisation d'une partie des sociétés filiales de la PEMEX, faute de moyens publics pour assurer leur rentabilité.

JEAN-CLAUDE BUHRER



\* La production des pays non membres de l'OPEP, les « NOPEP », n'inclut que les exportations nettes des pays de l'Est (URSS, Chine) vers les marchés occidentaux et non leur production totale.

### NORVÈGE : rentabiliser les investissements en mer du Nord

STOCKHOLM  
de notre correspondant  
en Scandinavie

Faut-il que la situation soit critique pour que la Norvège se résolve à répondre à l'invitation de la conférence élargie de l'OPEP. Le pays, qui exporte 90 % de sa production pétrolière et qui a produit en 1987 18 millions de tonnes équivalentes pétrole (dont 47 millions en pétrole) a réduit depuis un an sa production de 7,6 % par rapport à son objectif de départ, pour « faire un geste » à l'égard de l'OPEP.

Ce geste sera maintenu par le producteur nordique si l'Organisation réussit à redresser les prix du brut et les stabilise à un niveau acceptable pour les non-membres et marginaux, comme la Norvège. Faute d'accord, celle-ci ne sera pas tenue de poursuivre ses efforts de « solidarité » et « ce sera alors la lutte ouverte entre les producteurs », constate un pro-

che collaborateur de M. Tore Tønne, le grand patron de la direction du marché au ministère du pétrole et de l'énergie à Oslo. Ce même M. Tønne devrait être l'observateur norvégien à Vienne, le premier jamais délégué par son pays à une réunion, même « élargie », de l'OPEP.

Alors qu'en 1985/1986 les activités pétrolières représentaient 20 % du produit national brut, en 1987 elles sont tombées à 10 % (55 milliards de couronnes norvégiennes, pour 27 % du volume total des exportations).

Pour engager un redressement économique, le gouvernement norvégien - qui reste le plus gros investisseur en mer du Nord, avec, entre autres, la société d'État Statoil - a établi une stratégie à moyen et long terme qui prévoit l'ouverture, en 1990-1993, de nouveaux champs d'exploitation au large des côtes de la « mi-Norvège ». Ce développement entraînera, bien sûr, une aug-

mentation de la production, qui devrait atteindre 90 millions de tonnes équivalentes pétrole en 1990. Cette augmentation, sans incidence majeure sur la production mondiale, mais vitale pour l'économie norvégienne, implique une rentabilisation des investissements énormes engagés par l'État et les compagnies. Il s'agit donc pour Oslo de mettre au point et d'appliquer une « stratégie de gestion des risques ». Tout dépend de l'offre et de la demande et d'abord, bien entendu, des prix du brut.

En préparant son budget pour 1988, le gouvernement norvégien avait calculé les revenus pétroliers à partir de 18,60 dollars le baril. A ce prix, les coûts d'investissement fixes de l'État (16,9 milliards de couronnes) permettaient néanmoins d'obtenir un bénéfice net de 5 milliards de couronnes. Or, en janvier 1988, la Norvège vendait son brut à 17 dollars le baril, en février à 16,50 dollars en moyenne, pour tomber à 14 dollars au début du mois de mars. Devant cette inquiétante tendance, et devant aussi les problèmes de l'OPEP pour stabiliser le cours du brut, les analystes norvégiens ont refait les comptes en prenant 14 dollars le baril comme prix de base pour 1988. Le tableau s'assombrit à tel point que, pour la première fois dans l'histoire de la Norvège pétrolière, les dépenses du gouvernement seraient plus importantes que ses revenus, le solde étant négatif de 1,2 milliard de couronnes.

Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant que la Norvège juge opportun d'assister, même en qualité d'observateur, à la conférence de l'OPEP. Selon un spécialiste norvégien, le fait qu'elle soit présente à Vienne ne doit pas être vu « comme un pas en direction d'une coopération à caractère plus formel avec l'OPEP. La Norvège ne coopère que pour servir ses propres intérêts et cette coopération peut être stoppée à n'importe quel moment. La Norvège reste indépendante ».

En faisant ce voyage « historique » à Vienne, l'observateur norvégien indique que son gouvernement honore sa promesse de soutenir les efforts de l'Organisation des pays producteurs dont la Norvège ne veut pas faire partie. Oslo, pendant ce temps, espère que les membres de l'OPEP parviendront à s'entendre sur une réduction de leur production suffisante pour éviter un effondrement des prix du brut dans le courant de l'année. Les plus optimistes insistent de leur côté sur l'impossibilité de l'OPEP, qui, à maintes reprises, a pour le mieux déjoué les prévisions pessimistes.

FRANÇOISE MÉTO

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil de surveillance, dans sa séance du 14 avril 1988, a pris connaissance des comptes consolidés de l'exercice 1987. Le bénéfice ressort à 414 millions de francs, dont 39 millions de francs d'intérêts minoritaires. Ce résultat net s'entend après 350 millions de francs de provisions complémentaires ou de pertes passées dans l'exercice sur 6 importants chantiers de la région parisienne. En 1986, le bénéfice net consolidé était de 425 millions de francs et la part du groupe, hors intérêts minoritaires, de 427 millions de francs.

Les principaux chiffres du groupe peuvent se résumer ainsi :

	1987 en millions de francs	1986 en millions de francs
Chiffre d'affaires HT	16 174	8 786
Bénéfice net consolidé	414	425
- Part du groupe	355	427
- Part des minoritaires	59	(12)
Résultat net de DUMEZ SA	208	205
Distribution totale	34	78
Nombre d'actions bénéficiaires	6 008 904	3 000 000
Dividende net par action au titre de l'exercice	14 F	26 F

L'assemblée générale ordinaire annuelle sera convoquée pour le 29 juin 1988. Une assemblée générale extraordinaire sera également convoquée pour proposer certaines habilitations et la mise en harmonie des statuts avec les dispositions législatives en vigueur.



RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1987

Le Conseil d'administration de Vallourec, réuni le 19 avril 1988, a arrêté les comptes de l'exercice 1987. Le résultat consolidé du groupe Vallourec pour cet exercice est une perte de 452 millions de francs après dotation de 275 millions de francs aux amortissements et provisions et de 18 millions de francs à la provision pour impôts sur les bénéfices. Le résultat de l'exercice 1987 comprend 189 millions de francs de charges exceptionnelles liées aux différents plans de restructuration mis en œuvre dans le groupe. En 1986, le résultat consolidé était une perte de 402 millions de francs après dotation de 248 millions de francs aux amortissements et provisions et comprenait 136 millions de francs de charges de restructuration.

Les résultats de l'exercice 1987 de la société Vallourec sont une perte de 397 millions de francs après des amortissements limités à 2 millions du fait de son caractère de holding. Ce résultat comporte 36 millions de reprises obligatoires de provisions pour risques sur crédits à moyen terme et pour hausse de prix. Il inclut par ailleurs un solde de 536 millions de dépréciations de titres et créances sur le groupe, provenant du secteur « tubes ». Les résultats 1986 de Vallourec avaient enregistré les conséquences positives des mesures de restructuration du groupe adoptées en 1986 et n'avaient pas, de ce fait, de signification économique.

Il ne sera pas proposé de distribution de dividende à l'Assemblée générale ordinaire de Vallourec convoquée pour le 14 juin 1988. Celle-ci aura à ratifier la nomination de MM. Jean-Claude Cabre et Robert Hudry en remplacement de MM. Gilles Cosson et Gustave Rambaud, démissionnaires ainsi que le renouvellement du mandat d'administrateur de M. Francis Mar.

Par ailleurs, l'Assemblée générale ordinaire aura à renouveler les mandats des commissaires aux comptes de la société Finaudit Fiduciaire et de M. Jean-Pierre Vincent en tant que titulaires et de MM. Claude Herly et Georges Barthes de Ruyther en tant que suppléants.

L'amélioration de l'activité amorcée à la fin de l'année 1987 s'est confirmée : le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 1988 est supérieur de 26 % à celui de la période correspondante de 1987. Les opérations de restructuration décidées en 1987 et qui ont pesé sur les résultats de cet exercice sont maintenant achevées ; l'effet de ces mesures, la renouée progressive des prix et une activité plus soutenue entraîneront un net redressement des résultats qu'un éventuel retournement de conjoncture ne pourrait que faiblement remettre en cause en 1988, compte tenu du carnet de commandes.



# Économie

## SOCIAL

### Conflit social chez Michelin

## Les syndicats mettent en cause la politique salariale de l'entreprise

Alors que la direction adopte une solution d'attente en refusant l'ouverture de négociations imposée par les syndicats, la réorganisation s'applique au sein des cinq unités charbonnières de la Manufacture française des pneumatiques Michelin.

CLERMONT-FERRAND  
de notre correspondant

A l'origine de ce mouvement : des salaires jugés trop faibles, une augmentation de 20 centimes de l'heure à compter du 1<sup>er</sup> avril, que beaucoup considèrent comme une forme d'aumône relevant de la provocation, et un système de rémunération dont certains éléments, ne tenant compte que des « performances individuelles », sont à la discrétion de la maîtrise. Mardi 19 et mercredi 20 avril, des arrêts de travail ont été suivis par 60 %

du personnel horaire (soit 5 000 salariés), selon la CGT, la CFDT et FO qui avaient décidé de reconduire leur action le jeudi 21 avril.

Bien que la direction conteste ces chiffres et ramène le taux des grévistes à 20 %, il n'en demeure pas moins que le conflit prend une ampleur peu habituelle. Le dernier est daté avait eu lieu en hiver 1977, les salariés refusant, à cette époque, un système de travail en continu surtout parce qu'il leur avait été imposé sans concertation préalable.

Il est à noter aussi que le ton monte au sein du personnel de fabrication. Mercredi, dans le courant de la matinée, devant l'usine où une partie des grévistes des quatre autres unités s'étaient réunis, une délégation de l'inter-syndicale n'a pas ménagé un membre de la direction, qui, visiblement, ne détenait aucun mandat pour négocier.

A l'extérieur, des grévistes captivaient aux journalistes qu'une partie

de leur salaire ne dépendait, en fait, que du bon vouloir de la maîtrise.

« Chaque salarié horaire, commentait l'un d'eux, comprend une partie fixe et une partie mobile. Cette dernière est fluctuante et liée à la production. »

« A cela, précisait un autre, s'ajoute cette fameuse augmentation individuelle qui, théoriquement, prend en considération la qualité, la compétence, la performance, mais, en fait, donne tout pouvoir à la maîtrise. »

« Il faut que l'on vous parle aussi des « points », explique un dernier gréviste. La direction répartit chaque année une masse d'argent entre les salariés. « Il appartient ensuite à la maîtrise de distribuer des « points » entre nous. On n'a pas de dessin à vous faire ; ça se fait souvent à la tête du client. »

Si, au chapitre des revendications, l'accord n'est pas total (la CGT demandant une revalorisation de 1 500 F pour tous, et la CFDT l'octroi immédiat d'une augmentation de 3 F de l'heure), l'unanimité est faite sur un point, l'ouverture immédiate de véritables négociations sur les salaires, dans une entreprise où il n'y en a jamais eu depuis vingt ans.

Ce que, naturellement, conteste la direction. « Chaque année, déclare l'un de ses porte-parole, la législation en la matière est respectée. Chaque année, il y a discussion sur les salaires [...], mais, ajoute-t-il, il y a bien longtemps qu'en la matière un accord est intervenu entre la direction et les syndicats. »

Ce même représentant souligne le fait que, de 1981 à 1986, la manufacture française a enregistré une perte de 3,4 milliards de francs dont il résulte une fragilité certaine malgré un très net redressement en 1987 (lequel doit être annoncé prochainement). Il rap-

pelle enfin que la politique de blocage des rémunérations n'a jamais été adoptée.

Ainsi, déclare-t-il en 1987, les salaires ont augmenté de 3,7 % et, au 1<sup>er</sup> avril 1988, ils auront déjà bénéficié de 2,1 %.

Mais le porte-parole de la direction reconnaît, lorsque la question est posée, que l'ensemble du personnel ouvrier ne bénéficie pas de ces augmentations dans leur intégralité, du fait de la personnalisation des salaires.

JEAN-PIERRE ROUGER

● Rensselt-Cléon : la CGT est déboutée. — La longue querelle juridique qui opposait la direction de l'usine Rensselt de Cléon (Seine-Maritime) au comité d'établissement, à majorité CGT, s'est achevée le 20 avril. La cour d'appel de Rouen a confirmé l'ordonnance du juge des référés, qui avait, le 25 février dernier, débouté le comité d'établissement de sa demande de complément d'information pour retarder la procédure de licenciement de cent trente-cinq salariés. Le 14 avril, la direction avait accepté de suspendre l'application de son plan, en l'attente du jugement de la cour d'appel. Dans un communiqué, le 20 avril, elle a pris acte de la décision judiciaire et indiqué qu'elle « continuera à tout mettre en œuvre pour que le plan social [...] permette à chaque personne concernée par le licenciement de trouver une solution à son problème ». De son côté, la CGT a annoncé pour le 22 avril une journée « une minute », après les graves tourmentes menées ces dernières semaines.

## REPÈRES

### Inflation

Hausse des prix de 0,5 % en mars aux Etats-Unis

De 0,5 % en mars — après 0,2 % en février et 0,3 % en janvier —, la hausse des prix à la consommation est venue confirmer de nouvelles pressions inflationnistes aux Etats-Unis. La progression de mars est la plus forte depuis janvier 1987 et porte à 4,2 % en rythme annuel l'inflation au premier trimestre. Cette accélération des prix en mars est attribuée à l'augmentation des prix de l'essence (0,4 %) pour la première fois depuis août dernier. Les prix des produits alimentaires étaient également en nette hausse (0,3 %) et ceux des vêtements, souvent importés, ont progressé de 2 %.

### Matières premières importées

Hausse des prix des métaux non ferreux

Les prix des matières premières importées par la France ont augmenté de 0,5 % par rapport à février, et de 17,2 % par rapport à mars 1987. Les prix des matières premières alimentaires exprimés en francs ont baissé de 2 % en un mois, mais ont augmenté de 8,3 % par rapport à mars 1987. Les prix des matières industrielles ont augmenté de 1,4 % en un mois, et de 2,1 % en un an. Ce bond est dû surtout aux métaux non ferreux (aluminium, nickel...), qui ont augmenté de 36,4 % par rapport à mars 1987.

### Budget britannique

Premier excédent depuis dix-huit ans

Pour la première fois depuis 1969-1970, la Grande-Bretagne a enregistré un excédent budgétaire, pour l'ensemble du secteur public (gouvernement central, autorités locales et entreprises nationalisées), durant l'exercice 1987-1988, terminé le 1<sup>er</sup> avril. Le Trésor annonce un excédent de 3,575 milliards de livres (38,2 milliards de francs), à comparer avec le déficit de 3,3 milliards de 1986-1987. Cet excédent, nettement supérieur aux prévisions officielles, recouvre la poussée des recettes fiscales due au dynamisme de l'activité économique ainsi que les rendements engrangés au titre des privatisations, 5,1 milliards de livres (54,6 milliards de francs) sur l'ensemble de l'année.

### Commerce

+ 6,3 % en un an pour la France

Le volume des ventes du grand commerce en France est resté à un niveau élevé en mars après le record observé en février, indique le centre d'observation économique de la chambre de commerce de Paris.

Sur l'ensemble du premier trimestre 1988, l'évolution du chiffre d'affaires du grand commerce s'est établie à + 9,7 %, soit respectivement + 11 % pour la vente par correspondance, + 10,9 % pour les hypermarchés, + 6,2 % pour les grands magasins et + 3,9 % pour les magasins populaires.

## AFFAIRES

### Rapprochement franco-allemand

## Penarroya et Preussag forment un groupe européen du plomb et du zinc

« Ne mettez pas de plomb dans le sang de vos travailleurs mais dans le corps de nos ennemis ! », clamait Jaurès avant la Grande Guerre. Autres temps, autres mœurs. Le groupe français Penarroya et l'allemand Preussag ont conclu, le mercredi 20 avril, un accord de principe au terme duquel leurs activités sur le plomb, le zinc et les métaux spéciaux seront réunies au sein de Penarroya, laquelle prendra le nom de Metaleurop S.A.

« Les deux sociétés ont pour objectif la constitution d'un ensemble industriel de dimension européenne dans la compétitivité devrait se trouver renforcée », indique le communiqué annonçant l'accord intervenu. Sous réserve de son acceptation par les conseils des deux firmes et par les actionnaires de Penarroya, deux étapes devraient rapidement être franchies : Preussag souscrira d'abord une augmentation de capital réservée d'un montant de 441 millions de francs (6,3 millions d'actions nouvelles à 70 F chacune) et détiendra, à l'issue de l'opération, 45 % du capital de Metaleurop. Une seconde augmentation de capital destinée à l'investissement sera destinée à capitaliser une créance de 170 millions de francs que la société holding détiendra sur Penarroya. Metaleurop, actuellement actionnaire à hauteur de 15 % de Penarroya (après avoir possédé 59,45 % des titres) détiendra 24 % de Metaleurop ; mais avec vocation à se désengager jusqu'à concurrence de 20 %. Une émission de 800 000 bons de souscription d'actions en faveur d'Imetal, en contrepartie de l'abandon par cette dernière d'une créance de 80 millions de francs sur Penarroya, sera enfin effectuée. Le reste des actions (environ 35 %) restera dans le public.

Outre une usine industrielle européenne élargie et une structure

financière renforcée, le nouvel ensemble constitué devrait faire jouer les complémentarités. « Dans le plomb, nous allons réoptimiser les charges des fondries, échanger les savoir-faire entre les techniciens français et allemands. Ces sociétés ont chacune leur histoire », explique M. Jean-Pierre Rodier, PDG de Penarroya.

### «Tropisme mondial»

Dans le zinc, une partie des matières premières utilisées par l'usine allemande de Harlingerode (qui fermait en juillet prochain) seront utilisables par les unités de Penarroya. Dans le domaine des métaux spéciaux (germanium, indium, arsenic de haute pureté), Penarroya est présent en amont et Preussag en aval (biocristaux, tétrachlorure de germanium), là où précisément le groupe français veut investir.

Avec une production de 400 000 tonnes de plomb et 340 000 tonnes de zinc (la fermeture de l'usine allemande allègera le marché européen, surcapitaire, de 50 000 tonnes), Metaleurop s'annonce comme le point d'ancrage de l'industrie communautaire des non-ferreux. D'autres viendront-ils s'y arrimer pour donner naissance à la grande entité qui échappa tout près du but en septembre dernier, avec le belge Vieille Montagne et le suédois Boliden ? « Je suis convaincu qu'à terme nous aurons d'autres partenaires », affirme M. Rodier, qui n'exclut pas d'accueillir des alliés extérieurs à la CEE. « Notre tropisme est mondial », conclut le PDG de Penarroya, dont le titre en Bourse s'appellera bientôt Metaleurop.

ERIC FOTTORINO.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## dauphin

Le conseil d'administration, réuni le 14 avril 1988 sous la présidence de M. Jacques Dauphin, a arrêté les comptes de l'exercice 1987 et examiné les résultats consolidés du groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 680 millions de francs, contre 593 millions de francs en 1986, soit une augmentation globale de 14,63 %.

Le bénéfice consolidé s'élève à 64 millions de francs, en hausse de 62 %. Ce résultat comprend un profit exceptionnel de 2,7 millions de francs.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, le 14 juin prochain, de distribuer un dividende net de 55 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 27,50 F, soit un revenu global de 82,50 F par action, contre 63 F pour l'exercice précédent.

Il sera par ailleurs proposé de diviser par cinq le nominal des actions actuelles, de créer des actions dont la valeur nominale serait de 10 F et de les échanger à raison de cinq actions nouvelles pour une ancienne.

### loca investissement

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de M. Paul Kauffer le 10 mars 1988 a procédé à l'examen et à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987.

En cours de l'exercice, le total des engagements bruts de la société a été porté à 405,8 millions de francs (384,2 millions en 1986) par 20,8 millions d'engagements pris en 1987 exclusivement en location simple.

En 31 décembre 1987, les engagements bruts se répartissent en 226 millions de francs (55,7 % de location simple et 170,3 millions de francs (44,3 %) de crédit-bail immobilier).

Le résultat de l'exercice (33,80 millions de francs contre 33,25 millions de francs en 1986) tient compte des charges exceptionnelles (indemnités de résiliation) liées à la restructuration du

centre commercial régional de Cergy-Pontoise, supérieures aux droits d'entrée facturés dans l'exercice et aux reprises de provisions article 64 liées à la résiliation partielle de contrats de crédit-bail ; la différence entre les deux représente 3,93 % du bénéfice net.

Il faut noter que cette restructuration a permis de récupérer en pleine propriété 2 500 m<sup>2</sup> de surfaces reconstruites en location simple, notamment à la Rodière, et que ces effets positifs interviendront à partir de l'exercice 1988.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale la distribution d'un dividende par action de 27 F contre 25,70 F pour l'exercice précédent, en progression de 5,06 % pour un capital augmenté de 2,32 % et représentant 90,45 % de l'assiette distribuable.

# Au pays où l'administration a une école, NCR a tout pour devenir major.



Aujourd'hui, l'administration

veut pouvoir s'appuyer sur

une informatique départementale,

spécifiquement adaptée à la taille

et aux activités

de chaque Etablissement.

Or, c'est un fait reconnu : NCR

est le seul et le premier des grands

constructeurs à s'être résolulement

engagé dans UNIX. Ce faisant, il optait

du même coup pour le choix,

la qualité et le service sans défaut.

NCR offre actuellement,

une gamme étendue de systèmes :

gamme TOWER sous UNIX, gamme

PC et réseaux. Ses équipes de

spécialistes sont dédiées à vos projets et

sont capables de répondre à tous

vos besoins informatiques.

Systèmes NCR pour

l'administration : encore un exemple

de notre performance pour créer

la valeur à partir d'une technologie

avancée. Contactez :

NCR France

Département Administration

Tour Neptune, Cédex 20

92086 Paris La Défense

Tél.: (1) 49.03.24.83

**NCR**

Pour créer la valeur

500 000 000



## Marchés financiers

## Télécommunications et matériels militaires

## Matra a pris 15% de la SAT

Le président de Matra (défense, espace, automation, télécommunications...), M. Jean-Luc Lagardère, a informé, mercredi 20 avril, M. Pierre Fauré, le président de la SAGEM (Société d'applications générales d'électronique et de mécanique) qu'à la suite d'achats en Bourse il détient désormais un peu plus de 15 % du capital de la filiale, la SAT (Société anonyme de télécommunications). Depuis plusieurs semaines déjà, les transactions sur le titre SAT s'étaient effluées à la Bourse de Paris. L'opération a été menée par la banque Arjel. Conformément à la réglementation, Matra a informé, jeudi 21 avril, la Société des bourses françaises des franchissements de seuils au-delà desquels l'acquéreur doit se déclarer.

Jeudi matin, on se refusait chez Matra comme à la SAT à tout commentaire. Cette entrée du groupe Matra (14,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1986) dans le capital de la SAT représente un investissement de 150 millions de francs. Elle apparaît, semble-t-il, comme une opération amicale et à finalité industrielle. Le capital de la SAT est en fait contrôlé, puisque la SAGEM en détient 49,7 % et possède la majorité des droits de vote. Par cette prise de participation, Matra resserre ses liens avec la SAT, dont elle est l'un des grands clients.

En fait, les relations entre Matra et la SAT sont anciennes et importantes, notamment dans le secteur de la défense. La SAT est en particulier le fournisseur des autodirecteurs de missiles de Matra, notamment pour le Magic 2 (missile air-air), le Mica (air-air) et le SATCP (cours de portée) Mistral. Le développement de ces programmes devrait contribuer à gonfler le montant des achats de Matra à la SAT. Celui-ci pourrait approcher, d'ici au début des années 1990, près de 1 milliard de francs par an. Le chiffre d'affaires consolidé total de la SAT était, en 1987, d'environ 4,5 milliards de francs. Les deux groupes coopèrent également dans d'autres domaines, notamment sur le système SARA (aide au commandement et à l'espionnage aérien). Pour Matra, les complémentarités seraient nombreuses également dans les télécommunications (centraux privés).

L'investissement de Matra répond aussi, semble-t-il, à deux autres préoccupations. Celle d'un placement financier d'abord. La SAT est considérée par les analystes comme « une valeur de retour ». Après avoir connu de grandes difficultés dans les années 1984 et 1985, elle a enregistré depuis une nette amélioration, tant en termes d'activité que de résultats. Après une perte de 24 millions de francs en 1985, elle avait dégagé en 1986 un bénéfice net consolidé de 63,7 millions de francs. Ensuite, une préoccupation d'ordre stratégique : mettre la SAT à l'abri de tentations extérieures. L'entreprise souffre, en effet, dans les télécommunications, d'une taille réduite à l'échelle européenne. Elle a tenté, sans succès, un accord avec l'américain ATT puis a été candidate malheureuse à la reprise des activités de télécommunications de Jeumont-Schneider. Une coopération a été engagée avec Philips dans les faisceaux hertziens, mais l'on avait évoqué aussi un accord plus global avec le canadien Northern Telecom (hypothèse repoussée par les dirigeants). En tout cas, Matra a désormais un pied dans la porte.

ERIK ISRAELWICZ.

■ **Sandoz renforce sa défense anti-OPA.** — Après Ciba-Geigy, le groupe pharmaceutique suisse Sandoz décide à son tour de renforcer son dispositif de protection contre des prises de participations indésirables. Les mesures prises consisteront à clarifier la pratique d'inscription des titres nominatifs dans le registre des actionnaires. Elles seront présentées à l'approbation des actionnaires réunis le 3 mai prochain en assemblée générale annuelle. En Suisse, il n'existe aucune réglementation sur les OPA. En revanche, l'environnement est peu propice à ce type d'opération. En particulier 70 % des actions des sociétés sont émises sous la forme nominative. En plus, certaines de ces actions sont « liées », ce qui signifie que leurs détenteurs ne peuvent les vendre sans le consentement de la société. L'intention de Sandoz est notamment de rendre complétement transparentes l'identité et la qualité des actionnaires. Les statuts seront modifiés en conséquence.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## BANQUE PALLAS FRANCE

Les résultats consolidés de la Banque Pallas France pour l'exercice 1987 font apparaître un profit net de 17,4 millions de francs.

Il est rappelé que Pallas Group est entré dans le capital en 1987. Au cours de cet exercice, des charges non récurrentes ont été entraînées par la réorganisation des structures, l'allègement sensible de l'effectif et la réalisation

d'investissements nouveaux, tels que la mise en place de Pallas Equation, en association avec le Groupe Tradition.

Toutes ces actions ont été conduites en coopération avec Pallas Group afin de renforcer la capacité compétitive de la Banque Pallas France. Les résultats des premiers mois de 1988 confirment l'efficacité de la restructuration accomplie.

## SCHNEIDER S.A.

La président du directeur de la société Télécoms a organisé le 19 avril une consultation de l'ensemble du personnel de la société pour lui demander d'exprimer sa préférence entre les offres publiées d'achat de Schneider et de Framatome.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la campagne qu'il mène depuis deux mois contre Schneider en déclinant tout intérêt industriel au projet d'alliance entre Merlin-Gérin et Télécoms et en feignant d'ignorer les assurances données par le groupe Schneider à l'ensemble des salariés de Télécoms, tant en ce qui concerne la politique salariale, l'intéressement aux résultats que la participation au capital de leur société. Schneider considère que de tels agissements sont contraires au regard des règles de gestion qui, notamment, interdisent de période d'OPA, à tout dirigeant d'entreprise, mandataire de l'actionnaire et comptable devant lui de ses actes.

Ces procédés font suite à l'envoi d'une lettre adressée le 21 mars 1988 aux actionnaires de Télécoms que ten-

dant à induire ceux-ci en erreur par la publication d'informations inexactes sur les modalités financières de l'offre de Schneider.

Le président du directeur de Télécoms a fait savoir, les actionnaires de cette société dans le livre d'exercice de leur droit à disposer comme ils l'entendent des valeurs mobilières dont ils ont la légitime propriété.

Il s'oppose donc, de ce fait, et après en avoir revendiqué les avantages, au principe fondamental du marché boursier sur lequel la société Télécoms a placé son capital.

Schneider S.A., actuellement propriétaire de près du quart du capital de la Télécoms, réserve tous ses droits d'actionnaire concernant les conséquences préjudiciables qui peuvent découler de ce comportement.

Elle invite surtout les hommes et les femmes qui y travaillent et en font la force à réfléchir calmement son devenir, hors de toute idée préconçue.

## TECHPACK INTERNATIONAL TPI

Le Conseil d'administration qui s'est tenu le 14 avril 1988 a arrêté les résultats de l'exercice 1987.

UNE NOUVELLE DIMENSION POUR LE GROUPE. Le fait marquant de cet exercice a été la fusion avec la société TECHPACK, qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 1987, modifiant ainsi fondamentalement les structures et les résultats de la société. Celle-ci est, en effet, devenue la société mère d'un groupe d'une quinzaine d'entreprises situées en France, en Europe et aux États-Unis, et opérant dans le secteur de l'emballage haut de gamme.

TECHPACK INTERNATIONAL TPI a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires consolidé de 761,6 millions de francs. Son bénéfice net consolidé, part du groupe, s'élève à 24,1 millions de francs et la capacité d'auto-financement à 59,3 millions de francs. Pour la société mère, le bénéfice net s'est élevé à 15,5 millions de francs.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée de fixer le dividende net à 4,70 francs, soit un montant global de 7,05 franc, au lieu d'un dividende net de 4,50 francs en 1987.

UNE FORTE HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU PREMIER TRIMESTRE 1988.

Au cours du premier trimestre 1988, TECHPACK INTERNATIONAL TPI a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 219 millions de francs, en progression de 26 % par rapport au premier trimestre 1987 à structures comparables. Cette forte hausse, supérieure à la prévision annuelle de 15 %, devrait se traduire sur l'exercice 1988 par une augmentation substantielle du résultat.

## NEW-YORK, 20 avr ↓

## Repli

En réveillant la crainte d'un resserrement des conditions de crédit, l'annonce d'une forte hausse des prix de détail en mars a provoqué, mercredi, un repli des cours à Wall Street. Cependant, le mouvement a relativement peu affecté les valeurs vedettes. A la clôture, l'indice des industrielles accusait une baisse limitée à 14,09 points, pour s'établir à 1 985,41.

Ce sont surtout les actions des entreprises de second plan qui ont trébuché. Ainsi sur 1 972 valeurs traitées, 1 025 se sont alourdies, 468 ont monté et 479 n'ont pas varié.

Singulièrement, le niveau d'activité est resté très bas, reflétant à la baisse une bonne partie de sa signification. Au total, 147,59 millions de titres ont changé de mains, contre 161,91 millions la veille. De l'avis des professionnels, les opérateurs n'ont rien voulu brusquer, se bornant à faire quelques ajustements en attendant de voir comment la situation va évoluer. Pour beaucoup, il ne fait toutefois guère de doute que les taux d'intérêt vont remonter.

VALEURS	Cours de 19 avr	Cours de 20 avr
Alcoa	46 3/4	46 3/8
Aluminum (Am.)	80 1/8	79 1/4
A.T.T.	44 1/8	44 1/8
Bank of America	28 1/4	28 1/4
Boeing	40 3/8	39 7/8
Chem. Wash. Bank	22 1/4	22 1/4
Du Pont de Nemours	40 3/8	39 7/8
Eastman Kodak	42 1/4	41 3/4
Ford	48 1/8	47 3/4
General Motors	71 3/4	71 3/4
Goodyear	42 1/8	41 3/4
IBM	112 1/8	112 1/8
I.T.T.	45 1/8	44 7/8
McCall	48 3/4	44 7/8
Merck	32 1/8	32 1/8
Schering	42 1/2	42 3/8
Union Carbide	31 3/4	31 3/8
U.S.X.	50 1/8	49 7/8
Westinghouse	50 1/8	49 7/8
News Corp.	84	83 1/8

## LONDRES, 20 avr ↓

## Léger repli

Dans un marché calme, la Bourse a coté du terrain mercredi 20 avril, et l'indice FT a perdu 0,7 %, revenant à 1 419,4. Les cours se sont repliés sous l'effet des prises de bénéfices et des investisseurs restant avec attention l'évolution de la place new-yorkaise. La journée a été cependant légèrement plus active que la veille, avec 451 millions de titres échangés, contre 416 millions mardi. Si la majorité des secteurs étaient en baisse, celui des assurances se distinguait à la hausse avec des rendements d'OPA sur Sun Life.

Le groupe de BTG Certain a enregistré une progression de 3 % de son bénéfice avant impôts, à 66,2 millions de livres en 1987. La firme de construction mécanique Hawker Siddeley a, quant à elle, vu son résultat annuel de 1987 passer 7 %, à 163,2 millions de livres. Enfin, six mois après le krach, les réductions d'effectifs chez les courtiers et dans les banques de souscription, Merrill Lynch et Citicorp, ainsi que par les institutions britanniques Midland et County Natwest.

## FAITS ET RÉSULTATS

■ **CDC Life Sciences poursuit Méliès.** — La firme pharmaceutique canadienne CDC Life Sciences Inc. a entamé une action en justice, afin d'empêcher l'offre d'achat lancée par l'Institut Méliès (groupe Rhône-Poulenc) sur 20 % de son capital. CDC estime, en effet, que cette OPA porterait atteinte à la libre concurrence sur le marché américain du vaccin, déjà extrêmement concentré. Elle accuse également le groupe français d'avoir déposé un dossier inexact et incomplet auprès de la Securities and Exchange Commission. L'Institut Méliès soulève, en revanche, un paquet d'actions CDC, devenant actionnaire majoritaire de cette entreprise (le Monde du 15 avril).

■ **Etats-Unis : forte baisse des rendements pour trois tranches de courtage.** — Trois des plus grandes firmes de courtage de Wall Street ont annoncé de fortes baisses de leurs bénéfices au premier trimestre 1988, reflétant le ralentissement de l'activité depuis le krach boursier d'octobre. Le First Boston a déclaré une diminution de 44,3 %, à 76,2 millions de dollars (426 millions de francs), PaineWebber une réduction de 36 %, à 20,8 millions de dollars (117 millions de francs) et Charles Schwab, basé à San Francisco, une chute de 85,2 %, à 13,5 millions de dollars de son bénéfice (76 millions de francs).

■ **La société de Bourse Memier de la Fournière n'envisage plus un rapprochement avec les Banques populaires.** — Après avoir envisagé un rapprochement avec la Caisse centrale des Ban-

## PARIS, 20 avr =

## Nouveau tassement

Contrairement aux craintes éprouvées, aucune grève ne s'est produite mercredi rue Vivienne. Une assemblée générale des personnels de la Bourse et des anciennes charges s'est toutefois tenue à midi sous les terrasses de la Bourse. L'intersyndicale s'est fait marteler à main levée pour reprendre les négociations salariales. Les propositions personnelles portant sur des relèvements au coup par coup de 17 % à 60 % pour compenser la disparition des gratifications, et ce sur la base de douze mois de salaire en plus, ont été rejetées. La réunion s'est achevée vers 12 h 25, s'ouvrant de la séance principale a été retardée d'un quart d'heure.

Après la déclaration de guerre lancée par la Compagnie d'assurances italienne Generali, qui, d'après 24 ore de Milan, assure vouloir racheter le total du capital de Midl, tous les regards se sont braqués sur l'action du groupe dirigé par M. Bernard Pagony. Celui-ci a tenu la vedette avec 8,15 % de hausse, dans un marché qui perdait 0,56 %. L'indicateur instantané terminait en baisse de -0,2 %. En effet, à l'image de la veille, la séance s'est déroulée sans entrain, le volume des échanges atteignant le milliard de francs sur le marché à règlement mensuel, selon certains professionnels.

Le marché des obligations demeurait très calme, voire morose. Sur le MATIF, le contrat de juin a perdu 0,14 %, à 102.

Parmi les plus fortes hausses de la journée au côté d'Aussidet-Rey figurait GTM et Merlin-Gérin. Les valeurs étaient empruntées par la SICOA, la titre, très recherché jusqu'alors, perdait en séance plus de 5 %.

Enfin, à la suite de l'accord intervenu entre Elf-Aquitaine et Bolloré pour la prise de contrôle de Rhin-Rhône, les cours du titre seront maintenus à 1700 F durant quinze séances.

## TOKYO, 21 avr

## Effritement

La Bourse de Tokyo n'a pas tenu ses promesses. Après vingt-quatre heures de reprise, elle est de nouveau orientée jeudi à la baisse. Cependant, le mouvement n'a pas entraîné d'effritement. Le Nikkei, qui avait perdu 35,93 points, à 2 628,16 (-0,13 %).

Le recul de Wall Street, après l'annonce d'une forte hausse des prix de détail aux États-Unis pour mars, a rassuré les investisseurs prudents. Le groupe en est : l'activité s'est réduite comme une peau de chagrin, portant sur 630 millions de titres échangés, contre plus de 1 milliard la veille.

Les valeurs les plus fortement cotées ont été celles des entreprises des chantiers navals et le matériel électrique. Hautes de Bridgestone, qui a atteint son plus haut niveau historique.

VALEURS	Cours de 20 avr	Cours de 21 avr
Alco	130	131
Boeing	120	119
Canon	1280	1270
Fujitsu	3300	3280
Hitachi	180	178
Mitsubishi Electric	2760	2720
Mitsubishi Heavy	740	728
Nissan	500	490
Toshiba	2380	2360

## PARIS:

## Second marché (réaction)

VALEURS	Cours de 19 avr	Cours de 20 avr
ASP SA	208	223
Assiut & Associés	384	394
Assiut	288	297
B.A.C.	455	446
B. Desmoulin & Associés	390	398
B.L.C.M.	620	620
B.L.P.	438	428
Bolton	696	710
Bolton	740	740
CB&L de Lyon	1145	1100
Colson	845	839
Canal Plus	475	477
Canal	1200	1200
C.A.I. de P. S.C.I.	238	232
C.A.T.C.	127 1/2	127 1/2
C.D.M.E.	301	299
C. Epix. East	294	294
C.E.G.I.D.	340	340
C.E.G.E.P.	180	184
C.E.P. Communication	1240	1220
C.S.I. International	578	580
Comet d'Orly	480	485
C.U.M.M.	280 80	281
Concept	240 80	240 40
Confront	538	538
Conto	328	322
Dalton	148	148
Daphin	340	320
Daphin	1032	970
Dauville	943	935
Dauville-Lévy	800	828
Edison-Bell	118	113 30
Elysees Invest	21	20 30
Financ	478 70	478 70
Ganet	881	888
Gen. D'opérations	880	880
L.C.C.	238	224
RIA	170 80	170 80
S.A.T.	128	128 80
SC	123 80	123 80
Int. Mat. Service	178	181
La Compagnie Eléct.	204	203

## LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

## Marché des options négociables

le 20 avril 1988

Nombre de contrats : 9 201

VALEURS	FRUX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
Elf-Aquitaine	280	15,30	21	8	17,50
Lafarge-Capit	1 200	41	45,50	53	50
Michelin	140	55	57	6,50	2,50
Midl	1 400	278	335	54	90
Paribas	280	46,50	151	4,50	18
Pengest	1 800	113	151	40	73
Saint-Gobain	480	15,30	24,50	13	4
Thomson-CSF	151	23	25	4	-

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 avril 1988

Nombre de contrats : 47 302

COURS	ÉCHANGES		
	juin 88	sept. 88	dec. 88
Dernier	102,05	101,20	100,65
Précédent	102,15	101,29	100,75

PRUX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 88	sept. 88	juin 88	sept. 88
102	1	1,51	0,92	-

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 5,87 F ↑

La hausse sur un relèvement du taux d'escompte américain ayant circulé, le dollar s'est retrouvé, jeudi 21 avril, dans des marchés assez effrétés. Il a notamment valu 5,87 F, contre 5,6465 F la veille. Le sentiment à l'égard du billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

## BOURSES

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

Valeurs françaises : 105,7  
Valeurs étrangères : 107,4

C : Des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice global : 301,2 - 300,4

NEW-YORK (Index Dow Jones)

19 avril 20 avril

Industriel : 1999,59 1985,41

LONDRES (Index Financial Times)

19 avril 20 avril

Industriel : 1 429,7 1 419,4

Mines d'or : 231,1 214,4

Fonds d'Etat : 91,31 91,49

TOKYO

20 avril 21 avril

Nikkei Dorei : 26 964,09 26 928,16

Indice global : 2 140,4 2 153,93

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.

Le billet vert devient, toutefois, moins optimiste, qui attendent ainsi une baisse des taux de base à Londres.



# Marchés financiers

## **BOURSE DU 20 AVRIL**

**Cours relevés  
à 17 h 30**

COMPANIES	VALUES	Cum. prod.	Précéd. mois	Déclat. cum.	% + -	COMPANIES	VALUES	Cum. prod.	Précéd. mois	Déclat. cum.	% + -	COMPANIES	VALUES	Cum. prod.	Précéd. mois	Déclat. cum.	% + -			
1988	A.E. 1979	1468	1467	1467	+ 0.07	1988	1468	1467	1467	+ 0.07	1988	1468	1467	1467	+ 0.07	1988	1468	1467	1467	+ 0.07
1989	C.A.E. 1979	2870	2870	2870	+ 1.05	1989	2870	2870	2870	+ 1.05	1989	2870	2870	2870	+ 1.05	1989	2870	2870	2870	+ 1.05
1990	C.C.F. 1979	1070	1070	1070	+ 0.07	1990	1070	1070	1070	+ 0.07	1990	1070	1070	1070	+ 0.07	1990	1070	1070	1070	+ 0.07
1991	Châ. Lyon, T.P.	1062	1062	1064	+ 0.19	1991	1062	1062	1064	+ 0.19	1991	1062	1062	1064	+ 0.19	1991	1062	1062	1064	+ 0.19
1992	Châ. Lyon, T.P.	1262	1262	1260	+ 0.16	1992	1262	1262	1260	+ 0.16	1992	1262	1262	1260	+ 0.16	1992	1262	1262	1260	+ 0.16
1993	Châ. Lyon, T.P.	1402	1402	1402	+ 0.07	1993	1402	1402	1402	+ 0.07	1993	1402	1402	1402	+ 0.07	1993	1402	1402	1402	+ 0.07
1994	Châ. Lyon, T.P.	1502	1502	1502	+ 0.07	1994	1502	1502	1502	+ 0.07	1994	1502	1502	1502	+ 0.07	1994	1502	1502	1502	+ 0.07
1995	Châ. Lyon, T.P.	1602	1602	1602	+ 0.07	1995	1602	1602	1602	+ 0.07	1995	1602	1602	1602	+ 0.07	1995	1602	1602	1602	+ 0.07
1996	Châ. Lyon, T.P.	1702	1702	1702	+ 0.07	1996	1702	1702	1702	+ 0.07	1996	1702	1702	1702	+ 0.07	1996	1702	1702	1702	+ 0.07
1997	Châ. Lyon, T.P.	1802	1802	1802	+ 0.07	1997	1802	1802	1802	+ 0.07	1997	1802	1802	1802	+ 0.07	1997	1802	1802	1802	+ 0.07
1998	Châ. Lyon, T.P.	1902	1902	1902	+ 0.07	1998	1902	1902	1902	+ 0.07	1998	1902	1902	1902	+ 0.07	1998	1902	1902	1902	+ 0.07
1999	Châ. Lyon, T.P.	2002	2002	2002	+ 0.07	1999	2002	2002	2002	+ 0.07	1999	2002	2002	2002	+ 0.07	1999	2002	2002	2002	+ 0.07
2000	Châ. Lyon, T.P.	2102	2102	2102	+ 0.07	2000	2102	2102	2102	+ 0.07	2000	2102	2102	2102	+ 0.07	2000	2102	2102	2102	+ 0.07
2001	Châ. Lyon, T.P.	2202	2202	2202	+ 0.07	2001	2202	2202	2202	+ 0.07	2001	2202	2202	2202	+ 0.07	2001	2202	2202	2202	+ 0.07
2002	Châ. Lyon, T.P.	2302	2302	2302	+ 0.07	2002	2302	2302	2302	+ 0.07	2002	2302	2302	2302	+ 0.07	2002	2302	2302	2302	+ 0.07
2003	Châ. Lyon, T.P.	2402	2402	2402	+ 0.07	2003	2402	2402	2402	+ 0.07	2003	2402	2402	2402	+ 0.07	2003	2402	2402	2402	+ 0.07
2004	Châ. Lyon, T.P.	2502	2502	2502	+ 0.07	2004	2502	2502	2502	+ 0.07	2004	2502	2502	2502	+ 0.07	2004	2502	2502	2502	+ 0.07
2005	Châ. Lyon, T.P.	2602	2602	2602	+ 0.07	2005	2602	2602	2602	+ 0.07	2005	2602	2602	2602	+ 0.07	2005	2602	2602	2602	+ 0.07
2006	Châ. Lyon, T.P.	2702	2702	2702	+ 0.07	2006	2702	2702	2702	+ 0.07	2006	2702	2702	2702	+ 0.07	2006	2702	2702	2702	+ 0.07
2007	Châ. Lyon, T.P.	2802	2802	2802	+ 0.07	2007	2802	2802	2802	+ 0.07	2007	2802	2802	2802	+ 0.07	2007	2802	2802	2802	+ 0.07
2008	Châ. Lyon, T.P.	2902	2902	2902	+ 0.07	2008	2902	2902	2902	+ 0.07	2008	2902	2902	2902	+ 0.07	2008	2902	2902	2902	+ 0.07
2009	Châ. Lyon, T.P.	3002	3002	3002	+ 0.07	2009	3002	3002	3002	+ 0.07	2009	3002	3002	3002	+ 0.07	2009	3002	3002	3002	+ 0.07
2010	Châ. Lyon, T.P.	3102	3102	3102	+ 0.07	2010	3102	3102	3102	+ 0.07	2010	3102	3102	3102	+ 0.07	2010	3102	3102	3102	+ 0.07
2011	Châ. Lyon, T.P.	3202	3202	3202	+ 0.07	2011	3202	3202	3202	+ 0.07	2011	3202	3202	3202	+ 0.07	2011	3202	3202	3202	+ 0.07
2012	Châ. Lyon, T.P.	3302	3302	3302	+ 0.07	2012	3302	3302	3302	+ 0.07	2012	3302	3302	3302	+ 0.07	2012	3302	3302	3302	+ 0.07
2013	Châ. Lyon, T.P.	3402	3402	3402	+ 0.07	2013	3402	3402	3402	+ 0.07	2013	3402	3402	3402	+ 0.07	2013	3402	3402	3402	+ 0.07
2014	Châ. Lyon, T.P.	3502	3502	3502	+ 0.07	2014	3502	3502	3502	+ 0.07	2014	3502	3502	3502	+ 0.07	2014	3502	3502	3502	+ 0.07
2015	Châ. Lyon, T.P.	3602	3602	3602	+ 0.07	2015	3602	3602	3602	+ 0.07	2015	3602	3602	3602	+ 0.07	2015	3602	3602	3602	+ 0.07
2016	Châ. Lyon, T.P.	3702	3702	3702	+ 0.07	2016	3702	3702	3702	+ 0.07	2016	3702	3702	3702	+ 0.07	2016	3702	3702	3702	+ 0.07
2017	Châ. Lyon, T.P.	3802	3802	3802	+ 0.07	2017	3802	3802	3802	+ 0.07	2017	3802	3802	3802	+ 0.07	2017	3802	3802	3802	+ 0.07
2018	Châ. Lyon, T.P.	3902	3902	3902	+ 0.07	2018	3902	3902	3902	+ 0.07	2018	3902	3902	3902	+ 0.07	2018	3902	3902	3902	+ 0.07
2019	Châ. Lyon, T.P.	4002	4002	4002	+ 0.07	2019	4002	4002	4002	+ 0.07	2019	4002	4002	4002	+ 0.07	2019	4002	4002	4002	+ 0.07
2020	Châ. Lyon, T.P.	4102	4102	4102	+ 0.07	2020	4102	4102	4102	+ 0.07	2020	4102	4102	4102	+ 0.07	2020	4102	4102	4102	+ 0.07
2021	Châ. Lyon, T.P.	4202	4202	4202	+ 0.07	2021	4202	4202	4202	+ 0.07	2021	4202	4202	4202	+ 0.07	2021	4202	4202	4202	+ 0.07
2022	Châ. Lyon, T.P.	4302	4302	4302	+ 0.07	2022	4302	4302	4302	+ 0.07	2022	4302	4302	4302	+ 0.07	2022	4302	4302	4302	+ 0.07
2023	Châ. Lyon, T.P.	4402	4402	4402	+ 0.07	2023	4402	4402	4402	+ 0.07	2023	4402	4402	4402	+ 0.07	2023	4402	4402	4402	+ 0.07
2024	Châ. Lyon, T.P.	4502	4502	4502	+ 0.07	2024	4502	4502	4502	+ 0.07	2024	4502	4502	4502	+ 0.07	2024	4502	4502	4502	+ 0.07
2025	Châ. Lyon, T.P.	4602	4602	4602	+ 0.07	2025	4602	4602	4602	+ 0.07	2025	4602	4602	4602	+ 0.07	2025	4602	4602	4602	+ 0.07
2026	Châ. Lyon, T.P.	4702	4702	4702	+ 0.07	2026	4702	4702	4702	+ 0.07	2026	4702	4702	4702	+ 0.07	2026	4702	4702	4702	+ 0.07
2027	Châ. Lyon, T.P.	4802	4802	4802	+ 0.07	2027	4802	4802	4802	+ 0.07	2027	4802	4802	4802	+ 0.07	2027	4802	4802	4802	+ 0.07
2028	Châ. Lyon, T.P.	4902	4902	4902	+ 0.07	2028	4902	4902	4902	+ 0.07	2028	4902	4902	4902	+ 0.07	2028	4902	4902	4902	+ 0.07
2029	Châ. Lyon, T.P.	5002	5002	5002	+ 0.07	2029	5002	5002	5002	+ 0.07	2029	5002	5002	5002	+ 0.07	2029	5002	5002	5002	+ 0.07
2030	Châ. Lyon, T.P.	5102	5102	5102	+ 0.07	2030	5102	5102	5102	+ 0.07	2030	5102	5102	5102	+ 0.07	2030	5102	5102	5102	+ 0.07
2031	Châ. Lyon, T.P.	5202	5202	5202	+ 0.07	2031	5202	5202	5202	+ 0.07	2031	5202	5202	5202	+ 0.07	2031	5202	5202	5202	+ 0.07
2032	Châ. Lyon, T.P.	5302	5302	5302	+ 0.07	2032	5302	5302	5302	+ 0.07	2032	5302	5302	5302	+ 0.07	2032	5302	5302	5302	+ 0.07
2033	Châ. Lyon, T.P.	5402	5402	5402	+ 0.07	2033	5402	5402	5402	+ 0.07	2033	5402	5402	5402	+ 0.07	2033	5402	5402	5402	+ 0.07
2034	Châ. Lyon, T.P.	5502	5502	5502	+ 0.07	2034	5502	5502	5502	+ 0.07	2034	5502	5502	5502	+ 0.07	2034	5502	5502	5502	+ 0.07
2035	Châ. Lyon, T.P.	5602	5602	5602	+ 0.07	2035	5602	5602	5602	+ 0.07	2035	5602	5602	5602	+ 0.07	2035	5602	5602	5602	+ 0.07
2036	Châ. Lyon, T.P.	5702	5702	5702	+ 0.07	2036	5702	5702	5702	+ 0.07	2036	5702	5702	5702	+ 0.07	2036	5702	5702	5702	+ 0.07
2037	Châ. Lyon, T.P.	5802	5802	5802	+ 0.07	2037	5802	5802	5802	+ 0.07	2037	5802	5802	5802	+ 0.07	2037	5802	5802	5802	+ 0.07
2038	Châ. Lyon, T.P.	5902	5902	5902	+ 0.07	2038	5902	5902	5902	+ 0.07	2038	5902	5902	5902	+ 0.07	2038	5902	5902	5902	+ 0.07
2039	Châ. Lyon, T.P.	6002	6002	6002	+ 0.07	2039	6002	6002	6002	+ 0.07	2039	6002	6002	6002	+ 0.07	2039	6002	6002	6002	+ 0.07
2040	Châ. Lyon, T.P.	6102	6102	6102	+ 0.07	2040	6102	6102	6102	+ 0.07	2040	6102	6102	6102	+ 0.07	2040	6102	6102	6102	+ 0.07
2041	Châ. Lyon, T.P.	6202	6202	6202	+ 0.07	2041	6202	6202	6202	+ 0.07	2041	6202	6202	6202	+ 0.07	2041	6202	6202	6202	+ 0.07
2042	Châ. Lyon, T.P.	6302	6302	6302	+ 0.07	2042	6302	6302	6302	+ 0.07	2042	6302	6302	6302	+ 0.07	2042	6302	6302	6302	+ 0.07
2043	Châ. Lyon, T.P.	6402	6402	6402	+ 0.07	2043	6402	6402	6402	+ 0.07	2043	6402	6402	6402	+ 0.07	2043	6402	6402	6402	+ 0.07
2044	Châ. Lyon, T.P.	6502	6502	6502	+ 0.07	2044	6502	6502	6502	+ 0.07	2044	6502	6502	6502	+ 0.07	2044	6502	6502	6502	+ 0.07
2045	Châ. Lyon, T.P.	6602	6602	6602	+ 0.07	2045	6602	6602	6602	+ 0.07	2045	6602	6602	6602	+ 0.07	2045	6602	6602	6602	+ 0.07
2046	Châ. Lyon, T.P.	6702	6702	6702	+ 0.07	2046	6702	6702	6702	+ 0.07	2046	6702	6702	6702	+ 0.07	2046	6702	6702	6702	+ 0.07
2047	Châ. Lyon, T.P.	6802	6802	6802	+ 0.07	2047	6802	6802	6802	+ 0.07	2047	6802	6802	6802	+ 0.07	2047	6802	6802	6802	+ 0.07
2048	Châ. Lyon, T.P.	6902	6902	6902	+ 0.07	2048	6902	6902	6902	+ 0.07	2048	6902	6902	6902	+ 0.07	2048	6902	6902	6902	+ 0.07
2049	Châ. Lyon, T.P.	7002																		

**Comptant** (selection)

---

[illegible]**SICAV** (selection)

---

20/4

VALUES		VALUES		VALUES		VALUES		
	Emission Fract incl.	Ratchet net		Emission Fract incl.	Ratchet net		Emission Fract incl.	Ratchet net
L.A.A.	705.50	889.29	Feedstock	120205.77	120205.77	Plasticizer-Resinols	1670.78	1643.90
Latex	188.88	188.88	Feedstock	344.78	341.16	Purifier	540.87	525.12
Latexes France	380.76	367.02	Feedstocks	642.72	627.04	Plastic Pellets	282.05	285.76
Latexes other	400.18	426.18	Feedstocks	234.10	228.28	Plastic Isocyanate	655.05	625.92
Latexes	948.94	929.81	Feedstock	8679.86	8385.86	Plasticizer A	814.21	814.21
Latexes Action Inc-CP	1035.50	1011.01	Feedstock	530.51	523.23	Plasticizer in Isocyan	7781.28	7532.32
Latexes CPO	404.38	404.38	Feedstock	1184.14	1149.89	Plasticizer in Isocyan	5772.32	5772.32
Latexes ECU	1112.43	1112.43	Feedstock	1097.44	1081.15	Plasticizer in Isocyan	5670.35	5670.35
Latexes ECU	635.75	623.17	Feedstock	10524.25	10353.25	Plasticizer	100.00	100.70
Latexes ECU	101.30	98.30	Feedstock	11693.34	10976.40	Plasticizer Chlorinated	10385.83	10375.16
Latexes ECU	1118.87	1111.31	Feedstock	945.83	942.72	Plasticizer Chlorinated	532.92	530.93
Latexes ECU	1005.01	1005.01	Feedstock	603.85	575.67	Plasticizer Chlorinated	2180.73	2180.73
Latexes ECU	885.24	851.45	Feedstock	11716.05	11716.05	Plasticizer	100.00	100.01
Latexes	207.47	199.57	Feedstock	11716.04	11716.04	Plasticizer	1.01	1.01
Latexes	176	169.57	Feedstock	1372.02	1372.02	Plasticizer	103.30	100.88
Latexes	4021.31	4086.15	Feedstock	9558.41	9585.70	Plasticizer	5592.70	5527.43
Latexes	657.45	627.85	Feedstock	798.83	770.02	Plasticizer	1143.25	1142.21
Latexes	630.50	625.83	Feedstock	1335.04	1329.59	Plasticizer	319.04	303.82
Latexes	529.22	529.54	Feedstock	1339.01	1341.29	Plasticizer	11.18	1088.41
Latexes	1342.13	1331.41	Feedstock	889.64	879.52	Plasticizer	13845.42	13771.64
Latexes	930.18	930.18	Feedstock	12250.30	11770.13	Plasticizer	70.22	674.30
Latexes	263.85	249.21	Feedstock	1400.00	1370.30	Plasticizer	415.23	416.88
Latexes	180.82	180.82	Feedstock	1400.00	1400.00	Plasticizer	415.23	395.38
Latexes	119.29	119.29	Feedstock	17571.13	17526.25	Plasticizer	11629.13	11780.87
Latexes	104.16	98.44	Feedstock	179.08	172.87	Plasticizer	1230.85	11670.80
Latexes	2548.74	2541.12	Feedstock	238.28	234.84	Plasticizer	455.4	435.68
Latexes	77.42	77.08	Feedstock	226.73	227.80	Plasticizer	1869.02	1875.22
Latexes	1772.86	1742.86	Feedstock	236.82	228.08	Plasticizer	17765.52	17765.52
Latexes	26.17	26.04	Feedstock	224.43	224.43	Plasticizer	11449.81	11437.37
Latexes	106.07	102.88	Feedstock	236.44	231.90	Plasticizer	10432.12	10432.12
Latexes	238.58	222.82	Feedstock	234.84	214.04	Plasticizer	459.98	433.38
Latexes	328.58	322.82	Feedstock	355.81	349.89	Plasticizer	729.71	718.39

S	Cours public	Dernier cours
1	100	100
2	100	100
3	100	100
4	100	100
5	100	100
6	100	100
7	100	100
8	100	100
9	100	100
10	100	100
11	100	100
12	100	100
13	100	100
14	100	100
15	100	100
16	100	100
17	100	100
18	100	100
19	100	100
20	100	100
21	100	100
22	100	100
23	100	100
24	100	100
25	100	100
26	100	100
27	100	100
28	100	100
29	100	100
30	100	100
31	100	100
32	100	100
33	100	100
34	100	100
35	100	100
36	100	100
37	100	100
38	100	100
39	100	100
40	100	100
41	100	100
42	100	100
43	100	100
44	100	100
45	100	100
46	100	100
47	100	100
48	100	100
49	100	100
50	100	100
51	100	100
52	100	100
53	100	100
54	100	100
55	100	100
56	100	100
57	100	100
58	100	100
59	100	100
60	100	100
61	100	100
62	100	100
63	100	100
64	100	100
65	100	100
66	100	100
67	100	100
68	100	100
69	100	100
70	100	100
71	100	100
72	100	100
73	100	100
74	100	100
75	100	100
76	100	100
77	100	100
78	100	100
79	100	100
80	100	100
81	100	100
82	100	100
83	100	100
84	100	100
85	100	100
86	100	100
87	100	100
88	100	100
89	100	100
90	100	100
91	100	100
92	100	100
93	100	100
94	100	100
95	100	100
96	100	100
97	100	100
98	100	100
99	100	100
100	100	100

[illegible][illegible]

Rougher 40 Film .....	75	74.50
Snow .....	482	480
SACAA .....	260	259

Goodpasture .....  
Green and Co .....  
Hawthornell Inc .....

NAFTA	708	708	C. International Inc.	353	365
SAPV	1280	1282	C. International	352	366
Says	172	179	Information	790	
St. George's C.I.	480	485	Information	32	31 50
Sales on Ltd.	488	484	Lacoste		
Sears-PS	110	111	Medical Equip. Inc.	41 50	
Shaw	75 40	76	Medical	70 05	70
Simmons (M)	185 50		Mohnd	1830	1795
SOAC	435	440	Mohnd	109	108 00
Specialty Mortgage	301	313	Mohnd	29 30	30
S.P.P. Inc.	158	163	Monroe Holding	252	252
St. 70	174 50		Plaster Inc.	323	313 50
Stevens	255 30	255 40	Procter Chemical	435	420 10
Stewart	285	285	Stark Co Ltd.	55 50	58
Stph Photo. Material	346	345	Stark Co Ltd.	262 50	249 50
St. Williams-CP	250	250	Stark Co Ltd.	271 80	265 80
St. Williams-CP	160	160	Stark Co Ltd.	483	485
St. Williams-CP	570	580	Stark Co Ltd.	9 20	9 85
St. Williams-CP	510	480	Stark Co Ltd.	107	104 50
St. Williams-CP	717	710	Stark Co Ltd.	164	157
S.O.P.P. Inc.	118	110	Stark Co Ltd.	345	336
St. Williams-CP	780	780	Tamara	288 50	
St. Williams-CP	350	345	Tamara	27 50	27 50
St. Williams-CP	620	625	Yonk Indus. Inc.	37 50	37 50
S.P.I.	525	520	Yonk Indus. Inc.	905	905
St. Williams-CP	180	180	Yonk Indus. Inc.	790	780
St. Williams-CP	760	765	Yonk Indus. Inc.	11	10 70
St. Williams-CP	348	348			

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 20/4	COURS DES BILLETS	
			Achat	Vente
Ecu (Unité \$ 1)	5 052	5 048	5 450	5 880
Israël (100 NIS)	2 823	2 083	2 255	3 48
Italie (100 000)	339 140	337 130	335	348
Belgique (100 FF)	16 228	16 233	15 600	16 400
Pays Bas (100 fl)	302,020	302 040	293	313
Danemark (100 kr)	81 270	80 380	86	82
Allemagne (100 M)	97 800	98 000	96	98
Grèce (100 dr)	10 084	10 701	10 300	11
Colos (100 drachmes)	4 234	4 228	3 800	4 650
Indie (1 000 rup)	4 659	4 659	3 300	4 350
Suisse (100 Sfr)	410 620	410 588	400	415
Canada (100 Can)	56 170	56 170	52 500	56 700
Autriche (100 sch)	85 365	85 360	84 750	86 750
Espagne (100 pes)	5 120	5 140	4 900	5 400
Portugal (100 esc)	4 132	4 160	4 000	4 650
Corée (100 won \$)	4 130	4 130	4 050	4 250
Japon (100 yen)	4 543	4 357	4 400	4 620

MONNAIES ET DEVISES		
	COURS par 100	COURS 30/4
Or fin 800	82600	82600
Or fin 900	82400	82500
Pièces d'or (10 g)	515	513
Pièces d'or (20 g)	352	
Pièces d'or (50 g)	831	526
Pièces d'or (100 g)	473	476
Souverain	802	585
Pièces de 20 francs	2015	2015
Pièces de 10 francs	1475	1440
Pièces de 5 francs	800	793
Pièces de 100 pes.	3196	3105
Pièces de 100 florins	488	487
Or Londres	488 86	487
Or Zurich	487	487
Or Hongkong	488 86	487 25
Argent Londres		
Or barres		174
Or lingots		130 30
C. D'or. Famille		180
Pièces d'or		336
Pièces d'or		330
Or barres		62
Or barres		63 10
Or barres		250
Or barres (10 g)		10 70
Or barres		752
Or barres		705
Or barres		165
Or barres		174
Or barres		174 50
Or barres		58 98
S.P.A.		301
Or barres		680
Or barres		380
Or barres		127

e : coupon détaché - e : of

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché ~ d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



صكنا من الامل

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La guerre du Golfe. 4 Les leçons du soulèvement palestinien. 6 Les espoirs et les divisions de la résistance afghane. — Un député exclu du Parlement britannique. 7 Les États-Unis reprochent à la France ses relations avec Panama.	8 La campagne de M. François Mitterrand. 10 Un entretien avec M. André Lajoinie. 11 Le financement de la campagne du Front national. 12 Un entretien avec M. Pierre Juquin. 13 Un meeting de M. Pierre Bousset.	28 Selon Interpol, « l'URSS reconnaît qu'elle a des problèmes avec le crime organisé ». 29 Une initiative française : la mise en place d'une échelle d'évaluation de la gravité des accidents nucléaires.	22 Cinéma : un entretien avec Percy Adlon, le réalisateur de « Bagdad Café ». — Danse : « Technicolor », de Philippe Decouflé. — Musique : « Les Brigands », d'Offenbach, à Saint-Étienne. 24 La 41 <sup>e</sup> Festival de Cannes.	31 Bataille pour l'Europe des assurances. 32 Réunion à Vienne pour stabiliser les cours du pétrole. 33 Conflit social chez Michelin. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 30 Campus ..... 29 Cartes ..... 27 Loto, Loterie ..... 27 Météorologie ..... 26 Mots croisés ..... 26 Radio-télévision ..... 26 Spectacles ..... 25	● Election : les dernières « petites phrases » ELEC ● L'Info 24 h/24 ... AFP ● Tous les jeux du Monde ..... JEUX Actualité, International, Bourse, RNAM, CORTAL 3815 Taper LEMONDE

## Après l'attentat revendiqué par Black War Vingt-deux personnes interpellées en région parisienne

Vingt-deux personnes ont été interpellées, jeudi matin 21 avril, à Paris et en banlieue par les policiers de la brigade criminelle agissant sur commission rogatoire après l'attentat commis dimanche 17 avril, rue Tiquetonne (2<sup>e</sup>), contre l'étude de M. Thomason, président de la chambre régionale des huissiers (le Monde du 19 avril). Cet attentat, qui blessa gravement deux personnes présentes dans l'escalier de l'immeuble au moment de l'explosion d'un engin incendiaire, avait été revendiqué mardi dans un tract par des inconnus se réclamant de l'organisation Black War. Les deux blessés, MM. Richard Bourgeois, trente et un ans et François Lamotte, trente-huit ans, étaient toujours dans un état jugé « très sérieux » jeudi matin 21 avril.

## La majorité prépare le deuxième tour

M. Jacques Chirac présidera lundi 25 avril à l'Hôtel Matignon une réunion de l'ensemble des membres du gouvernement. Ce conseil de cabinet sera essentiellement consacré à définir les modalités de la campagne électorale pour le deuxième tour à laquelle les ministres et secrétaires d'Etat seront invités à participer activement.

Le lendemain, mardi 26 avril, les groupes parlementaires RPR et UDF de l'Assemblée nationale et du Sénat pourraient également tenir une réunion commune à laquelle seraient conviés les parlementaires européens de la majorité. Les collaborateurs de M. Chirac et ceux de M. Barre sont en train d'envisager les modalités d'une rencontre entre les deux candidats au cours de la journée du dimanche 24 avril, après qu'ils se seront rendus respectivement à Ussel et à Lyon pour voter. De même est mis à l'étude un projet de déclaration ou de communiqué commun qui pourrait être diffusé après l'annonce des résultats du premier tour dans la soirée de dimanche. Tous les responsables nationaux du RPR et de l'UDF ont été priés de se trouver dans la capitale dimanche en fin d'après-midi.

Le numéro du « Monde » daté 21 avril 1988 a été tiré à 548 832 exemplaires

A B C D F G H

## Un contrat de 14 milliards de francs La France lance officiellement le programme d'avion Rafale

A trois jours du premier tour de l'élection présidentielle, la France vient officiellement d'engager la réalisation de son nouveau programme d'avion de combat : le Rafale, un bi-réacteur destiné à entrer en service dans l'armée de l'air et l'aéronavale après 1996. MM. François Mitterrand et Jacques Chirac ont ainsi bien vu M. Raymond Barre se sont déclarés en faveur de ce projet, que la décision intervenue jeudi matin 21 avril, à Paris, rend quasiment irrévocable.

La direction des constructions aéronautiques du ministère de la défense a, en effet, signé avec les industriels concernés deux contrats d'une valeur totale approximative de 14 milliards de francs, à charge pour les constructeurs d'assurer eux-mêmes le quart de ce financement.

Un premier contrat avec le groupe Dassault-Breguet prévoit la construction du premier prototype du Rafale, qui devra voler au début

de 1991. Ce prototype est la version conçue pour l'armée de l'air. Le contrat précise que la construction d'un deuxième prototype, destiné davantage à l'aéronavale, pourra être décidée en septembre prochain. Celle de trois autres prototypes sera décidée ultérieurement. Pour l'instant, ce contrat est assorti d'un engagement financier de 7 milliards de francs, dont les trois quarts pour l'Etat et le quart restant à la charge de Dassault. Le deuxième contrat, d'une valeur équivalente et répartie de la même manière, prévoit, par tranches annuelles, le développement, par la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), d'une dizaine de réacteurs M-88, destinés à qualifier, pour 1995, la propulsion du Rafale. L'autorisation gouvernementale de construire en série le M-88 devrait intervenir ultérieurement.

Cette double décision était attendue depuis que les négociations entreprises par M. André Giraud avec les industriels intéressés avaient été soumises, dans la première quinzaine d'avril, à la commission nationale des marchés. Elle est aussi dans la logique des assurances données, l'an dernier, au Salon aéronautique du Bourget, par le président de la République et par le premier ministre.

En lançant son programme Rafale, la France maintient cependant les offres de coopération qu'elle a adressées, à plusieurs reprises, à ses alliés, en particulier aux États-Unis et à certains pays européens, comme l'Allemagne fédérale, pour qu'ils collaborent avec elle à la mise au point d'un avion de combat du prochain millénaire. Au ministère de la défense, on estime que la décision du 21 avril offre même une base technique de discussion, permettant d'ajuster le programme aux besoins d'un partenaire.

## A Moscou

### Premiers entretiens Shultz-Chevardnadze

Moscou (AFP). — Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est arrivé jeudi 21 avril en fin de matinée à Moscou en vue de la préparation du prochain sommet entre le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev et le président Ronald Reagan, du 29 mai au 2 juin.

M. Shultz, qui vient de Finlande, est accompagné de M. Colin Powell, conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité nationale. Il a été accueilli à l'aéroport par le premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Youli Vorontsov.

Le secrétaire d'Etat américain devait avoir trois séries d'entretiens dans la journée avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze. Vendredi, il sera reçu au Kremlin par M. Gorbatchev. Pendant le week-end, M. Shultz se rendra à Kiev, en Ukraine, et à Tbilissi, en Géorgie.

M. Shultz a exprimé mercredi à Helsinki l'espoir que sa visite en URSS permettrait de réaliser des progrès dans les négociations sur la réduction de moitié du nombre des missiles nucléaires stratégiques. Mais il a reconnu qu'à l'approche du sommet de Moscou les chances s'amenuisaient de voir un traité sur cette question prêt à temps. Un responsable soviétique, M. Gueorgui Kornienko, a pour sa part jugé « difficile » de conclure un traité sur les START d'ici le 29 mai.

## ITALIE

### Deux carabinieri tués dans la région de Bologne

Deux carabinieri ont été tués dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 avril à Castelmaggiore, près de Bologne, alors qu'ils tentaient de contrôler une Fiat blanche dont les occupants ont immédiatement ouvert le feu.

La proximité de la ville de Forlì, où le sénateur démocrate-chrétien Roberto Ruffilli a été assassiné samedi dernier par les Brigades rouges, amène les enquêteurs à ne pas écarter l'hypothèse d'une action terroriste. Il est toutefois possible que les meurtriers soient des malfaiteurs préparant un hold-up ou transportant de la drogue. Deux attaques contre des magasins de coopératives ont déjà fait deux morts et neuf blessés depuis le 30 janvier dans la région. — (AFP.)

## LIBAN

### Un otage américain déferé devant un « tribunal »

Les ravisseurs de l'officier américain de l'ONU, le lieutenant-colonel William Richard Higgins, ont annoncé qu'il serait déferé jeudi 21 avril devant « le tribunal des opprimés, qui doit le juger pour ses crimes ».

Dans un communiqué dactylographié en arabe, parvenu au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth, l'Organisation des opprimés dans le monde « précise que « l'interrogatoire ayant pris fin, le criminel Higgins sera jugé pour espionnage des peuples libanais et palestiniens au profit de l'Amérique ». — (AFP.)

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 21 avril

Cotations retardées  
L'ouverture des cotations informatiques en continuation des 134 valeurs françaises du règlement mensuel a été retardée durant une grande partie de la matinée à cause de problèmes techniques. Seuls douze titres cotés à la crie pouvaient être négociés. Parmi les hausses figuraient la Compagnie du Midi, qui a même atteint son plus haut de l'année. Elle gagnait 3,2 %.

## Sur le vif Extinction de voix

La course au château, c'est pas du gâteau, dites-les donc ! Ils n'en peuvent plus, nos princes. Ils commencent à fatiguer. Le moral, ça va, pas de problème, ils sont gonflés à bloc, ils s'accrochent, ils pédalent comme des moutons en levant le bras de la victoire. Non, là où ça craque, c'est au niveau des cordes vocales. A force de s'engueuler, de s'agorner d'injures, de s'insulter, à force de s'envoyer des petites phrases et des gros mots, la leur de voix, ils l'ont perdue. Elle est rauque, elle est enrouée, elle fait des couacs.

Falloit les voir, hier, au conseil des ministres, se refléter des pestilles par la gorge. Si, si, si vous jure, c'est pas une blague. D'où le le tiens ? De Juppé, il a le même préfixe, ce matin, à la radio, que c'était pas des couacs, c'était des Puitou.

C'est pour ça, cherchez pas, qu'il pleurniche, mon Mimi, qu'il râle après les autres : Vous êtes vraiment pas gentils, vous êtes des dégueulasse et des malpolis. Vous arrêtez pas de me

chercher des poux à cause de mon âge et tout. C'est pas chic, ça se fait pas.

Alors, mon Jacques : C'est toi qui as commencé. Tu nous as traités de factieux, de fachos. T'as dit que t'avais marre de jouer avec nous dans la cour de récré. Dis pas que tu l'as pas dit, si t'as dit, t'as dit qu'on était pas fréquentables.

Et Pascale : Non, mais qu'est-ce que tu te crois, pour qui tu te prends ? Pour le reine d'Angleterre ? Ou t'es président ou t'es candidat. Si t'es candidat, ton âge nous intéresse, figure-toi.

Et mon Mimi : Bon, ça va, bouclez-la. Dis qu'il l'ouvre, Jacques Chirac, bonjour le cata. Son sourire, c'est une fermeture éclair et il parle comme une machine à écrire.

Vous trouvez que ça va bas ? Pas moi. Moi, faut de pouvoir comparer les idées. L'arrive pas à les saisir, elles se volatilisent sous mon nez, je m'amusais à compter les coups. Allez-y les mecs, courage, vous dégonflez pas !

CLAUDE SABRAUTE.

## Les passagers d'Aeromexico rapatriés.

Après le dépôt de bilan de la compagnie nationale mexicaine Aeromexico, la situation s'améliore pour les centaines de passagers étrangers — en majorité des Français — bloqués à Mexico depuis la fin de la semaine dernière. D'une part, l'Association du transport aérien international (IATA) a demandé à ses compagnies membres d'accepter à nouveau les billets émis par Aeromexico. Cette décision a contribué au départ de nombreux touristes. D'autre part, un avion de la compagnie de charters Minerva s'est dévoté, sur le chemin de retour de Nouméa, pour embarquer environ deux cents Français, car les vols d'Air France sont au complet.

## Les salariés de Télémeccanique votent pour Fraternisme.

Consultés par référendum à bulletin secret, mardi 19 avril, les salariés de Télémeccanique, entreprise convoquée à la fois par Schneider et par Fraternisme, ont préféré, quitte à perdre leur indépendance, ce dernier groupe à 89,6 % des voix exprimées. L'hypothèse Schneider n'a reçu que 2,2 % des votes, le reste, 8,2 %, étant des bulletins blancs. Ce vote confirme « la détermination du personnel contre l'OPA agressive » de M. Pinseau-Valenciennes, PDG de Schneider.

## Total et Messerschmitt s'associent dans l'énergie solaire.

Le groupe pétrolier français Total-CFP et le constructeur aéronautique allemand Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB) ont décidé, le 20 avril, de fusionner leurs activités photovoltaïques (conversion directe de l'énergie solaire en électricité), au sein d'une société commune à 50/50. Une usine sera construite à Munich d'ici à 1991 afin de produire à l'échelle industrielle des panneaux solaires à silicium amorphe destinés notamment à équiper des voitures de luxe, et un important programme de recherche sera engagé en France, afin d'améliorer les rendements de cette technique jusqu'ici utilisés surtout pour l'électronique. L'ensemble du projet représente, selon les deux groupes, un investissement total de 350 millions de francs, pour partie financés grâce à des subventions nationales et communautaires dans le cadre du programme Eureka.

Nominations au conseil des ministres. — A été élevé au rang et appellation de général d'armée, par le conseil des ministres du mercredi 20 avril, le général de corps d'armée Paul Laidry. A été nommé directeur de l'enseignement militaire supérieur de l'armée de terre et commandant l'Ecole supérieure de guerre, le général de division Jacques Grefy de Bellecombe.



(1450 F1000)

## Nous avons si peu l'habitude de parler d'argent.

Nous ne parlons pas souvent de nos financements. Normal. Ils parlent d'eux-mêmes.  
\* Pour une location avec option d'achat sur 60 mois d'une 1900\*. Un premier versement de 49 471,15 F (comportant 19 275 F de dépôt de garantie, égal à

l'option d'achat final). Le premier versement pouvant être couvert par la reprise de votre ancien véhicule. Puis 11 versements de 1450 F suivis de 48 versements de 1850 F.  
Des chiffres qui se passent de commentaire.

Offre valable du 14 mars au 6 juin 88 sous réserve d'acceptation de votre dossier par Mercedes-Benz Financement (Département Solovam - 50, bd Haussmann - 75009 Paris).



MERCEDES-BENZ